LA REVUE

LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES

DES DEUX MONDES

---

15 AVRIL 1950

LE NUMÉRO : 130 francs

15, rue de l'Université - PARIS

LES LIVRES

J'AI VECU 1900, par Maurice Donnay, de l'Académie française ; 1 vol. in-16. Ed. Arthème Fayard.

C'est aux environs de 1893 que Maurice Donnay commença de tenir un journal quotidien. Ce journal, dont les lecteurs de **La Revue** ont pu apprécier la verve, l'esprit et une bienveillance que n'ont pas eu toujours ses plus brillants confrères, paraît aujourd'hui sous le titre **J'ai vécu 1900.** Il s'étend sur une période de vingt ans, commence à l'époque où **Amants**, interprétée par Lucien Guitry et Jeanne Granier, remportait un éclatant succès, et se poursuit par les années où Donnay faisait jouer **la Douloureuse, le Torrent, l'Autre Danger, le Retour de Jérusalem, Education de Prince, les Eclaireuses** ainsi que **le Mariage de Télémaque**, en collaboration avec Jules Lemaitre et Claude Terrasse, pour la musique, pour aboutir au **Ménage de Molière et à Georgette Lemeunier,** créés à la Comédie Française. Mais, dans son journal, Maurice Donnay, traite de bien d'autres sujets que ses pièces. Il trace des portraits spirituels et jamais méchants de ses contemporains. Il relate des conversations échangées dans des réunions de gens notoires, tels les déjeuners Bixio, ses visites à Lucien Guitry, raconte des séances à l'Académie. Maurice Donnay n'est jamais imbu de sa valeur, jamais aigri par un insuccès. Le poète, qu'il avait été dès ses débuts, se doublait d'un philosophe aimant la vie mais n'attachant pas à son œuvre une importance démesurée. A revivre, en sa compagnie, vingt années qui furent pour lui glorieuses, on apprend mieux à apprécier cet homme d'esprit que les succès n'avaient pas grisé. Faisant suite à **Ses Souvenirs** et à **Mes débuts à Paris** ce volume complète une bien attachante biographie.

LA GRANDE-BRETAGNE APRÈS LES ÉLECTIONS (1)

LONDRES, début de mars. Un soleil déjà printanier a dissipé les brumes matinales. L'air vif est parfois traversé de souffles presque tièdes. Des drapeaux claquent aux fenêtres. Dans les rues les piétons marchent d'un pas alerte et la boutonnière de beaucoup d'hommes s'orne d'une fleur. A l'approche de quelques grandes voies, la foule se fait plus dense, s'immobilise. De part et d'autre de la chaussée, s'aligne une double rangée de *Guardsmen* en tunique rouge, buffleteries blanches et bonnets d'ourson. Les trompettes résonnent. Une acclamation monte. On aperçoit, entre les baïonnettes, des calèches de gala que traînent, steppant haut, de forts trotteurs montés par des postillons au catogan natté et qu'entourent des écuyers écarlate et or. Scintillement de cuirasses et de casques, envol de plumets blancs ou rouges, cliquetis de sabres, martèlement de sabots heurtant l'asphalte. Le cortège a disparu que les vivats se prolongent encore : le Président de la République française vient de passer aux côtés de Sa Majesté britannique.

Tous les spectateurs sont d'accord : l'accueil fait par la capitale britannique à M. Auriol a été chaleureux. Mais nombre d'observateurs ajoutent que cette chaleur procédait moins peut-être de la réelle sympathie suscitée par le chef de la nation alliée que d'une sorte d'allégresse interne éprouvée par les Londoniens : quelques jours auparavant les élections générales avaient eu lieu ; elles avaient mis terme non point au gouvernement travailliste mais à la dictature exercée pendant cinq ans, avec une austérité puritaine, par ce gouvernement. On allait, pensait la foule, peut-être voir du nouveau. Après tant de gris, un peu de couleur. Et ceux-là même qui avaient voté travailliste ne laissaient pas d'être pris par l'ambiance générale de curiosité amusée. Autant qu'au Président français, c'est à soi-même que Londres, si déshabitué des fêtes, donnait une fête.

(1) Cf. *Grande-Bretagne 1949*, *La Revue*, 15 juillet, 1er et 15 septembre 1949.

Trois jours auparavant, une autre pompe avait déjà fourni occasion de liesse : les souverains s'en étaient venus ouvrir solennellement le nouveau Parlement. Sur leur passage, le bon peuple avait pu admirer les lourds carrosses dorés, les laquais galonnés, les hallebardiers en fraise et pourpoint mi-parti, les hérauts d'armes aux cottes armoriées. A l'intérieur du palais de Westminster, les privilégiés avaient assisté au déploiement d'un rituel bien des fois centenaire : le Roi et la Reine, couronnes en tête, hiératiques sur leurs trônes jumeaux ; auprès d'eux, l'épée de l'Etat tenue haute ; le corps diplomatique et ses chamarrures ; les évêques et leurs surplis ; les Pairs et leurs robes écarlates fourrées d'hermines ; les Pairesses étincelantes de diamants ; les « fidèles Communes », masse sombre et respectueuse, entassées au fond de la salle ; le lord Chancelier, en perruque et simarre, s'agenouillant pour tendre à George VI le texte du « gracieux discours » obligatoirement terminé par une invocation à Dieu tout-puissant.

Cérémonie à la fois auguste et intime, prise directe de contact entre le Roi et les représentants de son peuple, concrète manifestation du lien unissant, outre-Manche, les innovations législatives les plus hardies aux plus antiques traditions.

Ouverture du Parlement, réception du Président Auriol : deux occasions saisies par les Anglais pour manifester, sans rien renier du passé, leur confiance dans l'avenir.

***

Les « fidèles Communes » issues du dernier scrutin se composent de 625 députés. Celles élues en 1945 en comptaient 640. En voici, du point de vue des opinions, la répartition :

	Chambre de 1950	Chambre de 1945
Travaillistes	315	396
Conservateurs et apparentés.	297	189
Libéraux	9	25 (1)
Nationalistes ulstériens.....	3	2
Communistes	0	2
Divers....................	0	25
Sans parti (le Speaker)	1	1
	625	640

(1) Dont 13 libéraux nationaux.

Si on laisse de côté le Speaker, qui ne vote jamais, les travaillistes disposent dans la Chambre actuelle, d'une majorité de six voix ; dans l'Assemblée précédente, cette majorité était de cent quarante-neuf voix.

Que si maintenant on compare, non plus le nombre des sièges emportés, mais celui des suffrages réunis, on trouve :

	Elections de 1950	Elections de 1945
Travaillistes ...	46 %	48,5 %
Conservateurs...	44 %	38 %
Libéraux	9 %	10 %
Communistes ..	0,03 %	0,04 %

A noter, d'une part que le nombre des suffrages exprimés a été beaucoup plus grand en 1950 qu'en 1945 (28.350.000 contre 25.015.000), d'autre part que, dans l'intervalle, il avait été procédé à un redécoupage des circonscriptions atténuant certaines anomalies qui avaient contribué à assurer aux travaillistes 62 % des sièges alors qu'ils n'avaient recueilli que 48 % des voix.

De l'examen de ces chiffres, de l'étude aussi de la répartition géographique des suffrages, plusieurs constatations se dégagent :

1° Le système des deux partis, conséquence logique du scrutin uninominal à tour unique, a plus que jamais la faveur du peuple britannique et le parlementarisme d'outre-Manche n'est pas guetté par l'émiettement des groupes. Le parti libéral, tout en ne voyant que faiblement baisser le pourcentage des suffrages exprimés en sa faveur, a perdu près des deux tiers de sa représentation parlementaire. Quant aux cinq ou six groupes mineurs qui existaient dans la précédente Chambre, ils ont disparu à l'exception de celui, infime, des nationalistes ulstériens (partisans du rattachement de l'Ulster à la République irlandaise). Les communistes, qui disposaient de deux sièges, n'en ont plus aucun et les quelques travaillistes d'extrême-gauche qui, au cours de la législature, s'étaient séparés du parti, n'ont point été réélus.

2° Nulle vague de fond antitravailliste. En 1945, le parti de M. Attlee n'avait pas recueilli dans le pays la majorité absolue des suffrages. En 1950 le nombre des votes émis en sa faveur, tout en étant proportionnellement un peu moins considérable, a augmenté en valeur absolue (13.248.000 au lieu de 11.985.000). En dépit de la crise persistante du logement et de la hausse du prix de la vie,

les grands centres urbains et les régions usinières lui sont restés fidèles. En revanche, malgré la prospérité agricole engendrée par le système des subventions (450 millions de francs pour l'année budgétaire 1949-1950 !), les campagnes sont restées résolument conservatrices. De plus beaucoup de voix qui, en 1945, s'étaient égarées sur les petits partis, se sont, cette fois, portées sur les conservateurs. Enfin et surtout la plupart des « banlieues résidentielles » qui avaient, il y a cinq ans, donné une majorité aux travaillistes, se sont, le 23 février, prononcées en faveur des candidats patronnés par M. Churchill.

Ces banlieues sont essentiellement le gîte de la petite bourgeoisie et c'est la volte-face de celle-ci qui a le plus contribué à porter de 9.500.000 à 12.450.000 le chiffre des voix conservatrices.

3° Le pays est nettement coupé en deux. La modération avec laquelle a été conduite, de part et d'autre, la campagne électorale ne doit à ce sujet pas faire d'illusion. Il s'agit moins d'ailleurs d'antagonisme portant sur des points précis que de tendances divergentes, on pourrait dire d'états d'esprit opposés. En effet, les programmes des deux grands partis, à les bien lire, ne différaient pas très profondément : le programme travailliste ne proposait aucune mesure véritablement révolutionnaire et envisageait seulement d'ajouter quelques nationalisations à celles déjà réalisées. Quant au programme conservateur, il admettait que les réformes acquises ne sauraient être, sauf exceptions, remises en question et insistait surtout sur la nécessité d'une administration moins envahissante et plus ménagère des deniers publics : « Nous ferons à peu près la même chose, semblait dire ce programme, seulement nous le ferons mieux et plus économiquement. »

Tout cela pourrait à la rigueur se concilier. Mais ce qui paraît difficilement conciliable, c'est, d'un côté, l'aspiration de la classe ouvrière vers un Etat-providence garantissant à chaque citoyen le même niveau d'existence, de l'autre, l'instinct qui pousse les autres classes, pour assurer leur survie, à défendre les droits de l'individu. Nivellement obtenu par la contrainte ou hiérarchie découlant de la libre concurrence. On ne saurait encore parler de guerre sociale et la haine n'a point fait son apparition ; pourtant les sentiments sont de part et d'autre assez violents et c'est là ce qui explique qu'en février dernier 84 % des inscrits se soient porté aux urnes contre 75 % en 1945.

4° Si l'on additionne les bulletins libéraux aux bulletins conser-

vateurs on voit que 53 % des électeurs se sont prononcés contre le collectivisme. Le parti travailliste n'en dispose pas moins d'une majorité absolue de six voix (1) à la Chambre des Communes. Mais, du fait que le vote par procuration n'est pas admis, cette très faible majorité est aussi fort précaire : quelques absences dans les rangs travaillistes suffisent à la muer en minorité.

Ailleurs qu'en Grande-Bretagne, la formation d'un gouvernement de coalition eût paru indiquée. Mais les Anglais qui ont, à plusieurs reprises, tâté du système n'en ont pas gardé un bon souvenir. Les chefs conservateurs y sont d'ailleurs opposés car ils comptent bien finir par occuper seuls le pouvoir. Quant aux chefs travaillistes, ils savent que toute combinaison faisant place aux *tories* se heurterait à l'hostilité violente des *Trade Unions*, ces forteresses de la classe ouvrière, et déterminerait, au sein du parti, une immédiate scission. Aussi bien M. Attlee qui prit, en 1931, contre Ramsay Mac Donald, l'initiative d'une semblable scission est-il le dernier à pouvoir, sans scandale, provoquer une coalition. Point donc d'autre issue à l'instable situation actuelle que de nouvelles élections générales.

***

Quand ces élections interviendront-elles ? Cela, qui dépend en grande partie des événements, est malaisé à prévoir. Probablement avant la fin de l'année, peut-être seulement l'an prochain. Le discours du trône, lu par le souverain mais rédigé par le premier ministre, a manifesté que le gouvernement ne voulait pas provoquer ses adversaires et souhaitait gagner du temps. Rien de plus terne que ce document qui, en fait de réformes, n'a annoncé que l'amélioration des chemins vicinaux, l'amélioration aussi du recrutement des médecins et des sages-femmes. Tout au plus une phrase a-t-elle réservé l'avenir : « Mon gouvernement ne propose qu'un programme limité pour la présente session. Si néanmoins d'autres mesures s'avéraient nécessaires pour empêcher le chômage et assurer la prospérité nationale, mes ministres n'hésiteraient pas à les soumettre au Parlement, même si elles devaient être controversées. »

En fait, poussés par M. Churchill et malgré les conseils de prudence donnés par M. Eden, les conservateurs ont aussitôt engagé la controverse en déposant un amendement à l' « humble adresse »

(1) Encore, à la suite de deux décès et d'une démission, cette majorité est-elle provisoirement tombée à trois voix.

répondant au « gracieux discours » du Trône. Son objet était de demander qu'il fût sursis à la mise en application de la loi nationalisant l'industrie sidérurgique. Le gouvernement l'a emporté par quatorze voix, un plus grand nombre de députés conservateurs que de députés travaillistes s'étant trouvés absents à l'heure du scrutin. Depuis diverses autres motions conservatrices ont été également rejetées, parfois avec le concours de libéraux (1).

L'écart entre les voix reste cependant faible et une épidémie de grippe risque toujours d'en changer le sens. Provisoirement, la vie politique de la Grande-Bretagne demeure, à l'intérieur au moins, frappé de semi-paralysie.

Les conservateurs ne doutent point que de nouvelles élections générales, intervenant d'ici quelques mois, ne leur donnent une substantielle majorité. Leurs arguments sont les suivants :

Le parti libéral, dont la caisse est vide, se verra dans l'impossibilité pécuniaire de présenter un grand nombre de candidats. Aussi bien la preuve a-t-elle été administrée qu'un bulletin déposé en sa faveur risque d'être un bulletin perdu (la représentation proportionnelle réclamée par les libéraux n'a, en effet, en dépit de l'adhésion tactique de M. Churchill, que bien peu de chance d'être instituée). La plupart des électeurs qui viennent de voter libéral reporteront leurs suffrages sur l'un ou l'autre des deux grands partis et les spécialistes s'accordent à penser que ce sera, dans la proportion des deux tiers au moins, au profit du parti conservateur. Ce simple déplacement suffirait à faire pencher la balance du côté *tory*.

D'autre part, la situation économique de la Grande-Bretagne est toujours mauvaise. Si la balance des comptes s'est, au cours des derniers mois, assez sensiblement améliorée, ce n'a été que par l'effet provisoire de la dévaluation de la livre sterling. Mais cette même dévaluation a entraîné une élévation des prix intérieurs qui ira s'accentuant. Aussi bien l'équilibre des comptes avec la zone dollar n'est-il nullement atteint et la réduction des crédits Marshall va-t-elle, de ce côté là, aggraver les choses. Déjà le cours officiel actuel de la livre sterling apparaît malaisé à tenir. D'autre part les dépenses publiques ont, pour l'exercice 1949-1950 dépassé de 170 millions de livres celles qui avaient été prévues au budget et on se demande comment on pourra, sans aggravation d'une fiscalité déjà ruineuse, maintenir tous les avantages sociaux accordés à

(1) En revanche, le 29 mars, une motion conservatrice a été votée par 283 voix contre 257 ; mais la question de confiance n'était pas posée.

la population. Peut-être même le spectre du chômage est-il en vue... Ce n'est point sans raison que M. Attlee s'était décidé, contre son intention initiale, à provoquer des élections en plein hiver. Il savait qu'à attendre plus longtemps le déroulement des événements il risquerait fort de jouer contre son parti. Aux prochaines élections il y aura davantage d'appauvris, davantage de mécontents, et partant, davantage de voix pour les conservateurs.

Enfin, c'est un fait d'expérience que le succès fait toujours des prisonniers. A la suite du scrutin de 1945, on avait volontiers pensé — et nombre de *tories* partageaient ce sentiment — que le parti conservateur ne se relèverait jamais de sa défaite, qu'il était irrémédiablement condamné et que le « sens de l'Histoire » conduisait, sans retour possible, au socialisme. Le fait que toutes les élections législatives partielles aient, ensuite, tourné au profit des travaillistes avait confirmé cette opinion et il avait fallu, pour commencer à l'ébranler, les succès remportés par les *tories* aux élections locales, il avait fallu surtout l'énergie déployée par lord Woolton à la tête de l'organisation conservatrice.

Or, voici qu'il vient d'être démontré non seulement que le parti conservateur est toujours vivant mais qu'il est redevenu conquérant. Comment cette constatation pourrait-elle manquer de lui ramener les hésitants, les timides, la foule de ceux qui craignent de marcher à contre-courant ?

Ces arguments sont forts et il paraît en effet probable que, sauf imprévu, les conservateurs disposeront, dans la prochaine Chambre, d'une majorité. La question est de savoir si cette majorité sera aussi forte qu'ils se plaisent à l'espérer ou bien si elle ne sera, comme la majorité travailliste actuelle, que de quelques voix. En faveur de cette dernière hypothèse on peut invoquer l'attachement irréductible, souligné plus haut, des masses ouvrières au travaillisme. Il y a là une mystique contre laquelle rien ne prévaudra aisément.

Si, à la suite de nouvelles élections, la situation présente devait se prolonger et si aucun des deux grands partis n'était assez fort pour gouverner en toute tranquillité d'esprit, force serait sans doute, en dépit de toutes les répugnances, d'en arriver à un ministère de coalition. Il est un principe qui s'impose à tout homme d'Etat britannique digne de ce nom : quoiqu'il arrive *His Majesty's Governement must be carried on* — le Gouvernement de Sa Majesté doit être assuré. Et si la majorité n'y suffit pas l'opposition se doit d'y concourir.

En attendant les chefs politiques manœuvrent.

Du côté conservateur, deux tendances : M. Churchill, impétueux, batailleur et qui d'ailleurs, âgé qu'il est de soixante-seize ans, a hâte de saisir le pouvoir, prêche l'offensive, demande que nul répit ne soit laissé au ministère et souhaite d'enlever les dernières positions à la pointe de l'épée. Sa pétulance, qui n'a pas été sans causer quelque tort à son parti auprès du corps électoral, n'est point partagée par tous ses collègues du *shadow Cabinet*. MM. Eden et Mac Millan en particulier se montrent favorables à la temporisation, persuadés qu'ils sont que le temps travaille en faveur des *tories*, et peut-être aussi inclinent-ils secrètement vers une combinaison de coalition. Pour lord Woolton, il se contente de remplir le rôle dans lequel il excelle : celui de pourvoyeur de la caisse du parti et d'organisateur méticuleux de sa propagande.

Du côté travailliste, dualité analogue. M. Attlee et surtout M. Herbert Morrison, lord président du Conseil privé et docteur en stratégie électorale, désirent ne rien brusquer et se résignent à ajourner les réformes dont plus de la moitié du corps électoral ne veut pas. L'important pour eux semble être de conserver le pouvoir en espérant que des événements surgiront qui leur permettront de s'y consolider. Au contraire, pour le bouillant Gallois Aneurin Bevan, ministre de la Santé, l'essentiel est de rester en contact intime avec ces *Trade-Unions* — ces syndicats — qui constituent l'ossature du parti travailliste. Or beaucoup des adhérents des *Trade-Unions* sont aujourd'hui mécontents : si lors du scrutin ils ont observé la discipline et rejeté les extrémistes, ils n'en sont pas moins convaincus que la classe ouvrière ne saurait renoncer à aucune de ses revendications et que la révolution sociale doit se poursuivre. Plusieurs syndicats importants (cheminots, mines, industries mécaniques) viennent de remettre en cause le principe du blocage des salaires, exigent des augmentations et déclarent que, s'il faut des économies, c'est du côté des budgets militaires qu'on doit les chercher... Peut-être y a-t-il là le germe d'une profonde et grave dissidence qui pourrait conduire le syndicalisme britannique aux confins du communisme.

C'est cette dissidence que M. Bevan voudrait éviter fût-ce au prix d'une longue cure d'opposition. Ou bien songe-t-il obscurément à en prendre la tête ?... On a remarqué qu'il n'assistait pas au Conseil que les ministres tinrent le lendemain des élections et à l'issue duquel ils décidèrent de ne pas se démettre.

Churchill-Bevan, Eden-Morrison. Le goût de la boxe et le goût des transactions : deux aspects du tempérament britannique. Il est trop tôt pour dire lequel l'emportera.

***

Au cours de la campagne électorale de 1945, les questions extérieures avaient tenu une place importante : les conservateurs avaient naturellement glorifié, en l'associant à la victoire, la diplomatie de M. Churchill ; les travaillistes avaient célébré les services que n'allait pas manquer de rendre l'O. N. U., insisté sur la nécessité d'une étroite entente avec l'Union Soviétique, réclamé une réduction massive des armements, prédit enfin l'avènement d'une ère de fraternité des peuples.

Cette fois au contraire silence à peu près complet. Les brefs chapitres que les programmes des deux grands partis consacrèrent aux problèmes internationaux ne semblaient y figurer que pour mémoire, les orateurs effleurèrent à peine le sujet et leur auditoire ne leur posa guère de questions. A la fin seulement, M. Churchill suscita un certain remous en demandant qu'un contact direct fût pris avec le généralissime Staline. Encore cette intervention volontairement sensationnelle fut-elle jugée assez sévèrement par la fraction importante de l'opinion britannique qui, en politique au moins, se méfie systématiquement du sensationnel.

Ignorance ? Indifférence ? Pas exactement. Plutôt sentiment que l'objet de la lutte électorale était purement d'ordre intérieur et qu'à l'égard des questions extérieures il n'existait point, entre les partis, de divergences qui valussent d'être débattues.

Dans la pratique en effet le gouvernement travailliste ne s'était jamais souvenu du programme extérieur de 1945, il avait expulsé du parti les extrémistes qui en faisaient trop bruyamment mention et son action diplomatique avait, le plus souvent, recueilli l'adhésion des conservateurs.

On s'imagine volontiers en France que ces derniers sont, plus que les travaillistes, favorables à l'idée d'une Union européenne. A tort : la ferveur de M. Churchill reste isolée et les deux partis se méfient presqu'également de cette idée. Pour des raisons, il est vrai, un peu différentes : les travaillistes craignent toujours qu'une association avec les économies européennes ne fausse le mécanisme qu'ils ont artificiellement monté pour sauvegarder l'indépendance de la livre

sterling ; les *tories*, eux, songent d'abord à cette sixième partie du monde qu'est le *Commonwealth.* Tout au plus peut-on penser que les *leaders* conservateurs, ayant en général une culture internationale plus étendue que celle des *leaders* travaillistes, sont moins étroitement insulaires et plus ouverts aux idées venues du continent.

En fait, ce sont les bureaux du *Foreign Office*, de la Trésorerie et de l'Amirauté, beaucoup plus que les majorités parlementaires, qui gouvernent la politique extérieure du Royaume. Sous la pression des Etats-Unis, en présence aussi des indications fournies par la Conférence du *Commonwealth* tenue récemment à Colombo, peut-être ces bureaux inclinent-ils aujourd'hui à envisager avec moins de réticences le principe d'une étroite association de la Grande-Bretagne avec l'ouest du continent européen.

De même peut-on observer une tendance assez neuve à admettre le bien-fondé des thèses françaises : le gouvernement de Londres a reconnu l'empereur Bao Daï, il a donné — d'ailleurs sans enthousiasme — son assentiment à l'accord franco-sarrois et il s'oppose à un réarmement de l'Allemagne. En général l'opinion publique, qui sent que les temps du « splendide isolement » sont définitivement révolus, approuve cette tendance. Cependant dans son éditorial du 20 mars, l'*Evening Standard*, l'organe de Lord Beaverbrook, parlait encore du « néfaste rapt de la Sarre commis par la France ». Mais Lord Beaverbrook est un vieil enfant terrible.

Beaucoup plus d'ailleurs que pour la politique extérieure, l' « homme de la rue » se passionne pour l'affaire Seretse Khama, ce chef de la tribu des Bamangwatos dans le Bechouanaland qui a épousé une dactylo anglaise. Pour complaire au gouvernement de l'Union sud-africaine, farouchement opposé à toute « fraternisation » entre Blancs et gens de couleur, le ministre britannique du *Commonwealth* a fait venir Seretse Khama à Londres et a tenté de l'y retenir. Cette infraction aux principes de l'égalité des races et à celui de l'*Habeas corpus* a soulevé un grand scandale. Les Anglais ont bien admis qu'Edouard VIII perdît son trône à cause d'une femme ; mais il leur déplaît que Seretse Kahma souffre la même disgrâce. Les protestations se sont multipliées et le parti libéral a, un moment, songé à offrir au principicule nègre d'être son candidat lors d'une prochaine élection partielle. En dépit de cinq années de dur étatisme le sens du droit naturel est décidément toujours vivant outre-Manche.

***

En se proposant d'assurer un niveau moyen de vie plus élevé qu'avant la guerre à la population d'un pays ruiné par la guerre, les travaillistes ont engagé une partie terriblement difficile. Ils l'ont jouée avec un sérieux et une méthode auxquels il faut rendre hommage. On ne saurait aisément soutenir qu'ils l'ont gagnée.

Sans doute la condition de la classe la moins fortunée a-t-elle été améliorée. Mais il n'est pas certain que cette amélioration, acquise au prix d'un semi-encasernement de la nation, soit fort durable. Déjà on entend des craquements dans l'échafaudage compliqué et fragile monté par le travaillisme. Si sa maîtresse pièce, la livre sterling, venait à céder de nouveau, cet échafaudage risquerait de s'écrouler tout entier.

Le scrutin du 23 février a marqué la réaction d'une grande fraction du public contre un régime ajoutant la morosité à la contrainte et le retour des conservateurs au pouvoir apparaît désormais, à plus ou moins brève échéance, vraisemblable. Ils feront autrement que leurs prédécesseurs. Pourront-ils faire beaucoup mieux ?

Sans doute, en desserrant les freins qui enrayent actuellement l'initiative individuelle, rendront-ils à l'économie britannique quelque chose de cette élasticité qui fit jadis sa force. Mais on voit mal comment ils agiront sur ce qui reste à la base des difficultés que connaît la Grande-Bretagne : le fait que ce pays, grand seulement comme les deux cinquièmes de la France, compte neuf millions d'habitants de plus et que ses ressources agricoles ne lui permettent de nourrir cette population que pendant six mois à peine par an.

Il faut cependant toujours faire confiance à l'énergie comme à l'instinct vital des Anglais. Au cours des dernières années, cette énergie a pu paraître se détendre et cet instinct vital s'affaiblir. Divers signes donnent aujourd'hui à penser qu'ils n'étaient que passagèrement éclipsés. Pourquoi ne feraient-ils pas des miracles dans l'avenir ? N'en ont-ils pas suscité dans le passé ?

JACQUES CHASTENET.

FERDINAND DE LESSEPS

LA LUTTE POLITIQUE
POUR LA CRÉATION DU CANAL DE SUEZ

III (1)

Le Vice-Roi d'Egypte a jusqu'ici fait preuve d'une constance remarquable. Mais il commence à s'émouvoir. Les menaces de l'Angleterre ne cessent guère ; la Turquie n'ose rien décider ; l'Autriche hésite et la France se réserve. La nervosité naturelle de Saïd a de quoi s'exercer.

Aussi chaque fois qu'il est absent d'Egypte pour lutter sur un autre front, Lesseps ne laisse-t-il pas d'être inquiet des pressions qui s'exercent sur le prince. Pour les combattre quotidiennement, il a heureusement sur place un collaborateur remarquable, le consul général des Pays-Bas, son compagnon de la première heure, dont le dévouement ne lui fera jamais défaut. Par chaque courrier, presque chaque semaine, il reçoit de lui un compte rendu détaillé des péripéties de la lutte. Ruyssenaërs est un tempérament ; le style de sa correspondance reflète son caractère : il est plein de vie, de pittoresque, de verte franchise, de confiance illimitée en lui-même et de foi dans le succès final. De tous les principaux auxiliaires de Lesseps il sera presque le seul à ne pas se décourager, à ne freiner que rarement le grand chef. L'entente entre les deux hommes ne subira jamais d'éclipse. Lorsque, tout au début de son action, Lesseps a jeté sur le papier les premières ébauches de la décision qu'il allait suggérer au Vice-Roi, il a eu l'idée d'accoler le nom de Ruyssenaërs au sien propre comme concessionnaire de l'entreprise : c'est ce dont témoignent trois manuscrits inédits — et, je crois, tout à fait inconnus — qui contiennent ses idées

(1) Voir *La Revue* des 15 mars et 1er avril.

primitives (1). C'est évidemment en plein accord avec l'intéressé que Lesseps changea d'avis ; jamais Ruyssenaërs n'en marqua la moindre amertume ni la moindre surprise : malgré la très avantageuse opinion qu'il avait de ses talents personnels, il avait trop d'intelligence et de bonne foi pour songer un seul instant à se mettre en parallèle avec Ferdinand de Lesseps. Ruyssenaërs a ses grandes et ses petites entrées au palais vice-royal, dont il surveille sans cesse les réactions, ne perdant aucune occasion d'intervenir pour réchauffer l'enthousiasme de Mohammed-Saïd, pour fortifier son âme et déjouer les intrigues qui se nouent autour de lui. Il a fort à faire. Le Vice-Roi n'est assurément pas un partenaire de tout repos ; poussant à l'extrême ses qualités et ses défauts, il est un mélange de profondeur et de puérilité. Comme aux enfants riches de dons mais pauvres de volonté, il lui manque le goût de l'effort réalisateur ; et comme beaucoup d'orientaux, il attache souvent plus de prix au brillant qu'au solide. Il entreprend, ou se promet d'entreprendre de grandes choses ; il veut sincèrement améliorer le sort du peuple, mais les réformes sans éclat, qui ne sont qu'utiles, n'aboutissent pas. Ses intentions sont excellentes, dit le consul de France, mais il est un peu trop disposé à se laisser séduire par de grands « mots retentissants » et par « des programmes un peu vagues » (2). Il préfère souvent les attitudes apparemment grandioses à l'examen rigoureux de problèmes précis. Il lui faudrait plus de clarté dans l'esprit, plus de sens des réalités, une connaissance plus exacte des effets et des causes, plus de constance dans l'exécution. Mais le Vice-Roi n'aime pas les détails ; il veut planer sur les sommets. Or « en Egypte il faut être à la fois la tête et le bras ». Ailleurs aussi.

Ce que Saïd préfère à tout, c'est s'occuper de son armée. Il se plaît constamment à faire manœuvrer des troupes et à vivre, avec elles au désert. A vrai dire il joue au soldat avec un peu d'enfantillage. C'est pour lui un moyen d'échapper au souci des affaires qu'on lui reproche de négliger. Il fuit ainsi pour un temps une horde de solliciteurs qu'il ne sait guère évincer. Les despotes et les démagogues subissent la même loi : ils se défendent mal contre la succion de ceux — favoris ou camarades — qui absorbent le fruit du labeur général, sous forme de manne répandue par l'Etat. Saïd à cet

(1) F. de Lesseps, minute manuscrite, inédite. Archives de la Compagnie du Canal de Suez.
(2) Sabatier à Drouyn de Lhuys, 2 octobre 1854.

égard n'est pas très héroïque. Mais comment lui serait-on sévère ? Il est en nombreuse compagnie, et il a plus d'excuses que bien d'autres. Malgré ses faiblesses, il voit le plus souvent juste et loin. Autrement juste et loin que ses détracteurs, qui beaucoup plus que ses fautes lui reprochent ses ambitions les plus nobles et ses décisions les plus chargées d'avenir. Le consul général de France, Sabatier, qui au fond de lui-même ne croit pas à la grande idée du règne, au percement de l'Isthme, le juge souvent avec sévérité, parce que le Vice-Roi ne l'aime pas ; il reconnaît pourtant que l'œuvre de régénération et de progrès n'a pas été interrompue un seul instant depuis l'avènement de Saïd. Les Anglais ne pardonnent pas au Prince ses sympathies françaises ni le patronage qu'il donne à Lesseps. Bruce l'attaque avec violence ; cherchant à déchaîner contre lui les représailles de l'Angleterre et de la Turquie, il l'accuse de tous les crimes et le menace de toutes les foudres. Il ne se borne pas à lui reprocher, comme tout le monde, son amour du faste, ses dépenses excessives en fêtes inutiles, le désordre de son administration. Ces critiques, faites en Orient, dans une province de Turquie, ne portent guère. Pour discréditer le Vice-Roi, il faut chercher quelque autre chose, qui choque vraiment la Porte et puisse inquiéter les Puissances. Bruce croit trouver : il accuse le prince d'arbitraire dans l'exercice de son pouvoir et, — fait plus grave encore — de violer les fameux textes de 1841 ; il le fait passer pour un vassal insoumis. Saïd entretient des effectifs militaires qui dépassent ceux qu'autorisent les traités. Quel bon prétexte pour opérer contre lui une offensive de grand style ! La presse anglaise se déclenche. Exploitant, amplifiant, déformant bien des incidents qui en Egypte comme ailleurs n'étaient que le fruit naturel d'un gouvernement despotique, le Foreign Office lui-même avertit le Vice-Roi sans douceur, ne lui cachant pas « qu'un seul mot des Puissances alliées suffirait pour provoquer aussitôt à Constantinople un ordre » dont la méconnaissance entraînerait « la déclaration de forfaiture qu'il aurait justement encourue ». Personne ne s'y trompe : celui que les journaux de Londres attaquent ainsi, c'est l'homme qui a projeté le Canal de Suez (1).

Saïd, si impressionnable, nerveux, changeant qu'il soit, résiste à ces menaces et tient tête avec une rare vigueur. Il discute

(1) Sabatier à Walewski, 19 avril 1856.

point par point avec une précision européenne. Il ne s'en tient pas là : il prie le consul général, si l'Angleterre a des griefs à exprimer, de les lui exposer directement et de ne pas procéder par dénonciation mystérieuse, puis par attaque de presse. « J'ai à me plaindre d'agents anglais, dit-il ; je ne les dénonce pas à leur gouvernement. » Et il déclare qu'il ne tiendra plus compte que de notes officielles ou de démarches personnelles du consul. Bruce fait son profit de cette semonce, mais ne relâche pas son effort. D'ailleurs Lord Clarendon, renforçant peu à peu son action, l'invite maintenant à saisir toutes les occasions de parler clair et sous une forme officielle. Bruce développe à plusieurs reprises, dans ses entretiens avec le Vice-Roi, les objections anglaises : insistant surtout sur les dangers d'une colonisation de l'Egypte par l'étranger, il adjure Saïd de garder au moins le canal d'eau douce et les terres adjacentes. Le prince demeure évasif. Parfois Bruce croit avoir fait impression. Mais à peine a-t-il le dos tourné que le Vice-Roi, devant témoins, reprend chacune de ses remarques pour les tourner en dérision.

Saïd assurément prête fréquemment à la critique ; il a souvent d'étranges idées et la liste de ses extravagances est longue. Sabatier, comme son collègue britannique, a beau jeu de découvrir chez lui des ridicules, des lacunes, de déplorer ses fantaisies parfois absurdes et la dissolution de ses mœurs. Mais il faut reconnaître que dans les grandes occasions politiques le Vice-Roi ne déraille pas. C'est le cas dans l'affaire de Suez ; ce sera le cas encore, en 1857, lors de la rupture des relations diplomatiques entre la France et la Turquie sur la question roumaine. Saïd aime sincèrement la France, que son éducation première lui a fait connaître et apprécier ; et dans cette conjoncture délicate il réussit à concilier ses sentiments avec l'observation de ses devoirs envers le Sultan. A vrai dire, les opinions du consul de France à son endroit déconcertent un peu. L'humeur du Vice-Roi change souvent ; mais les jugements de Sabatier paraissent changer plus vite encore ; ils étonnent par leurs contradictions rapides. Dans les dépêches du diplomate français on voit alterner à un rythme déroutant les éloges et les blâmes, ces derniers étant assurément les plus fréquents. Il semble que la mobilité même de l'esprit de Saïd aurait dû amener Sabatier à donner un caractère moins péremptoire et moins définitif à des jugements si vite révisables et si vite révisés. En tout cas, la précision, la constance, l'autorité que le prince apporte dans ses discussions avec l'envoyé britannique, à la défense de son grand projet

méritent assurément des louanges dont le consul est peu prodigue. Les agents britanniques eux-mêmes, si prévenus contre Saïd, lui rendent parfois justice. Stratford de Redcliffe, lisant les dépêches de Bruce, constate que « le Vice-Roi, malgré son extravagance, son immoralité sans vergogne et ses caprices despotiques, a cependant adopté certaines mesures importantes, favorables au progrès de l'administration et du commerce » de l'Egypte. « La politique libérale du Vice-Roi, reconnaît-il, ne peut manquer d'avoir par son exemple une influence heureuse pour tout l'empire ottoman. » Venant d'un pareil adversaire, voilà certes un hommage significatif.

En dépit de ses qualités cependant le prince inquiète terriblement Ruyssenaërs par ses sautes d'humeur. Il est parfois remarquable ; jamais sûr. Du moins, si l'on peut être sûr de ses sentiments, on ne l'est pas de ses paroles, de ses gestes, de ses impulsions. Et puis tant d'influences cherchent à s'exercer sur lui ! Il n'y a pas que les Anglais ; il y a aussi les Egyptiens. A partir de l'année 1856 ou tout au moins de 1857, presque tout l'entourage de Mohammed-Saïd témoigne envers le Canal de Suez d'une hostilité qui contribue à décourager le Vice-Roi. Les princes les plus proches du trône ne la dissimulent pas. Quant aux dignitaires turcs qui auprès de Saïd — comme du temps de son père — occupent les hauts postes de l'administration égyptienne, ils sont presque tous défavorables. C'est le cas du plus remarquable d'entre eux, Nubar Bey, qui jouera dans l'histoire du Canal de Suez un rôle fort important. Ce n'est pas tout. Aux adversaires déclarés s'ajoutent les faux amis. Et parmi eux les Français d'Egypte ne sont ni les moins actifs ni les moins dangereux. Ils ont commencé par se dire favorables, et peut-être l'ont-ils été. Peu à peu, l'enthousiasme se refroidissant, le scepticisme est apparu et ils sont devenus indifférents. Puis la ténacité de Lesseps paraissant pouvoir porter ses fruits, le sentiment trop français de l'envie a pris le dessus. Toute une clique de profiteurs gravitant autour de Mohammed-Saïd et « tripotant fort leurs affaires », font tout pour discréditer l'agent de Ferdinand de Lesseps, puis, quand il leur apparaît que l'affaire n'est peut-être pas une chimère, complotent pour s'en emparer. Les brasseurs d'affaires, qui de tous les coins du monde se sont abattus sur l'Egypte, ont en effet les dents longues. Il en est qui sont devenus quasi légendaires parce que la littérature s'est emparée d'eux et qu'ils sont devenus des types. Tel ce Bravay,

« faiseur » dirait Balzac, de la plus obscure origine et de la plus médiocre espèce, et dont Alphonse Daudet a fait le « Nabab ». Edmond About, après un voyage en Egypte, a plaisamment résumé les racontars extravagants que lançaient et répétaient tous les spéculateurs alexandrins : « L'Isthme... c'est une souricière à prendre les capitaux des imbéciles ; mais nous autres d'Alexandrie on ne nous aura pas comme on veut... Ils sont cinquante à soixante amateurs là-bas (dans l'Isthme), qui déjeunent le matin, dînent le soir, se couchent la nuit — et boivent du vin de Champagne... Quand ils n'ont plus le sou, M. de Lesseps prend une pioche d'or massif... et crac ! cent millions leur tombent du ciel... » Beaucoup d'Alexandrins, d'ailleurs, malgré les dénégations solides de Lesseps et de Ruyssenaërs, craignent sincèrement que la création d'un grand port dans le golfe de Péluse ne constitue pour leur ville une concurrence ruineuse. Pour combattre le poison qu'ils infiltrent dans l'opinion publique et par ricochet dans l'esprit de Mohammed-Saïd, Ruyssenaërs dépense des trésors de subtilité persévérante, s'appliquant à gagner de plus en plus la confiance du Vice-Roi. Mais « avec un caractère aussi mobile... la méfiance est facile à germer » (1).

Pourtant si exaspérants, si énervants qu'ils soient, tous les tiraillements d'origine locale ne sont aux yeux de Ruyssenaërs que secondaires : en une semaine de séjour, en une heure de présence réelle, Ferdinand de Lesseps balaiera tous les miasmes accumulés par les intrigants turcs, égyptiens ou européens. En revanche, le Hollandais ne cache pas que les dangers venant de France sont graves. Il y insiste : un seul point compte, l'attitude de la France qui sans cesse déconcerte et déçoit. Tout au long de ces années d'incertitude, Mohammed-Saïd met son espérance en une parole vigoureuse, en un geste résolu de Napoléon III. Il attend avec anxiété chaque courrier de France. A peine le paquebot-poste est-il entré dans le port d'Alexandrie que le prince, impatient, fait demander à Ruyssenaërs les nouvelles qu'il a reçues (2). A chaque fois, il se raccroche par avance à quelque motif d'espoir. Mais, au lieu d'un encouragement de l'Empereur, arrive quelque nouvelle déclaration de Palmerston ou quelque article venimeux du *Times*. Et le Vice-Roi « retombe à plat ». Il pense que définitivement l'Angleterre l'emportera (3), qu'en échange d'une con-

(1) Ruyssenaërs à Lesseps, 18 juin 1855. Lettre inédite.
(2-3) Ruyssenaërs à Lesseps, 27 août 1857. Lettre inédite.

cession faite à la France dans la question roumaine, Palmerston aura signifié et maintenu son veto sur celle du canal. Il dit à Linant de suspendre les travaux du tracé, parce que « cela ne sert plus à rien ». Ruyssenaërs intervient et les études se poursuivent, mais on est quand même « en pleine reculade ». Reculade bien des fois renouvelée : « Votre canal est perdu », dira Saïd. « Ce sont tout des mensonges qu'on fait croire à Lesseps. (1) » Ainsi l'état d'esprit du prince se modifie suivant l'opinion qu'il a des forces relatives de l'Angleterre et de la France. Saïd est le premier à le déclarer lui-même : « L'influence en Egypte est la suite de la force. » A de certains moments, il est convaincu que « la France étant la plus forte est la plus à redouter ». A d'autres, il proclame que devant l'hostilité de l'Angleterre « toute l'Europe reculera ».

Mais la force, où est-elle ? Assurément pour une large part elle vient de la volonté : tout dépend donc, conclut Ruyssenaërs, de la volonté française. « On s'étonne, écrit-il, en présence d'explosions universelles de sympathie, que la France ne donne pas signe de vie. On soupçonne donc que l'Angleterre a confidentiellement posé son veto comme *casus belli* et que la France a cédé, peut-être moyennant une compensation qu'on connaîtra plus tard. » Nous savons aujourd'hui qu'aucun compromis de ce genre n'a jamais été considéré ni par le Foreign Office ni par le gouvernement de la France. Mais il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'on en fît alors l'hypothèse. Voyant « les embarras de John Bull aux Indes » (2), poursuit Ruyssenaërs, on s'attendait à voir la France profiter de sa position dominante pour imposer le canal et l'on se dit : « Si Palmerston n'a pas cédé aujourd'hui que l'Angleterre est si embarrassée, quel espoir peut-on avoir de la voir céder dans six mois quand elle aura reconquis les Indes (3) ? Ruyssenaërs ne se laisse pas lui-même entraîner par tous ces raisonnements, mais il en reconnaît la force : ils montrent en tout cas qu'il faut presser les décisions françaises « car nous ne sommes pas sûrs de l'avenir. Dès que l'Angleterre respirera, elle se redressera plus fière que jamais ; la preuve, c'est l'insolence de Palmerston... En tout cas le Vice-Roi est fort ému... Vous me prendrez pour un radoteur avec toutes mes réflexions, mais, mon cher, je ne fais que vous exprimer l'opinion publique, non pas seulement de l'Egypte...

(1) Ruyssenaërs à Lesseps, 31 mars 1858. Lettre inédite.
(2) L'Inde était alors en révolte.
(3) Ruyssenaërs à Lesseps, 27 août 1857. Lettre inédite.

mais de la plupart des pays d'Europe, car nous sommes ici peut-être mieux placés pour la connaître que vous à Paris. L'arrivée à Alexandrie simultanément de plusieurs courriers nous apporte les avis de presque partout en même temps ; eh bien ! je vois partout le même désir et la même crainte, on ne s'explique pas le silence obstiné du gouvernement français sur une question où il serait appuyé par tout le monde... On en conclut qu'il y a quelques obstacles invincibles, ou bien qu'on a fait un marché... Pardonnez-moi de vous tourmenter peut-être, mais la vraie amitié consiste à dire toute la vérité et je suis tellement jaloux de vous voir recueillir les fruits de votre admirable persévérance que je tremble à l'idée d'un long retard qui aurait peut-être pour résultat que dans vingt ans un autre que vous profite de toutes vos peines » (1).

Cette lettre clairvoyante et franche pose admirablement la question essentielle : comment expliquer le « silence obstiné » de Napoléon III ? Et elle conclut avec force que le seul problème est de faire cesser à tout prix ce silence. Sans doute n'apprend-elle rien à son destinataire, à qui des membres du gouvernement ottoman ont maintes fois répété la même chose : « A Paris, dit l'un d'eux, l'on n'est pas content de nous. A qui la faute ? M. de Lesseps a-t-il été soutenu par son gouvernement ? Non... Aucune démarche n'a été faite en ce sens par M. Thouvenel (2). Croyez-le bien, si M. Thouvenel avait eu des instructions pour soutenir ouvertement le projet du percement de l'Isthme, il l'aurait obtenu. » La chaleureuse plaidoirie de Ruyssenaërs confirme Lesseps dans ses propres convictions.

Mais dans de telles conditions, comment le Vice-Roi ne tremblerait-il pas quelque peu devant l'Angleterre puisque la France elle-même paraît tant la redouter ? L'Empereur, lui affirme-t-on, porte le plus grand intérêt à l'affaire du Canal. Alors, commence à dire Saïd, « pourquoi ne s'adresse-t-il pas lui-même à Constantinople ?... La France est un pays puissant. » Le Vice-Roi voudrait une promesse écrite du gouvernement français, lui garantissant son appui s'il lui arrivait d'en avoir besoin. Pour le rasséréner, Ruyssenaërs fait tout le possible ; mais il ne peut évidemment donner les garanties souhaitées. Et sans cesse il appelle son chef de file à la rescousse. Il voudrait voir Lesseps en permanence auprès du prince, tandis qu'à Paris l'on désire sa présence constante aux

(1) Ruyssenaërs à Lesseps, 27 août 1857. Lettre inédite.
(2) Ambassadeur de France à Constantinople.

Tuileries, qu'à Constantinople on le réclame auprès de la Porte, et que de toutes parts on l'engage à convaincre directement les Anglais en Angleterre. « Votre présence est bien nécessaire ici, voilà pourquoi nous sommes pressés », une phrase de ce genre revient constamment sous la plume de Ruyssenaërs. « J'espère que M. de Lesseps arrivera bientôt », écrit-il à Barthélemy Saint-Hilaire. Le Vice-Roi « subirait l'influence de notre brave ami, se sentirait soutenu et agirait... Je fais ce que je peux, mais je suis usé jusqu'à la corde, on m'a tant travaillé, miné, et même ceux qui auraient dû me soutenir ont semé tant d'insinuations que j'ai toutes les peines du monde à me défendre ; en un mot, il nous faut notre brave chef... Même si l'affaire ne marchait pas, personne ne peut plus lui prendre sa gloire, car jamais une affaire n'a été traitée avec plus de dignité... Mais il faut une vigoureuse impulsion pour secouer la torpeur égyptienne » (1).

La prodigieuse mobilité de Lesseps ne suffit pas : c'est vraiment le don d'ubiquité qu'il lui faudrait.

***

Lesseps naturellement répond à ces appels le plus vite, le plus souvent, le plus longuement possible. Une excellente occasion s'en présente lorsque, après ses mois de propagande dans le Royaume-Uni, les travaux de la Commission scientifique terminés, il s'embarque à nouveau pour l'Egypte à l'automne de 1856. « Votre venue me raccommode avec l'humanité », lui dit le prince, déprimé. Pour fuir ses soucis, pour laisser au temps le soin de dissiper les injustes soupçons dont il est la victime — et aussi pour accomplir ailleurs une œuvre civilisatrice — Saïd a formé le projet de s'éloigner momentanément de l'Egypte et d'aller visiter les populations du Soudan et du Sennaar qui, loin de l'autorité centrale, subissent depuis quarante années la plus dure oppression. Il souhaite que son ami français l'accompagne. Lesseps n'hésite pas : le voyage est résolu ; « il servira le canal ».

C'est une longue expédition, presque une exploration, que Lesseps va entreprendre à la suite du Vice-Roi : remontée du Nil jusqu'à Khartoum, puis du Nil Blanc jusque vers le 15° de latitude. Pendant des semaines, en ce Soudan fort mal connu encore, sa

(1) Ruyssenaërs à B. Saint-Hilaire, 20 juin 1857. Lettre inédite.

curiosité des hommes et des choses de l'Afrique vont trouver de quoi se satisfaire. Ce voyage qui au total durera trois mois et demi laissera dans sa mémoire une ineffaçable trace et à bien des reprises il en décrira plus tard les aventures. Il apprend au cours de cette longue randonnée à mieux connaître encore les populations très diverses que gouverne son ami Saïd. Parlant l'arabe, il aime à causer avec ces grands enfants simples et affables, qui sont en général doux et bons pour ceux qui leur manifestent une sympathie sincère. Il aime à fumer sous la tente avec les chefs locaux, à se faire raconter par eux de vieilles histoires.

Mais ce n'est pas pour Lesseps le plus intéressant. Vivant dans une intimité grandissante avec Saïd, il entrera plus avant dans la connaissance du caractère complexe de ce Turc, occidental de culture et d'intentions, mais conservant au fond de lui-même un reste de barbarie. Singulier mélange d'intelligence et de générosité, de violence et d'enfantillage. Un soir, dînant tête à tête avec Saïd, Lesseps voit soudain la figure du prince s'assombrir : « Qu'avez-vous ? demande-t-il. — Je pleure sur cet infortuné pays, dont ma famille a causé les malheurs. Ces malheurs, il m'est impossible de les réparer. Je m'en désole et n'ai plus qu'à abandonner ce pays. » Lesseps proteste : « Vous n'avez qu'à vouloir et vous réussirez. » Et il lui fait un exposé des moyens. Le Vice-Roi reste un moment silencieux. Le sang afflue à son visage. Brusquement il se lève, détache son ceinturon, et lance son sabre contre la muraille. Il enjoint à Lesseps de sortir. Pendant des heures, il reste seul, dans une agitation violente. Personne n'ose l'approcher. A trois heures du matin il demande un bain et au petit jour fait appeler son ami. « Hier soir, dit-il, ce n'était pas contre vous que j'étais en fureur, c'était contre moi-même... vous verrez, vous serez content de moi. » Et en effet, lorsqu'une semaine plus tard, Lesseps revient d'une expédition sur le Nil Blanc, le Vice-Roi lui montre les ordonnances qu'il a dictées en vue de doter le Soudan d'une administration. Ce sont assurément de remarquables documents qui par leur ton général rappellent, suivant le commentaire même de Ferdinand de Lesseps, « les ordonnances antiques de nos rois et les traditions patriarcales de la Bible », et par le fond témoignent de la haute conception qu'avait le Vice-Roi de son devoir à l'égard des populations les plus éloignées et les plus arriérées parmi toutes celles qu'il gouvernait. Tout Saïd est dans cet épisode.

Malgré quelques éclats de ce genre, l'amitié réciproque de

Lesseps et du Vice-Roi ne fait que se fortifier. Des jours et des jours durant les deux hommes ne se quittent pas. Ils passent et repassent en revue toutes les questions relatives au Canal de Suez ; Lesseps a toute latitude d'exprimer ses convictions et d'exercer son ascendant. Mais les deux amis parlent de bien d'autres choses encore. Le prince s'étend sur les détails de son gouvernement, sur ce qu'il a fait et ce qu'il cherche à faire, sur les « difficultés qu'il rencontre de la part de ceux qui le servent et qui pour la plupart, au lieu de faire leur devoir, ne cherchent qu'à s'enrichir ». Il fait l'aveu que le découragement l'a plusieurs fois saisi et qu'il a songé à quitter le pouvoir. « Comprenez, dit Saïd, ce qu'il y a de désolant dans cette situation d'un homme qui veut le bien et qui, par le fait des instruments dont il est obligé de se servir, reconnaît que l'histoire peut l'accuser un jour avec raison d'avoir fait le mal. J'ai beau faire la leçon à mes fonctionnaires turcs, très peu se persuadent qu'ils doivent s'identifier avec le pays dans la prospérité duquel ils puiseront leur propre bien-être. Ils continuent à vouloir traire la vache sans la soigner et sans vouloir lui donner à manger. Il n'y a jamais rien de trop pour eux, mais lorsqu'il s'agit du pauvre fellah, c'est autre chose. » Lesseps bien entendu ne manque pas de bonnes raisons à faire valoir pour réconforter le prince ; il lui parle avec un mélange parfaitement dosé de franchise et de respect. Et Saïd peu à peu reprend sa confiance en lui-même et dans les autres.

Puis c'est le retour : « 1.400 kilomètres sur un excellent dromadaire » mais « qui la dernière semaine était très fatigué et ne cessait de faire des culbutes », mettant à rude épreuve la résistance, heureusement peu commune, de son cavalier.

Pendant ce temps les ingénieurs ont mis au point leurs études et leurs plans ; ils procèdent à la mise en place du matériel nécessaire. Et au milieu de mars, les choses étant ainsi bien en train, Ferdinand de Lesseps rentre en Europe pour y reprendre la lutte politique que l'obstination anglaise et la mollesse française continuent de lui imposer. Les mois d'hiver qu'il vient de passer en voyage n'ont pas vu l'Angleterre détendre son opposition. Bien au contraire, elle s'est roidie et son langage est devenu plus vif. A ses ambassadeurs en France et en Turquie, comme à son consul général en Egypte, le Foreign Office a donné des instructions plus fermes. A Paris, Lord Cowley voit l'Empereur et Walewski : il se plaint de l'action de Ferdinand de Lesseps, cherche à obtenir

contre lui une sorte de rappel à l'ordre et de désaveu. Napoléon III demeure vague : il « n'aime pas à parler du Canal de Suez » dont il déclare ne pas savoir grand-chose. Il dit bien, « mais sans chaleur », qu'il fera écrire à Sabatier ; Cowley sent que « ce serait une illusion de croire à une intervention sérieuse de sa part ». Walewski de son côté distingue entre le consul et Lesseps : au premier, il réitérera ses instructions de neutralité ; sur le second, il n'a aucune action : il ne peut que l'avertir, comme il l'a déjà fait, « de n'attendre aucun soutien du gouvernement impérial tant que durera l'opposition du gouvernement de Sa Majesté. » Il a du reste « des raisons de croire que Lesseps a renoncé à tout espoir de succès aussi longtemps que le gouvernement actuel sera au pouvoir en Angleterre ». Le ministre n'a peut-être pas tort ; mais cela ne veut pas dire que Lesseps se décourage : il pense que les ministères ne sont pas éternels, et il croit toujours à la puissance de l'opinion.



Pour tenter de la conquérir, puisqu'il n'obtient toujours pas de l'Empereur le geste décisif, il va prendre lui-même le bâton de pèlerin et prêcher dans le Royaume-Uni une véritable croisade. Il va parcourir l'Angleterre, l'Irlande, l'Ecosse. En sept semaines, dans seize villes différentes, il tiendra vingt meetings. Voyageant un jour sur deux, prenant à chaque séance la parole, déployant cartes et tableaux, il s'explique avec une chaleur persuasive et une infatigable bonne humeur. Partout, il fait salle comble, partout il réussit. Les réunions sont organisées dans chaque ville, soit par la Chambre de Commerce locale, soit par quelque autre groupement d'armateurs, de négociants, d'industriels. Hommes de bon sens et d'action, ne parlant que de ce qu'ils savent, aimant les esprits clairs, les réalisateurs hardis et opiniâtres. Lesseps est assisté d'un collaborateur anglais qui sera pendant des années son représentant en Angleterre, D. A. Lange, qui développe et précise dans sa propre langue ce que Lesseps a dit en français, ou dans un assez mauvais anglais. Toujours les conclusions auxquelles arrivent leurs auditeurs sont entièrement favorables et s'expriment dans des résolutions catégoriques. Ces adhésions répétées ne sont pas de simples formules de politesse : les résolutions prises sont précédées de débats fort serrés (1). Car les interlocuteurs de Lesseps

(1) Les procès-verbaux des meetings en témoignent.

et de Lange ne se soucient pas de généralités imprécises. Ils vont au fond des choses et ne se paient pas de mots. Mais il ne se rencontre point parmi eux un seul esprit mal intentionné (1). Après les explications qu'ils reçoivent, les participants de tous les meetings sont unanimes à regarder le projet de Ferdinand de Lesseps comme éminemment profitable aux intérêts économiques de la Grande-Bretagne. Le promoteur ne souhaite pas autre chose que cette approbation de principe : pas une seule fois il ne demande un appui financier. Au total, il remporte un énorme succès.

Mais la politique est toujours décidée à contrarier les vœux du commerce et de l'industrie. De retour à Londres, Lesseps invité chez Lady Palmerston rencontre le premier ministre : « Eh bien ! vous êtes venu nous faire la guerre chez nous ; vous avez passionné l'Angleterre, l'Irlande, l'Ecosse... — Certainement, my Lord, j'ai profité de votre liberté que j'admire, puisqu'elle permet de parler partout et librement en public sur des sujets qui ne plaisent point au gouvernement. — Vous savez que je suis très franchement opposé à votre projet. — Je crois que l'opinion publique que je viens de reconnaître l'emportera sur les résistances individuelles. » Palmerston paraît inquiet. Les meetings l'ont irrité, leurs résultats le tourmentent. Le directeur du *Times* dit à Lesseps que ces résultats sont plus importants encore que les conclusions des ingénieurs et qu'ils auront sur le Cabinet de Londres une bien plus grande influence (2). Lesseps s'attend cependant de la part du ministre à de nouvelles attaques. Il n'a pas tort : le 7 juillet, la question du Canal de Suez est évoquée à la Chambre des Communes, et Palmerston s'y exprime avec une impertinence et une agressivité singulières : « Depuis quinze ans le gouvernement de Sa Majesté a usé de toute l'influence qu'il possède à Constantinople et en Egypte pour empêcher que ce projet ne fût mis à exécution... C'est une de ces chimères que de temps en temps l'on présente à la crédulité des capitalistes candides... Je suis surpris que M. Ferdinand de Lesseps ait pu croire que, par une tournée dans les divers comtés, il réussirait à obtenir l'argent anglais pour un projet qui est de tous points contraire aux intérêts britanniques... Mais sans doute n'est-il pas nécessaire que l'entreprise soit entièrement menée à bonne fin pour que M. de Lesseps et quelques-uns des promoteurs aient atteint leur objectif. »

(1) Lesseps à B. Saint-Hilaire, 22 juin 1857. Lettre inédite.
(2) Lesseps à B. Saint-Hilaire, 9 juin 1857. Lettre inédite.

Lesseps est tenace et patient dans l'action ; il n'en est pas moins d'un tempérament vif jusqu'à la violence et se cabre vite sous l'insulte. En l'occurrence il se contraint et discipline l'expression de sa colère. Il ne veut répondre aux injures que par des arguments. Sa riposte n'en porte que mieux. Comment, écrit-il aux parlementaires britanniques dans une brochure très objective, l'Angleterre pourrait-elle, en suivant Lord Palmerston, pratiquer une politique aussi contraire aux principes de libre communication et de libre échange que la nation a proclamés à la face du monde ? Comment, écrit-il encore à Cobden, les apôtres du libre échange et de la concurrence pourront-ils propager leurs doctrines si le Cabinet, par crainte et horreur de la concurrence, se refuse à la suppression d'une langue de terre qui oppose une barrière à toutes les marines du globe ? Si Ferdinand de Lesseps tempère à regret son langage, divers organes de la presse anglaise se chargent de riposter eux-mêmes au Premier Ministre en des termes mordants. De leur côté, industriels et commerçants britanniques ne sont pas tendres pour le manque de clairvoyance des hommes politiques. Ils s'étonnent que « la vie officielle puisse obscurcir à un si haut degré l'intelligence de ceux qui, avant de parvenir au pouvoir politique, ne manquaient ni de perspicacité ni d'énergie. » « Une chose pour nous est évidente : c'est que les idées des négociants de la Grande-Bretagne sont en avance de toute une génération sur les idées des hommes qui nous gouvernent. » Peut-être est-ce un cas général.

Mais aucune riposte n'amène Palmerston à réviser son attitude. Au contraire, quelques jours plus tard, il récidive et de nouveau prononce aux Communes des paroles injurieuses. « Je pense ne m'être guère trompé en disant que le projet est une de ces chimères si souvent édifiées pour entraîner des capitalistes anglais à se séparer de leur argent, avec pour résultat final qu'elles les laissent en définitive plus pauvres, quoiqu'elles puissent en rendre d'autres plus riches. » Cette fois, Palmerston trouve un appui précieux chez le plus célèbre des ingénieurs anglais, Stephenson — celui-là même qui a autrefois fait partie de la Société saint-simonienne pour le percement de l'Isthme de Suez et qui, de ce fait, passe en Angleterre pour connaître la question. Lesseps, outré, retraverse aussitôt la Manche et, non sans quelque méconnaissance des habitudes anglaises, constitue ses témoins ; ne pouvant provoquer le Premier Ministre, il demande à l'ancien associé d'Enfantin des explications et des excuses écrites, ou à leur défaut une réparation par les armes.

Devant les explications de Stephenson l'affaire est close. Un duel en Angleterre est d'ailleurs chose peu concevable : la mode s'en est perdue depuis de longues années.

Heureusement bien des adhésions significatives, émanées d'Angleterre, de France et d'ailleurs, viennent compenser pour Lesseps les attaques parlementaires. Les encouragements qu'il reçoit ne sont pas seulement ceux de corps constitués, ni d'une élite intellectuelle ou sociale. Il en est qui émanent de très humbles personnes ; et ce ne sont pas, pour leur destinataire, les moins précieux. Parmi ces messages, citons celui que lui adressent, un peu plus tard, les typographes parisiens : il est caractéristique des sentiments qu'entretenait alors la classe ouvrière à l'égard du grand patron qu'était Lesseps : « Les grandes idées sont sœurs, et les grands hommes qui les propagent se doivent un mutuel concours... Gutenberg ouvrit par sa sublime découverte un vaste champ à l'intelligence, de même vous avez par la persévérance de votre haute conception, ouvert une voie nouvelle au progrès... » Suivent vingt pages de signatures.

A tout autre qu'à l'apôtre du Canal, cet ensemble de témoignages réconfortants eût semblé indispensable. Car il faut le dire, Lesseps n'avait pas à compter seulement avec la virulence d'adversaires passionnés. Il se heurtait aussi, en France non moins qu'ailleurs, au scepticisme de beaucoup d'hommes de bonne foi. Il y avait les ingénieurs qui ne croyaient pas à la réalisation d'un port dans le golfe de Péluse ; il y avait les financiers qui calculaient, et les marins qui faisaient sonner leur expérience. Les meilleurs esprits demeuraient négatifs.

***

Mais voici qu'un grave événement politique va fournir au promoteur du Canal de Suez un nouvel et saisissant argument. Pendant des mois, durant le printemps, l'été, l'automne de cette année 1857, la révolte gronde aux Indes, mettant en péril la vie des Anglais dans toute la partie nord de l'immense pays, faisant de nombreux milliers de victimes européennes, ébranlant jusque dans ses fondements l'autorité britannique et le prestige de l'Empire. L'extrême intérêt que l'Angleterre prenait à la question de Suez avait pour cause essentielle l'importance qu'elle attachait à la route des Indes ; or c'était l'Inde elle-même qui, par son effer-

vescence, démontrait la nécessité, pour la sauvegarde de l'Empire britannique, de la voie nouvelle que combattait le gouvernement de Londres. On sait l'extrême gravité des incidents qui se déroulèrent pendant deux ans et faillirent anéantir l'œuvre accomplie depuis un siècle par l'étonnante Compagnie des Indes Orientales. Précédée de deux ou trois mutineries mineures, l'explosion se produit au début de mai. Elle se propage vite et presque tous les régiments indigènes dans la plus grande partie de l'Inde du Nord y prennent part. Les villes principales tombent entre leurs mains. Les minuscules garnisons anglaises se défendent et défendent les civils avec un courage héroïque, sous l'impulsion du gouverneur et des généraux, qui n'ont rien prévu, mais qui font face avec le sang-froid et la ténacité britanniques. On se bat à un contre dix. Les pertes anglaises sont proportionnellement énormes. A Delhi, sur un faible effectif de trois régiments, près de 4.000 soldats trouvent la mort ; à Lucknow, sur 3.000 Anglais des deux sexes, 2.000 périssent. Il faut des renforts à tout prix. On dégarnit Ceylan, la Birmanie, Singapour, la province de Madras où les troupes indigènes sont demeurées fidèles, le Punjab où la situation s'est améliorée. Mais les communications à travers l'Inde sont lentes, et les effectifs insuffisants. Il faut faire venir des troupes de la métropole. Les esprits les plus lents à concevoir peuvent alors mesurer l'immense service qu'un canal de Suez rendrait à l'Angleterre pour la défense de son empire. A défaut de voie navigable, ne pourrait-on du moins envoyer les renforts à travers l'Egypte en les débarquant à Alexandrie et en les rembarquant à Suez ? Pendant des semaines, des mois, Palmerston n'adopte pas ce programme. L'opinion anglaise, profondément émue par les événements qui ébranlent la domination britannique de l'Inde, manifeste sa surprise. Pourquoi n'acheminer les troupes que par la longue voie du Cap, d'autant plus longue que la plupart des transports se font encore à la voile ? Palmerston, interpellé au Parlement, invoque les difficultés du débarquement et du rembarquement dans les ports d'Egypte, les fatigues de la traversée du pays par les troupes, motifs peu convaincants : le chemin de fer d'Alexandrie à Suez fonctionne, sauf sur une quarantaine de kilomètres ; et le Vice-Roi spontanément a promis de tout faire pour faciliter le transit. Le vrai motif de Palmerston n'est-il pas, demande-t-on, de ne pas donner raison à Ferdinand de Lesseps ? Sous la pression des faits, devant l'aggravation de la révolte, au début de l'automne, Palmerston se décide enfin à changer de

route. « Quel aveu ! dit parmi beaucoup d'autres le *Daily News*. Lord Palmerston et Lord Redcliffe n'ont rien vu, rien prévu... Quel beau succès n'ont-ils pas obtenu ? Le canal ne se creuse pas et les Indes sont en feu. »

La période critique de la révolte hindoue dure jusqu'à la fin de l'automne. Mais les troubles se prolongent pendant une année encore et le calme n'est complètement rétabli qu'au début de 1859. L'alerte a été chaude ; il s'en est fallu de peu que la puissance de l'Angleterre dans l'Inde ne s'écroulât tout entière.

A lui seul ce drame aurait dû suffire à vaincre l'entêtement de Palmerston. Mais d'autres événements surgissaient, démontrant à leur tour la nécessité du Canal de Suez. Tandis que l'Angleterre s'obstine à « fixer sur la France des yeux jaloux » et inquiets, la Russie fait son chemin, dans le silence, vers l'Asie centrale et orientale. Par la Sibérie elle fait pression sur la Chine dont l'Angleterre vient, quelques années auparavant, de s'ouvrir les ports par un premier traité. L'Angleterre force l'entrée de Canton et de Nankin ; mais la Russie, profitant de la terreur du gouvernement chinois, se fait reconnaître la possession d'un vaste territoire que traverse le fleuve Amour sur plusieurs centaines de kilomètres au nord de Vladivostok. Il y a plus grave ; par le Turkestan elle avance de plus en plus dans la direction de l'Himalaya, visant directement les Indes. Le *Times* reconnaît le danger : « L'activité fiévreuse que la Russie déploie sur les frontières de la Chine et de l'Asie centrale nous donne la certitude qu'avant longtemps les Russes monopoliseront tout le commerce et l'influence politique en cette partie du monde et que la décadence de la puissance anglaise dans ces régions éloignées datera de l'apparition des Russes à Boukhara, à Khiva et sur l'Océan Pacifique. » C'est qu'entre l'Angleterre et la Russie la partie n'est pas égale, résume Ferdinand de Lesseps : de l'Inde, de la Chine, la Russie est proche, l'Angleterre est éloignée. L'Angleterre n'a qu'un recours : abréger la distance qui la sépare du théâtre de ces luttes.

***

Rien pourtant ne convainc Palmerston, dont l'obstination négative égale la ténacité agissante de son adversaire.

En dépit de sa volonté de patience, Lesseps commence à s'irriter. Il ne le dit guère et le montre à peine ; sa correspondance pourtant

le laisse parfois transparaître. Maints témoignages le confirment. Ce serait mal le comprendre que de lui attribuer une sérénité perpétuelle ou une foi si aveugle en son succès final, qu'il restât impassible devant les échecs répétés, les ajournements perpétuels. On a tant parlé de son inébranlable constance dans l'effort, tant célébré la vertu de son optimisme et de son sang-froid, qu'on a fini par le croire insensible aux exaspérations nerveuses et aux angoisses de l'insuccès possible. L'éclat de son triomphe nous cache aujourd'hui ses anxiétés, et lui-même a toujours si bien affirmé sa certitude qu'il a donné le change. Il ne faut pas s'y laisser prendre. Certes, il ne perd pas courage ; pourtant il commence à croire que les choses ne s'arrangeront pas par des moyens normaux. L'affaire est dans une impasse. Tout le monde a peur : le Vice-Roi n'ose autoriser les travaux avant d'avoir la sanction turque ; cette sanction, la Porte n'ose ni la donner, par crainte de l'Angleterre, ni la refuser, par crainte de la France. Pourtant l'Angleterre hésite à imposer à la Turquie un refus catégorique, tandis que la France ne se résout pas à exiger du Sultan une franche adhésion. Tous les gouvernements sont inhibés, et tous leurs agents s'en plaignent. Chacun voudrait que le voisin prît une initiative qu'il estime impossible de prendre lui-même. Chacun s'irrite dans le vide. Lord Cowley constate qu'à Paris les entraves apportées par l'Angleterre au Canal de Suez produisent beaucoup d'amertume. Lord Redcliffe, inquiet des pressions françaises qui pourraient s'exercer sur le grand vizir, demande à Londres de lui faciliter les efforts qu'il fait pour les combattre. Ces pressions françaises cependant ne s'exercent pas.

De cette impasse, au fond de laquelle il risque de ne trouver que la défaite, Lesseps veut à tout prix sortir. Et, comme il ne renonce pas à la victoire, il est amené à concevoir une initiative hardie dont, pendant des mois, il examine et suppute les risques et les chances : si la Turquie s'obstine à ne pas accorder la sanction qu'on lui demande, ne faudra-t-il point passer outre et agir malgré ce refus ? Au lieu de se consumer en une lutte stérile, ne pourrait-il, même sans firman du Sultan, réunir les capitaux nécessaires, constituer sa société, recruter son personnel et procéder aux travaux qu'il qualifiera de préparatoires ? Il gagnerait ainsi le temps d'obtenir la sanction turque avant d'entreprendre les travaux proprement dits de construction du canal maritime. Voici plus de trois ans qu'il réfléchit, qu'il discute, qu'il plaide à Londres,

à Paris, à Constantinople, au Caire ; il a retourné le problème en tous sens. Il a pesé le pour et le contre, il connaît les risques : ils sont immenses, mais comportent néanmoins des limites. Un tel plan soulève naturellement chez les partisans de Ferdinand de Lesseps des motifs supplémentaires d'inquiétude et d'hésitation, et chez ses détracteurs d'amples critiques. Certes tout sera, dans ces conditions nouvelles, beaucoup plus difficile et le succès plus aléatoire. Trouvera-t-on les ressources nécessaires ? Obtiendra-t-on la main-d'œuvre indispensable ? L'exécution des travaux sera-t-elle matériellement possible et quelles seront les réactions des gouvernements intéressés ? Aussi n'est-ce pas de gaieté de cœur que Ferdinand de Lesseps tente cette aventure. Il a fait pendant trois ans tout ce qui était humainement possible pour l'éviter, mais la force des choses et sa volonté de vaincre le contraignent inévitablement de s'y lancer.

L'idée mûrit depuis longtemps dans son esprit. Dès les premiers jours de 1856 il écrivait à Negrelli : « Nous sommes arrivés à un moment où, sans brusquer la solution, il ne faut pas laisser aux opposants la chance de faire réussir leurs intrigues... S'il survenait un temps d'arrêt provenant des lenteurs naturelles ou forcées des négociations orientales, on donnerait à l'affaire un caractère d'hésitation qui pourrait avoir quelque danger... Lorsque la Société sera fondée, que le capital sera souscrit... l'entreprise passera de l'état de projet à l'état de fait acquis. Il faudra que l'on compte avec elle et nous serons en mesure, sous le patronage du Vice-Roi, de négocier de puissance à puissance pour défendre les intérêts engagés. La force et le droit, car le droit seul ne suffit pas, seront de notre côté. » Ainsi, dès ce moment, Lesseps a songé à inverser l'ordre des facteurs, à créer son entreprise avant d'avoir les sanctions désirables. Puis il a sondé l'opinion ; il a notamment consulté ses amis autrichiens, Negrelli, Brück et surtout Metternich, qui l'ont encouragé. C'est le plus grand service que l'Autriche, bientôt si décevante, lui ait rendu. Mieux que personne, néanmoins, Lesseps mesure les dangers d'une initiative prématurée. Il n'agit qu'avec la plus extrême prudence. Un an plus tard, il est encore résolu à patienter. « Nous accomplissons peu à peu le fait, écrit-il... Je tiens toujours à m'abstenir avec soin d'engager (des) capitaux ou de leur faire le moindre appel avant d'avoir obtenu la sanction de Constantinople (1). » Si les circonstances

(1) Lesseps à Negrelli, 14 mars 1857. Lettre inédite.

néanmoins l'y forçaient, il faudrait s'y prendre autrement. Il pense et repense à la question. Au cours de l'été 1857, à Paris, il laisse filtrer la détermination qu'il voudrait éviter, mais qui peut-être sera un jour inévitable. Il y fait même allusion de façon presque officielle dans une note remise à l'Empereur, de qui, dit-il, il attend l'appui « en préparant l'exécution de l'œuvre et, si l'on tardait trop, on n'aurait plus qu'à reconnaître le fait accompli ». En dépit de ce langage, il va retourner à Constantinople et y négocier de nouveau. Il affecte toujours aux yeux du public de ne pas rechercher un appui officiel auprès du Gouvernement français. En fait, il insiste sans répit : peut-il compter sur l'aide à Constantinople de l'ambassadeur de France ? « Toutes dispositions préliminaires... sont accomplies. La ratification est aujourd'hui une nécessité urgente. »

Auprès de Napoléon III l'Impératrice servait toujours d'intermédiaire à Ferdinand de Lesseps qui n'en pouvait avoir un meilleur. Eugénie avait pour son cousin une amitié sincère ; mais surtout elle avait été séduite dès l'origine par la grandeur de ses projets. Elle avait l'intelligence des grandes choses et le cœur haut placé : la tentative de Ferdinand exaltait son âme intrépide. Sans cesse elle mettait au service de la cause son ardeur et son influence. L'Empereur cependant persiste à garder le silence ; le gouvernement se borne à laisser son ambassadeur en Turquie juge de l'appui qu'il peut donner à Lesseps sans prendre d'initiative et sans provoquer un antagonisme « qui serait contraire aux bons rapports entre la France et l'Angleterre ». Lesseps qui est retourné à Constantinople ne laisse naturellement rien paraître de sa déception. « Je laisse croire que l'action de mon gouvernement ne me manquera pas lorsque je la réclamerai. (1) » Le « bourrage de crâne » est une tactique que Ferdinand de Lesseps ne dédaigne pas et qu'il pratique largement.

Personnellement, Thouvenel désapprouve le retour de Lesseps en Turquie. Il regrette que le fondateur n'ait pas préféré continuer d'agir sur l'opinion publique en Angleterre, au lieu de revenir se heurter une seconde fois à l'opposition de Lord Stratford. « Les paroles que Lord Palmerston a laissé tomber du haut de la tribune sont trop nettes et trop péremptoires pour que l'on n'en tienne pas compte ici. » Lesseps devrait donc être à Londres, non à Constan-

(1) F. de Lesseps à Th. de Lesseps, 27 janvier 1858 et 2 février 1858. Lettres inédites.

tinople. Ce n'est pas l'avis de l'intéressé qui a senti poindre en Turquie un nouveau et sérieux péril. « Sans ma présence ici, écrira-t-il un peu plus tard, Lord Palmerston ou ses successeurs *ejusdem farinæ* auraient escamoté de la Porte une déclaration fatale à l'exécution du canal de Suez. Maintenant cette manœuvre est devenue impossible. » En effet, malgré les démarches répétées auprès du Sultan et du grand vizir, l'ambassadeur d'Angleterre n'obtient de la Porte aucun engagement formel.

L'action de Ferdinand de Lesseps exaspère Palmerston. En marge d'une des dépêches qu'on lui soumet, il écrit : « Ne serait-il pas bon de demander à Walewski et à l'Empereur si l'agitation que crée Lesseps contre l'Angleterre est de nature à fortifier l'alliance entre les deux pays ? » Mais Clarendon, annotant à son tour l'annotation du Premier Ministre, répond : « Nous ne sommes pas intervenus contre lui quand il a agité l'Angleterre. »

A l'entrée de ce même hiver, un fait marquant se produit qui comble Ferdinand d'aise et d'espoir. Stratford de Redcliffe quitte Constantinople, avec l'intention de ne pas revenir. Le départ de l'impérieux diplomate est un événement. Lesseps qui s'exagère un peu la puissance personnelle de Redcliffe, s'attend à un revirement favorable du gouvernement ottoman. Mais une fois de plus, il va être déçu : dans la question du canal de Suez, le nouvel ambassadeur, Sir Henry Bulwer sera pour lui un adversaire plus nuancé sans doute dans ses idées, plus souple dans son action, mais presque aussi passionné et probablement plus dangereux que Stratford de Redcliffe.

***

Privé de son redoutable tuteur, le grand vizir Rechid paraît néanmoins plus accommodant et ne ménage pas ses bonnes paroles. Des mots, des mots... Lesseps ne s'en satisfait pas. « Je n'ai qu'à me louer de toutes les démonstrations qui me sont faites ; mais je ne compte pas sur les promesses... je l'ai très carrément dit à Rechid Pacha... J'attends les faits. » « Je traiterai au besoin les Turcs homéopathiquement en employant contre eux les seules armes dont ils puissent se servir contre moi, le temps, le calme, la patience. J'aurai de plus à ma disposition les armes dont ils sont dépourvus, la force et l'énergie (1). » Sa tactique se précise.

(1) Lesseps à Th. de Lesseps, 1858. Lettre inédite.

La Porte est indifférente et incapable, la France favorable, mais silencieuse. Seule l'Angleterre dit ce qu'elle veut et ce qu'elle ne veut pas ; mais elle parle sans droit. Que conclure, sinon qu'il faut agir quand même ?

La mort subite de Rechid vient contrarier son action. Brusque fin qui fait jaser, car « en Orient, écrit Lesseps, quand un grand personnage disparaît, le peuple croit difficilement à un accident naturel. » Dans le cas présent, les soupçons de mauvais café sont accueillis jusque dans les milieux médicaux européens qui entourent l'ambassadeur de France et qui ont été appelés à constater la mort. Mais les précisions que donne le grave Thouvenel en de pittoresques dépêches sur les « mœurs grecques » de Rechid, sur ses harems cachés et sur l'abus qu'il faisait de ce que par un euphémisme pudique on appelait à Constantinople le « bain turc », laissent peu de doute sur le caractère naturel de sa fin. Créature des Anglais, disait-on ; sans doute il l'a été. Mais Lesseps, tout compte fait, regrette sa mort, car il pense que la diplomatie anglaise n'avait plus à beaucoup compter sur lui. Thouvenel ne partage pas cette opinion, et, d'un point de vue plus général, attend un effet salutaire de la disparition du grand vizir dont la sujétion à l'ambassadeur d'Angleterre dépassait, dit-il, « les bornes permises aux sympathies politiques. » Rechid et Redcliffe sont aux yeux de Thouvenel responsables de « l'état de paresse » où est tombée la Turquie, « situation dont il n'y a pas lieu de tirer vanité ».

Le successeur est Aali Pacha, le même qui fut déjà grand vizir lors du Congrès de la paix. Ce petit homme maigre, au regard doux, est « un Turc comme on en voit peu ». Expérimenté, instruit, parlant parfaitement le français, il a une réputation d'honnêteté fort rare dans les milieux politiques de son pays. On l'a même assez souvent dépeint comme étant d'une vertu intransigeante. C'est excessif : il ne dédaigne pas les cadeaux et les Vice-Rois d'Egypte paieront à diverses reprises ses dettes (1). Mais à l'égard de ses bienfaiteurs il conserve en général une indépendance qui aux yeux du public le met à l'abri du péché de vénalité, si fréquent dans la Turquie d'alors. Les relations de Lesseps avec lui sont excellentes, « mais le fond de son caractère est la timidité et l'absence de toute initiative ». Sur ce point, le jugement de Lesseps est bien confirmé par l'ambassadeur de France. Aali ne paraît pas mal disposé à

(1) Bonnières, Chargé d'affaires de France à Drouyn de Lhuys, 17 août 1864.

l'égard du Canal de Suez. Et l'on peut compter sur sa parole plus que sur celle de ses collègues, mais « il a encore plus la crainte de mécontenter Londres que le désir de contenter Paris... Chez les Turcs, même les meilleurs, écrit le promoteur, il y a toujours lieu d'appliquer le proverbe oriental : une once de crainte fait plus qu'un quintal d'amitié. Imbu de cette idée, je n'ai jamais compté, pour la réussite de mon entreprise à Constantinople, que sur le premier mobile. Mes armes sont : ou la crainte de la France, ou la crainte de voir la Compagnie du Canal se passer de la sanction de la Porte. Je n'emploierai le dernier moyen, qui a ses inconvénients et ses dangers... qu'à défaut du premier ; c'est pourquoi je ne me presse point. » Lesseps retarde encore, on le voit, le fameux « accomplissement du fait » dont il brandit la menace, mais dont il souhaite — comme Lyautey de ses forces — de ne pas avoir à se servir. Il harcèle parfois le grand vizir, quitte à le flatter ensuite : « Je rends un peu la main au grand vizir après l'avoir éperonné, écrit-il en son langage de cavalier. Il m'est arrivé souvent, pour faire franchir une barrière ou un fossé à un coursier timide, de lui mettre mes éperons dans le flanc. Il aurait protesté s'il avait pu parler. Mais il avait sauté. » Aali Pacha ne sautait pas encore ; du moins n'osait-il pas faire demi-tour et s'élancer sur la piste où l'attiraient Palmerston et Bulwer.

Lesseps est loin du reste d'abuser de l'éperon. Sa manière habituelle, c'est la persuasion : il excelle en cet art. Thouvenel le reconnaît ; revenu de ses préventions premières, il rend hommage à la façon dont Ferdinand de Lesseps mène ses pourparlers (1), insistant sur son tact et sa modération. Il commence même à croire le succès possible à Constantinople et voudrait maintenant intervenir de façon plus active. « La question, écrit-il, pourrait prendre une tournure qui serait peut-être décisive si j'étais autorisé à seconder plus ouvertement les démarches de M. de Lesseps. » Une telle indication sous la plume d'un homme aussi pondéré que Thouvenel est d'une grande portée. Mais Paris y demeure insensible. Londres au contraire s'en inquiète et hausse le ton : le Foreign Office ne cache pas au Sultan que « s'il accordait son consentement à un projet dont le but évident est de séparer l'Egypte de la Turquie, il ne devrait pas s'attendre à ce que le maintien de l'intégrité ottomane demeurât un principe directeur de la politique des grandes Puissances d'Europe. »

(1) Thouvenel à Lesseps, 26 février 1858. Lettre inédite.

Aussi de jour en jour Lesseps s'achemine-t-il vers la grande décision. Mais c'est visiblement à contre-cœur : elle le tente, l'inquiète, et finalement s'impose à son esprit parce qu'il n'est pas pour lui d'autre issue. Après tout, se dit-il, « si chaque grande amélioration devait être suspendue jusqu'à ce qu'elle fût proposée ou sanctionnée par l'autorité officielle, le monde s'arrêterait dans sa marche, ou il rétrograderait. » En Angleterre même, la création des chemins de fer n'a-t-elle pas été pendant longtemps repoussée par le Parlement « sous prétexte que quelque locomotive trop vive pourrait écraser une vache ? » En ce printemps de 1858, perdant à peu près complètement l'espoir de convertir ses adversaires et de décider la Porte, il est tout près de passer aux actes. Ce n'est pas dans l'ombre qu'il prépare les choses. Lesseps n'est pas l'homme du mystère. Il ne cache rien à personne, ne prend personne au dépourvu. On pourrait dire au contraire qu'il réfléchit en public, qu'il pense tout haut. C'est sa manière : elle a ses avantages et ses inconvénients. Il a depuis longtemps fait part de ses intentions au ministre français des Affaires étrangères, et s'en explique maintenant avec le nouveau grand vizir et ses collègues. Les ministres turcs lui donnent des assurances favorables. « Qu'ils soient sincères ou non, cela m'est égal, dit Lesseps, nous prenons note de leurs déclarations et agirons en conséquence (1). » La Porte d'ailleurs a tellement abdiqué toute initiative et toute indépendance qu'il n'y a vraiment plus à en tenir compte. « Entre nous, la Turquie n'existe plus. Si la France n'était pas intéressée à l'étayer et à la faire vivoter, nous ne tarderions pas à en voir la fin. Quant à l'Egypte, sa position est plus belle que jamais (2). »

De Paris pourtant lui parviennent les nouvelles les plus défavorables. Les circonstances sont aussi mauvaises que possible. Eût-on même le firman turc, lui dit son ami Barthélemy Saint-Hilaire, que l'on ne trouverait nulle part dans le moment les 200 millions nécessaires à une aussi vaste entreprise. « La situation des marchés européens est déplorable ; et les craintes de guerre entre la France et l'Angleterre ne sont pas faites pour calmer l'anxiété générale (3). » « Le marché s'affaisse de plus en plus et les craintes de guerre » franco-anglaise s'accentuent. « La situation est des plus tendues, tout le monde le sent et l'on ne voit pas qu'elle puisse

(1) Lesseps à Ruyssenaers, 10 avril 1858. Lettre inédite.
(2) Lesseps à Ruyssenaers, 23 mai 1858. A bord du *Méandre*. Lettre inédite.
(3) B.-Saint-Hilaire à Lesseps, 23 février 1858. Lettre inédite.

se détendre autrement que par un coup de tonnerre... Dans ce moment, les plus belles affaires ne réussiraient pas. » « Craintes de guerre », ces mots reviennent sans cesse sous la plume de Saint-Hilaire, homme réfléchi et renseigné.

L'histoire soucieuse de faits précis et concrets, soulève assez rarement le voile d'oubli dont s'enveloppent bien vite les impressions, les sentiments, les inquiétudes que les événements ne sont pas venus justifier. Pourtant ces impressions, ces inquiétudes sont-elles aussi des faits. Toutes les vies en sont tissées. Nous avons oublié les menaces dont la paix fut l'objet sous Louis-Philippe et sous le Second Empire ; les contemporains, eux, les ont ressenties avec intensité. La sérénité que nous leur prêtons en a été fréquemment troublée. Or, précisément au printemps de 1858 les bons rapports de la France et de l'Angleterre étaient mis en péril par certaines conséquences de l'attentat d'Orsini. Les nuages qui s'accumulèrent alors à l'horizon politique ont compliqué la tâche de Ferdinand de Lesseps et influé sur l'œuvre qu'il accomplissait.

L'Angleterre, consolatrice des affligés, mais aussi refuge des pécheurs, selon le mot de Louis XVIII, avait donné asile à quelques-uns des complices d'Orsini. L'un d'eux, Bernard, était Français et sans quitter Londres avait contribué à préparer la tentative d'assassinat perpétrée le 14 janvier 1858 sur les souverains français par les révolutionnaires italiens. Au lendemain de la soirée tragique, toute la France, peut-on dire, avait tressailli d'émotion et de toutes parts des voix s'élevaient pour déplorer l'hospitalité trop souvent accordée par l'Angleterre à des criminels. Beaucoup s'en indignaient, s'exprimaient avec véhémence et, contre nos voisins d'Outre-Manche, invoquaient tous les griefs que les Français se plaisent si souvent à ressusciter, sans autre résultat que d'irriter de part et d'autre les esprits et d'empêcher la nécessaire entente. Morny lui-même, président du Corps législatif, se départissant de son calme habituel, traduisait un sentiment général en demandant, au nom des populations inquiètes, comment des gouvernements voisins et amis sont impuissants à détruire de vrais laboratoires d'assassinats. » Le ministre des Affaires étrangères, Walewski, fit tenir au Cabinet de Londres une « grave dépêche ». Il se bornait à faire en toute cordialité appel à la conscience anglaise. Mais la presse française, faisant écho à de nombreux excités, dépassa malheureusement le but. Elle accusait d'un ton rageur l'égoïsme insulaire, dont l'affaire du Canal de Suez devenait, sous la plume

des journalistes, un exemple typique. « De ces propos irréfléchis naquit à Londres une irritation poussée jusqu'à la colère et surtout un vif désir de représailles ». Clarendon, sans répondre officiellement à la dépêche de Walewski, avait déclaré que le droit d'asile était respectable jusque dans ses abus et que jamais le Parlement ne voterait une loi tendant à l'expulsion des étrangers. Dans ce respect de la liberté humaine, il y avait assurément de la grandeur et de la noblesse. Le gouvernement anglais, au surplus, ne refusait pas de combler dans un sens favorable au vœu de la France, certaines lacunes de la législation. Mais la Chambre des Communes fut en l'espèce moins raisonnable que le Cabinet et que Lord Palmerston lui-même. Elle vota bien le texte présenté par le ministère, mais avec une addition marquant le regret que l'on n'eût pas répondu de façon officielle et vigoureuse à la note française. Palmerston, devant ce blâme démissionna, et Lord Derby lui succéda au pouvoir en février 1858.

Ces incidents avaient créé entre la France et l'Angleterre la tension qui se reflète dans les dépêches de Walewski et de Persigny, toujours ambassadeur à Londres. C'est à ces événements que B. Saint-Hilaire faisait allusion à maintes reprises dans sa correspondance. Le collaborateur de Lesseps, futur chef de la diplomatie française, était bon juge et ses inquiétudes n'étaient pas exagérées. Pendant trois ou quatre mois l'atmosphère fut lourde. Et le tableau s'assombrit encore quand un tribunal anglais acquitta le Français complice d'Orsini. Ce fut alors en France une explosion dont l'opinion anglaise à son tour s'irrita ; et l'on put craindre le pire. « La situation s'aggrave sans cesse, écrit Persigny. Le ministère lui-même se sent débordé. » « Un cratère en ébullition ; la lave est prête à déborder. » Il faut rendre à l'Empereur et à son gouvernement la justice qui leur est due et reconnaître qu'ils ont avec sang-froid et dignité trouvé la voie qui permettait de sortir d'une apparente impasse. Par bonheur, en ce temps-là, les gouvernements n'enflammaient pas eux-mêmes les passions publiques en prenant du haut de tribunes internationales des attitudes spectaculaires, presque impossibles à changer. L'orage se dissipa donc, mais le souvenir en subsista.

***

Pendant que se déroulaient ces événements, Lesseps était en Turquie. Il ne les a vécus que de loin ; ils ne l'ont pas empêché de

mûrir ses projets. Bien au contraire. Mais la chute de son principal adversaire lui procure un immense soulagement, et il se sent de nouveau gonflé d'espoir. L'opposition anglaise ne va-t-elle pas maintenant céder ? Lesseps le croit ; car il s'est persuadé que l'hostilité de Palmerston trouvait peu de résonance en Angleterre. Il sera bientôt détrompé. Au Parlement de Londres, en effet, Disraëli, porte-parole du nouveau ministère, dissimula mal sous des faux-fuyants l'hostilité persistante de l'Angleterre officielle. « Pitoyable réponse, dit Lesseps... Il ne faut pas se décourager aux paroles de M. Disraëli, — écrit-il à Negrelli. Il est nécessaire d'envisager les choses froidement, sans se faire d'illusion, mais surtout sans faiblir ou faire le moindre pas en arrière... Tout le monde finira par nous suivre lorsqu'on reconnaîtra que rien ne peut nous émouvoir » (1).

Lesseps n'en voit pas moins s'évanouir une fois de plus, les espérances qu'il avait conçues. Démission de Redcliffe, mort de Rechíd, chute de Palmerston : trois espoirs pour Lesseps, trois déceptions. Il n'en est que fortifié dans ses tendances à l'action immédiate : « Des hommes d'Etat, qui ne représentent ni les idées de leur temps ni même celles de leur pays, ont osé traiter publiquement de chimérique un projet élaboré par les ingénieurs les plus compétents... Il ne nous reste plus qu'à démontrer que la prétendue chimère est une réalité. La Compagnie Universelle du Canal de Suez va constituer son organisation définitive ; elle marchera résolument et elle accomplira le fait.

Cette fois, le sort en est jeté. Lesseps fait part de sa décision à tous les agents et correspondants dont il a déjà créé le réseau de par le monde. Il est résolu, mais ne se leurre pas. La situation, écrit-il à B. Saint-Hilaire, « je crois la voir clairement... Les Anglais se passent le mot d'ordre. Ils vont donc s'entendre contre nous. Les gouvernements du continent.. ne voudront pas se créer des embarras au dehors et nous laisseront nager sans nous tendre la perche... L'Egypte a assez fait, on ne peut lui demander davantage... Le parti que j'ai pris était donc le seul indiqué, il faut réunir toute notre énergie et celle de nos amis, marcher au but sans sourciller et sans nous laisser émouvoir. Si la politique des Puissances occidentales et de la Turquie est impuissante à l'endroit de Périm (2), la Compagnie Universelle ne baissera pas pavillon à

(1) Lesseps à Negrelli, 24 avril 1858. Lettre inédite.
(2) Port de la Mer Rouge que l'Angleterre venait d'occuper.

l'endroit du canal. Elle sera plus forte que Lord Palmerston et que M. Disraëli. Ce que j'ai décidé sera exécuté avant la fin de l'année. » Ton de grand chef. Il n'y a dans ses paroles ni jactance ni candeur. Lesseps ne cherche à bluffer personne. Il ne veut surtout pas se duper lui-même. Plus tard il lui arrivera de prendre en certaines occasions des attitudes qu'au bout d'un temps il ne pourra pas maintenir intégrales. Il présumera parfois trop de ses moyens, se verra forcé de rectifier ses décisions et, en composant avec l'inévitable, prêtera au reproche de se déjuger. Cette fois il a parfaitement jaugé les risques. Il les affronte de toute sa volonté. Certes il préférerait bien ne pas avoir à les prendre — et réussir quand même. Mais comme il est déterminé à réussir envers et contre tout, il n'a plus le choix.

⁂

A très peu d'exceptions près, tous les collaborateurs de Lesseps sont, comme presque tout le monde, hostiles à ce plan téméraire. B. Saint-Hilaire, entre autres, s'en explique avec franchise. Ce brillant professeur s'est donné de tout cœur à l'œuvre qu'il admire ; néanmoins, plus logicien que chef, il cherche pendant des semaines, à convaincre son grand « patron », non pas de renoncer à ses projets, mais de les mettre en sommeil. Lesseps ne se laisse pas fléchir. Et Saint-Hilaire, la mort dans l'âme, souhaitant à son ami le succès auquel pour sa part il ne croit pas, se dissocie de l'entreprise qu'il a servie avec amour et talent. Pour Lesseps, c'est un cruel regret. Depuis trois ans, B. Saint-Hilaire a été, avec Ruyssenaërs, son plus efficace collaborateur et son plus intime ami. De Londres, de Constantinople, d'Alexandrie, à travers les plus absorbants travaux, Lesseps a entretenu avec lui une correspondance quotidienne où le passionnant dessein qui les unissait tous deux était examiné, discuté, à la fois dans ses grandes lignes de politique générale et dans les détails de tout genre. Correspondance — presque entièrement inédite — et qui mieux qu'aucune autre peut-être, met en lumière la personnalité du grand chef. Hâtives, et pourtant abondantes, les lettres de Lesseps, écrites très tard dans la nuit ou très tôt le matin, avant ou après plusieurs autres, avant ou après des journées de labeur écrasant, de longs trajets en chemin de fer, des conférences ou des banquets, frappent, en dépit de leur spontanéité, par l'ordonnance, la précision de la pensée, l'élégance du style et la pureté de la langue. La manière

simple, directe de Lesseps, n'est ni recherchée ni relâchée. Il écrit comme il parle, sans apprêt, suivant le fil naturel de ses idées qui sont lucides; c'est là le fruit de la forte culture classique dont il s'est imprégné dès l'enfance. S'il prend la parole en public : « Je ne m'y prépare pas trop à l'avance, dit-il ; surtout je n'écris rien pour ne pas avoir recours à la mémoire » (1). De même sa plume traduit sans peine d'un premier jet les nuances de sa pensée, même quand ses « idées ne sont pas tout à fait arrêtées (2) » et qu'il les exprime surtout pour les préciser et les confronter avec celles de son correspondant. Car si forte que soit sa personnalité, il aime la lumière et la discussion. Il aime à convaincre et admet d'être convaincu. Ses instructions à ses collaborateurs sont nettes, mais mesurées. Il oriente, veille à l'exécution, corrige. A tous, il sait rendre justice, prêchant la sérénité, — et en donnant l'exemple. Acceptant pour sa part, en gardant le sourire, les déceptions, les soucis, les attaques, les injustices même, confiant dans le triomphe final de la raison, il veut communiquer aux autres sa patience : « Ne marchons que progressivement... le meilleur moyen de réussir étant de ne demander que ce que l'on peut obtenir. » Sa sagesse lui conseille de ne pas récriminer vainement, ni de triompher avec éclat : « Laissons à l'amour-propre de nos puissants adversaires une porte de sortie honorable. » « Il faut ménager l'amour-propre de l'Angleterre. »

Le fondement de son équilibre moral est dans son équilibre physique. Non qu'il soit rigoureusement infatigable ; nous le verrons plusieurs fois, en Egypte, sous le soleil brûlant auquel il s'expose en toute saison sans ménagement, dépasser à force d'énergie les limites de sa résistance. Cette résistance est néanmoins exceptionnelle. Au cours de son épuisante campagne en Grande-Bretagne, en terminant très tard son abondant courrier, il lui arrivera plusieurs fois de ne disposer que de quelques heures très brèves de repos « pour cette nuit et pour la précédente ». Ce qui ne l'empêchera pas d'écrire : « Je suis chaque matin aussi dispos que si je m'étais reposé le jour précédent. » Et il ajoute : « Vous savez mieux que personne que le travail et l'activité fortifient l'esprit et le corps. » La veille d'une grande séance qu'il doit tenir à Londres devant une audience impressionnante, il écrit : « Demain le grand jour. Je n'ai pas pu me reposer comme je l'espérais. Mais

(1) Lesseps à B. Saint-Hilaire, 22 juin 1857. Lettre inédite.
(2) Lesseps à B. Saint-Hilaire, 21 septembre 1856. Lettre inédite.

après tout, bien que je sache jouir du repos, la lutte ne me déplaît pas (1). »

Lesseps déplore la retraite de Saint-Hilaire. Mais il poursuit son chemin dans la voie du fait accompli. Une fois de plus, seul contre un sentiment général, il voit clair ; seul, il agit.

Fait accompli ? Oui, c'est bien ce qu'il a décidé ; pourtant ce chef si souvent décrit comme impulsif et téméraire, se raccroche à un dernier espoir de convertir l'Angleterre politique — et par suite la Turquie. Un nouveau débat doit avoir lieu aux Communes, qui promet de revêtir une importance particulière. Palmerston est toujours hors du Cabinet et les nouveaux ministres paraissent moins passionnés que leurs prédécesseurs. Au nom de l'opposition, au nom aussi de la liberté commerciale et de la liberté tout court, Gladstone apporte à Ferdinand de Lesseps l'appui de sa grande autorité. Pour Lord J. Russell, qui sera bientôt ministre des Affaires étrangères, la seule vraie question est de savoir si l'Angleterre conservera ou non la maîtrise des mers, car, avec ou sans canal, c'est cette maîtrise qui seule protège l'Inde anglaise. Russell pose ainsi dans ses termes exacts un problème fondamental de politique internationale ; il en définit parfaitement la solution — qui aujourd'hui encore est si souvent mal entrevue. Mais Palmerston, qui n'a rien perdu de sa verve ni de sa virulence, se déchaîne. Disraëli l'appuie au nom du Cabinet, dissertant avec plus de subtilité que de bonne foi, mais concluant avec franchise sur cette affirmation hautaine : « Quand de par le monde l'on met en avant quelque projet que nous jugeons nuisible aux intérêts de l'Angleterre et des nations en général, une opposition contre un tel projet ne saurait être ni déplacée, ni inconvenante, ni illégitime ».

La thèse du gouvernement l'emporte par une très large majorité. Mais la qualité de certains partisans du Canal de Suez, la valeur de leurs arguments, la clarté de la discussion, son retentissement, permettent à Lesseps, en se forçant un peu, de se déclarer satisfait. A ses yeux, les préoccupations de pure politique ont dominé le débat et, des informations qu'il reçoit de parlementaires, il conclut que le problème de Suez se confond en quelque sorte avec celui des relations franco-anglaises et que la plupart des opposants au Canal de Suez ne lui sont systématiquement hostiles que parce qu'ils sont systématiquement hostiles à la France. Ce n'est pas tout

(1) Lesseps à B. Saint-Hilaire, 16, 23, 29 mai ; 2, 23 juin ; 12 novembre 1857. Lettres inédites.

à fait exact, mais ce n'est pas tout à fait faux. La majorité parlementaire n'est peut-être pas hostile à la France, mais avec autant de sincérité que d'injustice, elle la redoute.

Lesseps exprime mieux le fond de sa pensée quand il écrit que « les déclarations de M. Disraëli ont décidé » de la fondation de sa Société. Il repart pour l'Egypte ; de toute sa force de persuasion, il démontre au Vice-Roi que pour triompher, la meilleure méthode est de mettre l'Europe en présence d'un fait accompli, que la grande majorité des Puissances, affirme-t-il, approuvent au fond d'elles-mêmes. La thèse répond assez bien aux vœux de Saïd qui se laisse convaincre sans trop de peine. Il ne s'agit du reste — explique le fondateur — que de « travaux préparatoires » : les activités ainsi définies dureront deux ou trois ans. Et d'ici là...

(A suivre.)

GEORGE EDGAR-BONNET.

LA VIE LITTÉRAIRE EN FRANCE DE 1900 A 1950

Quand s'ouvre le siècle, Maupassant est mort depuis sept ans, Alphonse Daudet depuis trois ans et Zola n'a plus que deux ans à vivre. France, Loti, Bourget sont d'âges voisins. Le premier a dépassé la cinquantaine que le second vient d'atteindre et à laquelle touche le troisième. Ils ont publié déjà la majeure partie de leur œuvre. Barrès, lui, est en pleine évolution. A l'esthétisme d'*Un Homme libre*, du *Jardin de Bérénice*, du *Culte du moi* a succédé le *Roman de l'Energie nationale* dont le deuxième tome, *l'Appel au Soldat*, issu du boulangisme, paraît en 1900.

Ces quatre maîtres des lettres ont-ils fait école ? Loti est, par essence, le type de l'isolé qui s'enchante de sa mélodie intérieure. France a rendu le goût d'un certain classicisme, mais ses émules sont surtout des pasticheurs qui se bercent au son des rythmes anciens avec une complaisance puérile. Vingt ans durant, on trouvera encore au fond des provinces de vieux archivistes mués en conteurs qui croient ressusciter Sylvestre Bonnard. Paul Bourget, en revanche, a connu l'audience de ceux que tourmentent les problèmes de la destinée. Sa culture philosophique, le rôle qu'elle joue chez lui dans la peinture des âmes, l'importance qu'il donne à la question religieuse ont amené de jeunes écrivains à le prendre pour guide. On exagérerait en disant qu'un mouvement nouveau en est sorti. Ceux qui, à la suite de leur aîné, s'intéressaient aux différents milieux sociaux, le faisaient en dilettantes, en curieux d'un monde populaire dont le contact leur manquait. La littérature de cette époque ne vise qu'une élite et si le service militaire mêle les représentants des classes fortunées au peuple, l'expérience qu'ils en tirent est trop courte pour fournir aux futurs écrivains une matière de pensée

Cela ne signifie pas néanmoins que Bourget, France, Loti aient vu leur pouvoir diminuer passé 1900. Ils étaient alors en pleine possession de leur art et l'ont bien montré depuis. *L'Etape*, *l'Emigré* sont postérieurs à cette date. *Le Démon de Midi*, qui eut un profond retentissement dans le public, a été publié en 1914. *L'Ile des Pingouins* est de 1908 ; *Les Dieux ont soif*, chef-d'œuvre inégalé du roman historique, date de 1912 ; *Les Désenchantées*, *la Mort de Philae*, *Un Pèlerin d'Angkor* virent le jour entre 1906 et 1914. On peut dire que ces trois écrivains ont dominé tout le début du présent siècle.

S'ils n'ont provoqué aucune évolution durable c'est que les transformations de ce genre ne s'opèrent, en littérature, qu'à l'occasion de bouleversements fonciers. Le romantisme est né, comme on sait, de la Révolution, de l'aventure napoléonienne et de la dévotion nouvelle aux idées germaniques que Mme de Staël n'aurait peut-être pas adoptées avec tant d'élan si elle n'avait figuré parmi les opposants au régime. Le goût dont se prirent les intellectuels pour la politique nous a valu 48, l'exaltation des idées libérales et l'hostilité au Second Empire dont beaucoup profitaient d'ailleurs tout en le réprouvant. Cette prise de position à gauche a contribué au lancement du naturalisme. Il n'est pas excessif non plus de penser que l'accablement qui frappa en France une partie du monde pensant après 70 favorisa l'éclosion de ce retour discret et raffiné au spiritualisme, de cette musique de chambre qu'on nomme le symbolisme.

Au début du xxe siècle, l'apaisement s'est fait, les plaies ont cessé de saigner. Chacun accepte le régime et la IIIe République, encore jeune, ressemblerait à cette fameuse « monarchie absolue tempérée par des chansons » si elle n'avait remplacé l'absolutisme par une attitude assez conciliante pour ôter tout sujet de récrimination aux citoyens. Dans le monde des lettres, chacun se consacre à son œuvre. On y vit sous le patronage des grands maîtres. A ceux que nous avons cités vont s'ajouter des poètes parmi lesquels Anna de Noailles, Gérard d'Houville, Francis Jammes. L'agitation sociale, pourtant croissante, n'ébranle pas les tours d'ivoire. La politique n'alimente que les conversations de salon. Dans les cafés, on traite plus volontiers de littérature. Le calme règne, bienfaisant mais peu propice au renouvellement.

Cependant l'ombre de Chateaubriand n'a pas regagné le royaume des morts. Comme l'auteur de l'*Itinéraire*, Barrès rêve aux civilisa-

tions disparues, aux images de l'Orient. Comme lui, il veut laisser un nom dont le prestige ne se limite pas à celui de la création littéraire. Le scandale de Panama a vivement retenti en son esprit. *Leurs Figures* en porte témoignage. Ajoutons que la Lorraine, devenue pour lui terre d'adoption, lui inspire des méditations sur le danger allemand, la nécessité qu'il y a, pour un écrivain de sa classe, à sonner le réveil dans une France que la prospérité endort. Il devient député. Veut-il entrer, un jour, au gouvernement ? Non : son dessein est seulement d'intervenir quand il le faut et de prononcer, en cas de danger, le discours qu'on lira après l'avoir écouté, dont l'écho retentira dans les esprits. Comme il ne peut renier ses goûts, mais sait donner à ses appels l'ampleur qui leur confère une signification nationale, l'une de ses plus belles réussites, dans ce domaine, sera *la Grande Pitié des Eglises de France.*

Mais son activité d'écrivain politique ne s'arrête pas là. Membre de la commission d'enquête sur l'affaire Rochette, il prend des notes au cours des séances et, le soir, rejoint son secrétaire dans un restaurant de la place de la Madeleine. Là, il tire de sa poche ces petits bouts de papier, les jette sur la table. Et, tout en dînant, il raconte sa journée, fait appel à son aide-mémoire. Le secrétaire lui donne la réplique. La matière prend forme. Il en sortira *Dans le Cloaque*, magnifique témoignage sur ces pénibles débats. Quel est donc ce secrétaire si précieux ? L'un des deux frères Tharaud, tantôt Jérôme et tantôt Jean. Ces débutants nourris de Barrès deviendront des maîtres à leur tour et bâtiront une œuvre qui, écrite selon les plus pures traditions de la langue, nous montrera le monde moderne tel que l'a formé un passé dont les survivances nous sont attestées à chaque page. Qu'il s'agisse de l'Islam, des communautés juives de l'Europe centrale, des problèmes balkaniques, les Tharaud ont tout vu, tout compris ou senti et le flambeau promené par ces deux mains fraternelles jette sa flamme sur l'étendue du monde pensant. Elèves, à l'origine, de Barrès, ils n'en furent pas les continuateurs. Leur manière est à eux. En ce domaine, nul ne peut leur être comparé.

***

Parallèlement à l'action de Barrès, isolé comme on l'est sur les cimes, un « mouvement » se forme, d'inspiration politique mais d'expression littéraire au point qu'un critique n'en retiendra que

ce dernier côté et ne lui reconnaîtra pas d'autre signification. Ce mouvement est celui de *l'Action Française*, créé par un poète royaliste, Charles Maurras, auquel s'est rallié l'ancien républicain Léon Daudet. Il y aurait beaucoup à écrire sur le rôle politique de ce nouveau parti mais ce n'est pas notre propos. Si *l'Action Française* intéresse aussi l'histoire littéraire, c'est que Maurras a été un prodigieux façonneur d'esprits. Autour de lui, et de Jacques Bainville, se sont assemblés quantité de jeunes écrivains, gagnés à un classicisme où ils trouvaient un aliment plus sûr que dans celui de France. Depuis 1909, année de sa fondation, jusqu'au début de la dernière guerre, *l'Action Française* a été une pépinière de talents nouveaux. Même ceux qui ne faisaient que sympathiser avec elle sans adopter la doctrine maurassienne ont subi l'empreinte du fondateur et la collection de leurs écrits porte témoignage d'une renaissance de notre goût littéraire.

Foyer de pensée, centre d'inspiration, *l'Action Française* a joué là un rôle comparable, dans un esprit différent, à celui du naturalisme. S'il faut le signaler, c'est que la chose ne s'était plus vue depuis la fin du précédent siècle. Peu de temps auparavant, une autre création, qui n'a rien d'une école, avait déjà commencé de marquer ses effets sur la littérature. Nous voulons parler de l'Académie Goncourt, issue d'un legs d'Edmond, le dernier survivant des deux frères. Ce cénacle a fondé sa réputation en décernant un prix littéraire, apanage jusqu'alors réservé à la seule Académie française. En affectant à cette fondation la somme de cinq mille francs, Edmond de Goncourt pensait récompenser richement le lauréat et, jusqu'en 1918, cet espoir ne fut pas trompé. Mais il était loin sans doute de se douter des chiffres astronomiques de vente qu'il assurerait chaque année à un jeune auteur. Le Prix Goncourt est à l'origine de la publicité littéraire. C'est à lui qu'on doit cette fièvre du grand public déchaînée à date fixe, la passion qui pousse cent mille Français, ou plus (souvent moins, depuis quelques années) à lire le roman d'un auteur qu'ils ont ignoré jusqu'à présent et dont, neuf fois sur dix, ils oublieront le nom peu de temps après.

Dans l'ensemble, le prix Goncourt a servi la littérature. On le considérera surtout ici comme l'une des innovations de l'époque envisagée. Il lui donne une couleur que la précédente n'avait pas. N'allons pas jusqu'à dire que son influence s'est fait sentir sur la production littéraire. Si celle-ci a évolué, c'est, comme toujours,

sous l'inspiration des événements ou par l'influence des cénacles. Les revues n'y ont pas été étrangères, le *Mercure de France* en tête. Des écrivains comme Paul Claudel, André Gide ont publié leurs premiers livres dans la maison d'éditions de la rue de Condé. Henri de Régnier y donna ses poèmes ainsi que d'inoubliables romans qui l'ont fait citoyen de Venise et subtil évocateur du passé. Le directeur Alfred Valette et sa femme Rachilde donnaient à cet établissement, illustré jadis par le symbolisme, une couleur bien proche encore de celle du XIXe siècle et la coutume s'est maintenue longtemps de pérégriner à travers Paris pour aller converser avec le directeur qu'aucune ligne téléphonique ne reliait à ceux qui voulaient l'appeler.

Tout autre fut l'aspect de la *Nouvelle Revue Française.* Fondée par des écrivains comme Jacques Copeau, André Gide, Roger Martin du Gard, Jean Schlumberger, Jacques Rivière, elle apportait une note nouvelle dont l'apparence première était celle du dépouillement dans la forme, voire d'une certaine sécheresse. Les talents qu'elle a révélés sont innombrables. Dans le domaine de l'essai, du roman, de la poésie, tout y était frais, discutable parfois mais l'élan avec lequel le jeune public y apportait son adhésion fut tellement décisif que la partie fut gagnée dès avant la guerre de 1914-1918.

André Gide y était grand prêtre. On peut dire de lui qu'il est un des rares auteurs ayant fait école au cours de cette période. Cet effet devait être durable et sa marque se voit encore sur beaucoup d'écrivains d'aujourd'hui. On tentera de la caractériser en disant qu'elle témoigne d'une pureté de forme, alliée à une cruauté de fond que le cynisme de l'auteur rend plus sensible encore. Le fameux « acte gratuit » cher à Lafcadio, le héros des *Caves du Vatican*, a inspiré beaucoup de successeurs de Gide. Est-il de nature très originale ? Il faut y voir une révolte contre les conventions du temps qui n'est pas sans ressemblance avec l'attitude stendhalienne. Mais Stendhal y ajoutait des préoccupations différentes dans le domaine sentimental. Comme l'a écrit Albert Thibaudet : « *N'ayant pu être le Napoléon de l'amour, il voulut en devenir le Jomini.* » Autre forme d'acte gratuit.

***

Ce bref coup d'œil jeté sur le monde littéraire des années 1900-1910 incline à penser qu'on y relève peu de tendances d'ensemble.

Marquons toutefois chez beaucoup de jeunes écrivains d'alors une attitude nietzchéenne à laquelle Georges Sorel, homme d'une culture encyclopédiste et prodigieux animateur d'esprit, ne fut pas étranger. D'autres courants se révélèrent, que les contemporains se sont appliqués à définir. Dans une enquête signée Agathon, et qui fit quelque bruit, Henri Massis et Alfred de Tarde ont consulté la jeunesse du temps. A lire leur ouvrage, on peut penser que les garçons de la nouvelle génération condamnaient l'attitude de leurs aînés, qu'ils étaient doués de sens civique au plus haut point et aspiraient à montrer la survivance des vertus de la race. Beaucoup d'entre eux, hélas ! eurent bientôt l'occasion de prouver que le sang français n'avait pas démérité. Mais on se demande si l'unanimité constatée par Agathon était aussi indiscutable ou si les jeunes gens interrogés ne prenaient pas plutôt conscience de sentiments, dont ils souhaitaient la présence en eux, à la faveur d'une conversation intelligemment menée, si, en un mot, ils ne s'abusaient pas eux-mêmes en faisant de telles professions de foi. En ces années-là il faisait bon vivre sous le ciel de France et cette impatience à répudier tant de facilités a de quoi étonner, même si l'on songe que la jeunesse les a toujours méprisées. Au surplus le Français est trop individualiste pour s'exalter de cette façon collective. S'il a toujours été le premier à partir pour la croisade, c'est que la chaleur lui monte vite à la tête. Mais, la veille encore, il cultivait son jardin.

Précisons-le : Agathon, en questionnant les jeunes gens, avait dessein d'attaquer du même coup l'enseignement officiel que ceux-ci recevaient. La Sorbonne était visée avec les méthodes de quelques professeurs auxquels on reprochait certaine docilité à l'influence germanique. N'oublions pourtant pas que la science historique était également représentée alors par les noms éclatants d'Albert Sorel, de Camille Jullian, de Pierre de la Gorce. Et ajoutons qu'un autre champion s'est levé avant la guerre de 1914, contre la vieille institution. C'est Charles Péguy et sa figure, aussi attachante que complexe, requiert l'examen. Ce chrétien qui a perdu la foi, ce Normalien en rupture d'Ecole, ce lettré devenu éditeur et libraire pour obtenir des foules une audience qui lui fut refusée de son vivant, a tous les traits du Français tel que les travaux rustiques, la guerre, la polémique, le labeur intellectuel l'ont formé depuis le fond des âges. En lui on retrouve le soldat de Bouvines, le moine ligueur, le patriote de 92. Curieux de tout, prompt à se donner

comme à se reprendre, fervent d'héroïsme, il est devenu disciple de Bergson et fidèle de Jeanne d'Arc. La Sainte de Domrémy, qui symbolise pour lui l'ardeur plébéienne et l'amour de la France, lui inspire une pièce de théâtre monumentale, difficile à représenter, et dont il exécute plusieurs versions. Cette construction a les beautés étranges et certains aspects barbares d'un temple primitif. Elle est écrite sans respect des proportions. En elle l'auteur voit un hymne où il exhale ce besoin de croire qui n'a cessé de le tourmenter.

Mais ce poète, cet essayiste, ce journaliste est aussi un partisan. Il entretient de solides haines contre l'Université. Ses bêtes noires sont Aulard, Seignobos, Lanson. Pour opposer sa voix à la leur, il fonde les *Cahiers de la Quinzaine* dont les Tharaud, qui furent du premier clan de ses amis fidèles, ont pu dire que c'était un brûlot attaché aux flancs du vaisseau sorbonnien. Chef d'école, Péguy le fut dès Sainte-Barbe. En lui, chacun reconnaissait un maître, d'humeur tyrannique mais qu'on suivait, parfois à contre-cœur. En dépit de ces dons d'autorité, Péguy ne devait pas réussir à imposer les *Cahiers*. Chef-d'œuvre de typographie, porteurs de textes dont beaucoup consacraient les débuts d'écrivains qui devaient passer maîtres, ils arrivaient trop tôt et surtout n'étaient soutenus par aucun snobisme. Ajoutons qu'on y trouvait aussi des proses arides, des démonstrations d'aspect rébarbatif. A côté des Tharaud, de Georges Sorel, de Daniel Halévy, de Romain Rolland, de François Porché, combien d'autres dont il serait inutile de citer les noms oubliés aujourd'hui !

Péguy ne devait atteindre le grand public que quinze ans après sa mort. Comme il arrive souvent en pareil cas, beaucoup se sont appliqués à solliciter sa pensée et à lui prêter des idées conformes aux leurs. On a fait grand bruit autour de sa « conversion », terme qui lui déplaisait car, disait-il, un chrétien qui retrouve la foi de son enfance n'est pas un converti. Il déclarait aussi à René Johannet, qui le connut dans ses dernières années : « *Je veux bien être un catholique écrivain, mais je ne veux pas être un écrivain catholique.* » Grande leçon qui aurait pu être méditée par beaucoup de ses cadets.

Péguy de son vivant, c'est le fruit à la cosse rugueuse, de rude saveur, qui mûrira au cours des temps à venir. On s'est perdu en conjectures aux fins de savoir ce qu'il aurait fait s'il était sorti vivant de cette guerre, de quel côté il serait allé. Il est impossible

de répondre à cette question sans outrecuidance. Retenons néanmoins que son retour à la foi chrétienne a contribué à magnifier sa légende. Cette évolution spirituelle a coïncidé avec un retour à la discipline dans la forme poétique. Héritier d'une longue lignée paysanne, type de cette piétaille qu'il a si souvent chantée, le fantassin Péguy a tiré du pèlerinage à Chartres une longue suite d'alexandrins qui semblent écrits au rythme de son pas sur la route. Au bout de son parcours, ce n'est plus la construction incertaine de la première *Jeanne d'Arc* qu'il a trouvé, c'est « *la flèche irréprochable et qui ne peut faillir* » de la cathédrale de Chartres.

***

Avec cette période qui va prendre fin au seuil de la guerre, s'achève le temps où la littérature était un art désintéressé, que l'on pouvait exercer sans connaître la hantise journalière du profit. Quantité d'écrivains faisaient leur apprentissage au cours de voyages en Italie, en Espagne, en Grèce, qui n'exigeaient que des frais minimes. Il se déplaçaient souvent à pied, quittes à retarder d'un mois ou deux un retour qu'aucune obligation de métier n'imposait à date fixe. Chez eux, ils vivaient au prix d'une dépense modeste à laquelle contribuait la bourse paternelle. Le luxe du vêtement, les spectacles, les parties de plaisir demeuraient à leur portée. La vie n'avait guère changé depuis les dernières années du XIXe siècle au cours desquelles un Maupassant pouvait posséder un voilier muni d'un petit équipage et une maison tout en gagnant trente mille francs par an. C'était une somme considérable en francs-or, mais on l'obtenait avec moins de peine que son équivalent d'aujourd'hui.

1914 arrive et marque la coupure. Pour la première fois la nation entière participe à une guerre et le monde intellectuel va y être durement éprouvé. Dans cette vue d'ensemble sur la littérature de cinquante années, il faut songer à la perte de substance noble subie par la nation au cours de quatre années de combat. Des hommes comme Charles Péguy, Augustin Cochin, Adrien Bertrand, André Lafon, Ernest Psichari, Paul Lintier, Alain Fournier, Jean de La Ville de Mirmont et combien d'autres encore ! s'inscrivent sur le martyrologe des lettres françaises. Il faut y ajouter tous ceux qui, de dix-huit à trente ans, sont morts, inconnus encore, avant d'avoir pu entrer dans la carrière. C'est une France spirituellement affaiblie qui repose les armes en 1918.

Les écrivains déjà consacrés retrouveront, à la paix, les facilités d'antan. Ils bénéficieront même d'un public plus vaste car beaucoup de Français ont pris le goût de la lecture au cantonnement ou même en ligne, dans les secteurs calmes, et ceux de l'arrière se sont découvert à la faveur des événements des curiosités nouvelles. Les éditeurs, soutenus par des hebdomadaires littéraires qu'ils ont eux-mêmes créés, sont devenus plus entreprenants. Le succès des livres de guerre leur a permis de conserver, quand ce n'est pas d'accroître, le nombre de ces lecteurs d'occasion que l'attrait de l'actualité leur a valus. L'occasion est d'autant meilleure que les Français, au terme de cette tragique aventure, aspirent à savoir enfin la vérité que la censure s'appliquait à leur masquer. D'où le goût pour les Mémoires, pour des essais politiques ou militaires qui tournent vite à la polémique.

Les jeunes écrivains revenus de la guerre pâtiront, eux, pendant quelque temps de cette suspension d'activité qui a fait oublier leurs noms. Ils trouveront en outre une époque que la cherté de la vie a rendue plus difficile. Comparée à la nôtre, elle semble idyllique mais ceux qui la connurent n'en jugèrent pas ainsi. Pourtant les auteurs de fraîche date qui entrent dans le courant s'aperçoivent que si les mœurs littéraires sont devenues plus rudes, les occasions de profit se sont multipliées. Le livre est à présent une denrée commerciale qu'il s'agit de vendre par tous les moyens. Les maisons d'éditions ont leur personnalité, leur couleur propre, leurs poulains qui « doivent » aller chez celui-ci et non chez tel autre. Et le nombre en augmente sans cesse. La demande répond à l'offre. La renommée des grands auteurs dépasse les cercles littéraires et s'étend au public tout entier. Un Pierre Benoit connaît en peu d'années la grande vogue. *L'Atlantide* atteint les tirages de *Germinal*.

La nouveauté est que cette aubaine ne favorise pas seulement les ouvrages où chacun peut trouver sa pâture. En 1919 Marcel Proust obtient le Prix Goncourt pour son roman *A l'Ombre des Jeunes Filles en Fleur*. Ce quasi-débutant a cinquante ans. Que sait-on de lui en dehors du milieu des initiés ? C'est un homme riche, de santé fragile, qui passe une partie de son temps au lit et reçoit ses amis la nuit au Ritz. Trente ans plus tôt son nom fût resté dans l'oubli. Mais trente ans plus tôt, le prix Goncourt n'existait pas. C'est donc aux mœurs du temps qu'on doit la découverte de Proust. Ce romancier qui va contre toutes les règles, ce mémorialiste qui explore son propre passé restitue une société dont on a dit

qu'elle est purement mondaine, c'est-à-dire limitée. C'est vrai, mais les dons d'observation de l'auteur sont tels que les rares représentants des milieux populaires qui figurent dans son œuvre (entre autres, sa vieille servante) témoignent d'une vérité magistrale. En outre, si de telles figures restent accessoires, celles qui occupent le premier plan sont bien faites pour exciter la curiosité d'un public qui a toujours aimé les duchesses, les marquises et la clientèle de ces établissements de luxe où il n'entre jamais. Cela ne suffirait peut-être pas à expliquer le succès de cette suite de romans-fleuves où abondent les phrases interminables, les digressions poétiques, musicales, à propos d'un coucher de soleil, d'une robe, d'une attitude, d'un son de voix propres à engager chaque fois l'auteur en des songeries, des rappels, des équivalences traités de façon si copieuse que le lecteur a parfois peine à s'y retrouver. La vraie raison d'un tel consentement est que Proust crée un monde féérique et qu'au sortir d'un temps dominé par la réalité la plus stricte, on aime qu'une œuvre romanesque vous donne à rêver.

C'est pourquoi Proust aura été un des grands noms de la littérature des années 1920 à 1930. Son influence est considérable mais elle n'a pas toujours été heureuse, car il faut voir en lui l'une de ces natures exceptionnelles dont on ne doit attendre aucune postérité. Gide a régné aussi, par des moyens différents. L'admiration que lui ont portée presque tous ses cadets a incité ceux-ci à resserrer leur forme, à rechercher une rigueur de lignes qui va jusqu'à la contrainte. Si cette tension volontaire visait à n'exprimer que l'essentiel, il faudrait s'en féliciter. Mais elle a conduit trop souvent ceux qui l'ont pratiquée à chercher la note rare, le choc émotionnel obtenu aux dépens de la vérité psychologique, le trait sur la valeur réelle duquel on s'abuse. Par là le roman est devenu essai, commentaire, recueil de notes à l'état brut. *Le Journal des Faux Monnayeurs* a pris le pas sur *les Faux Monnayeurs* eux-mêmes, roman qui, déjà, n'en est pas un. Du même coup, *la Symphonie pastorale*, œuvre romanesque d'une haute qualité de style et de pensée, est citée moins souvent par les fidèles de l'auteur que *les Nourritures terrestres* ou *Si le Grain ne meurt.*

Esprit curieux, dévoré d'intelligence et de passion, Gide s'est meurtri tout en décochant dans son *Journal* de nombreuses nasardes à ses adversaires. Son œuvre, riche de substance, doit être dégustée par petites doses. Regrettons qu'il ne se soit pas libéré dans quelque grand essai à sa mesure. Néanmoins son autorité reste grande.

Il faut voir en lui l'un de ceux qui ont donné le ton à leur époque. Surtout si l'on songe que l'étude de son cas releva, postérieurement à 1920, de ce que Freud devait appeler la psychanalyse. De jeunes écrivains, entichés de telles recherches, en ont tenu compte dans leur œuvre et le freudisme a inspiré la littérature de ce temps. C'est dommage ! Vigny, avant ce docteur autrichien, avait évoqué tel fameux complexe en un style plus harmonieux.

Giraudoux ne fut pas moins suivi, mais pour d'autres raisons. Comme chez Proust, avec lequel il n'offre aucune ressemblance, c'est le merveilleux qu'on goûte en lui. Les dissertations poétiques de ce Normalien sont celles du premier de la classe, mais d'un premier qui voudrait sans cesse berner le professeur. Avec lui le lecteur prend sa revanche de la monotonie quotidienne. Chez Giraudoux, les fonctionnaires même ont des ailes et donnent la réplique aux jeunes filles exaltées. Un univers s'anime, fabuleux, peuplé de personnages narquois ou tendres. Les assimilations imprévues, les comparaisons burlesques, les traits de feu jaillis des lèvres du plus humble donnent à croire que rien n'est impossible et que le monde obéit à une secrète machinerie dont l'auteur possède la clef. Comme ceux de Proust, on chercherait en vain les continuateurs de Giraudoux. Ils sont moins parmi ceux qui l'imitent que dans les rangs de ces écrivains qui, touchés d'une grâce nouvelle, ont adopté une façon de penser, de voir, une attitude dont ils n'auraient rien soupçonné si un enchanteur malicieux et souvent trompeur ne les avait effleurés de son souffle. Mais surtout le « genre Giraudoux » a été adopté par le public. Il fait que celui-ci manifeste à présent de la complaisance à tout auteur qui le conduit dans l'irréel même si c'est pour se moquer de lui. M. Prudhomme s'estime flatté quand des poètes l'entraînent à déraisonner à leur suite. Cette démission du jugement est pour lui un signe d'audace.

***

Parallèlement à ces concetti, on assiste, après la guerre de 1914-1918, à la renaissance d'une certaine forme de réalisme. Les événements en sont cause. La vie militaire, en mêlant les classes sociales, a fourni aux intellectuels une nouvelle matière d'observation. Les écrivains en germe ont connu le peuple mieux que ne pouvait le faire Zola, ils ont vécu et souffert avec lui. Des traits se sont révélés à eux au cours de ce contact quotidien. L'homme leur

est apparu, moins bon que ne le dit Rousseau, mais d'une pâte où ils ont senti des éléments voisins de ceux qui composent leur propre personnalité. Devant la douleur et le péril, l'être humain redevient un enfant porté aux confidences. C'est ce qu'a exprimé le médecin militaire de réserve Duhamel, en écrivant que tout blessé est un vaincu. Parti d'une expérience qui a débuté dans les postes de secours, le romancier Georges Duhamel a poursuivi ses investigations en mêlant à des personnages de la bourgeoisie des héros de caractère plus humble dont son Salavin reste le type. Sa *Chronique des Pasquier*, histoire d'une famille française, est également le fruit d'une observation où s'unissent, à l'exactitude de la chose vécue, une tendre pitié relevée d'une pointe d'ironie pour ses semblables. Venue après *les Thibault*, de Roger Martin du Gard, la *Chronique des Pasquier* s'y apparente dans sa conception générale mais nullement dans son esprit. Tout aussi vive dans le trait, moins acerbe, elle est l'œuvre d'un écrivain qui dépose sans attaquer. D'un homme aussi qui juge les temps écoulés sans passion ni parti pris.

D'autres, que la guerre avait pris tout jeunes, firent suite à Duhamel et à Martin du Gard, dans cette voie où la diversité de leurs tempéraments marque celle de leurs écrits. Un Maurice Genevoix, un Joseph Kessel, un Roger Vercel sont aussi des représentants de cette renaissance réaliste, fruit des années qu'ils passèrent sous l'uniforme. Ils ne connaîtraient pas si bien l'espèce humaine s'ils n'avaient ainsi partagé ses épreuves.

Ce nouveau réalisme consécutif au brassage de 1914-1918 a été élargi, codifié par Jules Romains qui en fit l' « unanimisme ». Il s'agit, dans la pensée de l'auteur, de montrer chez les hommes cette solidarité de réactions, de sentiments et de pensées que crée la vie unanime. Simple thème d'expérience dans *Mort de quelqu'un*, *les Copains*, *le Vin blanc de la Villette*, l'unanimisme s'est affirmé en tant que théorie mise en acte dans la suite des vingt-sept volumes que constituent *Les Hommes de bonne volonté*. Normalien doué d'une curiosité universelle, Jules Romains s'est intéressé à toutes les formes de l'activité humaine. Chez lui une solide culture scientifique s'allie à la formation philosophique et littéraire acquise à l'Ecole. Son aptitude à caractériser un sujet, à l'envisager dans son ensemble fait qu'il a jugé nécessaire de prendre un certain recul pour considérer la société prise pour objet de son étude. C'est pourquoi l'intrigue

des *Hommes de bonne volonté*, dont les deux premiers volumes ont paru en 1930, débute le 6 octobre 1908.

Ainsi on assiste à la transformation d'une communauté humaine saisie au cours des dernières années qui précèdent la grande secousse et dépeinte jusqu'à 1933. En s'avançant plus loin, l'auteur eût été entraîné à rejoindre l'actualité. Car il devenait indispensable alors d'y comprendre la dernière guerre et ses suites. Historien tout autant que romancier, Jules Romains s'est gardé de toute incursion sur un terrain encore trop fraîchement foulé. C'eût été dénaturer le caractère de son œuvre. Telle qu'il l'a conçue, elle est une mine pour les chercheurs, les commentateurs et les auteurs de thèse. Un tel écrit fait date et porte témoignage sur l'une des périodes essentielles de notre histoire.

***

Il est, dans notre littérature, un autre courant venu, en partie de Paul Bourget et, avant lui, des moralistes du XVIIe siècle. C'est celui que représentent bon nombre d'écrivains portés à chercher des fins à nos actes et à montrer de quel poids pèse l'inquiétude religieuse dans notre destinée. A ce titre Henry Bordeaux s'est affirmé comme le successeur de l'auteur du *Démon de Midi*. Ses romans, ses essais historiques, ses travaux de critique littéraire le montrent attaché à de hautes préoccupations, expert à en définir le sens et à montrer que l'homme n'est rien s'il met son seul espoir dans les profits de l'existence terrestre. Une telle œuvre est celle d'un moraliste qui a ouvert des méditations nouvelles à un public sans cesse accru.

Ce courant spirituel, qui nous a valu un Paul Bourget et un Henry Bordeaux, s'est grossi, avant la guerre 1914-1918, de plusieurs affluents. Il y a eu l'apport Péguy, l'apport Psichari qui ont donné de la virulence au flot. Aussi ne devait-on pas s'étonner que le, problème religieux continuât d'inspirer une partie de nos écrivains une fois la paix revenue. Le souvenir des morts, le bouleversement de la société, les répercussions d'un cataclysme qui donna souvent une acuité nouvelle à la querelle entre générations marquerent profondément les esprits et affectèrent plus d'une fois les relations entre Français du même sang. « *Familles, je vous hais !* » s'écriait André Gide. Un François Mauriac a réprouvé cette apostrophe sacrilège. Mais, à l'intérieur des familles, il a marqué comment

l'incompréhension réciproque peut allumer la haine. Dira-t-on que son œuvre s'apparente au réalisme ? Elle est surtout bien à lui et porte la marque d'une inspiration de nature brûlante. Réaliste dans le détail, le terme cru, l'impitoyable dessin des caractères, elle dépasse chaque fois un sujet qui n'est que prétexte pour s'acheminer vers des investigations d'une qualité plus haute. Tout en ridiculisant les corps, le romancier fouille les âmes. C'est la lutte éternelle entre le Divin et le Malin qu'il retrace. Néanmoins son propos l'incline plus d'une fois à l'indulgence pour ceux qu'il accable. Tout homme est un pécheur et son indignité nous fait souvenir de la nôtre. Les tenants d'une morale sans Dieu ont beau jeu de condamner leurs semblables au nom de préceptes façonnés à leur mesure. Le chrétien n'y met pas tant d'assurance. A sonder la plaie des autres, il connaît mieux la sienne. Et la pitié naît chez lui du spectacle de tant de faiblesses auxquelles il ne se flatte pas d'échapper. C'est une telle disposition d'esprit qui donne leur résonance aux romans de Mauriac. On sent derrière l'auteur un homme que le mal qu'il dénonce ne laisse jamais en paix. Moins pessimiste que lui, un Jacques de Lacretelle n'est pas non plus sans amertume et ses romans dépeignent la société avec une lucidité dont le pouvoir s'atteste sur le public.

A ce titre, de telles œuvres marquent une partie de notre littérature actuelle. S'étonnera-t-on que celle-ci ne respire pas la joie de vivre ? En ce cas, il ne faut pas en faire grief aux écrivains mais à leur temps. Le monde intellectuel, ainsi que nous avons tenté de le montrer, a cessé de vivre à l'écart des soucis du jour. L'euphorie qui a caractérisé les années 1920-1930 était de nature périssable et ne pouvait affecter de façon profonde des hommes voués à l'observation. C'était une éclaircie entre deux orages et, seuls, des esprits superficiels pouvaient oublier que nos libertés, nos habitudes de pensée avaient été menacées de façon si grave. Nombre d'intellectuels, répudiant l'indifférence des temps heureux, ont voulu participer par leurs écrits à la défense de la société ou à l'entreprise menée contre elle par des camps adverses. Un Bernanos, un Malraux ont pris parti. Le public les a suivis, appâté par la lecture de textes dont la qualité contrastait heureusement avec le ton habituel des écrits dus aux professionnels de la politique. Un certain nombre d'écrivains sont ainsi descendus dans l'arène et l'exemple d'un Abel Bonnard montre que le discernement n'est pas toujours la règle chez les artistes.

On le voit, les illustres exemples de Chateaubriand, de Lamartine, de Hugo ont continué d'agir sur les générations suivantes. Par là le XIXe siècle s'est prolongé au cours du XXe avec le même frémissement, les mêmes aspirations généreuses et plus d'une fois sans contrôle. Preuve que la situation publique n'a pas changé tant qu'on le pourrait croire. Dans les années qui ont suivi la paix de 1919, un mouvement d'idées s'est développé, semblable à celui dont 1848 avait vu l'éclosion. Les représentants de la pensée se sont partagés en deux camps dont l'un aurait pu approuver et l'autre condamner le mot de Gœthe : « *J'aime mieux une injustice qu'un désordre* ». Des deux côtés on y a mis de l'excès. Il est arrivé aux tenants de l'ordre d'oublier la justice tandis que leurs adversaires considéraient le respect de l'ordre comme le signe de l'égoïsme bourgeois. A la vérité beaucoup de ces derniers ne veulent détruire l'ordre existant que pour lui en substituer un autre dont ils ne se doutent pas qu'ils seraient les premiers à devenir les victimes. Mais l'éloquence fait parfois négliger la sagesse et les intellectuels de cette sorte demeurent encore grisés par le rôle qu'ont joué leurs prédécesseurs du XVIIIe siècle. Depuis que les gens de plume ont fait une Révolution, ils se croient aptes à en préparer une autre sans voir que leur condition n'est plus la même. Guides de la pensée jadis, ils sont devenus les serviteurs inconscients d'organisations qui les dépassent, On leur réserve le rôle d'avant-gardes. Après eux viendront les gros, puis s'installera l'état-major où ils ne tiendront que des emplois de comparses jusqu'à la purge qui les liquidera.

***

Il subsiste encore, fort heureusement, des écrivains qui n'ont de souci que pour leur œuvre et ne descendent pas sur la place publique. On ne saurait les nommer tous mais de telles caractéristiques sont poussées si loin chez un Henry de Montherlant qu'il faut bien le considérer comme un des types représentatifs de cette dévotion à l'art seul. Un souverain mépris, qui ne va pas sans étalage, pour l'espèce humaine, favorise chez lui pareille attitude. Il est, en outre, un païen amoureux de la seule beauté, disposition d'esprit qui favorise l'incuriosité du monde actuel. Le délaissement où il tient depuis quelques années la littérature au profit du théâtre ne fait pas oublier une œuvre, chez lui, fort diverse, caractérisée tout d'abord par l'effusion lyrique et où s'est marqué ensuite un esprit

d'observation qui ne va pas sans férocité. *Les Jeunes Filles, les Célibataires* en témoignent tout particulièrement. Si Montherlant n'aime pas la société, il dit pourquoi et assène à ses semblables des vérités qui font de ceux-ci les pantins d'un jeu de massacre. On ne le considère pas seulement ici sous le seul aspect de l'écrivain mais encore comme l'un de ceux que la jeunesse a pris pour maîtres. Traduit en toutes les langues, il a suscité des vocations, est devenu l'objet d'études. En cela aussi, il a servi nos lettres.

Ce prosateur est devenu ainsi un représentant de la poésie française. Il faut ajouter que, depuis Baudelaire, nous étions quelque peu démunis de rayonnement extérieur sous ce rapport. Ce n'est pas que nos poètes manquent de qualité. Mais ils usent souvent de rythmes peu accessibles à ceux qui ne possèdent pas notre langue. Il à fallu l'intérêt suscité en faveur de la littérature par de nouveaux échanges mondiaux, le goût de la bibliophilie, l'amour, éprouvé par beaucoup, du refuge auprès d'un enchanteur loin du tumulte, pour que le nom de Paul Valéry passât les frontières. De cet homme de goût, de ce mathématicien, de ce lettré, on a même fait un penseur officiel du régime. Il avait trop d'esprit pour manquer d'en sourire : « *Nous autres, civilisations*, a-t-il écrit, *nous savons maintenant que nous sommes mortelles.* » La gloire l'est aussi.

Avant Valéry, Paul Claudel, de trois ans son aîné, est entré dans la célébrité. Il a retrouvé, très jeune encore, la foi chrétienne et son œuvre est occupée d'un bout à l'autre du conflit spirituel dont furent dominés ses débuts dans la poésie. Sa carrière de diplomate lui a permis de pénétrer les civilisations étrangères et son séjour en Extrême-Orient, qui lui a fourni la matière de *Connaissance de l'Est*, œuvre mélodieuse et fascinante, a fait de lui l'un de ces sages que rien n'étonne des bouleversements du monde. Dans un grand effort d'humilité, il s'est appliqué, tel les fidèles des anciens âges, à construire une œuvre à la mesure des cathédrales. Un public considérable le suit, nourri de ces phrases amples, d'une forme souvent pesante, obscure dans leur dessin, où la lumière n'apparaît que par des baies ouvertes de place en place comme dans les cryptes ménagées sous les églises. Le catholicisme, source d'inspiration chez Claudel, impose aussi à sa nature l'effet d'une rigueur d'où il a tiré ses plus fameux accents.

C'est parmi les poètes qu'il faut également ranger notre plus grand prosateur vivant, Colette. Un gros volume ne serait pas de trop pour traiter pareil sujet. Et l'entreprise est de nature à décou-

rager tant les chances sont grandes de manquer le but. Ce que Colette a exprimé, nul ne saurait le montrer dans son exacte étendue. C'est un monde de sentiments, de sensations, de désirs et surtout de satisfactions qui ne sont accessibles à nul autre. Une femme, seule, pouvait y réussir, à condition d'avoir du génie. Et c'est pourquoi Colette se détache parmi les constellations comme un astre aux reflets nourris d'une source inconnue. Faute d'en réussir l'analyse chimique, on se laisse baigner dans sa lumière. Sans elle, nous n'aurions des êtres et des choses que la connaissance imparfaite due à nos faibles sens. Chacune de ses pages nous ouvre la chambre aux trésors. Mais, le livre achevé, la porte se referme et nous retombons à notre pauvreté première.

L'exemple de Saint-Exupéry, l'une des plus sûres révélations qu'ait fournie la période 1930-1940, montre aussi que la poésie, sous quelque forme qu'elle s'exprime, a conservé une place éminente dans nos lettres. Comme Colette, Saint-Exupéry est d'une autre espèce que la nôtre. Il voit et pressent ce qui nous échappe. Venu à la littérature par l'aviation, il n'est jamais descendu tout à fait sur terre. Son domaine reste ailleurs et c'est de plus haut que nous qu'il considère les hommes. Cet éloignement n'a rien du détachement. Chez Saint-Exupéry on sent une sympathie profonde pour la souffrance humaine, la condition du plus humble, les souffrances, qui affectent la communauté des êtres. Il arrive que sa phrase, jaillissant en un trait de lumière, nous fasse apercevoir d'un coup le détail des choses comme ces éclairs qui, dans la nuit, révèlent toute une étendue de campagne. Chez lui, le paysage est toujours habité. La contemplation ne l'isole en aucun moment de ses semblables.

***

L'énumération de ces quelques écrivains montre, au cours des années qui séparent les deux guerres, une fermentation et un enrichissement dont la société d'alors ne manqua pas de retirer le bénéfice. La pénétration de tels ouvrages dans le public inspira, suscita chez celui-ci des appétits nouveaux. On se piqua aussi de tout connaître et ce zèle précipité ne fut pas sans inconvénients. Des snobismes se développèrent, l'effet de ce qu'on appela la « publicité parlée » mit à la mode plus d'un auteur dont les noms sont, aujourd'hui, bien oubliés. L'activité littéraire, jugée dans les

salons, commentée en de nombreux débats contradictoires, a passionné les Français presque autant que la politique. Tout n'est pas à rejeter dans cette frénésie. Car les écrivains y ont gagné de nombreux lecteurs attirés d'abord par le bruit qu'on faisait autour des nouveaux noms, puis conquis bientôt à un genre de délassement bienfaisant pour l'esprit.

Le goût pour l'histoire est sorti de là. Il a contribué à porter au premier plan un Louis Madelin dont le *Fouché*, avant la guerre 1914-1918, avait déjà consacré le renom et qui connut grâce à ses ouvrages sur la Révolution, le Consulat et l'Empire, une célébrité universelle. A sa suite vint Jacques Bainville, l'un des esprits les plus pénétrants du temps, dont les études sur l'Allemagne, le *Napoléon*, *l'Histoire de France* ont atteint un public considérable et restitué la vérité compromise par trop d'erreurs. Frantz Funck-Brentano, connu avant lui, est devenu également un auteur de grande audience par l'effet de ce courant de curiosité qui, cette fois, ne s'égarait pas. Octave Aubry, passé du roman à l'histoire, a restitué de façon saisissante la période napoléonienne. Pierre Gaxotte, leur cadet, a renouvelé la science historique par son ouvrage sur la Révolution et rendu plus tard justice à Louis XV. Mais il est une autre voie, celle de la « Petite Histoire », pour adopter le titre que lui donnait trop modestement Lenotre. Elle consiste dans une étude des personnages célèbres et même d'autres qui ne le sont guère, considérés sous leur aspect privé. Source de découvertes inappréciables, la « Petite Histoire » a servi la grande et un Lucas-Dubreton, continuateur de Lenotre, ne cesse de le montrer.

Si ce goût de l'histoire a été favorisé par la diffusion de la littérature et le désir de chercher des leçons dans le passé, il faut signaler qu'à l'origine le genre de la biographie littéraire y fut pour beaucoup. Le succès de l'*Ariel* d'André Maurois allait à un écrivain familier de la littérature anglaise et bien placé pour conter la vie shakespearienne de Shelley. Il récompensait aussi un homme de goût, bon lettré, possédant cet art de l'évocation et de l'analyse qui devait le servir plus tard dans le roman. Un *Byron*, pareillement accueilli, suivit l'*Ariel* et de ce jour un grand pas fut fait pour initier le public à un genre de lecture qui conquit bientôt sa faveur.

***

Cette vue, forcément imparfaite, ne sera quand même pas inutile

si elle persuade le lecteur du rôle qu'ont joué les lettres dans la civilisation française entre 1900 et 1940. Rôle accru, comme nous l'avons marqué, à partir de 1919. Lorsqu'on évoque la société qu'une nouvelle guerre devait disperser et transformer, force est de se dire que ces temps révolus participaient bien de la fameuse « douceur de vivre ». Les talents ne manquaient pas, la liberté d'expression était complète et une critique bien tenue mettait chacun à sa vraie place. Si elle péchait quelquefois par snobisme, de tels excès n'allaient pas loin. Le nouveau public conquis par la littérature avait appris à « lire » et les modes outrées ne réussissaient guère à l'abuser. Enfin la politique ne jouait, en la matière, qu'un faible rôle.

La secousse provoquée par la guerre de 1939-1945 a été d'une autre nature que celle dont 1914-1918 offre l'exemple, car les quatre années d'occupation ont révélé, là comme ailleurs, la vraie nature des êtres : « *Je résiste à tout sauf à la tentation* », disait Oscar Wilde. Il s'est trouvé des écrivains qui ne résistèrent pas à la tentation. On leur en fit grief plus qu'aux représentants des autres professions, ce qu. pouvait passer pour un hommage à leur mission. En réalité, les intérêts particuliers avaient là leur part et l'occasion était bonne d'évincer les concurrents accusés d'avoir faibli. Ces temps nous paraissent déjà lointains. Il n'empêche que des pratiques de suspicion, voire même de délation s'y sont développées dont le souvenir pèse encore sur une partie du monde des lettres.

Après la dernière guerre, ce n'est plus de coupure comme en 1918 mais de cassure qu'il s'agit. La vie est devenue plus âpre, les mœurs sont d'une dureté qui va jusqu'à la férocité. L'espèce humaine, libérée d'un cataclysme et menacée par un autre, vit dans une attente fiévreuse qui ne favorise pas l'équilibre des esprits. Peut-on attendre un renouveau dans le domaine de la pensée ? Certes oui, mais les épreuves passées sont encore trop près de nous pour fournir à l'inspiration un support solide. Ceux qui se risquent à en traiter ont devant eux une matière encore en fusion. Pour peindre une époque il faut attendre qu'elle ait pris forme. Nous sommes dans un nouvel âge dont les perspectives réelles nous échappent. Dans un monde dont nous ignorons les contours.

Le besoin d'expression plus vif que jamais au sortir d'une tragédie dont chacun peut tirer quelque expérience personnelle fait que beaucoup de jeunes auteurs cèdent à une frénésie voisine du délire.

L'influence du roman américain y est pour beaucoup. Celle du cinéma, qui a provoqué, avant la dernière guerre, une certaine rénovation de la littérature d'imagination, révèle maintenant ses dangers. On aime l'excès, la grossièreté dans la présentation, comme si de pareilles audaces qui n'ont rien d'inédit constituaient les éléments d'une technique indispensable à qui veut rendre compte du trouble actuel. Le goût du ténébreux, de l' « informulé » domine. Celui aussi de façonner des personnages élémentaires qui s'imposent par une prétendue puissance et sont dits «authentiques», «valables», pour s'en tenir à ces deux termes du vocabulaire actuel. C'est Caliban dans la tempête, mais sans Ariel.

Le malheur est que ces prétendues facilités qu'on se donne ainsi ne conduisent jamais bien loin. Il peut être assez alléchant pour le lecteur d'apprendre qu'on va tout dire mais encore faut-il que celui qui s'y engage ait quelque chose à dire. Or ce qui frappe, en des œuvres de ce genre, c'est la pauvreté des moyens. C'est aussi la révélation d'un conformisme étroit sous des dehors d'indépendance. Les formules exploitées aujourd'hui par les auteurs de ce genre les conduisent à composer, dans un autre domaine, des œuvres d'un caractère aussi convenu que celles de Georges Ohnet. Le maître de forges y a été remplacé par un modèle d'aventurier sordide et scandaleux mais tout aussi dépourvu d'originalité. Un Céline semble un génie verbal en comparaison de ceux qui ont pris sa suite.

Le genre est sans avenir. Il trahit déjà des signes d'épuisement et la vogue dont ont bénéficié les romans étrangers en est un. Mais ceux-ci voient aussi leur faveur baisser. On peut prédire sans risque qu'une révision des valeurs s'opérera d'ici peu et que celle-ci nous conduira à un nouveau classicisme. Qu'on ne croie pas que notre littérature y perdra sa fraîcheur. Au contraire, elle en retrouvera une véritable au lieu de la fausse qu'on prétend imposer.

En attendant les écoles littéraires ne sont pas mortes mais elles ont pris un caractère différent. La dernière en date est, comme on sait, l'existentialisme. Due à l'universitaire Jean-Paul Sartre, elle répand une doctrine dont quelques initiés seulement possèdent les articles. Il s'agit, en deux mots, de soutenir l'antériorité de l'existence sur l'essence. La formule a un aspect technique qui impose le respect. Elle évoque tout simplement la querelle des universaux et les débats entre nominalistes et réalistes. D'où il suit que M. Sartre nous ramène à l'époque d'Abélard.

Il le sait mieux que personne, mais peu lui importe. L'existen-

tialisme est pour lui une sorte de machine de guerre destinée à faire assez de fracas pour répandre le nom de son inventeur. Et l'entreprise a réussi. M. Sartre, écrivain de grand talent, qui s'était révélé avant la guerre par des œuvres comme *le Mur* et *la Nausée*, et qui, avec *Huis-Clos*, les *Mains sales*, a montré sa puissance d'auteur dramatique, ne serait pas connu aujourd'hui dans le monde entier s'il n'avait lancé l'existentialisme. Le succès de cette école a relégué le surréalisme parmi les vieilles lunes. Il est vrai que le surréalisme ne disposait que d'André Breton, alors que l'existentialisme a Jean-Paul Sartre.

***

Que conclure d'un tel exposé ? Tout d'abord qu'il n'y a plus « une » littérature mais « des littératures », lesquelles trouvent des publics aussi différents les uns des autres qu'un Esquimau l'est d'un Napolitain. Telle œuvre, d'un prix inestimable pour une catégorie définie de lecteurs, ne représente rien au jugement d'une autre. L'anti-intellectualisme que nous subissons a causé une véritable révolution dont le premier effet est de supprimer tout contact entre les différentes parties de la société dite pensante. A force de débiter du livre comme on fait d'une marchandise en foire et d'imposer des auteurs à son de trompe on a mis le désordre partout.

Ajoutons à cela que la littérature, qui a connu les temps heureux entre les deux guerres, connaît aujourd'hui les temps difficiles. Et la présente situation y est pour beaucoup. Le public saturé, trop souvent trompé, se montre maintes fois rebelle à l'achat de livres que les conditions actuelles de la fabrication et les charges qui pèsent sur l'édition rendent de plus en plus coûteux. Les jeunes auteurs de talent sont les victimes de cette désaffection. Les épreuves dont ils pâtissent ne seront salutaires qu'aux meilleurs. De cette contrainte peut sortir un effort nouveau. La valeur spirituelle de notre pays n'a pas baissé. Quantité de nouveaux ouvrages l'attestent. Ne chargeons donc pas trop le tableau. Ce n'est pas une grande pénitence qui attend les écrivains, c'est une vie aux conditions plus rigoureuses, faite pour favoriser du même coup le recueillement et à laquelle seuls s'astreindront ceux qui auront conservé la foi. Pour ceux-là le succès est au bout. Nous allons vers un renouvellement. Les promesses s'en dessinent déjà.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

LA

SYMPHONIE INACHEVÉE

PREMIÈRE PARTIE

I

Au quatrième coup de sonnette, le maître d'hôtel m'apporta enfin mon petit déjeuner. Sur le plateau, la *Neue Freie Presse* et une enveloppe. C'était une lettre de mon vieil ami André Leval, le correspondant du *Temps* à Vienne.

— Merci, fis-je, vous pouvez ouvrir les rideaux.

La lumière du Ring entra dans ma chambre, accrochant les ors du plafond et des glaces. Je déchirai l'enveloppe :

« Cher Ami, puisque vous goûtez ce que Théophile Gautier appelait le plus coûteux de tous les bruits, voici deux billets pour la Philharmonique, dimanche prochain. Les jolies filles aimant la musique ne sont point rares à Vienne, et j'espère... »

On frappa à la porte.

Je n'eus pas le temps de dire : « Entrez. » Courbé en deux par l'âge et par une révérence, un capucin s'avança ; son regard fixait les dessins du tapis avec une application qui prouvait la décision bien arrêtée de ne rien voir de ce qu'on peut surprendre en entrant à l'improviste, à dix heures du matin, dans une chambre d'hôtel. Mais, n'entendant ni fuite de pieds nus vers la salle de bains, ni rire étouffé sous les draps, bref, assuré que j'étais seul, le bon père quêteur releva le front, et me promit, si je me montrais généreux, sinon le ciel, du moins les prières de son couvent et même de tout son ordre pour m'aider à y parvenir. Je l'écoutai à peine, il reçut mon offrande et partit.

Je repris la lettre d'André Leval ; il y en avait quatre pages, de cette fine écriture aux lettres détachées que les linotypistes du *Temps* lisaient comme de l'imprimé ; puis, je dépliai la *Nouvelle Presse Libre*. Le programme de la Philharmonique se dissimulait au bas de la douzième page : Bruno Walter dirigeait l'*Ouverture académique* de Brahms, un concerto de violon de Mozart, avec Szigeti, et de Schubert, la suite de *Rosemonde*, et la *Symphonie Inachevée*. Programme ravissant, sauf, peut-être, l'*Ouverture Académique*. Mais qui donc emmènerais-je au concert ? Si l'on ne risque rien à convier une femme élégante à goûter chez Gerstner, à dîner chez Sacher, lui offrir Mozart et Schubert garantit moins d'un refus ou d'une désillusion.

— Bah ! j'irai seul, ou bien non, j'inviterai ce bon vieux docteur Strasser qui m'a si gentiment conduit l'autre jour aux Archives de la Police.

J'appelai le docteur au téléphone. D'abord la standardiste fit unc erreur et me donna la Banque de Crédit ; je réclamai et, cette fois, je reconnus, avant même d'entendre sa voix, la toux sèche de Strasser.

— Au concert de la Philharmonique, dimanche ? Je n'en sais trop rien, ma trachéite...

— Voulez-vous que je passe vous voir à deux heures ? Si vous toussez trop, j'irai seul au concert.

— Mais je risque de vous faire perdre une place. Ça vous est égal ? Alors, venez donc déjeuner. Je vous ferai faire des poussins frits comme vous prétendez les aimer, et puis, nous verrons.

***

Le docteur Strasser habitait sur le Ring, presque en face du Parlement, le deuxième étage d'une maison de style Empire, aux fenêtres étroites coiffées de monotones attiques : un de ces grands appartements comme on en voit des douzaines à Vienne, et où, quand on y entre pour la première fois, on a l'impression de tout reconnaître, depuis la vitrine Biedermeier du vestibule, garnie de tasses de Meissen rose, de Vienne blanc, de Herend à petites fleurs, jusqu'au grand Boesendorfer noir, avec le cahier de sonates de Beethoven ouvert à l'*Appassionata*. Strasser riait lorsque je le lui disais :

— Bien sûr : la salle à manger, le salon, c'est le domaine

des femmes et ma pauvre femme était pareille à toutes les Viennoises. Elle aimait le café, donc tasses anciennes, elle jouait du piano, donc *Appassionata.* Quant à moi, je traversais ce salon sans m'y arrêter jamais, et vous reconnaîtrez que, dans mon bureau et ma bibliothèque, vous ne trouverez ni vitrines à tabatières, ni coussins brodés, ni meubles de marqueterie..

Il disait vrai, et, chaque fois que je pénétrais dans son cabinet, je me demandais quel objet extraordinaire j'allais y voir. Dans un coin de l'immense pièce, il y avait une machine électrique à frottement contemporaine du baquet de Mesmer ; plus loin, assis sur un petit fauteuil crapaud, un automate remuait les bras en ailes de pigeon, et, si on le remontait, tirait encore des gémissements d'une flûte en acajou. Grand ouvert sur une console de marbre, un atlas hollandais faisait gonfler sur l'océan de ses cartes les voiles des caravelles et souffler les évents des monstres marins et une pyrite givrée d'or pressait de son poids une liasse épaisse de vieilles eaux-fortes. J'aimais cette pièce et j'aimais aussi la bibliothèque. Un orgue manuel supportait des in-folio de plain chant et, à côté, un poste de T. S. F. brillait de tous ses nickels. Aux murs, deux tableaux seulement, un flamand du XVIe, grouillant de monstres incongrus, et une toile de Klee, le père du cubisme, où les couleurs se décomposaient en d'invisibles prismes et où l'abstraction enchevêtrait ses lignes aux arêtes de fabuleux cristaux. Sur les rayons, trois ou quatre mille volumes : aucun des livres qui traînent partout — Balzac à Paris, Dickens à Londres, Gœthe à Munich — mais des traités de sorcellerie, d'astrologie et de hautes mathématiques, des mémoires de fous et des autographes de Novalis et de Hœlderlin, les manuscrits de médecine homéopathique de Hahnemann et des lettres d'assassins.

Le docteur m'ouvrit lui-même la porte. Il était en robe de chambre, la toux secouait ses maigres épaules.

— Hélas ! gémit-il, je ne pourrai pas vous accompagner, mais nous allons nous mettre à table dans cinq minutes et vous ne manquerez pas votre concert.

— Peut-être, d'ici trois heures, changerez-vous d'avis et viendrez-vous avec moi ? Il ne fait pas froid. Regardez ce coin bleu dans le ciel, entre deux nuages. D'ailleurs, c'est le printemps depuis huit jours.

Le vieillard alla vers la fenêtre où des plantes vertes, derrière

le double vitrage, tendaient leurs pousses nouvelles vers le jour.

— Peuh ! bougonna-t-il, un printemps de calendrier, juste bon pour réveiller les fleurs de serre, pour exciter les plantes d'appartements ! Mais, voyez le Ring, la boue, le vent, et peut-être le gel cette nuit.

— Et, cependant, jeudi ce sera avril.

— Oui, avril, c'est le printemps à Paris, pas en Autriche. Ici, il faut attendre mai. Elle dort, la forêt de Vienne, les auberges sont fermées et le muguet n'ouvrira ses clochettes qu'après la Pentecôte. Ah ! quand j'avais vingt ans, ces dimanches où nous partions, comme nos grands parents, du temps des Schubertiades, avec, en bandoulière, la guitare ornée de larges rubans de soie.

— La guitare de la Belle-Meunière ?

— Oui, la guitare que le poète a accrochée au mur pour n'être plus tenté de redire sa peine. La guitare qui dort pendant que le poète rêve. Mais Schubert sait bien qu'un souffle de vent, qu'une abeille entrant par la fenêtre ouverte, suffiront à réveiller les mélodies captives...

Il souleva le couvercle du piano et, sans s'asseoir, s'accompagnant d'une main, il chanta d'une voix grêle et juste la XIIe mélodie de la *Belle-Meunière :*

Ma guitare est là, accrochée à ce mur.

Je l'écoutais, regardant les flammes de la cheminée qui se tordaient dans le miroir d'ébène du Bœsendorfer comme un soleil couchant dans un lac d'ombre. Il arriva aux deux derniers vers :

Est-ce l'écho de ma peine ancienne,
Est-ce le prélude de chants nouveaux ?

Puis, il toussa et referma le piano.

— Monsieur le docteur est servi, avait annoncé la vieille servante hongroise.



Pourquoi me rappelé-je ainsi, après vingt ans, tous les détails de ce déjeuner ? Le surtout de table avec ses biches blanches et ses statuettes de chasseurs en vieux Nymphenbourg, le vin clairet des coteaux de Vienne et la bouteille d'eau de Krondorf ? Son étiquette rouge et noire garantissait : « la plus meilleure eau de table de la Monde ». Et le menu, le fogasch sauce tartare, les

poussins panés avec la salade au sucre et au citron, enfin, la tarte de Dobos, seule concession du docteur au patriotisme de sa cuisinière.

— Non, avait-il décidé, pas de poulet au paprika, pas de côtelettes à la székelyenne, le monsieur vient de Budapest, il la connaît, la cuisine hongroise !

La seule concession, avec le vieux Tokay, marqué des cinq points d'excellence, que Strasser me versa au dessert.

— Où prenons-nous le café ? questionna-t-il. Ici, ou dans mon cabinet ? Non, plutôt à la bibliothèque : comme cela, Aniouchka pourra desservir avant d'aller à vêpres à l'église hongroise. Venez, je vous montrerai une surprise.

Je m'assis près de la T. S. F. et je tournai les boutons, mais je n'obtins qu'un crachement de chat en colère : en ce temps-là, les machines à radio étaient beaucoup moins apprivoisées qu'aujourd'hui.

— Laissez, conseilla le docteur, et écoutez plutôt ceci.

Sur un coin de son bureau il posa un coffret de citronnier, l'ouvrit, tourna une clef et, comme des cloches de cristal, les lames d'acier de la boîte à musique jouèrent le chœur des jeunes filles du *Freyschütz* :

Nous venons t'apporter
La couronne de fleurs,
La couronne de l'épousée...

— Quel son ravissant ! m'écriai-je.

— Attendez, attendez, et écoutez bien le second morceau.

Il y eut un grincement de rouages, un déclic, un autre air commença. Chant ou danse ? Menuet, *Ländler* ou simple *lied* ? On ne savait. Gai, ou triste, comment le dire ? Ce court passage en mineur rendait le son fêlé des amours et des fêtes mortes, mais cette strette chantait la joie, la confiance, et l'arpège final partit brillant comme une fusée qui ne retomberait jamais.

— J'arrête, prévint le docteur, le troisième air, c'est une mauvaise valse de Hummel ; mais ce petit morceau, le connaissez-vous ?

— Non, pourtant, de qui serait-ce, sinon...

— Schubert, évidemment, Schubert ! Seulement, je l'ai cherché en vain dans les sept volumes des Mélodies et dans tout l'œuvre de piano, et Waldhaus, le bibliothécaire du Conservatoire, n'a

rien trouvé non plus, ni dans la musique de chambre, ni dans les œuvres d'orchestre, ni dans les opéras. Alors ?

— Ce n'est tout de même pas dans une messe, plaisantai-je.

— Qui sait ? Chez nous, les messes sont volontiers assez dansantes !

— En tout cas, j'aimerais bien l'écouter encore.

— Avec plaisir, seulement, il faut d'abord avaler le troisième air, celui de Hummel.

La valse, plate et vide, déroula sa volute, puis, le chœur virginal du *Freyschütz* salua de nouveau Agathe et, enfin, la mystérieuse musique se fit entendre. Oui, c'était Schubert, presque rien, et cette phrase allait s'infléchir vers un lied des *Chants du Cygne.* Une mesure de plus, et cette coda conduirait à tel impromptu ; mais, chaque fois, une modulation, pas même, une altération fugitive écartait le Schubert connu vers autre chose qui en différait, mais pas plus qu'une rose ne diffère de la rose, sa sœur.

— Qui saura jamais, énonça le docteur, combien de merveilles de Schubert ont disparu ? La divine *Symphonie en ut*, les deux premiers mouvements de l'*Inachevée*, on les a retrouvés après sa mort ; mais où est la *Symphonie de Gastein* ? Et combien il a dû égarer d'œuvres moins importantes : ses amis lui empruntaient des lieder manuscrits et oubliaient de les rapporter... Le pommier qui laisse mûrir ses pommes et qui ne sait pas le compte de celles que le vent lui a prises...

— Regardez le vent, fis-je en montrant la fenêtre.

Une bourrasque se levait et les arbres du Ring ployaient comme une armée en déroute, de gros nuages noirs s'entassaient sur les toits.

— Neige ou grésil, dit Strasser, vilain temps, en tout cas.

Ce fut la neige, le vent était tombé presque aussitôt et des flocons se collèrent aux carreaux.

— Et votre concert, demanda le docteur, car, moi, décidément, je reste.

Je sentais qu'il voulait me raconter une histoire, comme il m'en avait déjà raconté deux ou trois. De ces récits étranges, où l'on ne savait plus ce qui était souvenir et ce qui était rêvé, où, plutôt, on avait l'impression que les souvenirs, dans sa mémoire, avaient continué à pousser comme des plantes dans le demi-jour. Je répondis vivement :

— Si vous me le permettez, et si je ne vous fais pas perdre

votre temps, je resterai aussi. Tout à l'heure, vous me parliez de Schubert et de ses œuvres perdues ; je sais comment Schumann a retrouvé la Grande Symphonie, mais l'*Inachevée*, où donc ai-je lu qu'elle est parfaitement terminée et que Schubert n'a jamais pensé écrire autre chose que ces deux mouvements ?

— Allons donc ! Les critiques l'ont prétendu, mais ils n'ont pas expliqué pourquoi les neuf premières mesures d'un scherzo figurent sur le manuscrit. C'est qu'ils ne savent pas l'histoire, la vraie histoire de la *Symphonie en si mineur*, telle que me l'a racontée le vieil Hüttenbrenner, l'ami de Schubert, celui qui se disait « son frère en café, vin et punch », mais qui était aussi un peu son frère en musique Eh oui ! entre Schubert et moi, il n'y a eu qu'un intermédiaire : ainsi, des choses vieilles de cent ans ont encore pour moi la chaleur de choses vivantes, puisque j'ai vu et entendu ceux qui les avaient vécues. Mais, si vous avez la patience de m'écouter, elles ne mourront pas tout à fait, elles ne mourront pas avec moi qui ai passé quatre-vingts ans et qui disparaîtrai bientôt, car c'est un bien fragile chaînon que la vie humaine quand on tend la chaîne sur un siècle...

II

Il s'assit en face de moi, juste au-dessous de la nature morte de Paul Klee, un côté du visage éclairé par le jour cendreux des fenêtres, l'autre moitié par le rougeoiement du feu, et, d'une voix qui se cassait de temps en temps, il parla :

— Il y avait trois frères Hüttenbrenner : Henri, le poète, dont Schubert a mis quelques strophes en musique, est mort vers 1830. Mais j'ai connu les deux autres, ils ont vécu beaucoup plus longtemps : Anselme, qui était à la fois vigneron et musicien, et Joseph, fonctionnaire de la Maison Impériale. Celui-ci rendait à Schubert mille services, ramassant les œuvres que le musicien laissait traîner, retrouvant celles que ses amis avaient égarées, s'occupant de les faire publier, réussissant parfois à arracher pour lui quelques florins ou quelques thalers en supplément aux crocodiles de l'édition, plus souvent les rajoutant de sa poche. Mais Joseph Hüttenbrenner parlait peu ; il était de ces hommes qui, sur leur plus intime ami, ne trouvent à peu près rien à dire. Par lui, j'ai su seulement que Schubert gardait ses lunettes au lit et

qu'il porta quelque temps perruque ayant perdu ses cheveux, à la suite d'une fâcheuse maladie, celle de Beethoven, de Hoffmann, de Heine, la pâle muse du romantisme. Que signifierait aujourd'hui le nom de Joseph Hüttenbrenner, si Schubert ne lui avait pas dédié *La Truite ?*

Strasser s'assit devant le piano et indiqua le dessin de l'accompagnement, ce trait de vif argent qui évoque l'éclair du poisson dans l'eau du torrent. Bien vite, je l'arrêtai :

— Et Anselme, docteur ?

— Quel Anselme ? Ah ! oui, Hüttenbrenner ! Il était l'ami de Schubert depuis le Convict, le conservatoire où l'on formait les petits chanteurs de la Chapelle Impériale. Un musicien sans génie ; il jouait de tous les instruments ; il a écrit des messes, des symphonies, un *Requiem*, rien de bon, naturellement ; mais comment voulez-vous que je ne m'égare pas ? Cette longue existence d'homme quelconque s'illumine au passage des météores : c'est dans ses bras que Beethoven est mort, le 26 mars 1827, et lorsque, à un Concert de la *Société des Dames Nobles pour la Propagation du Bien et de l'Utile* — ouf ! — Vogl chanta pour la première fois le *Roi des Aulnes*, Hüttenbrenner l'accompagnait, tandis que Schubert tournait modestement les pages. Tenez, à ce même concert, une petite fille de treize ans fit ses débuts dans la danse : Fanny Elssler, tout simplement. Rassurez-vous, je ne vais pas vous parlez du duc de Reichstadt ; et, d'ailleurs, Fanny Elssler n'a jamais été sa maîtresse ! Où en étions-nous ? Au *Roi des Aulnes*, à Hüttenbrenner, musicien sans talent dans l'ombre des génies ; voilà, j'arrive tout de suite à l'*Inachevée*.

Le docteur chercha dans le bas de sa bibliothèque et prit un mince in-quarto à l'italienne.

— Voici le *fac-simile* du manuscrit original. Tenez, à la fin de l'andante, la date : 30 novembre 1822. L'année suivante, la *Société musicale de Styrie*, que dirigeait Hüttenbrenner, nomma Schubert membre d'honneur. En remerciement, Frantz envoya à Gratz l'allegro et l'andante de cette *Symphonie en si mineur*. Vous lirez partout qu'Anselme enferma le manuscrit dans un tiroir, et que le chef d'orchestre Jean Herbeck l'y retrouva quarante ans plus tard et fit enfin connaître le chef d'œuvre au public.

— Et ce n'est pas la vérité ?

— Oh ! si, mais résumée à peu près aussi bien que les dates de la naissance et de la mort d'un homme résument sa vie. Il faut

ajouter quelques détails. C'est un certain Jean-Baptiste Jenger, alors employé aux bureaux de l'armée à Gratz, qui avait proposé l'élection de Schubert à la Société musicale. Peu après, ce Jenger fut nommé conseiller au ministère de la Guerre à Vienne ; il devint un des intimes de Frantz et, pendant l'été de 1826, il le fit inviter à Gratz par les Pachler.

« Le docteur Charles Pachler — docteur en droit, pas en médecine — et propriétaire d'une brasserie était un homme considérable et considéré : grand, gros, gourmand et bon buveur. Aimait-il la musique parce qu'il aimait sa femme ou sa femme parce qu'il aimait la musique ? Peu importe ; en tout cas, sa femme, c'était Maria Léopoldine Koschak, la pianiste, celle pour qui Beethoven écrivit les mélodies *A la Bien-Aimée absente*. Schubert n'osa pas accepter l'invitation. Craignait-il, le timide, de se trouver à Gratz avec Beethoven qui avait été plusieurs fois l'hôte des Pachler ? Ou bien, jugeait-il, le pauvre, sa garde-robe insuffisante ? Qui sait, les deux peut-être. Mais l'année suivante, après la mort de Beethoven, quand Mme Pachler renouvela l'invitation, Jenger se chargea d'amener lui-même le musicien et ils partirent ensemble, le premier dimanche de septembre, à neuf heures du soir.

« Connaissez-vous Gratz ? C'est une ville dans le genre de Salzbourg, avec une rivière trop pressée pour être profonde, qui court sur un lit de galets et d'ardoises, des places ceinturées d'arcades et fleuries de pétunias, des coteaux hérissés d'échalas, des tours baroques casquées de vert de gris et, autrefois, des quantités de généraux et de conseillers en retraite. La maison Pachler était dans la rue principale, la Herrengasse, rue des Seigneurs. Je crois bien qu'Anselme Hüttenbrenner m'avait dit le nombre de fenêtres de la façade. Il avait une âme d'employé au cadastre. Laissons-le, voulez-vous ? La journée d'été s'achève sur la ville, le crépuscule étend ses fumées bleues et la paix de ses cloches, et la diligence s'est arrêtée sur la grande place. Vous l'avez entendu, comme moi, le cor du postillon. Les chevaux piaffent, les voyageurs s'impatientent ; on décharge les colis et les bagages, les corbeilles d'osier, les valises de tapisserie, enfin les longues malles poilues que leur poids fait respecter ; un enfant pleure, un chien aboie, et Schubert, un peu gêné dans le bel habit vert qu'il s'est fait faire exprès pour ce voyage, écoute une chanson qu'il se chante à lui-même et où se mêlent l'angelus de l'église des Franciscains, le bruissement de l'eau sous les ponts

de la Mur et la ronde que chantaient ces petites filles, tout à l'heure, sur la place de Stübing. Anselme Hüttenbrenner est venu attendre les voyageurs, le gros Charles Pachler tient par la main son fils, le petit Faust, qui a neuf ans, et qui étrenne une veste de velours bleu et de beaux pantalons longs en nankin bouton d'or, et les gens qui prennent le frais sur le pas de leur porte se poussent du coude en chuchotant : « Qui peut bien être ce petit monsieur frisé qui arrive de Vienne habillé comme un garde forestier, et à qui le conseiller Jenger laisse le haut du trottoir ?... »

« Dans la maison Pachler, tout était musique. Les échos des voûtes transformaient en accord parfait le bruit des pas sur les dalles du vestibule ; l'eau, dans la vasque de la fontaine, contre la muraille de la cour, fredonnait une ariette les jours de soleil, sanglotait une berceuse les jours de pluie. En montant l'escalier, on entendait jusqu'à l'entresol la voix fraîche d'une servante qui chantait un lied dans l'office en lavant la vaiselle ; au palier du *Bel Etage*, sous la porte de droite, passaient les sons de la flûte de M. Pachler ou ceux du violon que faisait grincer le petit Faust, et, à travers la portière de velours vert du grand salon, arrivaient, tour à tour, éclatants ou voilés, les accords du piano-forte de Léopoldine.

« Au second étage, dans la plus belle chambre d'amis, inhabitée depuis que Beethoven y avait couché, le soleil mangeait la soie verte du petit piano dont personne n'avait plus touché le clavier depuis le temps où Beethoven y avait posé ses doigts, et, sur la table, dans l'encrier de bronze à pattes de griffon, l'encre dont il s'était servi avait laissé en séchant une croûte noire et crevassée. Partout dans la maison, l'on sentait la présence glorieuse : au grand salon, dans une vitrine, un masque mortuaire au front bossué ; sous un verre bombé, une mèche de cheveux roux nouée d'un ruban fané ; sur le piano, un cahier de sonates portant en haut des pages ou dans les marges quelques mots presqu'illisibles, ou bien, entre les portées, des chiffres de doigté que le Maître y avait inscrits au crayon. Et, lorsque Léopoldine, venue au-devant de Frantz Schubert, lui eut montré tous ces souvenirs, lui, naïvement, s'écria :

— Que suis-je venu faire dans cette maison où Beethoven était reçu en ami ?

— Y être, à votre tour, reçu en ami, répondit, un peu solennel, Charles Pachler.

Mais Schubert, pensif, regardait le portrait de Beethoven, puis il demanda à Mme Pachler :

— Ne voudriez-vous pas me faire entendre quelque chose de lui ?

Et elle joua la *Page d'Album pour Elise*, comme si Frantz avait été un enfant.

***

— Un enfant, répéta le docteur Strasser. Ses amis appelaient Frantz tantôt un enfant, tantôt un somnambule, tantôt un voyant, tantôt un ange. A aucun moment, bien entendu, aucun d'eux n'a soupçonné le génie de Schubert.

— Les contemporains de Mozart non plus ! murmurai-je.

— C'est vrai, mais du moins Mozart était-il beau et plaisait-il aux femmes, tandis que Schubert, ce petit pot à tabac, avec sa grosse tête frisée : myope, distrait, timide, gauche ! Ah ! bon garçon, bien sûr, mais manifestement né pour tenir le piano pendant que les autres font danser les jeunes filles ! Vous avez dû voir cinq ou six fois, jamais seul, je le suppose, et jamais avec la même femme, je l'espère, au théâtre *An der Wien* ou à Budapest, cette plate opérette : la *Maison des Trois Jeunes Filles* ?

— J'en ai vu de pires !

— Moi aussi, ne serait-ce que celles de Strauss ! Dans *les Trois Jeunes Filles*, il y a tout de même du Schubert. Vous vous rappelez, quand à l'acte II, le pauvre diable vient d'écrire sa mélodie *Impatience*. Pour déclarer son amour, il la fait chanter à celle qu'il aime par un de ses camarades, et, comme il aurait pu s'y attendre, la demoiselle tombe dans les bras du ténor sur le dernier *la* naturel. A l'opéra italien, elles sont un peu plus exigeantes ; il faut au moins un si bémol ou un contre-ut pour les décider !

— Berlioz a même été au do dièze dans la *Damnation*.

— Ah ! ce duo ! grinca Strasser. La France peut en être presque aussi fière que de l'autre *Faust*, celui du *Veau d'or* et de la *Demeure chaste et pure !*

— Et Schubert, docteur, et Gratz ?

— Ai-je parlé d'autre chose ? N'étions-nous pas à la maison Pachler ? Les maisons, comme les jardins, ont leurs saisons. En ces années, c'était le printemps dans la maison Pachler, toute fleurie de cinq jeunes filles, les nièces de Charles et de Maria Léopoldine

Pachler. Elles venaient chaque jour faire de la musique et des tartes, et elles amenaient leurs amies. Hüttenbrenner n'en finissait pas de raconter les soirées de danses, les *Würstelbälle* où l'on croquait, tout en valsant, de petites saucisses frites saupoudrées de paprika, les excursions à la campagne, les pique-nique, les goûters sur l'herbe les parties de colin-maillard où Schubert *clignait* plus souvent qu'à son tour. Le voyez-vous, courant maladroitement d'un arbre à l'autre, s'efforçant de retenir dans ses bras trop courts une jolie fugitive ? Ah ! ravissantes filles qui aviez dix huit ans en 1827, et qui vous moquiez, oh ! pas méchamment, bien sûr, du musicien à l'habit vert, où êtes-vous, maintenant ? Bien alignées sous des inscriptions qui proclament des regrets éternels, et des couronnes qui, fanées, sont moins menteuses, et le vent balance sur votre néant les cyprès et les ifs du cimetière Saint-Pierre ! Hüttenbrenner m'avait dit vos prénoms : Thérèse qu'on appelait Resi, la fée blonde et gaie des valses ; Barbara, qu'on appelait Betti, avec ses anglaises brunes et son col de dentelle ; Anna qu'on appelait Netti, aux yeux violets ; et celle dont le nom n'avait aucun diminutif, Maria-Antonia. Elle habitait le château Haller, au faubourg de Bückelberg, et on l'amenait à Gratz dans un petit tilbury jaune et noir. Elle ne dansait point parce qu'elle était tombée, toute petite, dans un escalier, et sa jambe ne s'était pas bien remise — mais son visage était si beau que tous les peintres, tous les dessinateurs, et toutes les demoiselles qui s'essayaient à l'aquarelle ont voulu le reproduire, et rien que dans cet album, vous retrouverez une vingtaine de fois le profil grec ou ovale charmant du visage sous ses boucles sombres.

« Voilà, — et Strasser me présentait deux volumes oblongs : un album avec des portraits, des découpages et des fleurs séchées, et un journal aux pages couvertes d'une gothique fine et penchée, — voilà tout ce qui reste de Maria-Antonia. Mais des autres, celles qui furent heureuses, il ne reste pas même cela. Pas même cela, et pourtant, elles ont aimé, elles ont été aimées.

Il ricana :

— Ah ! cher ami, la sinistre farce que l'amour ! Mariage, l'édredon conjugal, les biberons des enfants, les rougeoles et les fessées, ou alors, quand on n'épouse pas, les ruptures et les raccommodements avec les vieilles maîtresses acariâtres ! Et les amours heureuses, me direz-vous ? Si on essaie de se les rappeler dix ans après, on revoit une maison ou un jardin, on sent un flacon d'hélio-

trope ou un bouquet de violettes, on entend un air de Verdi ou le duo de *Tristan.* Bref, le décor ou les accessoires ; mais, du sentiment lui-même, je vous mets au défi de vous souvenir.

— Et cette jeune fille, docteur, cette Maria-Antonia, qui donc aima-t-elle ?

— Le plus laid, bien sûr, le plus déshérité, le moins aimable, Schubert. Si vous voulez, je vous prêterai son journal intime, mais vous sourirez de ce romantisme un peu trop provincial. Mieux vaut que je le résume en vous lisant quelques passages. Ecoutez, voici la première rencontre :

« Aujourd'hui, j'ai vu chez mon oncle Pachler ce Frantz Schubert, le musicien qui est arrivé de Vienne. Il est petit et frisé, un peu rougeaud, et il porte des lunettes cerclées d'acier. Il a joué une fantaisie à quatre mains avec ma tante ; puis, il a demandé au petit Faust de lui chanter quelque chose et il a improvisé un morceau sur cet air. Faust était très fier, il a dit qu'il deviendrait compositeur, lui aussi ; mais, ce qui l'ennuyait un peu, c'est qu'il y a sept notes dans la gamme et que Dieu ne nous a donné que cinq doigts. La façon dont M. Schubert joue du piano me plaît mieux que celle de ma tante Léopoldine ; on voit qu'il ne cherche pas à briller, mais à émouvoir. Comme je lui en faisais compliment, sans dire naturellement que je préférais son jeu à celui de ma tante, il m'a répondu : « Je n'aime pas trop le style haché et ce que vous me dites me fait plaisir. Le prieur de Saint-Florian, l'autre été, prétendait que sous mes doigts les touches du clavier devenaient des voix chantantes. Il faut savoir que le piano du couvent était excellent. A quoi bon étouffer le son des cordes pour exécuter plus vite une gamme ou un arpège ? Tout est mélodie dans la nature et notre âme aussi ne demande qu'à chanter ! Et puis, pour la vélocité, je suis peu doué, avec mes doigts courts comme de petits boudins...

« Je crois que M. Schubert est très pieux. Il a chanté son *Ave Maria* avec un sentiment plein de ferveur. Le Conseiller Jenger m'a assuré qu'il mettait encore plus d'expression dans les poèmes d'amour. Je n'ai pas osé lui répondre : ce qu'il disait en plaisantant est sans doute vrai, mais il ne comprend peut-être pas, M. Jenger, qu'il existe des âmes pour qui l'amour terrestre est une religion, un culte véritable, et, si je le lui avais dit, il m'aurait reproché de trop lire Jean-Paul...

« Ce soir, j'ai retrouvé les livres chéris de cet ami fidèle, j'ai ouvert au hasard le *Titan* et mes yeux se sont arrêtés sur cette phrase : « Quand une femme aime, elle aime sans interruption, à toute heure, à toute minute, mais l'homme, lui, connaît des instants où il pense à autre chose. »

« Je sais bien que lorsque j'aimerai, si ce bonheur m'est donné, ce sera ainsi. Ah ! cher et grand Jean-Paul, où as-tu pris cette connaissance profonde de notre cœur, où as-tu rencontré ces idéales créatures, ces jeunes filles merveilleuses à qui je voudrais tant ressembler ? Liane, Liane surtout... »

Là, Strasser interrompit sa lecture.

— Vous ne m'en voudrez pas, fit-il, si je tourne quelques pages pour abréger le récit de cette petite pensionnaire ? Elle raconte, sans faire grâce d'un détail, les soirées musicales, les promenades en char à bancs, les goûters dans la forêt. Tenez, voici une de ces scènes : Maria-Antonia est assise au pied d'un sapin, les autres jeunes filles courent dans la clairière et Schubert, fatigué sans doute de toujours cligner, est venu s'asseoir près d'elle ; il s'éponge le front, il essuie ses lunettes avec son mouchoir à carreaux. Maria-Antonia l'interroge et il lui raconte sa vie, ses premières années dans la maison encombrée d'enfants qui naissent, meurent, vivent parfois, et crient, et pleurent, et que le père, en bon maître d'école, fouette libéralement et indistinctement ; les premières leçons de musique, puis le Conservatoire des Petits Chanteurs de la Cour. Presqu'à contre-cœur, il parle de ses œuvres, il ne se rappelle plus exactement les dates : à quinze ans, il lui semble bien qu'il avait déjà écrit trois ou quatre ouvertures pour orchestre, une trentaine d'allemandes et de menuets, des quatuors à cordes. « Mais tout cela ne valait rien, bien sûr, conclut-il. Je ne reconnaîtrais pas ces morceaux si on me les faisait entendre ! »

— Et de quand datent vos premiers chefs d'œuvres ? lui demande-t-elle.

Il proteste : « Mozart, Haydn, Beethoven, ont composé des chefs d'œuvre, moi pas. Cependant, quand j'ai eu achevé *Marguerite au Rouet* et le *Roi des Aulnes* — j'avais seize ou dix-sept ans — j'ai compris que cela valait mieux que tout ce que j'avais produit auparavant. Vogl prétend même que je n'ai jamais fait mieux depuis et je crois qu'il a raison. Pourquoi le ciel ne ferait-il pas cadeau à un adolescent de choses aussi belles qu'à un homme fait ?

Une jeune fille vient s'asseoir à côté d'eux, toute rose et un peu décoiffée.

— Je n'en puis plus de courir, dit-elle, en pressant son cœur qui bat, il faut que je me repose un peu. De quoi parlais-tu avec M. Schubert, Maria-Antonia ? De musique ou d'amour ?

Schubert rougit comme un enfant surpris à lire un livre défendu, il balbutie :

— Mais, c'est la même chose, mademoiselle.

L'étourdie pouffe de rire dans son petit mouchoir de batiste.

— Vous trouvez que c'est la même chose, jouer du Clementi ou danser avec un jeune homme !

— Oui, répond Antonia, car ce n'est là ni la musique, ni l'amour.

— Eh bien ! je garde tout de même une préférence pour la valse. A tout à l'heure.

Et elle repart, les laissant seuls. Mais, par cette écervelée, le mot a été prononcé, et Schubert parle.

— J'avais commencé, il y a bien longtemps, un opéra sur une comédie de Gœthe, *Claudine de Villabella.* Je me suis arrêté à la fin du premier acte. Je me souviens d'une romance qui disait :

L'amour va sur tous les chemins,
La fidélité reste seule à l'écart.
L'amour vient à notre rencontre,
Mais il faut chercher la fidélité.

« Je vous la chanterai ce soir, les paroles sont jolies.

— Les croyez-vous vraies ? demande Maria-Antonia.

— Non, répond le musicien. Non. Parce que l'amour et la fidélité ne sont qu'une seule et même chose. Mais tout cela, je le sens sans trop savoir l'exprimer. Les mots ne sont pas mon langage.

— Connaissez-vous Jean-Paul ?

Il fait non de la tête. Elle insiste :

— Jean-Paul Richter, l'écrivain ?

— Excusez-moi, je ne lis guère. Les poètes que j'ai mis en musique, c'est par hasard que je les ai connus ; souvent, mes amis m'indiquent un texte en me conseillant d'en faire un lied. Je répète les vers à haute voix et, si le chant doit naître, il naît.

— Je vous ai parlé de Jean-Paul, reprend-elle, parce que

c'est mon écrivain préféré ; et vous, sans l'avoir lu, vous pensez comme lui que tout ce qu'il y a de noble dans ce monde vient de l'amour. Je vous prêterai le *Titan*. C'est le plus beau roman qui existe, celui qu'on aimerait vivre, pourtant, tout ses héros, toutes ses héroïnes sont malheureux.

— En ce moment, répond Frantz, je lis un cycle de poèmes de Wilhelm Müller, celui dont j'ai mis en musique *la Belle Meunière* ; cela s'appelle le *Voyage d'hiver*. J'ai déjà composé plusieurs mélodies, je voudrais en faire une vingtaine. Je crois que je pourrai arriver à quelque chose de bien. C'est la douleur qui dicte à l'homme ses plus beaux chants.

La conversation continue ainsi pendant deux ou trois pages. Maria-Antonia n'ose pas demander au musicien d'où vient sa peine. Cependant Schubert raconte les deux étés qu'il passa chez les Eszterhazy, au château de Zélesz, en Hongrie : les quarante oies de la basse-cour, dont le chœur le réveillait chaque matin, les danses des paysans accompagnées par le crincrin et le cymbalum des tziganes, le soir sous les acacias, devant l'auberge. Puis, son visage s'assombrit :

— Il y avait là deux jeunes filles, la comtesse Marie et la comtesse Caroline ; je leur donnais des leçons de piano. Un jour, la comtesse Caroline m'a demandé pourquoi je ne lui avais dédié aucune œuvre musicale. Plusieurs fois déjà il m'avait semblé qu'elle éprouvait une certaine sympathie pour moi, j'ai osé répondre « Est-ce que toutes mes œuvres ne vous sont pas dédiées ? » Elle a éclaté de rire et j'ai compris que souvent dans la vie on croit que deux êtres se rapprochent l'un de l'autre, alors qu'ils ne font que cheminer côte à côte, éternellement séparés par la même distance. Inaccessible ! Avec ma figure et ma taille, j'aurais bien dû me douter que la comtesse Caroline Eszterhazy demeurerait inaccessible pour moi ! Elle est mariée, elle s'appelle maintenant la comtesse de Crenneville. Je l'ai revue l'hiver dernier ; elle avait sans doute oublié la question qu'elle m'avait posée à dix-huit ans et ma sotte réponse, car elle m'a demandé si je ne lui dédierais pas un morceau, et, cette fois, j'ai dit simplement que dès qu'une composition me paraîtrait digne d'elle, je lui demanderais la permission d'y inscrire son nom.

La conversation s'arrête là et Maria-Antonia a écrit à la suite quelques lignes de réflexions moins banales, il me semble, que le reste de son journal. Ecoutez plutôt, et Strasser lut :

« Nous sommes ensuite rentrés à Gratz. Le soleil se couchait. Ce spectacle est si beau qu'on se demande par quel prodige il recommence chaque soir, et comment chaque lendemain ramène un nouveau soleil. Et toi, amour, soleil de l'âme, serait-il possible que tu meures sans renaître ? Le professeur Stein m'expliquait l'autre jour que les rayons du soleil ne sont rendus visibles que par les objets qu'ils rencontrent dans l'espace. De même l'amour n'existe pas moins quand aucun amour ne lui répond. Schubert n'est point à plaindre. Cette jeune fille qui ne s'est pas aperçue qu'elle était aimée, a dicté, sans le savoir, vingt chefs-d'œuvre. Combien de passions partagées et heureuses ont moins de réalité que ce sentiment dont l'aveu a été murmuré trop bas pour qu'elle l'entende ! Peut-être est-ce le rôle des poètes et des musiciens de souffrir par l'amour, et de transformer leurs peines en joies pour les autres... »

Le lendemain de cette partie de campagne, il pleuvait. Maria-Antonia raconte une soirée musicale chez les Pachler. Schubert, de sa voix un peu enrouée, chante les premiers lieder du *Voyage d'hiver*, et tous les auditeurs sont saisis, comme la jeune fille, par le caractère sombre de ses mélodies : « On croirait, dit Jenger à Maria-Antonia, que, dans le texte des poèmes était caché un sens mystérieux et menaçant que la musique est allée découvrir. » Le soir, rentrée chez elle, la jeune fille essaie de retrouver le chant de *Bonne nuit*, celui de la *Girouette*. Justement une girouette grince sur le toit pointu du château et sa plainte traverse la nuit comme un mauvais présage. A la lueur tremblante de sa veilleuse, vous savez, ces veilleuses de porcelaine, pareilles à de petites tours à créneaux avec un chevalier qui part pour la croisade ou un troubadour qui joue du luth — elle écrit, elle écrit. Elle voudrait savoir pourquoi Schubert est si malheureux. Mais seules les femmes qui ont souffert de la vie savent faire naître les confidences de ces enfants que les hommes redeviennent quand ils sont tristes. Une jeune fille bien élevée évite de rester en tête-à-tête avec un monsieur qui n'est pas son fiancé. Si Maria-Antonia se permet de parler avec Schubert, c'est que la chose est sans importance, et elle écrit la phrase terrible : *Sans importance entre un homme si laid et une infirme.*

***

Voici déjà la mi-septembre. Les hirondelles s'assemblent sur

le faîte des maisons ; vers midi le soleil dore encore les façades de pierre d'un reflet du ciel italien ; mais, le soir, une brume bleue descend des montagnes et fait luire comme des miroirs les ardoises des toits. Schubert et Jenger ont annoncé leur départ pour la semaine prochaine. Maria-Antonia a osé une démarche dont elle s'étonne elle-même ; elle a prié son père de les inviter à rester encore quelque temps à Gratz en venant loger au château Häller. Mais le conseiller Jenger est obligé de rentrer à Vienne ; deux de ses collègues du ministère n'attendent que son retour pour prendre leur congé. Quant à Schubert, il a rougi et refusé : il faut qu'il revoie Bauernfeld pour le livret du *Comte de Gleichen*, l'opéra dont il attend la gloire. il a reçu la commande d'une messe allemande pour l'Ecole Polytechnique impériale, des éditeurs le réclament — peut-être n'osait-il pas rester seul à Gratz une fois son ami reparti ; peut-être aussi n'avait-il plus de chemises convenables et tremblait-il de donner à blanchir aux femmes de chambre son linge déchiré...

La dernière semaine de leur séjour à Gratz, Maria-Antonia fut un peu souffrante. De sa chambre, elle n'entendit que l'écho des rires, chants et verres cassés de cette soirée burlesque au château Häller où toute la bande s'affubla de costumes grecs et joua une farce héroï-comique. Elle n'aimait pas ces réunions bruyantes où coulaient à larges rasades la bière blonde de la brasserie Pachler et l'âpre vin blanc du pays, le *Schilcher*. Le lendemain, quand Schubert vint la voir, la jeune fille le reçut dans son petit salon, allongée sur son ottomane de citronnier. Elle le bouda un peu et, lorsqu'il raconta la soirée, le déguisement de guerrier grec et le sobriquet de *Schwammerl*, petit champignon, dont on l'avait affublé, elle ne put s'empêcher de lui dire :

— Des deux Schubert, lequel est le vrai ? Celui qui écrit dans sa matinée dix pages de musique qui font pleurer ou celui qui, dans sa soirée, boit dix verres de mauvais vin ?

— Dix verres ? Peut-être davantage, confesse humblement le musicien ; et puis, trois ou quatre coupes de punch. Mais je souffre de maux de tête horribles depuis une grave maladie que j'ai eue il y a trois ans, et il me semble que le vin, le café, les liqueurs me soulagent. Je sais bien que le docteur Rinna, mon médecin, affirme le contraire, mais il boit plus que moi. Faut-il suivre les prescriptions ou l'exemple ?

— Vous le savez bien, gronde Antonia, que la vie de Bohême

ne vaut rien, ni pour votre santé, ni pour votre art.

— C'est pourtant ce qu'on appelle la vie d'artiste et c'est la seule qu'un musicien puisse mener à Vienne. Le cabaret, ou alors, la vie de mon frère Ferdinand ; il a eu quinze enfants de sa première femme, il en aura autant de la seconde si tout va bien. Excusez-moi si je parle ainsi devant une jeune fille. Et les plus grands n'ont pas vécu autrement. J'ai vu Beethoven, au printemps dernier, sur son lit de mort, un grabat plein de punaises.

« Ici, écrit Maria-Antonia, je crus que j'aurais le courage de parler, de lui dire que moi, qui n'aurai sans doute jamais d'enfants, j'aurais pu être auprès de lui une âme aimante et dévouée. Je serais venue m'asseoir près de sa table de travail chaque fois que sa muse serait repartie, à haute voix, je lui aurais lu les vers des poètes, mais je n'ai pas osé l'interrompre ; il parlait, lui si timide, avec une espèce de fièvre sauvage.

— Un grabat plein de punaises, un visage déformé par la douleur comme s'il avait été tordu par une poigne de fer. Dans un coin, près d'un seau de toilette, traînaient par terre des partitions manuscrites. Et ce corps où la décomposition commençait déjà, — sa poitrine était toute bleue et une grosse mouche venait toujours se poser sur ses lèvres, — c'était tout ce que la terre garderait du plus grand des musiciens. Le lendemain, Vienne lui faisait des obsèques magnifiques. Elle rougissait d'avoir laissé Beethoven vivre si misérable ! Savez-vous que, sans les guinées qu'un riche Anglais lui envoyait de Londres, il n'aurait pas eu de quoi manger ? On se rappelait peut-être la honte de Mozart mort de faim et jeté à la fosse commune. Je faisais partie du cortège funèbre, nous étions huit poètes et musiciens qui portions des torches avec un nœud de crêpe noir. Quand le cercueil descendit dans la fosse, nous avons éteint nos torches en les écrasant contre la glaise humide. Le soir, à l'auberge d'Eisenstadt, nous avons bu du punch jusqu'au matin et j'ai porté un toast à celui qui rejoindrait le premier Beethoven et j'ai souhaité d'être celui là...

« Je l'ai interrompu avec les premiers mots qui me sont passés par la tête :

« — Mais votre œuvre n'est pas achevée !

« — Elle est déjà bien assez longue. J'ai écrit plus de six cents mélodies. Combien surnageront ? Ce sont des feuilles que le vent emporte, comme dans la ballade du *Roi des Aulnes !*

« — Vos symphonies...

« — J'en ai composé huit et je travaille à une neuvième. Cela fera autant que Beethoven ; mais je donnerais toutes les miennes pour la *Pastorale*. D'ailleurs, sur les huit, il y en a une qui n'est pas achevée ; j'y pense maintenant, mais il y a bien longtemps que je n'y avais plus songé du tout. Il n'y a que deux mouvements : un allegro et un andante, et le plus drôle, c'est que justement, la partition doit être ici. Quand on m'a nommé membre d'honneur de la Société Musicale de Gratz, je l'ai envoyée à Hüttenbrenner pour remercier la Société. Il n'a pas insisté pour avoir la suite et je n'ai écrit ni le scherzo, ni le final. Peut-être ai-je tort ?

« — Ne voudriez-vous pas me faire entendre ce qui existe ? ai-je demandé.

« Schubert s'est assis à mon petit piano droit, il a mis un instant ses deux mains sur ses yeux, puis il a joué une musique comme jamais je n'en avais entendu aucune. Tour à tour tragique et tendre, le premier mouvement faisait penser aux saisons, aux jardins, aux forêts, et le second, oui le second, m'a transportée en imagination dans cette Vallée des Harpes où vivent les personnages du *Titan* et où les esprits de la terre et du ciel font vibrer les mystérieux accords des harpes éoliennes. Quand il eut fini, je portai mes mains à mon visage et je sentis ma joue baignée de larmes. Je lui fis promettre qu'il achèverait cette symphonie et il ajouta qu'elle me serait dédiée...

Le lendemain, Maria-Antonia reprend son journal :

« Aujourd'hui, je me sentais mieux. Je suis allée à la soirée d'adieux chez l'oncle Pachler. Schubert et Jenger doivent reprendre demain la diligence de Vienne ; je n'ai presque pas eu l'occasion de lui parler ; on dansait, on buvait, on mangeait de petites saucisses; mais je sais que c'est pour moi, pour moi seule que Schubert a chanté la dernière mélodie qu'il a composée ici. Elle s'appelle *Le Tilleul* et elle fera partie du *Voyage d'Hiver*; pourtant elle est douce et paisible comme un soir d'été, un soir calme, pareil à tous les soirs, dans un village, près de la fontaine et l'arbre odorant invite le passant au doux sommeil. Au doux sommeil frère de la douce mort. Dans quelques heures, il sera loin. Le reverrai-je, mon Dieu, le reverrai-je ? »

(A suivre.)

JEAN MISTLER.

LA FRANCE AU VIET-NAM

L'effort militaire que la France fournit, depuis la fin de 1945, pour la pacification du Viet-Nam, est d'une importance telle que la vie même de notre pays en est affectée. Faute d'une information objective, beaucoup de Français se demandent si les résultats obtenus ou escomptés sont en rapport avec le poids des sacrifices consentis. Le tumulte des partis a si bien faussé les données du problème que de bons esprits en arrivent à oublier que la France a là-bas des droits et des devoirs. On discerne un glissement vers le fatalisme, prêt à l'abandon, qui se cherche des raisons jusque dans le vieux cri de Reclus : « Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique ».

On note, même dans des milieux traditionnellement attachés à l'armée, une manière d'indifférence, pour ne pas dire de désaffection à l'égard des soldats qui se battent en Asie, comme si de leur victoire ne dépendait pas l'avenir et la grandeur de la France. Car nous ne devons pas nous payer de mots : le succès de la politique engagée au Viet-Nam peut créer le précédent favorable à l'établissement des rapports nouveaux que la métropole aura nécessairement avec les territoires africains. Son échec, matérialisé par un départ, serait le signal d'une décomposition du monde français.

ÉTAT DE LA PACIFICATION

Jamais, depuis qu'elle a des établissements outre-mer, la France ne s'est trouvée devant une tâche militaire d'une ampleur comparable à celle que la rebellion Viet-Minh lui impose depuis 1945.

Au Maroc, en 1925-26, la guerre du Rif avait dressé contre nous les forces régulières d'Abd el Krim et les partisans des tribus

ralliées à « l'Emir », dont l'ardeur et le courage menacèrent gravement notre établissement. Mais l'empire chérifien est limitrophe de l'Algérie. Il fut donc aisé d'amener d'importants renforts, qui submergèrent littéralement l'agresseur sur un front qui ne dépassait pas 300 kilomètres.

La révolte druse, à la même époque, ne mit pas le Levant en péril. Sa réduction exigea un effort vigoureux, soutenu certes, mais à la mesure de nos moyens normaux.

Au Viet-Nam, nos troupes ont à faire face, depuis la fin de 1945, à un adversaire dont les forces se répartissent, du nord au sud, sur plus de 2.000 kilomètres de distance, et qui dispose, par adhésion ou par contrainte, du concours de populations nombreuses vivant dans des pays généralement propices à la guérilla.

Les incertitudes métropolitaines touchant le but à atteindre, et par conséquent la fourniture de moyens appropriés, ont lourdement pesé sur la campagne, dès ses débuts.

Le commandement militaire français en Indochine n'a pas toujours eu les mains libres pour conduire des opérations efficaces, obéissant aux seules exigences tactiques. En outre, les trêves accordées au Viet-Minh, à deux reprises, en 1946, sur l'ordre du gouvernement français, ont ruiné une partie de nos progrès et permis à l'ennemi, alors traqué, de se reprendre et d'améliorer son armement et sa tactique. Cela explique la durée d'une guerre où nos combattants ont déployé des vertus militaires dignes de celles de leurs anciens.

EN COCHINCHINE ET EN SUD-ANNAM

Dès le milieu de l'année 1946, il était évident à tous nos chefs que l'action militaire ne suffirait pas à réduire un adversaire qui tenait de la Chine Rouge ses méthodes de combat et de terrorisme. Il était non moins évident que l'emploi de l'armement moderne ne modifiait pas les conditions fondamentales de la pacification, qui restaient celles qu'avaient pratiquées, un demi-siècle plus tôt, au Tonkin, Gallieni et Lyautey. Alors, les pirates exerçaient sur les villages annamites la même domination de terreur. Il avait fallu rendre aux paysans confiance en eux-mêmes, faire sortir de la masse villageoise le notable courageux, apte à devenir le chef de l'auto-défense. Gallieni avait dû batailler pour obtenir

du gouvernement général l'autorisation d'armer les agglomérations, au risque de voir les fusils enlevés par les pirates. Mais il avait donné à ses troupes un tel ascendant sur l'adversaire que les populations choisirent bientôt de se battre à nos côtés. Dès lors, la liquidation de la piraterie ne fut plus qu'une affaire de temps.

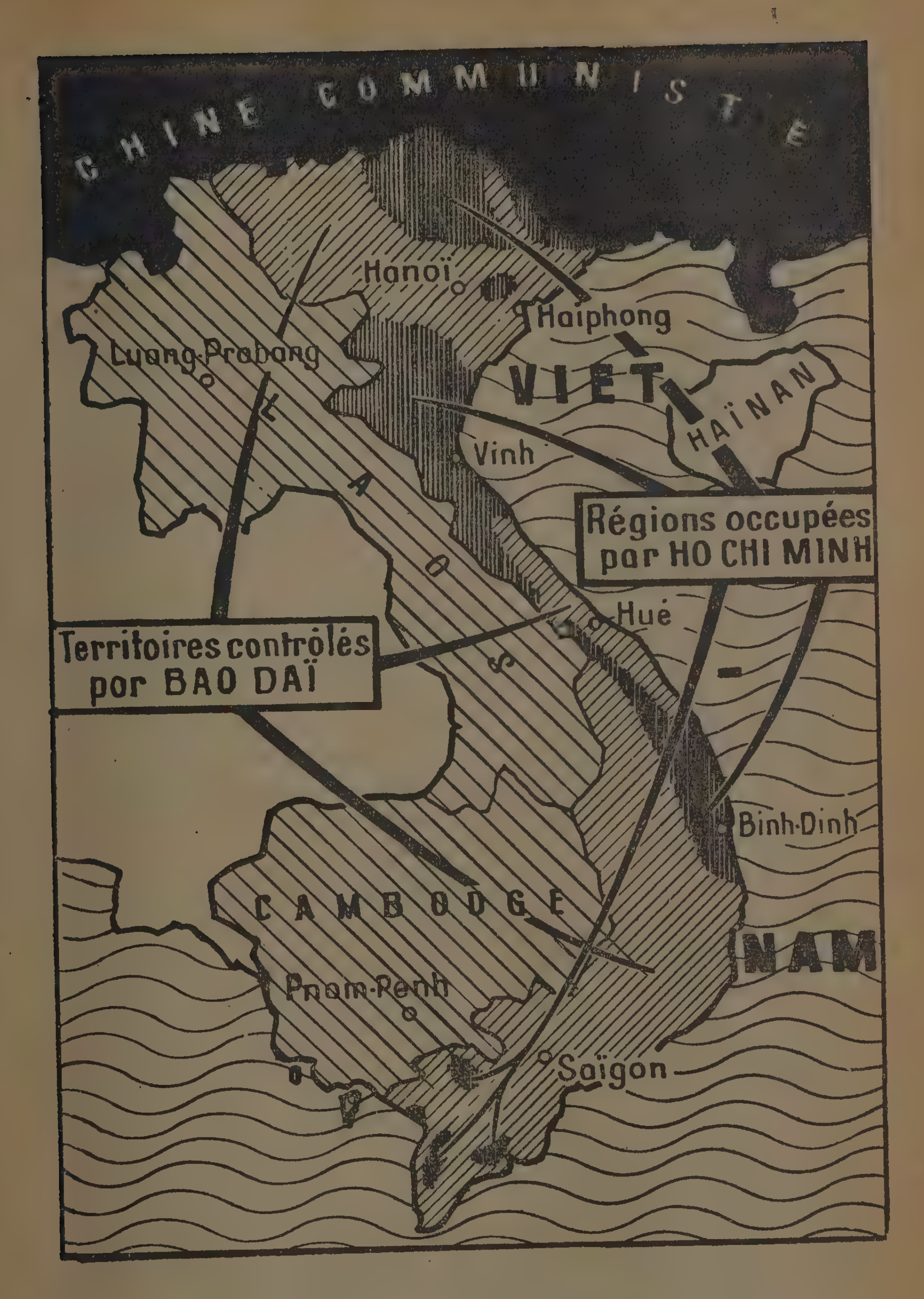
Le commandement français discerna, dès 1947, l'importance de l'action politique. Il s'employa à faire partager sa conviction par les cadres, afin que la troupe s'en imprégnât. Sur l'ensemble du territoire, un effort méthodique fut fait, qui obtint des succès très différents selon la nature du pays, l'habileté de nos agents, la puissance locale du Viet-Minh.

C'est en Cochinchine et en Sud-Annam que les résultats furent les plus brillants. Ces régions sont très différentes d'aspect physique et de structure sociale. La Cochinchine est un vaste triangle, formé par les apports des fleuves qui la traversent pour aller à la mer. L'eau est partout. Elle a suscité une végétation tropicale. Elle a permis la culture du riz, qui cloisonne la plaine par d'innombrables levées de terre. De vastes cantons, à l'écart des travaux hydrauliques agricoles, sont marécageux et couverts d'une broussaille très dense. Au nord de Saïgon, à l'approche de la montagne, s'étendent les plantations d'hévéas. L'agglomération de Saïgon-Cholon compte, à elle seule, un million 500.000 habitants. Les cités de 30 à 50.000 habitants sont nombreuses. Il existe donc un prolétariat urbain où le communisme, dès avant la guerre, recrutait des adhérents. Dans les provinces, on distingue la bourgeoisie paysanne et les métayers, les travailleurs de rizières, eux aussi touchés par le communisme depuis nombre d'années. Le Viet-Minh n'a eu aucune difficulté à prendre en main ces masses instables.

L'ensemble de la population pratique la religion naturelle des Vietnamiens, fondée sur le culte des Ancêtre. Mais des sectes, très particularistes, ont prospéré, aux bouches du Mékong par exemple, où les Hoa-Hao professent une sorte de bouddhisme dénaturé et véhément ; au nord de Saïgon, où les Cao-daïstes sont attachés à un culte de création récente, ajoutant aux saints du Bouddhisme tous les grands hommes de l'Univers, de Mahomet à Victor Hugo. Enfin, il existe un peu partout des communautés catholiques, très unies autour de leur clergé.

L'athéisme communiste du Viet-Minh a bientôt heurté ces sectes qui ont en commun l'attachement à leurs dogmes et rites.

Le Sud-Annam s'étend sur 500 kilomètres en bordure de la



CARTE DE L'INDOCHINE MONTRANT LA SITUATION AU VIET-NAM

mer de Chine, des confins de la Cochinchine à la barrière montagneuse du cap Varella.

C'est une suite de cuvettes côtières, à l'estuaire des fleuves descendant de la chaîne annamitique. Ce compartimentage a donné à chacune des trois provinces du Sud-Annam un caractère défini, mais la population est partout paysanne, sans grande richesse, assurée de vivre de son sol. Le Viet-Minh ne s'est implanté là que par la contrainte et il s'est efforcé de tenir solidement ce littoral, dont les anses et abris nombreux sont précieux à ses liaisons maritimes avec les pays du Centre-Annam et du Tonkin où il est solidement installé.

Si les Vietnamiens avaient perdu pour la plupart, dès 1947, toute confiance dans une victoire du Viet-Minh, leur aspiration profonde à l'indépendance excluait toute idée de restauration de l'autorité française. Ils attendaient donc, sacrifiant aux Français et au Viet-Minh, au gré de la puissance locale des uns et des autres. Ce n'est qu'après l'entrevue de la baie d'Along, dans l'été de 1947, qu'ils se tournèrent vers Bao-Daï, non sans réticence d'ailleurs, parce qu'ils ignoraient dans quelle mesure l'empereur dépendait des Français. La création d'un gouvernement provisoire du Viet-Nam, auquel la France concéda les premiers attributs de la souveraineté, agit sur les esprits, leur ouvrant enfin des perspectives vers une indépendance totalement différente du régime arbitraire que leur avait imposé le Viet-Minh.

Désormais la pacification pouvait ambitionner des gains plus étendus que par le passé. Au lieu de se limiter au maintien de la sécurité dans les régions occupées par nos forces, elle allait revenir à la grande tradition d'outre-mer qui a toujours confié aux autochtones le ralliement des dissidents.

Quelles sont les conditions d'un ralliement sincère ?

L'existence d'un gouvernement reconnu, ayant les moyens d'affirmer son autorité et d'assurer la sécurité des ralliés. C'est au nom de ce gouvernement légal, celui de Bao-Daï, que les forces françaises vont mener leur action militaire, avec assez de vigueur pour disloquer les bandes ennemies, les chasser de la région vers laquelle s'étend la tache d'huile de la pacification. Sous la protection de nos troupes, dans chaque village, les conseils de notables, choisis par la population, seront mis en place.

L'épuration indispensable, qui éliminera les éléments Viet-Minh infiltrés dans la population, sera conduite par des autoch-

tones responsables. Des formations d'auto-défense seront aussitôt créées, avec pour mission la protection des villages, des points sensibles de la province sur les plans politique et économique. Des éléments mobiles, appartenant à l'armée régulière vietnamienne, auront été établis en des lieux d'où ils pourront rapidement venir au secours des villages attaqués en force. Enfin, des mesures économiques, décidées par l'autorité vietnamienne, sur les conseils français, interdiront au Viet-Minh l'accès clandestin aux ressources de la province, en vivres et en espèces.

On voit par ce schéma que la notion de souveraineté du Viet-Nam est pleinement respectée par notre action pacificatrice. Les autorités françaises, qui ont une vue d'ensemble du problème, choisissent la région à pacifier, les moyens à employer, conduisent l'action de force, puis, progressivement, transmettent à l'autorité vietnamienne la responsabilité de la restauration de l'ordre. Une action déterminée s'intègre toujours dans un plan d'ensemble, afin de tirer le meilleur parti de l'ébranlement que subit l'adversaire, de la dispersion des forces à quoi il est contraint.

Le rôle des troupes françaises se poursuit parallèlement à l'œuvre des Vietnamiens. Elles sont constamment prêtes à repousser un retour offensif du Viet-Minh. Enfin, dans des zones de pacification déjà ancienne, elles assurent la sécurité des communications essentielles et des positions stratégiques.

DANS LE CENTRE-ANNAM ET AU TONKIN

Dans le Centre-Annam et au Tonkin, la pacification, tout en obéissant aux principes fondamentaux qui la conduisent dans le sud, conserve un caractère militaire plus marqué parce que l'adversaire y est plus anciennement et plus fortement organisé. Dans le Centre-Annam, les régions libérées par les forces françaises s'étendent au nord et au sud d'Hué, capitale impériale. Elles sont bordées à l'est par la mer de Chine, à l'ouest par une chaîne montagneuse abrupte et boisée, où le Viet-Minh a ses camps.

Longtemps, Ho Chi Minh considéra le Centre-Annam comme un secteur secondaire, où son action politique se heurtait à la résistance de populations monarchistes. Ce n'est qu'à partir du moment où l'expérience Bao Daï obtint l'adhésion de l'Annam, que le Viet-Minh jugea utile de mener autour d'Hué une action militaire

vigoureuse. Il espérait obtenir à bon compte des succès retentissants dans une région dont la fidélité au souverain est traditionnelle, et pallier ainsi ses échecs en Cochinchine. La nature du pays servait ses plans : presque partout les montagnes sont peu éloignées de la côte. Il est donc aisé de multiplier les raids sur les villages, les embuscades sur les routes, avec la possibilité d'une prompte retraite vers les hauteurs. Le commandement français a dû s'employer avec beaucoup d'énergie contre ces incursions qui menaçaient surtout la confiance d'une population généralement loyaliste. Avec des moyens militaires plus restreints que ceux dont dispose le Tonkin, mais en utilisant au maximum l'action politique, fondée sur le renseignement, il a gardé intact l'ensemble de notre implantation.

Au Tonkin, les forces franco-vietnamiennes contrôlent la frontière de Chine, où la retraite des armées du Kuomintang leur a donné une première occasion de répondre aux exigences du statut de l'Union Française, en assurant, sous commandement français, la défense de l'intégrité du territoire.

L'épreuve a été concluante : 40.000 nationalistes chinois, impressionnés par notre dispositif de sécurité, se sont laissés désarmer et interner sans opposer la moindre résistance. 200.000 communistes, bordant notre frontière, en ont respecté le tracé lorsque leurs chefs se furent rendu compte de notre puissance militaire et de notre loyauté à respecter les engagements internationaux touchant la neutralité.

Sur le plan intérieur, la vérification de l'efficacité de l'armée de l'Union française a causé une vive impression chez les partisans de Bao Daï comme chez ceux d'Ho Chi Minh, tandis que la coopération militaire active des Français et des Vietnamiens créait, dans la troupe, des liens d'estime et de camaraderie.

Outre les confins sino-tonkinois, nos forces garantissent la sécurité du delta du Fleuve Rouge, région très fortement peuplée, qui, avec la ville de Hanoï, le port et les industries de Haïphong, les charbonnages, les provinces agricoles du sud, constitue, pour employer la terminologie marocaine de Lyautey, la partie « utile » du pays.

Le Viet-Minh, qui a son berceau au Tonkin, a été rejeté du delta vers la moyenne région, puis vers la haute région du Nord au cours des opérations de 1947.

Au sud du delta, il s'est constamment renforcé dans les pro-

vinces de Than-Hoa et de Vinh, bénéficiant, dans cette dernière surtout, de l'esprit xénophobe d'une population qui se montra constamment frondeuse, sous les empereurs d'autrefois comme sous notre régime d'avant-guerre.

Les Tonkinois, durement modelés par un climat aux contrastes sévères, par les difficultés d'une existence sans cesse menacée de famine, ont plus de caractère que leurs frères de race de l'Annam et de la Cochinchine. Ils ont fourni au Viet-Minh ses meilleurs cadres, ses soldats les plus déterminés. Cela explique que la pacification, au Tonkin, ait souvent exigé des actions de force, conduites comme les colonnes d'autrefois, tout au long de la saison sèche, avec des effectifs et des moyens importants.

Cantonnées dans le chaos montagneux du nord, les bandes Viet-Minh y ont naturellement repris la tactique, imposée par les lieux, qui fut celle de la grande piraterie de la fin du siècle dernier. C'est une guerre, menée à peu de frais contre les axes de communications et les postes isolés, dont les épisodes les plus récents concernent la haute vallée du Fleuve Rouge, au sud de Lao-Kay.

Dans ces secteurs du centre et du nord tonkinois, la campagne — sauf intervention des communistes chinois — ne se terminera que par une liquidation systématique des îlots où se seront réfugiés les irréductibles du Viet-Minh.

Sur la rive droite du Fleuve Rouge, entre la mer et les contreforts de la montagne, le delta, grâce à des travaux d'irrigation fertilisant les terres, nourrit une population très nombreuse, au sein de laquelle des missions catholiques ont créé des paroisses prospères. Le centre de ces chrétientés est l'agglomération de Phat-Diem, à quelque deux cents kilomètres au sud d'Hanoï. 300.000 Viet-namiens vivent dans cette province, serrés autour de leurs clochers. L'évêque de Phat-Diem, Mgr Le Huu Tu, profondément nationaliste, avait reconnu, dès l'origine, le gouvernement d'Ho Chi Minh.

A l'instar des évêques de notre Moyen Age, ce prélat, maître du spirituel et du temporel, fit régner l'ordre dans son fief, se refusa à toute négociation avec les Français, et, en échange de ce parfait loyalisme, parvint à soustraire le diocèse au contrôle du Viet-Minh. Il avait organisé des milices villageoises pour la défense des biens, et la présence de ces soldats convaincus en écartait les bandes. Comme les contributions à l'effort de guerre étaient rigoureusement satisfaites, le gouvernement d'Ho Chi Minh confia à Mgr Le Huu Tu une manière de délégation du pouvoir. Phat-

Diem vécut donc dans la paix jusqu'aux accords du 8 mars 1949. Le retour de Bao Daï au Viet-Nam ne manqua pas d'émouvoir des paysans traditionnalistes, et leur chef religieux ne put rester indifférent à un événement aussi considérable.

Le Viet-Minh dut discerner cette émotion car, dès le printemps, ses agents entreprirent de noyauter les villages de la périphérie tandis qu'Ho Chi Minh offrait à l'évêque des renforts. Mgr Le Huu Tu refusa une aide dont il savait qu'elle limiterait son autorité. En dépit des pressions de plus en plus fortes, le diocèse conserva son autonomie. Il convient de noter que la condamnation du communisme par le Vatican accéléra l'évolution des événements. Ho Chi Minh, dont l'inféodation à Moscou était connue de Mgr Le Huu Tu, pouvait craindre que l'évêque rompît avec un gouvernement sous le coup d'une censure pontificale.

On imagine le débat qui s'institua dans la pensée et dans le cœur du prélat, responsable de ses ouailles, menacées par le Viet-Minh, alors que l'indépendance réelle de Bao Daï à l'égard de la France pouvait encore lui paraître incertaine. Ce n'est qu'à l'automne de 1949 que Mgr Le Huu Tu, enfin renseigné sur la nature exacte des accords franco-vietnamiens, fit appel au souverain. Il était grand temps. Le Viet-Minh s'apprêtait à occuper le diocèse quand une compagnie de parachutistes vietnamiens, commandée par un officier vietnamien, fut larguée au voisinage de Phat-Diem. Cette unité apportait à l'évêque l'aide impériale. Des éléments français intervinrent bientôt pour en élargir l'action.

Si, sur le plan politique, le retour à l'empereur d'une province peuplée et riche surprenait péniblement le Viet-Minh, dans le domaine économique l'événement ne lui était pas moins amer. Il perdait d'abord les ressources agricoles et artisanales des chrétientés, et en outre le produit des salines de Van-Ly, nécessaires au ravitaillement de ses partisans. Enfin, le glacis protecteur du delta pacifié s'élargissait sensiblement vers le sud.

Il aura fallu au Viet-Minh près de deux mois pour préparer sa riposte, preuve des difficultés accrues qu'il a rencontrées du fait de la dislocation de ses communications entre la mer et la région montagneuse du Tonkin. En janvier 1950, ses éléments ont été très actifs dans la région de Dongoï, aux confins nord de notre implantation dans le Centre-Annam. Puis il a attaqué nos postes de la Rivière-Noire, afin de s'ouvrir à l'ouest une nouvelle voie vers la moyenne région tonkinoise.

Encore que les assaillants aient été refoulés avec des pertes sévères, il ne saurait être question pour nous d'interdire absolument tout passage à travers ce paysage de ravins et de pics, recouverts d'une brousse dense. Mais en verrouillant les seuils, les cols, nous contraignons les bandes à emprunter des itinéraires où la longueur des étapes dans les régions vides aggrave les servitudes de ravitaillement et, par conséquent, limite les allées et venues.

Pour exploiter ce désarroi visible, le commandement français déclenche, dès le 22 décembre 1949, une série d'opérations ayant pour but la libération de la partie méridionale du delta, elle aussi habitat de nombreuses et riches chrétientés. Elles se poursuivront en janvier et en février, soustrayant à la tutelle du Viet-Minh l'espace compris entre le Fleuve Rouge, le canal des Bambous et la mer. Notre garnison de Nam-Dinh, à 200 km. au sud de Hanoï, intacte depuis 1946, malgré l'isolement et de multiples attaques, fut rattachée par un réseau de postes nouveaux à la région pacifiée de Phat-Diem au sud, à celle de Thaï-Binh au nord-est.

Au total, 5.000 kilomètres carrés peuplés de plus de 3 millions de Vietnamiens allaient revenir au gouvernement de Bao-Daï, entre les mains de qui les provinces, dès la fin des combats, étaient successivement remises.

La radio Viet-Minh, tout en maudissant la trahison des ralliés, laissait filtrer l'anxiété des dirigeants communistes. Elle diffusait des appels aux populations restées « fidèles » à Ho Chi Minh en leur demandant d'économiser les vivres, de développer les cultures, afin de faire face aux graves menaces de disette consécutives à la perte du grenier tonkinois.

Le comportement des troupes franco-vietnamiennes dans les provinces libérées fut l'objet du constant souci du commandement. Les formes de cette guerre en pays très couvert, où chaque bosquet de bambous peut abriter l'embuscade, exigent beaucoup des nerfs du soldat. Recevant des coups de feu, d'un coin apparemment paisible où des paysans travaillaient dont on ne sait s'ils ne furent pas, l'heure d'après, les artisans du guet-apens, sa réaction ne peut manquer d'être vive, alors que les camarades tombent. Mais c'est à ce moment que l'action des cadres subalternes s'exerce dans toute son efficacité, interdisant une brutalité sans discernement. A tous les échelons, officiers et sous-officiers étaient avertis de l'importance de l'action engagée. Nos troupes abordaient un pays qui n'a

jamais cessé d'appartenir au Viet-Minh depuis 1945. Ses habitants avaient donc été soumis à une propagande quotidienne à laquelle le récit de prétendues atrocités françaises fournissait la trame. En outre, les chrétientés avec leurs couvents, orphelinats, ouvroirs et ateliers devaient être l'objet d'un respect tout particulier. Là, comme partout où il se bat, le soldat français sut prouver que lorsqu'on lui explique le pourquoi des choses, il comprend vite et sait obéir.

L'EFFORT MILITAIRE DE LA FRANCE N'EST PAS TERMINÉ

L'heureuse solution du grave problème international que posait l'internement des nationalistes chinois, les progrès incessants de la pacification sur l'ensemble du territoire vietnamien engagent, certes, à l'optimisme. Mais une vue réaliste de la situation au Viet-Nam doit nous garder de toute illusion.

Sans doute, partout, nos troupes ont sur l'ennemi un ascendant incontesté. Quels que fussent son acharnement et ses moyens, nulle part le Viet-Minh n'a obtenu un succès de quelque importance.

Au Tonkin, comme je l'ai indiqué plus haut, nous tenons le vaste triangle du delta maritime et son prolongement vers Thuyen-Quang au nord, vers Phulang-Tuong à l'est. Sur la frontière chinoise, nous verrouillons à Monkay et à Langson les voies traditionnelles d'invasion. En maintenant obstinément notre position de Cao-Bang, plus au nord, malgré les lourdes servitudes de ravitaillement imposées par la route coloniale nº 4 particulièrement favorable aux embuscades, nous avons fermé aux nationalistes chinois l'accès d'une région écartée où ils se fussent installés en maquis, appelant ainsi fatalement la poursuite rouge.

En Annam central, et malgré l'intensité croissante depuis l'été 1949 d'un terrorisme visant les populations monarchistes et d'une guérilla opérant contre nos communications, les grandes voies routières et ferrées sont restées constamment ouvertes à la circulation.

C'est dans le sud du Viet-Nam, soit en Cochinchine et sur le littoral jusqu'au massif du Varella, que la pacification a connu, en 1949, ses plus grand succès. L'ennemi, rejeté vers ses réduits par le cloisonnement méthodique des provinces, a perdu progres-

sivement son autorité sur des populations qui, s'étant ressaisies, acceptaient de prendre en charge la défense de leurs villages. Un effort soutenu dégageait les grands axes de communication, en garantissait la sécurité par l'installation de tours de guet. A la fin de 1949, en éventail à partir de Saïgon, 500 kilomètres de routes s'offraient à la circulation libre, rétablissant les échanges entre le port et les campagnes.

Enfin, même dans ses refuges de la plaine des Joncs, de la pointe de Camau, des avancées de la montagne Moï, le Viet-Minh cessait d'être invulnérable : des opérations de destruction, montées sur renseignement et engageant effectifs et moyens dans des zones bien choisies, frappaient l'ennemi dans ses réserves, ses stocks, ses ateliers.

Cependant, en dépit de gains aussi nets, malgré l'affaiblissement indiscutable de l'adversaire, du nord au sud, sur près de 2.000 kilomètres, on continue de se battre.

Après un an d'exercice du pouvoir, la certitude de l'indépendance réelle du souverain à l'égard de la France atteint des cercles de populations hier encore réticents. La violence accrue des attaques de la propagande du Viet-Minh, dénonçant les traîtres et les fantoches, donne la juste mesure des progrès réalisés par le gouvernement de l'Empereur dans la conquête des esprits et des cœurs.

La rigueur de l'épuration conduite par les organisations de sécurité du Viet-Minh au sein du parti et des forces combattantes confirme ce que nous savons de l'ébranlement consécutif à la matérialisation des accords franco-vietnamiens. La tiédeur est qualifiée de crime. Par centaines des suspects sont condamnés à mort et ensevelis vivants. Faute de pouvoir décimer toutes les unités atteintes par le virus du ralliement à l'empereur, on les déplace, on en modifie l'encadrement. Les commissaires politiques auprès du commandement des troupes voient leurs attributions élargies, accrue leur compétence en matière de sanctions immédiates.

La guérilla, où le Viet-Minh — élève des communistes chinois qui l'apprirent des Russes — est passé maître, permet, à bon compte, d'entretenir dans les populations un climat d'anxiété. Elle n'exige que de faibles effectifs pour donner l'illusion, à la France et au monde, d'hostilités généralisées. Elle confère une apparence de vérité aux assertions de la propagande d'Ho Chi Minh, qui prétend que les deux tiers du territoire et de la popu-

lation du Viet-Nam sont sous son autorité. Des journaux français et étrangers, peu suspects de sympathie au Viet-Minh, acceptent par scrupule d'objectivité et ignorance des affirmations que l'étude de la démographie du Viet-Nam détruit. De fait, le Viet-Minh contrôle indiscutablement les hautes vallées du nord tonkinois, où la densité n'atteint pas 10 habitants au kilomètre carré.

Au sud d'Hanoï, depuis la perte récente des provinces de Thaï-Binh et Phat-Diem, qui comptent plus de 500 habitants au kilomètre carré, il n'a plus qu'une zone de fort peuplement : la région de Tanh-Hoa-Vinh, entièrement administrée par lui. En Annam encore, au sud d'Hué, le Viet-Minh tient les provinces de Quang-Ngaï et de Quin-Hon, dont les cuvettes côtières comptent 200 habitants au kilomètre carré, tandis que l'arrière du pays est vide.

En Cochinchine, le Viet-Minh est cantonné dans quelques « taches » à l'ouest et au sud-ouest de Saïgon, où il a rassemblé ses bases et ses réserves, et dont le peuplement actuel reste purement artificiel, à cause de l'insalubrité des lieux.

Si l'on veut faire le bilan des occupations de territoires par le Viet-Minh, on voit donc qu'il existe deux secteurs, au sud et au nord d'Hué, dont la libération ne sera vraisemblablement réalisée que par des actions militaires importantes, analogues à celles qui ont rendu à Bao Daï le delta méridional du Tonkin. Partout ailleurs, le Viet-Minh, infiltré dans les provinces ralliées au souverain, ne saurait prétendre les gouverner, parce qu'il y fait régner la crainte de ses tueurs. La guerre qu'il conduit là est économique pour lui. Il suffit d'une poignée de terroristes pour rançonner un village, assassiner les notables. Il suffit de quelques dizaines d'hommes pour miner une route, couper le rail, attaquer un convoi et gêner ainsi nos communications. Chaque jour, à Saïgon, comme dans toute agglomération importante, le Viet-Minh dispose aisément des dix lanceurs de grenades chargés d'entretenir le malaise. Peu lui importe que neuf fois sur dix l'homme ou la femme désignés, pris de peur à l'instant de dégoupiller son engin dans le centre de la ville fréquentée par les Européens, le garde dans sa poche et s'en débarrasse au cœur des quartiers vietnamiens, près d'un cinéma ou d'un marché, tuant et blessant presque toujours ses compatriotes seulement.

Les services de police ne sauraient empêcher totalement ces gestes isolés qui sont très souvent le fait de jeunes gens, fanatisés

ou inconscients. Pas plus qu'ils ne sauraient constamment protéger tous les notables vietnamiens contre l'irruption nocturne d'un assassin qui lâche la rafale de mitraillette à travers la chambre à coucher du « traître, », dont le crime n'est parfois qu'un refus à une demande d'argent.

Ces actes de banditisme se donnent commodément une justification patriotique. Il est évident que leur châtiment ne relève que d'une police expéditive et rigoureuse. Le gouvernement de Bao Daï revendiquait âprement la responsabilité de la sûreté du territoire. L'autorité française vient de lui en transférer les services. Cette décision, qui n'est qu'une des conséquences de l'application loyale par la France du traité qu'elle a signé avec le Viet-Nam, peut avoir rapidement d'heureux résultats, à condition que les agents de Bao Daï égalent en détermination leurs adversaires du Viet-Minh. Car la recherche du renseignement, fondement de cet assainissement, est plus aisée pour une police autochtone, travaillant avec les procédés mêmes de ceux qu'elle pourchasse.

Cela suppose toutefois la confiance de la population dans l'efficacité de la répression et dans la durée du pouvoir qui la conduit. Il existe ainsi un moment d'incertitude où les braves gens pèsent leurs risques, mettant dans le plateau de Bao Daï leur désir de paix, de prospérité et d'indépendance, et dans celui d'Ho Chi Minh le souvenir d'exemples sanglants, châtiant une délation. Ils sont las de cette longue guerre, las d'un régime totalitaire aux exigences croissantes. Mais saura-t-on les protéger s'ils se compromettent ?

Dans les importantes agglomérations, où il existe toujours une garnison, le danger pour les ralliés est limité. Il est grand dans les campagnes, pour les villages éloignés d'un poste. Et cependant la pacification ne se généralisera, gagnant de proche en proche, que lorsqu'aucun homme du Viet-Minh ne pourra se déplacer sans être aussitôt repéré, dénoncé, arrêté même par les milices locales, lorsque tous les yeux d'un village — ceux des pâtres, des fillettes à la rizière, ceux du cultivateur — ne regarderont plus que pour servir l'action de la police.

Alors, pour le Viet-Minh la fin commencera. Chaque mois qui passe l'affaiblit tandis que le gouvernement de Bao Daï consolide ses positions, élargit son rayonnement. Ho Chi Minh vient de décréter le service militaire obligatoire. Il justifie cette décision par la préparation d'une offensive générale. Elle peut tout aussi

bien signifier que les pertes en hommes se sont aggravées au cours des derniers mois alors que des régions peuplées propres à fournir des renforts échappaient à l'autorité du Viet-Minh.

Elle indique en tout cas que la volonté de combattre n'a pas faibli chez l'animateur du communisme vietnamien.

On voit renaître en France, de semestre en semestre, deux illusions également dangereuses : celle de l'efficacité d'une trève permettant de négocier avec le Viet-Minh, et celle d'une entente Bao Daï-Ho Chi Minh assurant la paix au Viet-Nam.

Or, la France a fait deux fois, en 1946, l'expérience d'une trève, au lendemain des accords d'Hanoï du 6 mars, et l'automne suivant, à la fin de la Conférence de Fontainebleau. A chaque reprise des hostilités, nous nous sommes trouvés en face d'un adversaire plus redoutable qui avait mis à profit pour se renforcer le répit que nous lui accordions. Servant alors en Sud-Annam, j'en ai été le témoin direct, et c'est de là que date ma conviction du caractère irréductible de l'hostilité du Viet-Minh à l'égard de la France.

Quant à une association Ho Chi Minh-Bao Daï, elle est aussi impensable que l'union de l'eau et du feu. Un tel expédient verrait la rapide victoire du stalinien Ho Chi Minh qui appliquerait, sans l'ombre d'un scrupule à l'égard de ses compatriotes, les méthodes éprouvées par lesquelles Moscou assure son autorité.

Car Ho Chi Minh est l'ennemi d'un Viet-Nam indépendant au sein de l'Union Française, comme il l'est de la France qui en garantit l'intégrité territoriale. Ho Chi Minh est totalement dénationalisé. Le Viet-Nam est le lieu de son action présente, comme le pourraient être demain l'Inde ou la Malaisie, ou la Corée. Son rôle est celui d'un chef d'avant-garde communiste, d'une orthodoxie certaine, d'une habileté reconnue. Entre lui et nous, le combat est sans merci. Autour de lui, dans son Comité de Salut Public, il a groupé des extrêmistes d'une égale détermination. A tous les échelons de son autorité civile et militaire, il a disposé des relais communistes qui contraignent à l'obéissance les administrations et les troupes. L'ensemble formait jusqu'au printemps de l'an dernier un bloc homogène. Le retour de Bao Daï y a provoqué des fissures que nous nous sommes employés à élargir. Des pans sont tombés, d'autres montrent leurs lézardes.

Mais si marqués que soient les succès militaires des franco-vietnamiens, quels qu'en soient les progrès nouveaux, il subsistera toujours un noyau inassimilable qui mènera la guérilla jusqu'à

ce que nous l'ayons rompu, détruit, homme par homme. Cela demandera du temps, des moyens. Il est évident que la reconnaissance d'Ho Chi Minh par la Chine rouge et par Moscou aura eu, outre les avantages de propagande, des conséquences matérielles immédiates : la fourniture au Viet-Minh des armes prélevées sur les stocks abandonnés par les armées déliquescentes de Chang Kaï Chek. La tâche de nos soldats en sera alourdie. Elle l'est déjà. A ce renforcement de l'ennemi doit répondre une augmentation de nos moyens par l'aide américaine.

On avait pu craindre, ces dernières semaines, qu'un certain messianisme américain, ancré dans son anti-colonialisme, ne discernât point l'incapacité actuelle du Viet-Nam à absorber, puis à utiliser un armement, du matériel dont l'emploi exige compétence et expérience. Le voyage en Indochine de M. Jessup, ambassadeur itinérant de la Maison-Blanche, porte déjà ses fruits : l'aide militaire ira aux forces françaises qui en feront bénéficier la jeune armée vietnamienne, en cours de formation et d'aguerrissement. Lents à s'émouvoir, les Etats-Unis comprennent maintenant que l'Indochine est le bastion avancé d'une ligne de défense, encore à créer. Les forces françaises constituent actuellement la seule défense réelle de l'Occident en Asie.

Si le verrou qu'elles bloquent sautait, rien au monde n'empêcherait le déferlement du communisme sur le Sud-Est asiatique, miné par les cinquièmes colonnes chinoises, actives en Malaisie. Alors, la Birmanie déjà perdue, l'Inde, si profondément vulnérable, se décomposerait. Quant au Siam, à l'Indonésie, ils seraient emportés au premier souffle de la tourmente. Pour se rétablir et préparer la revanche, l'Occident reculerait jusqu'à Suez, jusqu'au Japon, jusqu'en Australie.

Si le matériel américain arrive à temps, nos troupes peuvent interdire l'accès du Tonkin aux Chinois tout en poursuivant la liquidation du Viet-Minh. Le danger immédiat ainsi paré, reste à préparer l'avenir, car il ne saurait être question pour la France d'immobiliser durablement les meilleurs de ses cadres et ses soldats de métier en Indochine. Il s'agit dans le temps le plus bref, de préparer la relève vietnamienne, en étayant le régime national de Bao Daï, en lui fournissant les moyens de créer le mieux-être qui lui garantira, au-delà des enthousiasmes momentanés, l'adhésion profonde du peuple.

GEORGES R. MANUE.

LE POLLEN NOIR

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

— Vous avez eu de bonnes nouvelles de Mme Saint-Rémon, je l'espère, dit après un moment de silence assez étrange, le directeur.

— Très bonnes, Murino, très bonnes.

Il y eut un autre silence pendant lequel Gilbert, cette fois, vit briller le regard inquiet du précieux collaborateur qui savait toujours tout.

— Etes-vous allé la voir ? demanda-t-il.

— Naturellement, monsieur l'administrateur.

Il y eut un troisième silence qui parut matériel à la nature intuitive de Gilbert. « Il doit se passer quelque chose à la maison. Quel air bizarre a Murino ! Mais je ne veux pas l'interroger. Cela manquerait de dignité. »

— Vous voulez travailler encore, monsieur Saint-Rémon ! Il n'y a rien d'urgent.

Le banquier comprit que le directeur lui donnait un conseil. « Mon Dieu, pourquoi veut-il que je rentre chez moi ? Si ma vie n'allait plus être aussi agréable ! »

Il prit les crayons, comme un enfant prend un jouet, pour oublier, pour s'envelopper de plaisir.

— Trois crayons multipliés par douze administrateurs, dit-il, cela fait trente-six crayons. Il faut en compter également trois pour le secrétaire... En vérité, c'est beaucoup, trois crayons neufs pour un secrétaire, mais enfin... de vieux crayons dépareraient l'ensemble des sous-mains... Cela fait donc trente-six plus trois...

(1) Voir *La Revue* des 1er et 15 mars, 1er avril.

égale trente-neuf... Cinquante moins trente-neuf égale onze... Hé... Hé... onze crayons pour moi !

Gilbert se sentit calmé. Murino le regardait avec un respect tranquille. Mais, presque aussitôt, le banquier eut un trouble d'esprit. Cinquante n'était pas divisible par trois. Chaque administrateur recevant trois crayons de couleurs différentes, on obtenait un total de trente-six crayons. Trente-neuf, avec le fâcheux secrétaire. Il restait donc onze crayons. Comment diviser onze crayons par trois couleurs différentes ? Trois multiplié par trois égale neuf... Restaient deux crayons. Et il en aurait fallu trois, un bleu, un rouge, un jaune.

— Murino..., il manque une couleur !

— Non, monsieur. Il manque deux crayons.

— Comment... il manque deux crayons ! J'ai fait mon compte. Il manque une couleur... Deux crayons ne peuvent manquer.

— J'ai fait acheter quatre douzaines, monsieur l'administrateur. Cinquante moins quarante-huit... cela fait bien deux crayons en moins.

— Vous m'avez dit qu'il y en avait cinquante.

— Il y en a cinquante. Mais je n'en ai fait acheter que quatre douzaines. Ils coûtent déjà assez cher, ce n'est pas la peine de les gaspiller. Les deux qui sont en supplément des quatre douzaines, je les ai retrouvés dans mon bureau. Un rouge et un bleu.

Gilbert eut un léger soupir.

— En somme, vous parliez *nombres* et moi, je parlais *couleurs*, mon cher Murino... Mais j'ai constaté, il y a quelques instants, que vous détestez toujours les socialistes.

— Oh ! plus que jamais !

— Et... votre femme ?

— Ma femme ! Que vient faire ici ma femme ?

— Je veux dire, la reconnaîtriez-vous pour une femme si elle avait des opinions socialistes ?

Et Gilbert prit dans la longue boîte une poignée de crayons.

— Ma femme... des opinions socialistes... Oh ! monsieur l'administrateur, cela ne peut se concevoir.

— Cependant, vous avez peut-être observé l'expression de Mme Jobourg, quand elle parlait à Jaurès. Vous savez, Murino, on me dirait que ma belle-sœur est socialiste, eh bien ! je n'en serais pas autrement surpris.

L'air de désolation réapparut sur le visage royal du directeur.

— Une si charmante femme ! dit-il à mi-voix et pour lui-même. Est-ce possible ?

Un accroissement de lumière adoucit les yeux de Saint-Rémon.

— Si charmante que cela ?

— O...oh ! à un point que je ne saurais dire. Elle est venue plusieurs fois me consulter pour de petites opérations. Une telle gentillesse et comme une poésie de voyage dans ses yeux.

— Mais dites donc, Murino, il me semble...

— En vérité, reprit le directeur avec une soudaine violence, une femme ne doit pas avoir d'opinions, et si, par malheur, la mienne en devait avoir, nul doute qu'elles ne fussent pareilles aux opinions de son mari.

Gilbert remarqua le changement de ton, la surveillance du langage. Marseillais, snob, vivant dans la dévotion de la finance, Murino ne pouvait souffrir les plaisanteries auxquelles donnaient prétexte, parfois, son léger accent. Il devenait alors le plus glacé des hommes et prenait le ton de la rue Paradis.

— Si ma belle-sœur vous entendait, dit Saint-Rémon qui tournait et retournait entre ses doigts un Koh-I-Noor octogonal.

Ce crayon jaune, quelle sensation de sécheresse, de maigreur il provoquait au bout de ses doigts ! Cela ne glissait pas comme les crayons bleus et les crayons rouges. « Les sensations lisses, voilà le bonheur ! Geneviève est lisse. Yolande est lisse. Le rebord de ma baignoire est lisse. Avant tout, j'aime les êtres lisses, et c'est pourquoi je n'ai jamais trouvé Thérèse agréable. Il m'a toujours paru qu'elle devait manquer de poli, de rondeurs. Et voilà que Murino et Valentini m'ont l'air tombés amoureux d'elle pendant mon absence ! Ah ! c'est une nouveauté ! Qu'est-ce qui a pu se passer en Thérèse pour la changer comme ça ? »

— Ma belle-sœur était ravissante avec ce béret, vous ne trouvez pas, mon cher Murino ?

— Si j'ose me permettre... on me dirait aussi que Mme Jobourg est amoureuse, eh bien ! je n'en serais pas autrement surpris.

Murino savait jusqu'où il pouvait aller en ces sortes de commentaires. Les limites du conventionnel ne retenaient pas l'administrateur quand on lui parlait des femmes, sauf de la sienne, mais pour les parentes on avait toute liberté.

Il posa un dossier sur le bureau. Gilbert prit un crayon bleu et regarda très attentivement le directeur :

— Amoureuse ? Qu'est-ce que vous me dites-là ?

L'ironie et une curiosité sensuelle brillaient dans ses « yeux de velours ».

— Cela vous surprend, monsieur l'administrateur. Déduction faite... solde débiteur de l'exercice précédent qui s'élève à frs : 18.042.688 et 32 centimes, il reste une somme disponible de frs : 9.164.528,04 dont la répartition suivante et conforme aux statuts vous est proposée... A la ligne... Réserve légale...

— Quoi ? Comment ? Réserve légale ? Que faites-vous, Murino ? Me parlez-vous de la Banque ou me parlez-vous de ma belle-sœur ?

— Mais... Monsieur... Nous avons du travail. Il est bientôt cinq heures..., et vous devez aller voir à six heures Mlle Yolande.

Cette fois, Saint-Rémon dut faire effort pour garder son impassibilité :

— Comment savez-vous que je dois aller voir Mlle Yolande ? Cela n'est tout de même pas écrit sur ma figure !

Murino eut un élan méridional :

— Je vous demande pardon, Monsieur, c'est écrit. Vous avez l'air très en forme... et vos yeux brillent. D'ailleurs, nous sommes mercredi. Or, comme vous êtes resté absent beaucoup plus longtemps que vous ne l'aviez dit, et pour une raison qui ne m'est pas connue, ajouta Murino prenant un air vexé, je ne crois pas me tromper en affirmant que vous avez l'intention d'aller voir si Mlle Yolande est toujours en bonne santé. Je dirais donc..., réserve légale...

— Ecoutez, mon bon Murino, vous seriez gentil de me ficher la paix avec votre réserve légale. Pour la rédaction du rapport, vous verrez Valentini.

Gilbert était surpris, quelque peu inquiet. Comment avait-il pu ainsi se livrer ? Cela remontait au dernier printemps. Exalté par les souvenirs que lui avait laissés Yolande, il s'était laissé aller à parler d'elle devant Murino, fou d'espoir d'une pareille aubaine. Gilbert savait que le directeur souhaitait d'entrer au conseil d'administration de la banque.

Sur un ton doux, car cette mystérieuse crainte que lui inspirait Geneviève le portait aux remords :

— Mon cher Murino, que devez-vous penser de moi ?

— Mais je n'en pense que le plus grand bien, monsieur l'administrateur.

— Hélas ! Avez-vous raison ? Je me le demande. Et tenez,

justement, à propos d'elle, ma belle-sœur cite un moraliste, heu..., attendez donc, cela commence par Vau.

— Vauvenargues, dit Murino avec calme.

— Ah ! c'est ça, Vauvenargues. C'est très bien, Vauvenargues. Il dit : « On ne connaît que l'écorce. » Ah ! si vous me jugez sur l'écorce, Murino, ça ne doit pas être brillant. Mais sous l'écorce, il y a des trésors de tendresse et de droiture.

— Je le sais, monsieur l'administrateur.

— Et je vais vous dire autre chose, Murino. Je suis merveilleusement fidèle sous l'écorce. Aucune liaison. Pas de femme dans ma vie. La mienne *über alles*.

Murino fit une grimace, comme au moment où l'on avait parlé de Jaurès, car il détestait l'Allemagne.

— Donc, pas de femme, reprit Gilbert. Seulement *des* femmes. C'est beaucoup plus loyal. Quant à me dire que ma belle-sœur est amoureuse, alors, là, je vous arrête. L'écorce vous trompe. Ma belle-sœur ne saurait être amoureuse que d'elle-même. « Elle se croit », comme on dit. C'est un bas-bleu, une intellectuelle. Les hommes ne l'intéressent pas, je le saurais depuis longtemps, moi !

— Quelle fine psychologie ! dit Murino jouant l'admiration.

« Jamais il n'aura son fauteuil au Conseil, pensa Gilbert. C'est trop délicieux de l'avoir tout le temps là. »

Préoccupé d'organiser ses sensations, il avait fait une remarque dans les premières années de sa jeunesse : « Tous les êtres font souffrir. » Et c'était parce que Florentin Murino, alors directeur de l'Agence de Rouen lui était apparu comme le plus doux, le plus commode et le plus lisse de tous ses collaborateurs qu'il l'avait fait nommer à la direction de Paris.

— Tout ce que je viens de dire doit vous choquer, vous le catholique intransigeant.

Murino éleva ses belles mains en un geste de prélat :

— Un véritable catholique ne doit être intransigeant que pour lui-même.

— C'est admirable ce que vous dites-là, Murino !

Gilbert fit tourner le crayon rouge et se laissa aller à une molle rêverie. Avec le directeur, il allait plus loin que l'écorce, il allait même jusqu'à l'aubier. Or, Murino n'avait pas à se plaindre : à cinquante ans, il était directeur de la maison-mère. Dans l'esprit du financier, cela constituait pour un *subordonné* le bâton de

maréchal. Mais dans l'esprit de Murino, et surtout dans celui de sa femme, cela n'était qu'un étrier.

Ce crayon rouge, qui roulait entre ses doigts évoquait pour Gilbert le rouge des lèvres de Yolande. Il le regardait avec une nuance de sensualité. Il reprit :

— Oui, admirable en tous points. Le général de Chalendray serait heureux de vous entendre parler ainsi. Mais, hélas ! le pauvre !

Il se fit une rétraction dans les prunelles de Murino qui se tenait pourtant sur ses gardes.

— Le pauvre, dites-vous, Monsieur ? A-t-il des ennuis ?

— De gros ennuis, répondit Saint-Rémon pour faire durer le plaisir.

— Argent ?

— Oh ! non. Le général a les reins solides. Enfin, si j'ose dire... Car, justement ce sont les reins qui ne vont pas. Pendant que j'étais à Lisieux, la générale m'a écrit. Sainte femme ! Quel dévouement !

— Le général est malade ?

— Très.

— Mais... quoi ?

Gilbert goûtait le plaisir d'être un dieu, lui aussi, un dieu qui pouvait changer en administrateur un subordonné.

— Urémie ! répondit-il, avec un air de désolation. Il ne passera pas le printemps et je me demande même s'il pourra assister à notre prochaine réunion du conseil.

— Monsieur l'administrateur, puisque vous pensez à la prochaine réunion du conseil, permettez-moi de vous rappeler qu'il nous faut un nouveau chef pour notre service d'études. Quelques clients, déjà, se plaignent de l'insuffisance de ce service. On leur a fourni sur certaines valeurs des renseignements qui se sont révélés faux. C'est ennuyeux, surtout en ce moment où la clientèle est un peu nerveuse.

Aussitôt Gilbert pensa au lancement des actions de l'*Omnium-Crédit*. « Un siège dans cette affaire, voilà ce que je vais lui promettre et lui donnerai. C'est la solution. Nous serons douze, comme ici, comme les douze apôtres ! »

— Ainsi..., vous ne trompez jamais votre femme ! dit-il, ne se souciant nullement de répondre sur la question du service d'études, car il avait déjà fait son choix.

— Mais... mais...

— Savez-vous ce que m'a dit le général de Chalendray à la dernière séance du conseil ?

La curiosité tira des yeux de Murino une lueur.

— Il m'a dit que vous communiez tous les dimanches !

— Et... le général, sans doute, s'est moqué de moi ?

— Oh ! Comment pouvez-vous proférer cette énormité ! Il vous a vu communier parce qu'il va lui-même tous les dimanches à Saint-Honoré d'Eylau. Non, non, pas du tout, le général est très satisfait de vous voir ces dispositions. Nos meilleurs clients sont de cette paroisse. Le général dit que cela fait très bien de vous voir à Saint-Honoré d'Eylau, surtout en ces temps de persécution de l'Eglise.

— Oh ! c'est loin.

— Comment... c'est loin ?

— Je veux dire... Saint-Honoré d'Eylau est loin pour ma femme qui souffre d'une sciatique. Elle rêve d'une église en face de sa maison.

— Cela doit pouvoir se trouver. Je vois des écriteaux *à louer* un peu partout.

— Hélas ! ma femme ne quittera jamais son appartement.

— Il faut choisir.

— Mais... il y a en face de notre maison, un terrain vague.

Gilbert, aux mots « terrain vague », cessa de penser à Yolande, à Geneviève et à l'*Omnium-Crédit*. La maison de Murino était située rue François-Ier, rue paisible et choisie par le directeur parce qu'elle était située dans un quartier noble, en quelque sorte accordé à l'apparence royale de son personnage.

— Et... ce terrain vague... est un grand terrain ?

— Grand ! on pourrait y bâtir une belle église. Et même, j'ai fait pressentir l'évêché par un ami. On serait tout disposé...

— J'irai le voir demain, dit Saint-Rémon. Si je pouvais aider à faire bâtir une église en cet endroit, cela me ferait peut-être pardonner mes péchés.

Et, sans aucune transition :

— Vous avez bien quelques sous ?

— Oh ! si peu, répondit Murino en élevant une fois de plus ses belles mains. Ce n'est même pas la peine d'en parler.

— Cependant... il me semble que Mme Murino...

— L'argent de ma femme n'est pas le mien.

— C'est dommage ; il m'était venu une idée.

— A propos de cette église à construire ?

— Une église ! Quelle église ? Ah ! votre affaire de terrain vague... Mais non, pas du tout... Il s'agit d'une affaire que je vais monter avec M. Nachmann.

— Un israélite, dit Murino avec froideur.

Gilbert posa sa main droite au médius orné d'un brillant sur le premier groupe de crayons.

— Murino, je ne peux pas tuer un des membres de notre conseil d'administration pour vous nommer à sa place. Vous me direz que le général... Mais on ne sait jamais. En principe, un général a la peau dure. Or, je voudrais que vous soyez nommé *tout de suite* administrateur d'une société anonyme. Je sais que cela ferait grand plaisir à Mme Murino. Et puis, j'aimerais bien vous prendre avec moi dans cette affaire de l'*Omnium-Crédit*. Les Nachmann comptent lui donner un très large développement.

— Pour moi, monsieur l'administrateur, je n'entrerai jamais dans une telle affaire !

Gilbert posa la main sur le quatrième groupe de crayons.

— Pourtant... je vous voyais déjà assis dans ce fauteuil. J'avais même envisagé de vous avancer les capitaux nécessaires. Je vous aime bien, Murino.

— Je le sais, monsieur l'administrateur, et croyez que ce sentiment est réciproque. Mais, *moi*, je n'aime pas certaines gens.

Il y avait dans ce *moi* une intention que saisit fort bien Gilbert.

— Moi, je les aime beaucoup, dit-il. En affaire, ils sont très honnêtes, comme les Chinois.

Il regarda Murino. Ces paroles venaient de l'éloigner des idées du directeur mieux que ne l'eût fait un regard appliqué au gros bout d'une lorgnette. Et il goûtait une sensation délicate, nuancée, parce que Murino, dont il connaissait les capacités professionnelles, lui apparaissait absurde en cet instant politique. « O raison fragile de l'homme ! Obéissance aux modes d'idées. Sottise. Erreur. Soyons prudents, lisses... et tout ira bien. »

Il ferma la boîte à crayons, la glissa dans le tiroir de son bureau, prit le dossier que lui tendait Murino.

Et tout redevint plus clair. Il travaillait. Il s'appuyait sur l'esprit sage, honnête, informé de celui qui redevenait pour lui,

peu à peu, le directeur de la banque, l'obéissant *bras droit.* Il se croyait semblable à un général qui, sur un promontoire, se donne une vue cavalière de la bataille :

— Pour ces dépôts à échéance fixe, nous versons deux pour cent d'intérêt...

— Pour les dépôts de six mois à onze mois, rectifia Murino, sur le ton respectueux. Au delà... et jusqu'à trois ans, nous versons trois pour cent.

— C'est bien, Murino.

— C'est raisonnable.

— Et si nous proposions au conseil de verser deux et demi de six à onze mois et trois et demi au delà...

— M. Bragard ne goûterait pas cette plaisanterie.

— Qui sait ?

Gilbert se représentait avec de silencieuses délices la masse d'argent frais que ne manquerait pas de fournir le relèvement du taux d'intérêt pour les dépôts à échéance fixe.

— Le Grand Comptoir ne donne que deux et trois.

On fit des calculs. Cela tournait à une sorte d'enchantement : souscriptions, achats et ventes, escompte et recouvrement. Au chapitre *Renseignements sur les valeurs,* Gilbert trouva un prétexte à diversion, car il sentait que Murino voulait faire nommer un homme à lui.

Ce fut une bonne séance de travail et, à six heures moins le quart, la récompense Yolande était en vue. Gilbert se leva, et il allait passer dans le cabinet de toilette, lorsque :

— Vous n'avez pas dû avoir beaucoup de soleil en Normandie, monsieur l'administrateur ? demanda Murino sur un ton de courtoisie benoîte.

Gilbert était averti de l'arrivée de Murino dans les accores mentales, comme par le ralentissement du navire et de ses oscillations, le voyageur, dans sa cabine, est averti de l'arrivée au port.

— Du soleil ? Oh ! je ne me suis pas rendu compte.

Il se dirigea vers sa pelisse. Murino le suivit, mais s'arrêta à quelque distance. Un homme qui ressemblait à un roi pouvait-il aider un autre homme à enfiler son pardessus ? Le mouvement instinctif de ce subordonné supérieur devant lequel tremblaient les subordonnés inférieurs de la banque, eut été de prendre le pardessus et d'en présenter les emmanchures à Gilbert. Celui-ci se donnait le plaisir de rajuster son nœud de cravate et de tirer

ses manchettes en regardant Murino avec une douceur presque féminine

— J'avais trop à faire, dit-il. Monseigneur est un prélat exquis...

Il avait prononcé le mot *exquis* en le soulignant dans l'air d'un mouvement horizontal de sa main droite au petit doigt levé.

— Voulez-vous m'aider, mon cher...

Il semblait que l'on eût poussé brutalement dans le dos le directeur libéré enfin de son hésitation douloureuse. Il aida celui qui le lui avait demandé à enfiler le pardessus. L'angoisse et le bonheur se disputaient la surface de son visage bourbonnien :

— Monseigneur ! Vous avez vu Mgr de Chabrier ?

— Mais oui, Murino. Il fallait bien... pour mon affaire. D'ailleurs, je ne le regrette pas. Quel homme adorable ! Ah ! vraiment, le qualificatif prince de l'Eglise prend avec lui toute sa valeur.

— Mais... mais... serait-il indiscret de vous demander pourquoi vous avez vu l'évêque de Lisieux, monsieur l'administrateur ?

Gilbert ajustait ses gants de peau crème et les considérait avec un évident plaisir : « Heureusement que j'avais emporté deux paires de gants. J'aurais sali ceux-ci pendant le voyage ! »

— Indiscret ! Oh ! non, mon cher Murino. Ce ne serait pas indiscret, ce serait inopportun. Six heures vont bientôt sonner.

Un sourire passa dans ses yeux.

— ... Et d'ailleurs, cette affaire qui a nécessité plusieurs conversations avec Mgr de Chabrier ne peut pas vous intéresser, vous me l'avez dit..., à cause de certaines gens.

— A... ah ! c'est donc pour l'affaire de l'*Omnium-Crédit* que vous avez été à Lisieux !

Gilbert eut l' « à demain » légèrement protecteur dont il reprenait avec plaisir l'habitude.

II

Le bureau de Saint-Rémon donnait sur une haute et vaste antichambre aux lambris dorés. Une épaisse moquette grenat étouffait le bruit des pas. Il régnait là un silence de temple où la sensibilité de l'administrateur-délégué se baignait furtivement mais avec délice. Et ce vieux garçon de bureau si net, doucement coloré par le calme du lieu, on ne pouvait l'imaginer dans une autre

atmosphère. Dès qu'il apercevait l'administrateur délégué, il se levait, se raidissait dans la pose minéralisée d'un soldat devant le général.

Il venait de s'élancer dans la direction de la porte palière pour l'ouvrir, lorsqu'il se fit une égratignure sonore à la surface du silence.

Un gémissement ? Gilbert entendait un gémissement ! Il s'arrêta. Le garçon de bureau, surpris dans l'ordonnance du rituel, referma la porte. « Chut... » fit Gilbert. Le vieil homme devint aussitôt immobile. Seules étaient encore un peu agitées sa médaille de 70 et sa médaille militaire. C'était la première fois que le patron lui adressait directement la parole, pour lui intimer d'ailleurs l'ordre de se taire et il était dans le bonheur.

C'était un ancien adjudant auquel on ne donnait que soixante francs par mois, car l'on savait qu'il touchait une petite retraite. Il était quelqu'un ce jour-là, pour le patron !

Scandaleux, continu, étranger à l'ambiance comme le cri d'un chat dans une église, le gémissement passait à travers la porte du bureau de M. Valentini.

Gilbert ouvrit la porte, aperçut le fauteuil vide. Le garçon de bureau regardait aussi. Gilbert lui fit signe de retourner s'asseoir devant la petite table, entra dans le bureau et referma la porte. Valentini était étendu sur la moquette et se tenait le front à deux mains.

Gilbert ne se baissa pas. Un geste de sollicitude lui eut paru contraire à sa dignité et d'ailleurs il lui répugnait de toucher le corps d'un homme. Tel un chef d'orchestre appelant l'attention des instrumentistes, il frappa du bout de sa canne le rebord du bureau. Mais cela ne fit pas cesser le gémissement.

— Monsieur Valentini !

Le sous-directeur écarta ses mains, et comme l'on voit luire dans l'ombre les yeux d'une chouette, Gilbert vit les yeux écarquillés le regarder du fond de la douleur.

— Vous êtes souffrant ? Voulez-vous que j'appelle ?

Valentini ne répondit pas et continua de gémir. Il avait toutefois rectifié quelque peu la position de son corps :

— Il faudrait... en finir...

— Comment ! Vous voulez mourir ?

La réponse fut entrecoupée de plaintes :

— Non... non... je veux... vivre. Ah ! qui... me... délivrera... Elles... me tuent !

Gilbert ne pouvait savoir, par le seul renseignement phonétique, s'il s'agissait d'un singulier ou d'un pluriel. Mais ce pronom personnel féminin exerçait toujours un charme sur lui. Aussitôt, le sous-directeur cessa d'appartenir à la catégorie des subordonnés qui travaillaient aux prospérités de la banque. Pour quelques instants il fut un homme avec ses désirs, ses secrets, ses aventures.

Saint-Rémon eut un mouvement vers la porte et l'entrebâilla. Son regard rencontra celui du garçon de bureau. Pourquoi l'ancien adjudant écoutait-il ?

Le temps passait, et cela ne provoquait pas l'impatience du banquier. Au contraire, il lui semblait que le temps le protégeait. Mais il n'aurait pu dire de quoi il était protégé. Il se laissait aller au fil de l'intuition. Il se souvint du tube en cristal à capuchon d'or. Très soucieux de sa santé, de son bien-être et sachant par expérience que les femmes s'évanouissent facilement, il portait toujours sur lui, fixé à sa chaîne de montre, un minuscule flacon de sels. Il ouvrit son pardessus, tira de son gousset tout l'attirail : menu coupe-cigare, porte-mine, cachet pour les lettres, et détacha le flacon.

Valentini parut reprendre un peu de force.

— Là... Là... Là..., dit-il, l'index pointé vers son bureau.

Gilbert ne comprenait pas.

— Tiroir du milieu... Remède.

Ainsi, le banquier montrait de la sollicitude envers son subordonné ! Ses gestes étaient commandés par les paroles que celui-ci prononçait ! « Henri IV eût été bien étonné de voir le grand patron jouer le rôle d'un garde-malade. »

Gilbert ouvrit le tiroir du bureau, aperçut tout de suite le flacon : Adrénaline. « Ha... Ha... Faible tension artérielle. Voilà d'où viennent les migraines. » Mais comme il ouvrait un peu plus le tiroir, il aperçut plusieurs photographies féminines. Sa main se posa sur les images et les éparpilla. Il y avait des yeux charmants, jeunes et tous les visages n'étaient pas vulgaires. Il se fit dans l'esprit du banquier une dérivation des idées conventionnelles. Ses paupières bridées, bien qu'il les eût abaissées à demi, ne firent que rendre plus intense l'éclat de son regard. Chez lui, les images de la sensualité allaient en troupes nombreuses

comme les semnopithèques. Il devint grave. Ses doigts tremblaient un peu.

Il alla prendre un verre et une carafe dans le fond de la pièce.

— Combien ? demanda-t-il.

Les gémissements cessèrent.

— Vingt gouttes, monsieur l'administrateur..., vingt gou... ou... ou... ttes.

Après avoir bu la liqueur et fait quelques inspirations de sels, Valentini se trouva mieux. Il souffrait encore. Son visage étroit, basané semblait pris dans une griffe, mais enfin Valentini pouvait parler. D'ailleurs le seul fait d'avoir absorbé l'adrénaline lui redonnait confiance. Il se leva, chancela, poussa un profond soupir.

— Ne restez pas debout.

Valentini se laissa aller de tout son poids dans le fauteuil qui se trouvait placé devant le bureau. Le brouillard que suspendait encore devant ses yeux la douleur ne l'empêcha pas cependant de voir les photographies dont le banquier avait quelque peu changé la disposition. Il devint plus pâle et, timidement, humblement, parce qu'il n'était pas dans les secrets de la vie privée de Gilbert.

— Vous... les avez vues ? demanda-t-il. Oui, vous les avez vues ! Elles ne devraient pas être ici... Je voulais les emporter ce soir chez moi... Oh ! ma tête !

— Et..., tous les jours, vous êtes ainsi incommodé ?

Les gémissements reprenaient. La douleur ne cédait pas encore à l'effet du remède. Valentini leva de nouveau les yeux vers Saint-Rémon et celui-ci regarda les mains velues appliquées aux tempes. Il vit un singe, tout à coup.

Valentini croyait sa dernière heure venue, sa dernière heure à la banque :

— Vous avez raison... Je ne suis plus en état de vous servir. Elles..., toujours elles !

L'administrateur joignit le bout de ses doigts gantés, appuya son menton sur cette sorte d'accent circonflexe :

— Enfin..., de qui parlez-vous ? Qui sont ces femmes ?

— Celles... du... tiroir.

Saint-Rémon ferma les yeux. C'était souvent sa manière de répondre *oui* lorsqu'il se trouvait en présence d'un inférieur.

Et soudain, il eut l'impression que Valentini allait envoyer tout promener et se jeter à l'eau :

— Monsieur, nous sommes seuls... Admettez un instant... Il n'y a plus d'administrateur-délégué... Il n'y a plus de sous-directeur... Deux hommes... Alors, expliquez-moi, vous qui comprenez tout. Qu'est-ce que la sensualité ? Pourquoi est-elle en nous ?

Valentini se frappait le front du plat de la main pour châtier ce front de renfermer ces honteuses pensées.

— Qu'est-ce que cette folie en nous ? Et si elle n'y était pas, quel bonheur !

Il se leva, marcha en zigzag vers Saint-Rémon qui ne voulait pas avoir l'air d'avoir peur mais songeait de plus en plus à renvoyer ce dément.

— Est-ce ma faute ? Je suis célibataire ! Je ne fais de mal à personne. Quand votre pilier d'église Murino dit que la sensualité détruit les nobles sentiments, il se trompe.

— Il dit cela !

— Il le dit. Cela ne prouve pas qu'il le croit.

Valentini, qui n'observait plus aucune convenance, éclata de rire, et Gilbert sentit confusément que Murino pouvait avoir raison. Le sous-directeur était tout près de lui et avait posé sa main tremblante sur l'appuie-bras du fauteuil :

— Avez-vous à vous plaindre de moi ? Mais, que voulez-vous monsieur Saint-Rémon, je m'ennuie dans l'existence... et leurs regards, leurs sourires. Ah ! terribles et délicieuses créatures !

— C'est une obsession, dit Gilbert. Reposez-vous un peu. Couchez-vous de bonne heure.

Il posa la main sur le bouton de la porte, et, n'entendant plus rien, se retourna.

Il y avait au-dessus du bureau une lampe à abat-jour vert, de forme conique, et qui projetait sur Valentini un rayon d'aquarium. Elle pouvait s'abaisser ou se lever à l'aide d'un contre-poids, et Valentini, pour mieux voir, avait l'habitude d'en fixer la hauteur à peine au-dessus de sa tête. Ainsi, ramassé, parmi les ombres et les blancheurs crues des papiers, hirsute, mal rasé, les joues creuses, les yeux cernés de violet, la bouche humectée, rouge, gourmande, il offrait pour Gilbert non plus seulement une amusante ressemblance avec un singe, mais un curieux rapport de physionomie avec le sauvage retiré sous sa tente. Il ne semblait pas que la souffrance eût disparu. Ses paupières clignaient, sa respiration

était par moments haletante. A son air traqué, mobile et crispé, on pouvait deviner la continuation de l'angoisse.

— Vous devriez prendre aussi un remède au phosphore, dit Saint-Rémon. C'est excellent le phosphore pour ce que vous avez.

Valentini leva les yeux et, tout à coup, le banquier entrevit chez l'homme, non seulement l'esclavage de la sensualité, mais aussi de merveilleuses galeries souterraines. Il semblait que le regard du libertin brillait devant son front comme une lampe Davy.

— Phosphore, monsieur l'administrateur ?

Et, d'une voix qui s'infléchissait avec une douceur inattendue, séduisante, humaine, Valentini ajouta :

— *Phosphores chanteurs !*

Gilbert ne répondit pas. Il éprouvait une tristesse. Il sentait qu'il ne pourrait pas garder ce collaborateur.

— Mais vous n'avez sans doute pas lu Rimbaud, monsieur Saint-Rémon. Mme Vincent Jobourg, elle, a lu tout Rimbaud, et c'est elle qui m'a parlé de ces phosphores chanteurs. Ah ! si j'avais connu Mme Jobourg dans ma jeunesse... mon Dieu ! mon Dieu, je n'en serais pas où j'en suis !

Le banquier regarda plus attentivement encore son étrange collaborateur et il vit briller l'amour du fond de la souffrance physique.

La figure de Valentini changeait. Cette figure changeait comme un arbrisseau que traverse le soleil, et l'être entier de l'excessif amateur de femmes brilla dans cette soudaine embellie. Ses cheveux noirs et frisés qui lui donnaient un air quelque peu métis devinrent les cheveux annelés d'un berger grec. Les rides ondulées de son front, celles qui lui gravaient autour des lèvres on ne savait quelles marques honteuses disparurent comme les rides de l'eau quand ne souffle plus le vent. La joie d'évoquer le nom et la vive silhouette de Thérèse eut sur ses traits l'effet de l'air des hauteurs. Son visage laissa tomber cette écorce moisie : vingt ans de fatigue, de soucis, de débauche et d'égoïsme célibataire :

— Elle est si captivante, Mme Jobourg !

Gilbert s'en alla tout rêveur. « Comment ! lui aussi est amoureux de Thérèse ! Mais qu'est-ce qui leur a pris pendant que je n'étais pas là ? Qu'est-ce qu'ils ont donc tous avec ma belle-sœur ? »

Il trouvait un nouvel attrait à la famille Jobourg qu'il n'aimait guère cependant. Dès qu'il fut dehors, il leva deux doigts.

Henri, le chauffeur, sauta sur le trottoir, et, casquette à la main, ouvrit la portière. « On était mercredi. Le patron était rentré juste un mercredi. On savait ce que cela voulait dire. On irait sûrement du côté de la Madeleine. » Henri prenait un air malin et complaisant sous ses épais sourcils. Il aimait ce patron beau et riche dont il vivait, avec une fièvre imaginative, les plaisirs.

Gilbert vit luire l'encouragement dans les yeux noirs du bon gros chauffeur. Il eut furtivement l'idée de dire : « A la Madeleine. » Il s'avança vers la portière. Mais il se ravisa et dit à mi-voix :

— Je vais faire quelques pas. Suivez.

Il sentit bientôt derrière lui la présence de la limousine. Il aimait sa voiture parce qu'elle était à lui, comme sa femme, comme ses enfants, comme son chien.

Il sortit de la poche de sa pelisse un étui en cuir de Russie, le porta à ses narines, en aspira voluptueusement l'odeur et prit un havane, comme il eût pris un œillet. Il marcha avec plaisir, fumant, lorgnant dans l'ombre mêlée de lueurs les midinettes, imprimant à sa canne une obliquité royale. Il tourna au carrefour de l'avenue Montaigne, de la rue de Marignan et de la rue François-Ier. Cela montait un peu. Il ralentit l'allure. Murino avait raison. C'était un *beau terrain.*

Gilbert, entre les planches de la palissade, aperçut ou plutôt sentit un espace obscur, disponible, vide. Il releva le nom du notaire et l'adresse de l'étude qui se trouvaient inscrits sur un carton cloué au bois. Il referma son carnet de cuir et le garda un instant à la main, car il aimait sentir au bout de ses doigts cette nouvelle possibilité d'acquisition : « Pourquoi faire bâtir là une église, comme le souhaitait Murino quand on pouvait y faire bâtir un bel immeuble de rapport. Intéressant. » Petit bruit du nez : « Koumpf... Koumpf... »

Il marchait toujours avec tranquillité, content de bien respirer et de regarder les femmes, content de sentir derrière lui la limousine fidèle qui n'attendait qu'un signe, lorsqu'il sentit tout à coup une sorte d'arythmie dans ses pensées. Non, vraiment, les pulsations de sa vie intérieure n'avaient plus la même régularité. « Ah ! zut, la pluie. » Il fit un signe. Henri crut qu'on allait enfin vers la Madeleine :

— Il est bientôt sept heures, monsieur !

— A la maison..., mais par le Bois, dit Gilbert qui ressentit

au même instant l'agréable tiédeur de cette peau d'ours dont Henri lui recouvrait les jambes.

Henri, déçu, ne comprenait pas. Et il comprit encore moins, lorsqu'une demi-heure plus tard, le patron fit arrêter la voiture et descendit :

— Je vais marcher encore un peu. Suivez..., doucement.

« Nom d'une pipe, j'ai faim, moi ! » se dit le chauffeur. « Qu'est-ce qu'il a à vouloir marcher comme ça ce soir ? » Il embraya : « C'est vrai que ça sent bon, le bois mouillé ! »

Il appuyait à peine sur l'accélérateur et regardait avec une paternelle admiration la noble silhouette qui marchait dans l'ombre, à pas comptés.

III

— Est-ce que c'est bien ça ? dit Abel. Est-ce que je n'aurais pas dû donner cette lettre à maman ? Ça fait deux jours que je l'ai.

Il était assis à la table ronde placée au milieu de la pièce commune, et bien que sa sœur fût allongée devant le feu, à plat ventre, un livre ouvert sous son visage empourpré, il se sentait seul. Christine habitait un univers où il sentait bien qu'il ne pourrait jamais entrer. Ainsi, toutes les issues étaient coupées. Sa mère, au repos depuis deux jours, avait fait interdire la porte de sa chambre : « Oh ! pourquoi ? Pourquoi ? Je serais resté près d'elle sans rien dire ! »

Le silence était l'ennemi d'Abel, le silence de sa mère, le silence de Christine, le silence de la maison. Et pourtant, cela eût pu être délicieux. Pas de gouvernante ! Les domestiques avaient reçu l'ordre de ne plus monter au premier étage après cinq heures.

— Je sens quelque chose, dit encore Abel. Je ne sais pas quoi. Mais je ne suis plus content. Et puis ça ne me plaît pas que l'oncle Peige vienne ici pour les fêtes. Je ne l'aime pas l'oncle Peige. Il a des yeux qui me font peur. Tiens, donne moi-z-en encore.

Il prit sa tasse, et comme l'on puise à la fontaine, il alla se pencher sur Christine qui, tout en continuant à lire, trempait une brioche dans du chocolat. Il y avait, çà et là, de petites étoiles brunes sur le livre, et sans lever la tête, Christine saisit l'anse de la chocolatière posée sur le parquet.

— Plus bas, dit-elle.

Abel présenta sa tasse au bec de la chocolatière d'argent et

ce fut aussitôt cette odeur annonciatrice de Noël, cette odeur qui aurait pu être si gaie.

— J'adore le Van Houten ! dit Abel dont les yeux étaient devenus tout vifs. C'est chic de dîner comme ça !

— On ne dit pas donne moi-z-en, rectifia Christine qui avait repris sa lecture.

— Je le dis, moi ! Tu n'es pas maman ! Tu ne me parles que pour me critiquer. Tu me laisses toujours seul !

Et aussitôt alarmé de cette réponse discourtoise, il imprima sur la tempe de Christine un rond de chocolat.

— Pourquoi que tu ne me réponds pas... pour la lettre ?

Christine continuait de lire, les mollets levés et les balançant quelquefois.

Elle sourit et le sourire parut se refléter dans ses yeux comme l'hirondelle furtive dans l'eau de la fontaine. Et il est vrai, plus il la regardait, plus Abel tourmenté par le remords, et par le silence de sa mère, avait l'impression que les yeux de Christine étaient tout ruisselants. Il fut jaloux de ce livre :

— Ah ! tu t'en fiches bien de moi !

Il retourna s'asseoir devant la table. Il trempa la beurrée dans le chocolat, se fit une moustache. Mais ayant de nouveau abaissé les yeux sur la lettre, il cessa de manger.

— Est-ce que tu entends ?

Christine lisait toujours. Le livre semblait boire son regard. Abel se mit à parler tout seul :

— A la fin, je n'en peux plus ! Mais c'est surtout ce silence de maman ! Depuis que tante Thérèse l'a ramenée du manège, elle n'est pas sortie.

La limousine de Saint-Rémon s'arrêta devant la haute porte noire à deux battants. Le banquier ne souleva pas tout de suite la fourrure étalée sur ses genoux. Il tira sa montre d'or et se pencha dans la lumière vaporeuse du proche réverbère. « Neuf heures moins le quart. Elle sera peut-être endormie, si elle est souffrante. C'est du moins ce que semblait vouloir dire Henri. »

Il rejeta la couverture et ouvrit la portière. Il aurait pu attendre que le chauffeur eût ouvert les deux battants de la porte et fait la manœuvre. Or, cette manœuvre lui donnait toujours un léger agacement, et il voulait goûter une dernière fois le plaisir de humer l'odeur de la nature qui serait aussi l'odeur de son jardin,

de son gazon, de ses plantes. « Et, dans quelques mois, l'odeur des lilas, des pervenches, l'odeur de la douce Bourgogne... »

— Entends-tu cette fois, Christine ? Réponds-moi ! C'est l'automobile ! C'est papa !

Abel était debout, la lettre à la main :

— Mon Dieu, tu vois. C'est ce que papa écrivait dans sa lettre ! Il annonçait son retour, et maman ne sait pas qu'il revient. Elle dort. Mon Dieu ! quand elle saura que j'ai gardé la lettre !...

Il se tenait près de la porte, un peu balancé par l'hésitation et la peur comme une herbe dans le courant :

— Il faut que j'aille la mettre en bas, sur le plateau d'argent. Papa la verra...

Il ouvrit tout doucement la porte et, marchant sur la pointe des pieds, alla coller son oreille à l'autre porte refermée sur un mystère qui l'effrayait. Il n'entendit rien. Il se glissa dans l'escalier : « Oh ! ces escarpins qui craquent ! »

Geneviève avait perdu conscience depuis une heure. Ses cheveux répandus sur le drap et qui remuaient comme sous la douce palpitation d'une vie qui n'aurait pas été sa propre vie, mais celle d'une bête amicale et confiante, étaient doucement éclairés par la veilleuse aux lueurs de sanctuaire. Couchée sur le côté, la main droite glissée sous l'autre oreiller, elle laissait entendre parfois une légère plainte, pareille à celle d'une enfant malade. Non loin d'elle, trop près d'elle, jeté sur le tapis, un gant de Suède blanc montrait la paume, et comme il y avait un peu d'air dans le gant, cela, dans le rêve surtout, ressemblait à une main coupée. Sur la table de chevet, le portrait de Maximilien Jobourg, fixé dans le temps, regardait Geneviève rouler dans la vague du songe.

Car elle roulait un peu. L'âme volatile, emprisonnée dans ce corps souffrant, assailli de visions, cherchait à se libérer du flot où tournait et se retournait sans cesse le gant de femme qu'elle avait trouvé, quelques heures plus tôt, dans une poche d'un veston de Gilbert et qui lui envoyait dans le sommeil un effluve complice et voluptueux...

Même endormie, elle souffrait encore de recevoir le parfum de ce gant révélateur. Elle glissa de nouveau la main sous l'oreiller...

Gilbert était en bas, tout mouillé, le col de la pelisse relevé, immobile devant le plateau d'argent sur lequel était posé sa dernière lettre à Geneviève. En haut, penché sur la rampe comme au-dessus d'un puits, Abel regardait son père, le cœur battant. Et il se demandait pourquoi son cœur battait ainsi, car il n'y avait pas de quoi. Mais c'était ce silence de la chambre maternelle, ce silence qui durait depuis deux jours. « Le voilà ! »

Il aurait voulu s'élancer vers son père, et pourquoi, ignorant de tout, naïvement effrayé, touché par il ne savait quel moment du destin, ne le pouvait-il pas ? Il recula jusqu'à la pièce commune et laissa la porte un peu entrebâillée. Il entendait le souffle de son père et le léger froissement du papier entre les doigts. Son père tenait la lettre qui n'avait pas été ouverte. « Est-ce que je vais être obligé de mentir ? Maman m'a défendu de mentir. Qui est-ce qui n'aura pas donné la lettre, alors ? »

Geneviève ouvrit les yeux et la représentation du monde ne fut pour elle, tout d'abord, que cette lueur couleur d'orange, couleur d'enfer. Où était-elle ? « S'a...né...an...tir... » Mais le parfum du gant se leva comme *l'un de ces démons qui arrivent toujours en troupe*. Il fila sur le drap, se glissa dans le corps de Geneviève et se mit à sonner de la cloche dans cette tête en feu. En même temps il poussait un petit cri et il chuchotait à l'oreille de Geneviève : « Revolver... Quand je serai en voyage... Le quartier n'est pas sûr encore. »

Mais ce n'était pas le démon qui venait de pousser ce léger cri, c'était la porte. « On entrait ! » Quelqu'un entrait, et l'on pouvait voir se refléter le visage dans la psyché, à gauche du lit, le visage que venait d'embrasser la femme nue à la cravache. « O... les yeux rieurs et menteurs, dans la glace ! » Est-ce que Geneviève rêvait encore ? A gauche le visage... A droite encore ce visage coloré par la lueur infernale et qui s'avançait... « Le corps ! Ce n'était plus seulement un visage. » Elle voyait aussi un corps sombre, mouillé, des doigts qui tâtaient l'air chaud.

La main de Geneviève n'était plus tout à fait sa main, elle était aussi la main du grand-père Portalègre au sang stimulé par l'origine espagnole. Et la femme du banquier referma les doigts sur cet objet dur que recouvrait l'oreiller. Elle retira sa main alourdie. Elle leva le revolver, et ce fut moins son doigt que l'âme ivre de jalousie et lancée en avant qui fit pression sur la gâchette. Il y eut une lueur brève, un claquement, comme celui

du fouet au manège et aussitôt un cri. « Mais qu'est-ce que c'était que ce cri ? Ce n'était pas Gilbert qui venait de crier, c'était !... »

Elle rejeta les draps. Elle bondit. On n'avait pas tourné la crémone et la fenêtre s'ouvrit sous la pression du courant d'air provoqué par Saint-Rémon qui n'avait pas refermé la porte.

— Abel !... Mon amour !... Mon chéri !... Qu'est-ce que tu as ? Qu'ai-je fait ? Abel !... Abel !... Abel ! ! !

Le vent appliquait la chemise de Geneviève à son corps non plus roulé par la vague du songe mais par une douleur qu'elle ne pouvait pas garder, qu'elle criait, qu'elle aurait voulu sortir d'elle-même, comme son sang. « Là... du sang... »

— Regarde-moi ! Réponds-moi !

Les yeux d'Abel brillaient, comme deux petites étoiles, du fond d'une nuit immense où roulaient des brouillards. Cela ne dura que quelques secondes, juste ce qu'il avait fallu de temps à Saint-Rémon rentré dans sa coquille mentale au bruit du coup de feu.

Il ne doutait pas. Cette balle lui avait été destinée. « D'abord, la lumière ! » Il tourna le commutateur et vit les grands yeux de Christine dans l'encadrement de la porte. « O...oh ! ces yeux qui ne cillaient pas ! »

— Le docteur Joram... tu sais... A côté...

Christine sauta dans l'escalier à se rompre le cou. Elle se heurtait aux meubles. Elle tomba sur la terrasse et parut reprendre plus d'élan d'avoir ainsi touché le sol, mais les genoux saignaient.

Geneviève, assise sur le tapis, serrait l'enfant contre elle comme pour empêcher le dernier souffle de s'envoler. Il y avait une griffe sur son visage tiré par le bas, livide, illuminé par le regard d'un autre monde ! Elle ne voulait pas lâcher Abel tout gémissant et dont la tête lourde retombait en arrière comme celle d'un perdreau tué.

— Je veux mourir avec lui !

— Chut... Je vous en prie... Geneviève !

Et l'homme à argent, l'homme douillet, malin, qui ne croyait guère à Dieu, aux hommes et aux idées du temps obéit à l'instinct de sa nature heureuse et pacifiante :

— Je vous en prie, laissez-moi faire, chérie.

Il regardait Geneviève cramponnée à l'enfant blessé. Il la regardait avec crainte, avec amour, avec bonté. « Cette épaule nue... »

— Passez un peignoir. Le docteur va être là.

Il prit l'enfant.

Geneviève chancela dans son recul et entendit sonner sa tête contre le mur. Ses dents claquaient. Gilbert portait son fils avec une anxieuse précaution :

— Petit chéri... Mon Dieu !

Son chapeau était tombé. Dans l'agitation qu'il avait eue pour libérer Abel des mains de la mère, ses cheveux ondulés d'un blond d'automne lui étaient retombés sur les yeux, et ainsi, ne pouvant relever ces mèches, mouillé, hirsute, rendu véridique par l'angoisse qu'il éprouvait, il marchait encore plus lentement. Geneviève eut une crispation du visage et des mains, lorsqu'il étendit Abel sur le lit.

Le rideau que soulevait le vent était comme un grand signe et Geneviève, saisie dans l'épouvante, eut un regard pour lui : ce signe que le passé inconnu était en train de lui faire. Elle entendit de nouveau la voix douce de l'homme revenu :

— Ma chérie... bouillir de l'eau... salle de bain... Gaze dans la petite armoire...

Elle voulut bouger. Elle ne pouvait pas. Elle se sentait collée au mur. Il lui semblait qu'elle était un arbre foudroyé. « Bouillir de l'eau... Mais que fait donc le docteur ? Dieu ! Dieu ! cet homme agenouillé là-bas, ce dos, ces cheveux emmêlés et cette voix, toujours cette voix caressante : « Bien sage, mon petit chéri... Tu n'as pas trop mal ? Nous allons te soigner... Je t'achèterai tous les jouets que tu voudras... »

Abel gémissait et son père se pencha plus encore. Geneviève paralysée, clouée au mur par son acte et par sa douleur, vit le père embrasser la main crispée de l'enfant plusieurs fois, du bout des lèvres, avec une délicatesse infinie. Et ce fut un cri de l'enfer qui monta du plus profond d'elle-même, un cri que l'on n'entendit pas, car elle ne pouvait réprimer le claquement de ses dents. « Mon Dieu ! je vous donnerai tout si vous le sauvez ! »

Elle ferma les yeux, tomba à genoux, entendit encore la voix :

— Ta maman te soignera bien. Elle sera toujours près de toi.

... Et tout à coup, sur elle, une sensation de soyeuse tiédeur. Gilbert avait pris le peignoir jaune soleil et l'étalait sur les épaules de sa femme :

— Relevez-vous, mon amour. Le docteur est là. Pauvre chérie... C'est de ma faute... Je suis entré trop doucement... Vous avez cru que c'était un cambrioleur.

Elle ne vit pas le docteur Joram. Il lui sembla qu'elle rêvait le docteur qui ressemblait à un personnage de la Bible au moment de la prise d'Aï, quand Josué avait désigné la ville avec son javelot. D'où viennent les pensées ? Pourquoi celle-ci et pas une autre en un pareil moment, au bord de l'abîme ? A cause de ces espèces de manchons de cuir que portait aux jambes le docteur ? Au dernier Réveillon, elle avait invité M. Murino, le directeur de la Banque, si gentil, si courtois, et elle se souvenait, en regardant le docteur Joram avec une fixité somnambulique : M. Murino avait dit : « Je n'aime pas Joram ! » La veille de Noël, en buvant du champagne ! Elle regardait Joram, dont Gilbert, lui, avait toujours apprécié le savoir, elle le regardait comme le naufragé un feu qui s'approche ! « Est-ce que le temps ne s'arrêterait pas un jour ? Mon Dieu ! arrêtez le temps en moi ! » Un voile sur les yeux... L'épaule de Christine... Elle pose la main sur l'épaule de sa fille encore haletante et qui regarde aussi le docteur, et qui s'échappe sur un signe du docteur, va prévenir Julienne dans la salle de bain :

— L'eau ! Les pansements ! Venez vite, Mademoiselle !

Mais elle ne peut continuer. Les larmes embrouillent ses paroles.

Et Geneviève, les yeux clos, les mains jointes, encore une fois, encore une fois : « Mon Dieu ! Sauvez-le ! Je vous donnerai tout ! » Le silence. Un arrêt du temps :

— Presque rien, Madame... Blessure en séton au cou... Néanmoins..., je crois..., section du nerf spinal... Suture nécessaire... Quelques jours de repos à la clinique...

Et le fleuve reprit sa marche. Et les pales de la grande roue se levèrent de nouveau, ruisselantes.

Geneviève courut se jeter au chevet d'Abel. Mais ses mains n'osaient pas toucher le corps de l'enfant où s'était logée la souffrance imméritée qui ne serait, ô bonheur ! que la souffrance et pas la mort. Elle et son fils, baignés par cette fraîcheur de la vie !

Elle riait, pleurait, criait.

— Mon doux chéri ! Mon ange... Oh !

Elle appuyait sa tête sur l'oreiller, tout à côté de la jolie tête immobile qui se lèverait bientôt dans le courant, elle le savait enfin. Dieu l'avait voulu !

— Je ne te quitterai plus jamais ! Je te le jure ! Mon Abel !

Elle se haussa, et, sur la tête bouclée appuya sa bouche avec des paroles aussi, des paroles chuchotées du fond du cœur que les deux hommes émus, surpris comme au seuil d'un royaume

dont ils n'avaient pas les clés, ne pouvaient pas entendre. Elle ruisselait de joie, comme l'arbre en fleur après l'orage, et il y avait beaucoup de fleurs tombées.

Elle leva la tête comme pour prendre à témoin de ce bonheur tout l'univers et ce que son regard débordant rencontra, ce fut le visage de la Bible aperçu de bas en haut, cette courte barbe noire, ces yeux luisants d'intelligence et de savoir. En un mouvement de lionne qui provoqua chez Gilbert, craintif, timide, là-bas dans son coin, une légère rétraction, elle saisit la main du docteur, la porta à ses lèvres, y appuya ses lèvres en murmurant :

— Merci ! Merci !

Aussitôt, elle entendit, lointaine, et qui ne pouvait plus faire dériver le bouillonnement de l'ivresse, la voix de Gilbert :

— Calmez-vous, Geneviève. Maintenant, nous allons faire porter Abel à la clinique du docteur Joram. Il y a un très bon chirurgien.

Qu'est-ce que c'était que cette voix ? L'affreux charme était rompu. Il y eut un moment où elle se pencha sur le lit, dans cette merveilleuse lumière qui venait d'elle, de sa joie, de sa certitude. Il y avait un amour immense dans ses yeux noirs, un amour qu'elle versait sur le jeune corps. « Elle aiderait. Elle tiendrait la tête. On viendrait avec une civière. Elle se ferait donner une chambre à côté de celle de son fils. Et, pendant l'opération, qui ne serait presque rien, le docteur venait de le dire, elle ne cesserait pas de prier. » Elle aperçut confusément Julienne et dit :

— Ma petite valise bleue. Vous m'apporterez demain le reste à la clinique.

— C'est une chance que votre fille m'ait trouvé, monsieur Saint-Rémon. Il n'y avait pas un quart d'heure que j'étais rentré de la chasse.

— Ah ! vraiment... De quel côté ?

— Sologne.

Que Geneviève aimait cette Sologne, ce petit docteur tout rond et qui était en train de dire qu'il n'y avait rien de mieux que la chasse pour perdre du poids. Aurait-il parlé de chasse en un pareil moment s'il avait éprouvé la moindre inquiétude ?

Elle entendit la voix du chauffeur et celle du valet. On ouvrait la porte en bas. C'était la voiture de la clinique.

Elle passa dans la salle de bain pour s'habiller.

— Ne bouge pas, mon petit, ne bouge pas.

C'était toujours cette bonne voix réchauffante du docteur.

— Vous avez raison, Geneviève. Il vaut beaucoup mieux que vous passiez à la clinique. Nous nous verrons demain matin.

Gilbert, debout dans l'encadrement de la porte, arrangeait tout cela à son idée. « Il l'avait échappé belle en somme, et qu'aurait-il fait si Abel avait été tué ? » Il refusa de se donner cette nouvelle angoisse. Il avait ramassé le gant de Yolande et le pétrissait au fond de sa poche. « Ainsi, Geneviève savait ! La crise était venue de là. Mon Dieu ! quelle femme ! Quel tempérament Jobourg ! Et dire que je pourrais être mort ! »

— Il vous faudra du repos, un changement d'air. Un peu plus tard, si vous voulez, quand Abel sera guéri, nous ferons un petit voyage. En Italie par exemple, avec les enfants. Est-ce que cela vous plairait, ma chérie ? Moi, ça me plairait beaucoup... Ne pas vous quitter pendant une quinzaine de jours... ce serait délicieux...

Et ce fut pour Geneviève, tout occupée de choisir parmi celles que venait de lui porter la gouvernante, les chemises les plus jolies, les plus fines pour Abel, une éclairante surprise.

Il y a une magie en nous, une magie de sentiments. Soudain, sans aucun signe annonciateur, cet être auquel toute l'âme s'accrochait, dont elle tirait sa joie, sa force et sa douloureuse distorsion, se détache de nous, se défait, se dissout dans l'indifférence parce que d'autres yeux attirent et fascinent cette âme. « Abel ! Mon Abel... Tu vivras, mon enfant chéri ! »

— Répondez-moi, Geneviève. Est-ce que ce voyage vous serait agréable ?

Elle tourna la tête vers lui. Il lut la fin de l'amour et le commencement d'un autre amour dans les yeux étincelants.

— Nous verrons... Nous verrons... Laissez-moi passer. Vous n'entendez donc pas que le petit m'appelle ?

Il s'écarta, prudent.

Elle prit sous le bras le costume marin d'Abel, celui qu'entre tous les autres costumes elle préférait parce qu'il lui rappelait l'air salubre du pays natal, et, passa devant Gilbert, sans le voir, ailée de bonheur, comme Thérèse, le jour de son premier rendez-vous.

GUY MAZELINE.

ARABES ET ISRAËLIENS

Autour de la Syrie et du Liban, en deux décades, le Moyen Orient s'est transformé. On mange encore le chameau ; on ne le monte plus. On a sauté par-dessus la bicyclette et quelques autres étapes du progrès. Tel chef nomade, qui n'a pas encore quitté sa tente, y gare déjà une Chrysler. Le chemin de fer lui-même, inconnu en 1910, est, en 1950, presque relégué. Pour aller d'une ville à une autre, on prend place, non dans un autocar, mais dans un de ces somptueux taxis américains qui quittent la Grande Mosquée de quart d'heure en quart d'heure : on est mollement assis, le moteur se fait oublier, et le désert défile au son d'une musique arabe. Ou bien, on arrive plus vite encore, par un de ces avions qui transportent côte à côte religieux, religieuses, hôtesses de l'air, danseuses internationales, Syriens, Persans, Hindous, Anglo-Saxons, Bédouins enrichis, où une partie des passagers ne mangent pas de bœuf, une autre pas de porc, où il y a peu de femmes et beaucoup de robes, et où chacun, par son vêtement, déclare aussitôt ses couleurs.

L'Irak a été, au lendemain de l'établissement du mandat britannique, le théâtre de rebellions sanglantes. A elle seule, celle de l'été 1920 a fait dix mille victimes et coûté à la Grande-Bretagne, en trois mois, trois fois plus qu'elle n'avait dépensé en trois ans pour soutenir la Révolte arabe. Cette hémorragie a porté le dernier coup à l'ancienne politique coloniale britannique. En 1919, Lawrence écrivait à Lord Curzon : « On peut conduire les Arabes partout sans user de la force *si c'est théoriquement bras-dessus bras-dessous* ». Et il ajoutait : « L'avenir de la Mésopotamie est si grand que, si elle est amicalement à nous, nous pouvons par son moyen faire pencher tout le Moyen Orient ». La Mésopotamie, c'est l'Irak (et, par extension, la Transjordanie). Londres y exerce maintenant son autorité, non par des hauts

commissaires ou gouverneurs, mais à travers des roitelets arabes. Le peuple reste pratiquement soumis à l'Angleterre, mais celle-ci lui donne, en s'inclinant devant un rejeton du Prophète, une satisfaction d'orgueil compensatrice. L'occupation militaire subsiste, mais elle est allégée par l'application d'un peu de flatterie au bon endroit. En Irak, le mandat a été remplacé par des traités de plus en plus libéraux (1). En Transjordanie, le système s'est encore perfectionné. On a inventé de toutes pièces un Etat, et au lieu de lui demander une base militaire, on lui a fait cadeau d'une armée, la Légion arabe de Glubb.

En 1921, à l'arrivée du roi Abdallah, Ammane n'était qu'un village tcherkesse. Cette capitale, maintenant, s'étend, comme Rome, sur sept collines. Sur la première on ne voit que trois palais : celui de Sa Majesté, celui de la négresse favorite, et celui du ministre d'Angleterre. Ainsi, tout est clair pour le nouvel arrivant. Sur les autres collines, et dans les ravins qui les séparent, une foule d'Arabes à keffiehs rouges circulent dans le bruit et la poussière au milieu d'immeubles en construction. Le voyageur passe un ruisseau sur une planche, longe des masures et pénètre dans un bel immeuble neuf qui a l'air d'avoir poussé là dans la nuit. C'est une ville du Far-West égarée au Levant. Sa prospérité a été jusqu'ici assurée par les malheurs des autres. Si les armées cessent de la traverser, si le flot des réfugiés se tarit, elle s'évanouira peut-être comme un mirage du désert.

Abdallah est un prince soigné et lettré. L'Angleterre lui joue de la cornemuse dans sa capitale et lui tire vingt et un coups de canon quand il se rend à Londres ; mais il n'a pas de budget. Il cite Mutanabbi et compose des pastiches ; mais ses vues politiques sont étroitement personnelles. Il multiplie les déclarations maladroites et les intrigues tortueuses, si bien qu'en 1949 l'Angleterre ne le juge plus capable de présider aux destinées d'une Confédération arabe. Elle change donc de hachémite et transporte la scène à Bagdad. On ne parlera donc plus que d'une fusion syro-irakienne. Remplacé par Abdullilah dans la faveur d'Albion, Abdallah se vexe et le téléphone Ammane-Bagdad résonne de leurs querelles de famille.

A la fin de la première guerre mondiale, c'était le pétrole irakien qui se trouvait au centre des compétitions internationales. Mais

(1) On ne saurait tout prévoir : le dernier, conclu à Porstmouth en 1948, a été rejeté par un sursaut de l'opinion irakienne et attend encore sa ratification.

depuis lors le « combustible liquide » a abondamment jailli en Perse et en Arabie saoudite. Dans ce dernier pays, après d'obscures intrigues et de formidables pots de vin, les Américains ont soufflé le morceau aux Anglais. En 1919, le Chérif Hussein avait voulu amener les Anglais à annuler la déclaration Balfour. Sous cette forme anti-juive, le nationalisme arabe dérangeait le *Foreign Office*. Son ardeur pro-hachémite en a été un moment refroidie. Clemenceau a utilisé ce répit pour imposer la souveraineté de la France à Faysal. Le prince du Nejd en a de son côté profité pour s'emparer du Hedjaz. Hussein, battu, se déclare content : « Je préfère mon vainqueur à une domination étrangère ». C'est précisément ce que l'Angleterre aurait voulu éviter. Quelque temps auparavant, à la Chambre des Communes, un député, surpris de voir Ibn Séoud recevoir tant de livres sterling, demandait ce qu'il faisait pour ce prix, et Winston Churchill, ministre des Colonies, lui répondait : « Il est payé pour ce qu'il ne fait pas ». Victorieux, Ibn Séoud n'a plus besoin de la rente anglaise : les Américains lui en font une plus belle.

C'est un géant de deux mètres, pourvu de soixante quinze femmes. De temps à autre, il dit *Talley* : la femme est répudiée. Il s'exprime par apologues eu maniant un bâton. En 1918, il ne sait pas encore que la terre est ronde et croit que les Américains descendent des Peaux-Rouges. Il habite un château de boue, à créneaux, où voisinent, selon la tradition patriarcale, ses appartements et les bureaux du gouvernement. Il ne lit pas de journaux — il n'y en a pas dans sa capitale — mais se fait raconter deux fois par jour les nouvelles de la radio. Quand il reçoit, d'innombrables serviteurs vêtus d'écarlate ou de citron se lèvent l'un après l'autre « comme un parterre de tulipes agité par la brise » (1). Tel Mahomet, Ibn Séoud aime « les femmes, les parfums et surtout la prière. » Au crépuscule, il écoute, comme une musique lointaine, les versets du Koran chantés par des récitants disséminés dans les corridors du palais. Il préside à La Mecque de vastes Congrès musulmans. Ses sujets appartiennent à la secte des Ouahabites, qui pratique un islamisme puritain, refuse d'adorer des saints, renverse les coupoles (2), trouve la musique perverse, et rêve de tomber en avant — dans l'attitude de la prière — au cours de quelque guerre sainte. Pour leur plaire et pousser ses revendica-

(1) Gérald de Gaury, *Arabia Phœnix*.
(2) « Le meilleur tombeau est le plus humilié », dit le Koran.

tions, Ibn Séoud déclare au lendemain de la Révolte arabe que le Chérif Hussein a « vendu les pays arabes comme une marchandise de rebut ». Mais son réalisme l'amène à tenir compte des Anglo-Saxons. Il dit donc aussi, à l'occasion, que les Anglo-Saxons sont, comme les Arabes, « un peuple du Livre ». Désapprouvant sa modération et décidés à n'en tenir aucun compte, ses farouches Ouahabites continuent à guerroyer contre leurs voisins, les Arabes anglophiles, en priant pour la conversion de leur chef.

Vingt ans plus tard, l'Arabie continue à être défendue contre la curiosité du monde extérieur par son climat, ses déserts, le nomadisme de ses rares habitants. Elle relègue les diplomates étrangers dans le port de Djeddah, dont la touffeur les incite à demander de longs congés. Elle ne les laisse pas souiller sa capitale, Riad, ni sa ville sainte, La Mecque. Quand Ibn Séoud est invité chez les pétroliers américains, il ne se rend pas chez eux, mais auprès d'eux, dans sa tente transportée, manifestant ainsi qu'il reste un solitaire du désert. Pourtant, sa Cour a subi un commencement de transformation. Il y a maintenant deux salles de réception, l'une pour les Bédouins, l'autre pour les Américains. Parmi ses trente-sept fils, dont plusieurs sont ministres, il y a des amateurs de boissons américaines, qui seraient bien embarrassés si on leur demandait de réciter par cœur le Koran.

Le pèlerinage de la Mecque fait toujours recette, mais les caravanes ont disparu : les pèlerins viennent en avion. Sur le pourtour de la péninsule, quelques principicules s'étonnent de voir arriver des juristes américains qui leur achètent très cher, non seulement des fragments de désert qu'ils croyaient sans valeur, mais même le fond de la mer voisine, qu'ils ne savaient pas leur appartenir. Ne sachant que faire de l'or qu'on leur verse — ils n'ont aucun sens social et d'ailleurs leurs sujets épars n'ont pas de besoins — ils l'enterrent dans leurs montagnes. Si cela continue il y aura bientôt un Fort Knox en Arabie, gardé par les derniers Bédouins (1).

Ainsi donc, au Nord comme au Sud, le décor a changé, mais le fond du problème reste le même. Il y a toujours un mythe de l'unité arabe et une grande difficulté pratique de la réaliser, que le général Catroux a fort bien définie : « La division en groupements ethniques et politiques séparés est dans la nature des choses du Moyen Orient.

(1) Aux dernières nouvelles, ils transforment cet or en dollars. L'agitation des spéculateurs occidentaux les gagne-t-elle ?

Elle se trouve dans la géographie qui, les dispersant sur une aire immense, les isole par des déserts dont un seul est traversé par une voie ferrée. Elle est dans les courants économiques qui divergent vers des mers différentes. Elle est dans les réseaux de communications qui ne comportant point d'équipement d'ensemble, ne répondent qu'à des intérêts locaux. Elle est dans l'histoire, car les grands empires arabes du début de l'Hégire n'ont été que des juxtapositions de territoires sans amalgame des populations et sans unification de leur esprit. Et l'empire ottoman, qui a régi ces peuples pendant des siècles, s'est attaché à les faire vivre dans des compartiments séparés. Elle est dans les particularismes qui se sont ainsi créés et dans l'inégal degré de développement et de niveau démographique des divers pays. Elle est dans les compétitions des Etats et de leurs chefs à s'assurer la primauté sur les autres, dans la rivalité des dynasties et les antagonismes de dynastes. »

Tout occupée à chasser la France d'Orient, l'Angleterre y a laissé pénétrer la formidable Amérique, qui finira par la manger amicalement. Il y a peu de temps encore, on n'eût pu concevoir que la Grande-Bretagne admît ou même appelât une tierce puissance dans sa « zone de Monroe » arabe, ni que le gouvernement américain « prêtât son assistance à une puissance qui prétendait se maintenir dans le Moyen Orient contre le gré des populations (1) ».

Au siècle dernier, les Américains avaient fait en Orient des débuts assez modestes, en installant à Beyrouth une Faculté et en irradiant des missionnaires plus préoccupés de religion que d'impérialisme. Pendant les démêlés de Spears et de Catroux, ils ont, en somme, appuyé la thèse des Britanniques. Il y avait seulement entre eux une différence de conviction : les Américains répétaient avec une ferveur naïve les mots d'ordre « démocratiques » que l'Angleterre lançait pour les seuls besoins de sa cause. Pourtant, le pétrole situait déjà Londres et Washington en rivaux. Mais cette bataille des pourcentages ne saurait tourner en hostilités sanglantes et la lutte n'est d'ailleurs pas moins vive entre le gouvernement américain et ses propres pétroliers. Finalement, tout le monde s'entend aux dépens de l'*Irak Petroleum Cy*, et la quantité de pétrole attribuée à la France diminue au lieu d'augmenter.

(1) Général Catroux.

De temps à autre, les dirigeants américains déclarent qu'ils vont manquer de l'huile précieuse. En 1944, Ickes, ministre de Roosevelt, jette un cri d'alarme : les réserves américaines, dit-il, seront bientôt épuisées. Certains pensent qu'il est sincère, d'autres qu'il veut seulement justifier une mainmise plus complète sur les pétroles de l'Arabie. Quatre ans après, tout est changé. Il a suffi d'un hiver doux à New-York pour faire monter les stocks de si impressionnante façon qu'on crie à la surproduction. Cependant, les exploitations d'Arabie et de Perse continuent à se développer, et les Américains arrivent de plus en plus nombreux. Dans les discours qu'ils tiennent, il subsiste un peu de l'ancienne inspiration missionnaire. Ils disent qu'ils vont transformer le Moyen Orient, sans s'occuper de politique, en élevant son niveau de vie. Ils descendent de l'avion avec leurs femmes, leurs habitudes, leurs conserves, posent leur bouteille de whisky sur la table, bâtissent une ville climatisée et y vivent comme au Texas. Autour d'eux, quelques Arabes deviennent mécaniciens, gagnent des dollars, perdent leur religion. Dans l'ensemble, la région ne change pas.

Cependant, à l'automne de 1949, le gouvernement de Washington envoie en Orient un homme d'affaires, Mr Clapp, à la tête d'une mission chargée de mettre en pratique l'optimisme américain. Le président Truman vient d'annoncer un programme d'aide aux pays « arriérés ». A ce seul mot, les suceptibilités nationales se hérissent : on préfère rester pauvre que d'être insulté. C'est un premier écueil à contourner ; les diplomates de la mission s'y emploient. Les Orientaux restent étonnés par les méthodes américaines. On fait chez eux des enquêtes et on leur propose des plans, mais on n'ouvre jamais de négociations. Faut-il donc renoncer aux lenteurs traditionnelles, aux multiples intermédiaires, aux *backchich* ? Des Levantins s'y résignent mal. Mr Clapp reçoit un accueil mitigé. Il est venu chercher des emplois pour les chômeurs arabes. Bagdad, ironiquement, lui offre ses Juifs, Riad décline sa visite, Tel Aviv le loge à l'écart, laissant ainsi planer discrètement la menace d'un attentat. Mais Mr Clapp continue à répéter doucement : « Il faut mettre les oisifs au travail. »

M. Massignon, de sa chaire du Collège de France, répond que le Levant est naturellement pauvre et que cet Américain, en essayant de le faire vivre au-dessus de ses moyens, arrivera seulement à dégrader l'Islam. Pourtant, les Anciens irriguaient. Pourquoi les Modernes ne le feraient-ils pas aussi ? Dans un an ou dans

mille ans. Mr Clapp l'emportera. Ce sera une libération ou un changement d'esclavage, selon que la machine sera employée à soulager la peine des hommes ou à leur imposer, pour satisfaire des besoins factices, des normes de production épuisantes. Demain comme hier, tout dépendra finalement de la qualité humaine de la direction.

Les Russes sont maintenant tout près. Géographiquement, la distance est la même qu'autrefois, mais leur force et leur appétit les rapprochent. On admet généralement qu'au jour « J » ils iront jusqu'au canal de Suez sans tirer un coup de fusil. Déjà les Kurdes, excellents guerriers, une partie des Orthodoxes, une partie des Arméniens sont pour eux. A vrai dire, ils n'ont pas besoin de propagande : il leur suffira de paraître. Tout le Moyen Orient s'apprête à leur offrir la « tasse de café » traditionnelle, en application de la vieille maxime : « Accueille toute puissance plus forte que toi, et reste-moi fidèle dans ton cœur » (C'est-à-dire : « Trahis ce maître à la première occasion »). Aussi, pour les Soviétiques, le problème n'est pas de savoir s'ils parviendront à conquérir les installations pétrolières anglo-saxonnes. Il est plutôt d'empêcher leurs adversaires de les détruire eux-mêmes avant leur arrivée. Si tout va bien, une des tentacules de l'Armée Rouge s'en emparera dans le même temps qu'une autre s'appropriera les belles installations réalisées en Europe Occidentale grâce au plan Marshall. Ainsi du moins en juge-t-on à Beyrouth, Damas, Ammane et autres lieux. Cette conviction ne crée d'ailleurs aucune panique. C'est que la question intéresse, en somme, peu de personnes. Le niveau de vie de la grande majorité de la population est si bas qu'il ne peut guère baisser. Quelques milliers de féodaux et de bourgeois verront seuls la différence. Mais ces privilégiés n'ont jamais eu confiance dans l'avenir. Depuis plusieurs millénaires, ils thésaurisent et cultivent leurs relations d'outre-mer (1). Ils espèrent s'en aller à temps, avec leurs sacs de pièces d'or et leurs femmes couvertes de bijoux, laissant derrière eux, sans trop de regrets, des maisons pauvrement meublées qui ont l'air de nier leur fortune.

Evoquant la Révolte arabe, Lawrence écrit : « Cela sentait le matin, et la fraîcheur du monde à venir nous grisait ». Aujourd'hui,

(1) Il y a, représentées dans toutes les parties du monde, de puissantes franc-maçonneries d'affaires (libanaise, syrienne, israélite) dont l'origine est au Moyen Orient.

cela sent le soir, et les sismographes enregistrent des explosions de superbombes qui décolorent l'avenir.

***

Israël est depuis dix-huit siècles une race qui cherche une terre, qui se réfère à une promesse, qui somme Dieu de l'accomplir. Elle n'a pas voulu être délivrée d'elle-même par Jésus. Elle a blâmé les Chrétiens de payer l'impôt à une puissance étrangère, l'empire romain. Puis elle s'est révoltée et a été décimée. Les survivants se sont répandus à travers le monde. C'est ce qu'on appelle la Diaspora.

En 135, après la destruction de Jérusalem, il ne restait que quelques milliers de Juifs en Palestine. Au Moyen Age, c'est en Occident que la persécution se rallume. Alors le courant de l'émigration juive se renverse : les Balkans servent de refuge. Au XIXe siècle, nouvelle alerte : l'anti-sémitisme vient cette fois de Russie. Mais la Palestine reste en dehors de tous ces mouvements. En 1895, elle ne compte encore que douze mille Juifs. Mais dans le monde entier des victimes de la Diaspora rêvent de s'y rejoindre. Les descendants des vaincus de 135 cherchent moins une patrie qu'une revanche. « L'an prochain, à Jérusalem... » L'empire romain a disparu, mais le retour à la Ville Sainte reste, pour l'avenir, le signe de la dignité reconquise.

En 1914, les Juifs sont déjà quatre vingt dix mille. En 1917, l'Angleterre promet l'organisation d'un « foyer ». Le mot a été prudemment choisi. C'était, dit le rapport de la Commission royale de Palestine en 1937, l'expression d'un compromis entre « les ministres qui envisageaient la création finale d'un Etat juif et ceux qui ne l'envisageaient pas ».

Après la victoire de 1918, les occupants anglais voient arriver « un petit groupe de messieurs juifs en haut de forme et jaquette avec des noms imprononçables et des accents étrangers » (1). C'est la « commission sioniste », qui va se développer en « Agence Juive ». Nul ne soupçonne alors l'importance de l'événement. Dix ans plus tard, une certaine dépression économique se marque, qui arrête l'immigration des Juifs balkaniques et provoque même

---

(1) Kœstler.

une émigration hors de Palestine. A cette époque, les Juifs sont assurés de la tranquillité en Occident : pourquoi songeraient-ils à le quitter ? Ils trouvent même que le sionisme les compromet. La Palestine peut donc être à la fois un Etat arabe, un foyer juif, un mandat anglais, sans qu'aucun drame en résulte.

Hitler va changer le tableau. Ses persécutions provoquent un vaste exode de Juifs, qui déclenche en Palestine le progrès et la haine. Les Arabes, séduits par l'appât du gain, ont d'abord vendu leurs terres aux Juifs, appelant ainsi sur eux le malheur qu'ils dénonceront. En 1938, les Juifs sont déjà cinq cent mille, fiers de leurs dons et exaltés par leurs souffrances. Alors, les Arabes prennent peur. Ils disent qu'ils ne réclamaient pas la haute technique qu'on leur apporte et préféreraient être laissés tranquilles. Mais les Juifs continuent à arriver, organisent des fermes collectives et excluent les Arabes de leur économie dirigée. On voit s'établir, entre les mosquées et les patios, des villages polonais et allemands qui semblent transportés d'Europe.

En 1930, au terme d'une longue suite d'incidents, Austen Chamberlain, Premier Ministre britannique, arrête l'immigration juive et interdit la vente des terres arabes. Ces décisions vont provoquer des conséquences spectaculaires. Le 25 novembre 1940, un bateau de réfugiés que les autorités anglaises ont refusé d'admettre se fait sauter dans le port de Haïffa. Un jeune Israëlite, qui a assisté à la scène, tuera quatre ans plus tard, au Caire, le ministre britannique pour le Moyen Orient, Lord Moyne. La grande vague du terrorisme juif est déclenchée.

Le 31 octobre 1945, le système ferroviaire palestinien est paralysé par une centaine d'explosions simultanées. A Jaffa, à Haïffa, des navires, une raffinerie sautent. Le 30 décembre, l'Agence Juive informe le Haut Commissaire britannique que tout effort de sa part pour empêcher la continuation des attentats serait « futile ». En 1946, la tension s'accentue. Les six septièmes des Juifs d'Europe ont été assassinés pendant la guerre. Aux cent mille qui survivent dans les camps de personnes déplacées, on refuse l'autorisation de s'établir en Palestine. Un navire intercepté doit retourner à Hambourg : l'Angleterre rend les Juifs à l'Allemagne. « Pour M. Bevin, écrit Arthur Kœstler, un foyer est apparemment un lieu où l'on vous défend d'entrer ». A New-York, le maire La Guardia déclare devant quarante cinq mille personnes que si l'Angleterre veut des dollars, elle doit commencer par tenir

sa parole. Bevin, ministre des Affaires étrangères travailliste, réplique que les Américains veulent envoyer les Juifs en Palestine parce qu'ils n'ont pas envie de les recevoir chez eux. En juillet, l'hôtel du Roi David, siège central de l'administration britannique, est détruit par une explosion. On dénombre quatre-vingt onze cadavres.

Le débat est porté devant le Forum universel, mais les arguments ne se rencontrent pas. « Que venez-vous faire chez nous ? disent les Arabes. — Nous y étions avant vous, répondent les Juifs, et puis, on ne veut pas de nous ailleurs ». Le droit historique s'oppose au droit démocratique, le droit à la propriété au droit du propriétaire — et le nombre tend à changer de camp. La question va être tranchée par la force.

Les Juifs se sont dédoublés : il y a, d'une part, les sociétés secrètes qui organisent la terreur, de l'autre, le gouvernement qui condamne cette terreur, mais « ne trouve pas les coupables » et met à profit leurs exploits. L'*outlaw* et le chef d'Etat se serrent la main dans l'ombre. C'est une situation historique intéressante qui invite à un moment de méditation.

Il arrive qu'un faible discerne chez le fort qui l'opprime une secrète déficience qui le rend en réalité, sur tel point précis de la carte, plus faible que lui. L'homme ou le groupe qui a fait cette découverte passe à l'Histoire. Un fil sépare parfois l'échec de la réussite. Vers 1895, les Arméniens ont recouru à « l'action directe » en comptant sur des représailles sanglantes qui déclencheraient l'intervention de l'Europe. Les représailles sont venues, mais l'intervention est restée insuffisante : les Arméniens étaient trop dispersés et les temps n'étaient pas mûrs. En 1944, les insurgés de Varsovie, pris entre l'enclume nazi et le marteau soviétique, ont été, de même, « liquidés ». L'Irgoun, comme vingt ans plus tôt, le Sinn Fein irlandais, a mieux choisi son moment et son adversaire. Dans l'un et l'autre cas, il était possible d'user les nerfs britanniques.

Le 18 février 1947, Bevin, lassé par les attentats et pressé de faire des économies, passe le problème palestinien aux Nations Unies. L'Angleterre refuse de conserver son mandat, elle refuse même de contribuer à imposer une solution quelconque. On tirera donc la Palestine à la loterie de la démocratie internationale. Le 29 novembre, à Lake Success, le délégué de Haïti ayant changé son vote au dernier moment, la majorité légale des deux tiers

se trouve atteinte, et l'O. N. U. décide le partage de la Palestine entre Juifs et Arabes. Les premiers illuminent, les seconds se déchaînent. A Damas, des manifestants désireux de punir les grandes puissances qui ont voté *pour* boivent le vin du ministre de France, brûlent les autos du ministre des Etats-Unis, et, intimidés par les mitrailleuses qui gardent la légation de l'U.R.S.S., saccagent le siège du parti communiste. L'Angleterre s'étant abstenue, sa légation est épargnée. Le ministre en est un peu gêné et assure le lendemain qu'il a découvert une bombe à retardement. Pendant les mois suivants, les dernières garnisons anglaises assistent à l'entrée des volontaires de la Ligue arabe, à l'organisation de la défense juive, à tous les préparatifs de la guerre dont leur départ donnera le signal. A la fin, elles partent sous les huées, vendant leurs armes aux combattants à qui elles laissent le champ libre. Cette fin du mandat britannique n'est pas plus glorieuse que celle des mandats français. L'Angleterre, il est vrai, a paru choisir la date de son départ. En réalité, comme nous, elle cède à la violence, après avoir — comme nous — introduit elle-même son ennemi.

En 1917, Sir Arthur Balfour et le colonel Lawrence s'étaient, sans s'en rendre compte, déclaré une guerre à mort. A la longue, la politique pro-juive du premier n'était pas compatible avec la politique panarabe du second. Ne pouvant les concilier, l'Angleterre a cherché un moyen terme et s'est rendue ainsi impopulaire dans les deux camps. Diverses influences l'ont fait pencher toujours davantage contre les Juifs : indignation contre les procédés terroristes des sionistes, souci impérial de ménager quarante millions d'Arabes plutôt qu'un million de Juifs, prévisions inexactes sur l'issue de l'épreuve de force. Mais elle n'intervient qu'hypocritement — en cédant à l'Egypte des stocks de munitions et à la Transjordanie les officiers anglais de la Légion arabe, en empêchant les Etats-Unis et l'Union Soviétique de faire appliquer par l'O. N. U. des sanctions contre les « agresseurs ».

La guerre qui s'ouvre apparaît d'abord comme la lutte d'un David juif contre un Goliath arabe. Mais c'est un Goliath collectif contre lequel David dispose de tous les avantages de l'unité de commandement. L'adversaire principal, Abdallah, ne souhaite pas écraser les Juifs, mais seulement partager avec eux le gâteau. Ammane et Tel Aviv se trouvent vis-à-vis de la Palestine dans la position historique où l'on a vu souvent Berlin et Moscou vis-à-vis de la Pologne · théoriquement ennemis, mais prêts à se mettre

d'accord aux dépens de la victime. Aussi, au lieu de foncer sur Tel Aviv, Abdallah se dirige vers Jérusalem — le tombeau de son père, la mosquée d'Omar, le rocher où Mahomet passa la nuit en rêve.

Après quelques semaines de lutte, le comte Bernadotte, médiateur des Nations Unies, négocie une trêve qui, en juin, interrompt le combat. Israël en profite pour se faire envoyer de Tchécoslovaquie, c'est-à-dire de l'U. R. S. S., les armes qui lui manquent. Le second round trouve les Juifs renforcés, et les Arabes affaiblis par leurs dissensions. Abdallah satisfait se fige dans Jérusalem. L'Irak, la Syrie et le Liban assistent passivement à l'échec égyptien, et l'Angleterre en profite pour resserrer son étreinte sur le Soudan. Israël s'organise, demande à un consul comment on rédige des lettres de créance, obtient aussitôt la reconnaissance de Moscou. A Jérusalem, les consuls éperdus, ne sachant plus auprès de qui ils sont accrédités, s'entre-téléphonent leurs inquiétudes. Des fils de fer barbelés traversent la ville. Les Juifs sont à quatre cents mètres du Mur des Lamentations. Dans le *no man's land* qui les en sépare, il y a l'immense force théorique d'une autorité mondiale. Est-ce assez pour les arrêter ?

Jérusalem est une ville sacrée où depuis plusieurs millénaires Dieu et Satan se livrent combat. La foi monothéiste en a jailli, mais selon la loi éternelle de la dégradation de l'énergie spirituelle, elle est retombée en fétichisme. Là où s'est révélé le Dieu unique, on voit aux prises, se réclamant de lui, plusieurs racismes haineux. En ce paroxysme de 1948, les forces du Mal paraissent l'emporter sur les forces du Bien. Les Lieux Saints suscitent la convoitise au lieu de l'apaiser. Le passé n'est plus une inspiration, mais une tyrannie. Est-ce pour s'y soustraire que les combattants labourent les cimetières et multiplient les profanations ? Les obus anglais de la Légion arabe font dans la synagogue un massacre de Juifs, aussitôt proclamés martyrs. Les Arabes s'en prennent à ces morts juifs que des familles obstinées cherchent à enterrer de l'autre côté du front, dans la vallée de Josaphat, où aura lieu le Jugement dernier. Les Juifs, de leur côté, hâtent par des représailles l'exode arabe qui les laissera seuls maîtres de la Palestine. Leur mémoire est pleine de « tapis de bombes » américains, de fours crématoires nazis ; aussi les bombardements arabes les font sourire et les souffrances qu'ils infligent eux-mêmes leur paraissent négligeables.

Quatre cent mille réfugiés arabes — qui se disent huit cent mille pour toucher double ration de la Croix-Rouge (1) — quittent la Palestine pour les pays voisins. En traversant le désert, on aperçoit des enfants qui jouent à la barre fixe et semblent plus heureux dans leurs camps que les autochtones voisins dans leurs noires tentes crasseuses. Mais les adultes, désœuvrés, regardent en pensée le champ dont les Juifs les ont chassés. C'est ce champ là qu'ils veulent et non un autre. Ils attendront, même sans espoir. Des trafiquants s'accrochent à eux, comme le pique-bœuf au bœuf, partageant, pour mieux les dépouiller, leur vie austère. Finalement, une partie du lait destiné aux enfants se transforme en yogourth pour les riches. Les réfugiés ont leur part dans ce trafic. Exploiteurs et exploités s'entendent pour rendre aux dons en nature la délicieuse fluidité du numéraire. Ils détournent ainsi vers leurs vices les ressources que les organisations internationales destinaient à la préservation de la dignité humaine.

Et l'O. N. U. ? Plusieurs de ses membres — les Etats arabes — sont passés à l'attaque sans encourir de sanctions. Par contre, ces « agresseurs » en infligent aux « victimes ». L'Irak interrompt le fonctionnement du *pipe-line* qui débouche à Haïffa. Le pétrole continue à jaillir, mais on le laisse retomber. Israël doit faire venir son pétrole du Vénézuela et les 23,75 % de la France diminuent encore un peu plus. Pour avoir préparé un plan de partage qui refuse Jérusalem à Israël, le comte Bernadotte meurt assassiné. Cette leçon ne sera pas perdue. L'année suivante, un médiateur colombien désigné à Lake Success se fait porter malade après avoir ouvert son courrier d'Israël (2). L'O. N. U. s'obstine pourtant à proposer la création d'un petit Etat international où cent mille Juifs et soixante mille Arabes se fusilleraient du regard sous l'autorité d'un fonctionnaire international. A la fin de 1949, Israël répond en prenant pour capitale la ville qu'on lui refuse. La majorité des Arabes, qui, deux ans plus tôt, insultait l'O. N. U. soutient maintenant son point de vue.

Abdallah, cependant, ne se laisse pas intimider. Il annexe les terres qu'il a occupées et vient coucher une fois par semaine à Jérusalem. Là où l'O. N. U. construit en rêve un Etat international,

(1) On a finalement transigé sur le chiffre de 650.000.
(2) Pour ne pas se trouver en état d'infériorité, les Arabes adressent une lettre de menace au président du Conseil de tutelle.

il y a donc, accolées, deux capitales théoriquement ennemies, mais dont les maîtres s'entendent fort bien, contre l'O. N. U. et le reste des Arabes. Un accord direct et public entre eux scandaliserait tout le monde, mais une conversation secrète à Akaba leur convient à merveille, et le remplacement des relations commerciales directes par la contrebande permet de rapides enrichissements ; Chypre est la capitale de ce trafic. Un officier syrien qui ramenait d'Europe des armes pour son pays s'est laissé séduire à bord du bateau par une Judith israëlienne et a détourné le chargement vers Haïffa. Ce scandale-là est public. Combien d'autres sont restés ignorés ? La délimitation des frontières est aussi le prétexte d'intéressantes opérations spéculatives. Le fin du fin est d'acheter à la fois un terrain arabe... et un personnage, qui le fera incorporer à l'Etat juif, où il vaudra davantage. Voilà du moins ce qu'on raconte à Beyrouth en 1950. Connaît-on jamais la vérité en Orient ?

La Ligue arabe n'a pas résisté à l'épreuve du feu. On a beaucoup parlé de jeter les Juifs à la mer, mais les collectes et bureaux de recrutement ont eu peu de succès. Les chrétiens du Liban ont d'abord craint de paraître moins arabes que leurs frères musulmans. Dans tel village, raconte George Fielding Eliot, un notable annonce publiquement qu'il s'engage pour la guerre et reçoit les félicitations enthousiastes de la population. Mais au conseil de révision, le médecin, préalablement soudoyé par lui, le déclare inapte au service armé. Histoire peut-être exacte et certainement symbolique. Ces comédies de villages ramènent à ses véritables proportions la formidable coalition qui, l'année précédente, effrayait le monde.

Arthur Koestler, journaliste de génie qui a passé dix ans à dénoncer tous les terrorismes, expose maintenant les finesses du terrorisme juif. « Une certaine proportion de violence, écrit-il, est inséparable du progrès humain. Sans la révolte des barons, il n'y aurait pas eu de Magna Carta ; sans l'assaut donné à la Bastille, de proclamation des Droits de l'Homme. Plus on chérit les valeurs morales, plus on doit se préserver de l'hypocrisie. La violence est comme l'arsenic : injectée à petites doses, c'est un stimulant pour le corps social, en grandes quantités, c'est un poison mortel. » A Tel-Aviv, où ce Sioniste de l'extérieur fait à intervalles espacés de brefs séjours, mais ne songe pas à s'établir, il règle en expert la dose de poison. Le meurtre de Lord Moyne, c'est bien. Le meurtre du comte Bernadotte, c'est trop. Cette erreur mise à part, Israël a

suivi exactement les prescriptions du nouveau Machiavel, qui lui décerne un satisfecit. Le problème juif, affirme-t-il, est résolu. Israël est maintenant un Etat comme un autre. Les Juifs doivent rejoindre Tel Aviv ou renoncer au Sionisme. Excellente conclusion pour une histoire d'Israël arrêtée en 1949 et datée de Chartrettes. Elle ne saurait convaincre l'observateur de 1950, en Orient.

Koestler professe, selon le vocabulaire de Freud, que les caractéristiques juives sont une collection de complexes nés en réaction contre des pressions extérieures. Il va jusqu'à dire qu'Israël est en train de se développer très vite « dans une direction entièrement non-juive ». Si vraiment Israël se transforme ainsi, c'est sans le vouloir. Koestler lui-même dépeint un pays passionnément attaché à sa tradition, qui se défend contre le cosmopolitisme moderne en imposant une langue négligée depuis deux millénaires, consacre dans ses écoles secondaires onze heures de classes par semaine à la Bible et à l'hébreu classique, et une heure et demie seulement à l'histoire, dont la moitié d'ailleurs est consacrée à l'histoire juive. L'Etat israëlien est laïc et ne songe pas à rebâtir le Temple. Qu'importe, si le culte de l'histoire juive est aussi fanatique que peut l'être une religion ? La seule différence, c'est qu'à Jérusalem les Juifs ne convoitent pas seulement la ville ancienne, mais aussi la ville nouvelle tracée par les Sionistes. Les pressions extérieures auxquelles Koestler attribue avec raison — mais sans en expliquer la persistance — certaines caractéristiques d'Israël subsistent, et le Sioniste agressif d'aujourd'hui s'en fait, dans une certaine mesure, complice. Hier, les Etats conquérants préparaient leurs revendications en poussant leurs sujets à la repopulation. Israël pourra négliger ce procédé trop lent. Son « matériel humain » existe déjà, disséminé à travers le monde. L'Allemagne a presque exterminé ses Juifs et la Russie a enfermé les siens derrière le rideau de fer. Pour l'instant, c'est le petit Yemen qui assure la relève. Mais il y a encore en Afrique, en Amérique et dans les pays arabes des millions de Juifs, qui sont des Israëliens en puissance.

Déjà toute une propagande, justifiée par un commencement de pogrom, représente aux Juifs d'Irak qu'il est temps pour eux d'émigrer s'ils veulent sauver leur vie et leur or. Ils viendront, eux ou d'autres. Pour financer cette immigration frénétique dans un territoire déjà surpeuplé, on pressurera l'aristocratie juive des grandes capitales occidentales. Ces privilégiés qui se plaisent

parmi les Gentils et qui ne songent pas à rejoindre leur « foyer » sont des Juifs qui doivent se faire pardonner en payant une dîme. Avec leur argent on bâtira un Etat où leurs fils, chassés par quelques ostracisme ou dépouillés par quelque révolution, finiront par se rendre.

A la fin de 1949, à un délégué américain qui lui demande si l'on ne pourrait « cristalliser » la situation, le ministre des Affaires étrangères d'Israël répond : « En ce moment même, un nouveau bateau d'émigrants arrive ». Vingt mille par mois, c'est le rythme actuel. A la fin, étouffant dans leur territoire exigu, les Juifs se sentiront moralement autorisés à passer leurs frontières pour réaliser sous leur égide cette confédération que d'autres essaient vainement d'opérer contre eux. Pour le moment, les signes d'une nouvelle guerre judéo-arabe sont réunis. Sera-t-elle plus sérieuse que la première ? Les Juifs passaient pour des intellectuels craintifs, incapables d'être paysans ou soldats. On le leur a tellement dit qu'ils ont fini, exaspérés, par se « réhabiliter » avec éclat en cultivant des oranges et en actionnant des chars. Les Arabes poussés à bout voudront peut-être, de même, montrer qu'ils peuvent être organisateurs et persévérants. Déjà on a pu observer en Syrie une réaction positive — éphémère, mais tout de même significative — qui mérite d'être contée. Transportons-nous donc à Damas.



On trouve toujours au bord du Barada, sous les feuillages légers des cafés en plein vent, les mêmes joueurs de trictrac plaquant bruyamment leurs pions sur le damier, les mêmes rêveurs à narguileh, écoutant amoureusement le glouglou de leurs carafes et caressant la peluche rose qui enveloppe le tuyau. Beaucoup de femmes portent encore, même au-dessus d'un tailleur européen, un voile qui est parfois un écran opaque, brutal comme un châtiment, parfois une gaze transparente à travers laquelle un visage promet plus qu'il ne pourrait tenir. Dans les calèches étroites, à la capote noire toujours baissée contre la poussière et contre les indiscrets, survit un peu de l'ancien mystère sombre de la ville. Comme autrefois, dans les souks, les artisans fabriquent devant vous l'objet qu'ils vous proposent. Vous voyez s'avancer des étalages vivants : deux hommes qui barrent la rue d'une étoffe tendue pour mieux la faire admirer, un jeune garçon chargé de

miroirs ou ceinturé d'une cafetière et de tasses. Les vieux quartiers sont presque intacts entre leurs remparts croulants. Tel balcon de guingois sur un fragile support de rondins s'est seulement un peu plus approché de la fontaine harmonieuse où il tombera quelque jour. Oui, ces choses sont pareilles, plus proches seulement d'une décomposition inéluctable. Et, pressant doucement la ville, c'est la même oasis fertilisée par des eaux invisibles, entourée de la même peau de lion du désert.

Mais les belles robes de soie striée sont portées par des hommes à tête nue, et les keffiehs surmontent des vestons. Voiles et tailleurs, tarbouchs et vestons, turbans et chapeaux mous : toutes les combinaisons sont essayées, tous les vêtements s'accouplent pour des métissages monstrueux. Dans chaque rue se déroule la bataille de l'Occident contre l'Orient ; on voit les deux fronts avancer, reculer, se confondre ; et peu à peu l'uniforme civil de l'homme-machine l'emporte sur la variété somptueuse des vêtements arabes. On lit encore à haute voix, l'hiver, dans les cafés, le roman d'Antar et les *Mille et Une Nuits*. Mais les illettrés sont attaqués directement par le son et l'image. C'est de la radio, non plus d'une chanteuse de café ou d'un passant alangui, que sort maintenant cette mélopée qui a toujours sous-tendu la vie arabe, et la danse du ventre quitte peu à peu les corps pour les écrans, où elle traverse arbitrairement les mélos naïfs des films égyptiens. Des centaines de grosses autos américaines klaxonnent parmi la foule intense et l'odeur des petites cuisines en plein vent. Les beaux brocarts deviennent fades pour des yeux émoussés par le technicolor.

Une ville moderne attaque la montagne, une ville qui n'est plus, comme l'ancienne, divisée en quartiers confessionnels, qui ne reflète plus les querelles du désert. Une ville où l'on danse par couples, qui offense Mahomet par l'alcool et l'usure, le Christ par la sécheresse du cœur, et ne révère que Mammon. Une ville qui pousse fiévreusement, étage par étage, pièce par pièce, pour déjouer le fisc, et change de couleur en s'élevant, selon des caprices incompréhensibles. Dans ces blocs de ciment, seule la forte saillie des balcons couverts et des terrasses exposées — double réflexe de défense et de curiosité — rappelle qu'on est à la latitude du sud-tunisien, que le soleil est un danger et l'air nocturne une caresse. On ne retrouve plus les ogives et les colonnades du style byzantin ni les moucharabiehs turc. Les nouveaux riches investissent dans ces constructions les gains hâtifs qu'ils ont faits en vendant aux armées

alliées, pendant la guerre, n'importe quoi à n'importe quel prix. Ils s'y enchantent d'intérieurs crus, de verres de couleur, de mobiliers sommaires, de fortes ampoules sans abat-jour, de fleurs artificielles ou teintes. Le secret de laisser-aller que protégeaient jadis les patios, les moucharabiehs, s'étale maintenant aux yeux de tous. Chez l'homme d'affaires qui vous reçoit, la porte bat sans cesse, de nouveaux visiteurs s'introduisent, des chapeaux mous saluent d'impassibles tarbouchs, les tasses de café circulent, le maître de maison accueille chacun par un torrent de paroles et répond en outre, avec une évidente satisfaction, car ces joujoux l'amusent encore, à deux ou trois téléphones qu'il caresse de la main.

Politiquement, la ville a deux pôles : le Parlement et le Club des Officiers, qui, placé tout auprès, a l'air de le surveiller. Lequel des deux saura faire clore les volets des commerçants après avoir déclenché dans les souks une rumeur victorieuse ? Lequel se rendra maître des clefs stratégiques de la ville : la caserne, le mamelon fauve d'où jadis les Français pointaient leurs canons — et surtout l'aérodrome ? A qui appartiendront, cette nuit, ses feux rouges et verts, ce beau clip lumineux qui agrafe l'oasis au désert ?

Au début de 1949, ce sont les politiques qui tiennent le pouvoir. A eux l'assiette au beurre. Tel ministre vend des licences d'importations, et tel autre les exemptions d'impôts en nature. Ces trafics passeraient pour normaux s'il n'y avait, en outre, l'échec de Palestine. Défaite et concussion, c'est trop. L'armée, considérant que d'obscures intrigues et l'incapacité des hommes politiques ont frustré son effort, prend le pouvoir.

Son chef Husni Zaïm est une des rares personnalités qui émergent du magma levantin. D'origine kurde, il est à vingt ans un jeune officier turc à bonnet d'astrakan. Formé à l'école de Mustapha Kemal, il s'inspirera de son exemple à l'heure du pouvoir. Mais il n'aura entre les mains, au lieu du bronze turc, que la glaise syrienne et pour réussir on ne lui laissera que cent trente-sept jours au lieu de quinze ans.

En 1941, il est officier dans l'armée syrienne sous commandement français. A ce titre, il est chargé, pendant la campagne de juin, de lever des volontaires et de mener les opérations dans la *goutta* de Damas. Après la victoire gaulliste, noté comme germanophile par les Anglais, il est jeté en prison et dégradé. Mais il arrive à se faire rendre justice et ne garde pas rancune de ces

persécutions. Chef d'état-major général en 1948, il n'a pu cueillir dans la guerre de Palestine les lauriers qu'il pense mériter. Reste la revanche à l'intérieur. Comme il arrive souvent, c'est une menace dirigée contre lui qui le décide à prendre l'offensive. Pour empêcher le président Choukri Kouatly de le limoger, il franchit le Rubicon dans la nuit du 30 mars 1949. L'opération est simple : elle consiste seulement à tirer Choukri Kouatly de son bureau et à s'y installer lui-même. Cette révolution s'opère pacifiquement, « sans une gifle » (c'est son mot).

La population apprend le lendemain que le Président de la République et le Président du Conseil souffrent d'une maladie d'estomac et qu'ils sont soignés à l'hôpital. Le président de la Chambre, Fares-el-Khouri, enveloppe de grâces républicaines la brutalité de l'événement. Il reçoit la visite de Zaïm, va voir les malades à l'hôpital, se fait assurer que l'ulcère de Choukri Kouatly est bien soigné. Quelques jours après, les augustes déposés partent, salués à l'aérodrome par le principal collaborateur de Zaïm, pour l'Egypte, d'où ils offriront vainement leur appui à leur successeur.

Ne pouvant consulter aucune tradition nationale, la Syrie cherche des formules et des rites dans le catalogue des révolutions modernes. Elle y apprend que tout recours à la force doit s'excuser par un grand affichage de rigueur morale. Le nouveau gouvernement fait donc ouvrir une enquête sur l'enrichissement de ses prédécesseurs — qui, bien entendu, tourne court — parle de mettre fin à d'obscurs trafics qui se déroulent chez les Alaouites — qu'importe ? les ordres du pouvoir central n'y arriveront pas — expose sur les places publiques des pendus recouverts d'une affiche qui raconte leurs méfaits — mais le bourreau étant tombé malade, les condamnés « font grève » jusqu'à son rétablissement. Pour montrer son esprit social, il annonce la création de fermes modèles. Et suivant l'exemple de la République turque, il déclenche une offensive contre le tarbouch, symbole de l'esprit réactionnaire ; la presse inspirée dit que c'est une coiffure grecque, que le chapeau seul est arabe.

Les décisions de Zaïm sont empreintes d'une certaine austérité ouahabite : les costumes excentriques ne seront plus autorisés. A l'Allemagne de Guillaume II il emprunte le monocle que, devenu dictateur, il loge dans son arcade sourcilière ; à l'Allemagne de Hitler, une garde S. S., de vrais S. S. nazis — pour une fois ces initiales ne signifient pas en Orient « Services spéciaux » — qu'il

demande aux Alliés de laisser venir de l'Allemagne occupée. La Russie des Tsars lui fournit, en attendant, une garde tcherkesse. A Staline, Zaïm emprunte son maréchalat, à Mussolini son facies volontaire, à Goering, son tour de taille — ou du moins ce qu'il peut, en cent trente-sept jours, en acquérir — aux généraux de Napoléon les épaulettes par lesquelles il tente, plus haut, de rétablir l'équilibre. Enfin, comme les Sultans, il a pour la nuit une belle Circassienne aux traits purs, sa femme.

Ce pot-pourri fait sourire. Mais l'improvisateur, après avoir flotté quelque temps, va gouverner avec une fermeté remarquable. Il règle en quelques semaines toutes les questions que ses prédécesseurs avaient laissées pendantes, ratifie une convention monétaire avec la France, accorde aux pétroliers américains l'autorisation de faire passer leur tuyaux à travers le territoire syrien, supprime plusieurs dizaines de journaux de chantage, accorde le droit de vote aux femmes, abolit les *wakfz*, trusts religieux non prévus par Mahomet mais fondés en son nom, qui permettaient d'accumuler des biens de main-morte au profit de quelques particuliers. A l'extérieur, même énergie : Zaïm l'a affirmée avant d'en connaître la direction. Dès le lendemain du coup d'Etat, une agence de presse, à la recherche de la politique étrangère du nouveau gouvernement, mentionnait que Zaïm était prêt à défendre par les armes sa position. Quelle position et contre qui ? En Orient, la politique se joue toujours entre les mêmes protagonistes, mais à chaque changement de décor on prend quelque temps à les reconnaître sous leurs nouveaux masques. Qui parle au nom de l'Angleterre ? Contre quels Arabes la cause de l'unité arabe sera-t-elle invoquée ?

Zaïm choisit la « petite » Syrie : mieux vaut être le premier à Damas que le second à Bagdad. Un voyage au Caire, d'où sa femme revient couverte de bijoux, confirme cette orientation. Il s'opposera résolument au projet de Croissant Fertile. Aux offres insidieuses d'union que le Roi Abdallah fait transmettre par Radio-Jérusalem, Radio-Damas répond ironiquement : « La petite Transjordanie songe à réintégrer la mère patrie ? Elle sera la bienvenue ». Ce n'est pas ainsi que l'entend Abdallah...

Cette attitude de Zaïm fait croire aux spécialistes de la guerre froide franco-britannique que le Quai d'Orsay a mis Zaïm au pouvoir. Il n'en est rien. Tout simplement, Zaïm, ayant fait son coup d'Etat à la fin du mois, la Banque de Syrie a assuré son

échéance. De même, c'est par hasard qu'arrivent sous le règne de Zaïm des armes précédemment commandées par la Syrie à la France. Mais tout cela prend après coup une logique. On trouve que Paris a bien joué. Pauvre France, retirée depuis plusieurs années parmi ces spectateurs debout qui regardent les vrais joueurs lancer leurs jetons sur le tapis vert, la voilà prise de l'envie de s'asseoir aussi et de risquer son dernier louis d'or. M. Ramadier fait parvenir à Zaïm un sabre de collection. Sur ce, les augures prédisent que le président syrien rapportera bientôt l'interdiction de la langue française dans les écoles primaires. Tout va même si bien qu'il faut introduire quelque pudeur dans cette idylle. Zaïm fait interdire la reproduction dans la presse syrienne des articles trop aimables que la presse française lui consacre. Déjà, des pétroliers s'approchent, espérant qu'on fera jaillir pour eux quelques flammes du sous-sol syrien. Légèrement grisé, Zaïm commence à traiter de politique mondiale. A un correspondant américain il parle de constituer dans le Moyen Orient un bloc anti-communiste : c'est en ces termes qu'on demande aujourd'hui des dollars. Hélas ! les jours du « maréchal » sont déjà comptés.

Dans les pays d'essence dictatoriale — peu importe qu'ils aient ou non une façade démocratique — il y a deux sortes de révolution : la police s'empare de l'armée, ou l'armée de la police. La révolution de Zaïm appartient au second type. Malheureusement, l'armée syrienne n'est pas un bloc. Formée de soldats qui appartiennent à plusieurs races et à plusieurs religions, menée par des chefs ambitieux et intrigants, elle ne produit les coups d'Etat que par jumeaux ou triplés. En ce printemps de 1949, sur les photos officielles, on remarque déjà derrière la face épanouie de Zaïm, un peu en retrait, un visage simiesque, celui du colonel Hinnaoui qui bientôt le renversera, et, avant Noël, sera renversé à son tour. En apparence, le pouvoir et le prestige de Zaïm ne font que grandir et il pense avoir « un officier à lui dans chaque unité ». Mais c'est justement tout cela qui irrite ses « copains ». En juin, le chef (Zaïm signifie chef) se fait plébisciter. Avant même que le résultat de l'élection soit connu, les feuilles annoncent que le nouveau président de la République recevra à telle heure les félicitations des corps constitués. Pourtant, quand au lendemain de sa désignation triomphale un dépôt d'armes explose aux environ de la capitale, Zaïm sursaute : la crainte de l'attentat n'est peut-être pas encore dans sa conscience ; elle est déjà dans ses nerfs.

En Syrie, les épisodes décisifs sont toujours finalement des affaires de Tcherkesses. En mai 1941, ceux de Collet se divisent au moment de passer la frontière transjordanienne : l'événement annonce à la fois l'offensive prochaine de Wilson et la résistance de l'armée Dentz. En août 1949, un Tcherkesse de la garde présidentielle, circonvenu, neutralise ses camarades et assure le succès du complot d'Hinnaoui. Dans la nuit du 14 au 15 août, la demeure de Zaïm est entourée. Après une brève résistance, il doit suivre les agresseurs, en compagnie de son président du Conseil Barazi, dans une auto qui se dirige vers l'ouest. Aux portes de la ville, les prisonniers sont invités à descendre et à marcher à la lueur des phares. Une rafale de mitraillettes les abat. En contrebas de la route les passant pourront voir un léger tumulus : il recouvre le corps de l'infortuné Barazi. Quant à Zaïm, il a disparu : dangereux même après sa mort (1). Sa femme enceinte n'ose pas accoucher dans une clinique : si c'était un fils, on le lui enlèverait peut-être. Telle est la cruauté orientale.

Pourtant, cette tragédie ne produit aucun remous. Nul ne se dresse pour relever le drapeau de Zaïm. Nul n'a défendu son prédécesseur, nul ne défendra son successeur. La révolution d'août se réduit à un double assassinat et à un changement d'effigie sur les timbres. Mais le Croissant Fertile recommence à briller sur l'horizon politique. Le colonel-maréchal a échoué. Il lui aurait fallu, pour dominer les intrigues et s'imposer à ses voisins, le prestige d'un vainqueur. L'inconsistance arabe ne lui en a pas offert la possibilité. Mais peut-être demain quelque autre aventurier cherchera-t-il, dans une victoire sur les Juifs, le moyen de dominer les autres Arabes ? Déjà certains ne parlent plus seulement de panarabisme mais d' « Islamistan ». Cette solidarité religieuse n'est pas purement imaginaire. Il y a déjà sur le front de Palestine des volontaires du Pakistan. Sera-t-il possible d'appliquer sur un point de la côte méditerranéenne l'immense force diffuse du monde musulman ? C'est le secret de l'avenir. La partie continue ; mais pour le moment, Israël mène le jeu.

ALFRED FABRE-LUCE.

(1) Son cadavre reparaîtra après le coup d'Etat suivant.

MESURE ACTUELLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Il n'est pas très facile, en ce printemps 1950, de prendre, si l'on ose dire, la température économique de la France. Un vaste débat y est engagé sur les conditions du travail, au cours duquel s'affrontent des affirmations contradictoires, que clarifient rarement les abondants commentaires auxquels elles donnent lieu. De surcroît, la plus sommaire observation révèle entre les divers secteurs de l'activité économique ce que les gens savants appellent des « distorsions », c'est-à-dire de très sensibles différences de situation. Enfin la France et toute l'Europe occidentale sont engagées dans une vaste entreprise de réorganisation de leurs échanges, dont nos amis américains déplorent volontiers la timidité, mais dont les exécutants supputent avec une discrète inquiétude les conséquences encore indistinctes.

Quand on s'efforce, comme nous allons le faire ici, aussi simplement que possible, d'établir la somme de ces données souvent divergentes, on rejoint les conclusions qui ont souvent été les nôtres à la suite de recherches semblables. On peut toujours dans notre vieux pays donner raison au fabuliste : c'est le fonds qui manque le moins. Si desservie qu'elle soit par les circonstances et malgré la défaillance trop fréquente de ceux qui ont la charge de son destin, l'économie française témoigne de remarquables facultés de rebondissement et de résistance aux forces de destruction : elle n'a pas encore retrouvé son équilibre, mais elle y tend. Le bout du tunnel est en vue mais la moindre erreur d'aiguillage peut encore nous

y immobiliser pour longtemps. C'est pourquoi il est utile de faire une fois de plus l'inventaire des possibilités et des responsabilités du moment.

***

C'est l'usage de dire que la statistique est la forme supérieure du mensonge et c'est aussi une diffamation. La statistique révèle au moins une tendance et celle qu'elle assignait à notre production industrielle, à la veille des grèves récentes, n'était pas à première vue défavorable. Si l'on figure par 100 le niveau de cette production en 1938, elle se situait à 128 en février dernier ; en mai 1949, elle avait atteint 131, mais depuis lors elle avait rétrogradé à 120 en septembre, à 121 en octobre, à 126 en décembre.

L'année 1949 a été, au point de vue économique, la première année relativement stable depuis la guerre : elle a vu la fin des grandes pénuries. La récolte de 1948 avait été excellente, non seulement en France mais dans le monde. La production industrielle avait retrouvé ses niveaux anciens notablement plus vite qu'après l'autre guerre, grâce à l'aide américaine dont nous n'avions pas bénéficié vingt-cinq ans plus tôt. Pour ces raisons, notre marché intérieur s'est trouvé non saturé mais équilibré : la demande solvable a rencontré des ressources à sa mesure, voire même un peu davantage en raison du niveau élevé des prix. Ce phénomène ne nous a pas été particulier ; presque partout dans le monde le vendeur, le détenteur de produits moins rares a cessé de dicter ses conditions et l'acheteur a rapidement grandi en considération. Il en est résulté, comme c'est toujours le cas au lendemain des périodes d'inflation virulente, un certain « tassement » de l'activité générale : des gains moins faciles sont moins aisément dépensés, d'autant que leur importance nominale décroît. Les carnets de commande sont moins garnis puisqu'il n'est plus nécessaire de prendre rang pour être servi : d'où avec le fléchissement de l'indice industriel une réapparition légère du chômage total et plus sensible du chômage partiel.

C'est en ce point que nous avons éprouvé le poids d'une situation financière non encore réellement assainie : à la déflation économique qui s'esquissait n'a pas correspondu la déflation des charges publiques et de la fiscalité qui s'épuise à les équilibrer. C'est pourquoi la baisse des prix amorcée au début de 1949 a intéressé essentiellement les produits agricoles et a été finalement annulée dans

la deuxième moitié de l'année. Avec la continuité déplorable qu'il manifeste sur ce point depuis 1945, le Trésor public, allégé par « l'effort fiscal » du tournant de l'année, a connu à nouveau des inquiétudes au tournant de l'été et, dans l'attente de l' « effort fiscal » suivant, n'a subsisté que sur la contre-partie de l'aide américaine. C'est pourquoi aucune baisse durable du prix de revient ne s'est produite qui permît de partir du « palier 49 » pour une nouvelle période ascendante et aucune baisse accusée du prix de vente qui eût permis de relancer et d'étendre la demande. Ajoutons à cela, au début de l'automne, le désarroi momentané résultant d'une cascade de dévaluations dont beaucoup de gens ont attendu la fin pour connaître sur quelles bases nouvelles il serait à l'avenir possible de travailler : une longue crise politique a suivi qui a débouché sur les prodromes d'une crise sociale. Il est en définitive assez remarquable que le fléchissement du deuxième semestre de 1949 ne se soit pas davantage creusé.

***

Beaucoup nous diront qu'il n'est déjà que trop sensible et qu'il n'est pas vrai qu'il se comble. L'indice dont nous avons fait état tout à l'heure est évidemment un indice global que peuvent entraîner vers la hausse ou la baisse des cas violemment particuliers. Présentement, il n'y a pas « distorsion » violente mais des inégalités sensibles. Si l'on compare la situation de quelques industries importantes en février dernier (chiffres les plus récents dont nous disposions) avec leur activité du deuxième trimestre de 1949, niveau le plus favorable atteint jusqu'à ce jour, on constate que les productions d'électricité et de charbon ont non seulement retrouvé mais largement dépassé ce niveau, que les industries chimiques et les textiles l'ont retrouvé, mais que la production et surtout la transformation des métaux, les matériaux de construction, le bâtiment et les travaux publics, le verre, le caoutchouc restent en deçà, les deux derniers étant toutefois en position ascendante et le bâtiment connaissant un habituel fléchissement saisonnier. Les industries d'équipement sont dans l'ensemble moins actives que les industries qui produisent des biens de consommation courante, alors que jusqu'à l'an dernier la situation était précisément inverse.

Cependant le commerce se plaint et avec quelque apparence

de raison : le chômage y est plus marqué que dans l'industrie. La multiplicité des ventes en solde, notamment dans les articles textiles, a témoigné de la nécessité de reconquérir une clientèle réticente, soit parce que son pouvoir d'achat est insuffisant soit parce qu'elle espère une baisse de prix. On fait cependant valoir que le mouvement des affaires à l'occasion des fêtes de fin d'année n'a pas été sensiblement inférieur à ce qu'il avait été l'année précédente, et si les ombres du ménage Boucicaut sont devenues des ombres malheureuses, il est notoire que la cause n'en est pas imputable à la conjoncture. On doit, par ailleurs, observer qu'au-delà de circonstances momentanées le commerce est en proie aux incertitudes d'une difficile remise en ordre. Dans aucune branche d'activité le dirigisme de pénurie n'a causé plus de méfaits. Les rationnements, les « queues », les tickets ont fait pendant longtemps du commerçant une sorte de fonctionnaire de la distribution, assuré d'une fraction de clientèle sans réaction. Le voici maintenant aux prises avec la concurrence, incertain de la consistance et des exigences d'un marché qui s'ignore lui-même, la demande portant sur les réapprovisionnements les plus urgents qui ne sont pas nécessairement les plus durables. Les causes du malaise ne sont probablement pas profondes, mais elles sont réelles.



Sensiblement plus grave est, selon nous, la situation agricole : l' « ordre éternel des champs » paraît immuable ; il est gravement menacé pour des raisons qui semblent curieusement étrangères à l'opinion citadine.

Cette dernière a gardé le souvenir du temps où les « évasions » à la campagne se passaient en de coûteuses recherches de la douzaine d'œufs ou de la livre de beurre clandestines : la légende des lessiveuses rustiques, emplies de billets de 5.000 francs, a survécu même au retrait de ces derniers, lequel a permis de constater que les lessiveuses étaient faiblement garnies et qu'elles étaient elles-mêmes en fort mauvais état. Ce détail est essentiel : les gains nominaux réalisés par l'agriculture pendant une assez longue période n'équilibrent aucunement aux prix actuels le coût de son rééquipement, de la réparation de ses bâtiments, de la remise en état du matériel ancien et de l'acquisition d'un matériel moderne. Le fait à peine croyable est qu'aujourd'hui dans certaines régions

le capital d'exploitation, c'est-à-dire les sommes nécessaires à la mise en culture et à la culture, est égal ou supérieur à la valeur du capital foncier. Comme d'autre part le marché agricole est extrêmement sensible, la chute des prix à la *production* y suit immédiatement l'abondance résultant d'une bonne récolte et le produit de cette dernière ne couvre plus les frais d'exploitation. Car la baisse des prix à la production, non seulement n'est pas sensible ou ne l'est que faiblement à la consommation, parce que les frais de distribution, de transport et les taxes restent constants s'ils ne sont même en hausse fréquente, mais encore elle n'est suivie, bien au contraire, d'aucune baisse analogue des produits que consomme l'agriculteur et des services qu'il utilise. Cette autre « distorsion » est devenue sensible dans le courant de 1949, où la récolte, sans être exceptionnelle, comme en 1948, a été dans l'ensemble assez abondante. Quand à l'automne dernier les livraisons de blé à la « collecte » se sont révélées particulièrement importantes, les chroniqueurs officiels ont longuement célébré cette heureuse circonstance, où ils eussent mieux fait de discerner simplement la preuve que les trésoreries paysannes étaient exangues : la confirmation en a été au surplus administrée par la cessation progressive des achats ruraux en engrais, en matériel et en produits de consommation courante.

Cette évolution a curieusement coïncidé avec celle de la « planification » de notre politique agricole. Comme on s'est aperçu un peu tard que les divers « plans » nationaux, tous axés sur le développement du potentiel industriel, risquaient de poser dans les années prochaines des problèmes insolubles, la décision a été prise de faire appel à une large contribution de l'agriculture pour l'équilibre futur de notre balance commerciale. Certes, le développement de nos exportations agricoles est un objectif parfaitement plausible, mais qui n'est pas réalisable sans conditions. Comme l'ont déjà montré des tentatives encore très limitées sur le marché britannique, une politique d'exportation agricole suppose en même temps que des contrats de fournitures à long terme, la stabilité quantitative et qualitative de ces dernières et la stabilité de leurs prix. C'est à cette occasion qu'a pris naissance la conception du prix garanti, avant que de proche en proche elle apparaisse à certains comme une universelle panacée.

Sous un certain angle, la justification en est simple : si l'on désire que le producteur produise et n'échappe pas par l'abstention

à la situation décrite plus haut, il est nécessaire de lui garantir un prix minimum de ses produits, au moins des plus essentiels. Déjà, on le sait, cette garantie existe pour ceux dont le prix est encore réglementé, comme le blé ou la betterave, à ceci près qu'elle porte non sur un prix directement fixé, mais sur un mode de calcul du prix de revient. Dans les années difficiles, un tel régime a été jugé nécessaire pour soutenir une production déficiente : maintenant que la crise de production paraît surmontée, les pouvoirs publics cherchent à mettre fin à ce coûteux soutien, ou à le limiter. Lors de la dernière campagne betteravière, leur refus de tenir entièrement des engagements nuisibles à la politique de stabilisation des prix a entraîné la démission du ministre de l'Agriculture et son remplacement par le représentant d'une région indifférente à la betterave. Cette précaution tactique n'a pas résolu la question : elle vient de se reposer pour les produits laitiers. Elle commence à susciter, comme il fallait s'y attendre, les réclamations des milieux industriels et commerciaux qui jugent inadmissible que le secteur agricole soit seul soustrait aux lois de l'économie de marché et accusent les agriculteurs de demander « des garanties contre l'abondance ». Et comme la garantie se traduit finalement par une subvention, destinée à camoufler pour le consommateur le maintien de prix artificiels, le gouvernement, cramponné à un budget qui menace à chaque instant de s'effondrer, hésite, tergiverse et négocie. Or, la tergiversation est évidemment le pire. Si la généralisation de la garantie de prix est, à notre sens du moins, une revendication antiéconomique et pratiquement impensable, les agriculteurs seraient par contre en droit de demander d'être garantis contre les « tête-à-queue » continuels de la politique agricole : n'a-t-on pas vu lors de la campagne dernière, en l'espace de quelques semaines, les pouvoirs publics prendre des mesures pour limiter la baisse du vin, autoriser les importations dites « de choc » pour briser la hausse, et le régime douanier de l'espèce modifié plusieurs fois dans le même laps de temps ? Le milieu agricole est un milieu encore très individualiste, où les idées cheminent, où les décisions se prennent lentement, et où aussi bien la nature fait qu'un long temps s'écoule entre le moment où les capitaux et le travail sont investis dans une exploitation et celui où ils reçoivent leur rémunération : il importe que, dans cet intervalle, les conditions de la « spéculation » ainsi engagée ne soient pas bouleversées par le fait du prince. Le prince doit d'autant

plus réfléchir avant de prendre des engagements que la plus grande faute qu'il puisse commettre est ensuite de ne pas les tenir.

***

Cette économie française, dont nous voyons ainsi alterner les chances et les disgrâces, n'est pas et ne peut pas être une économie fermée. Elle vit au milieu d'économies voisines et concurrentes : mieux, les circonstances font qu'elle va présentement au devant de cette concurrence.

En de précédentes études, nous avons eu occasion de montrer comment ce qu'on a appelé la « libération des échanges » avait, dans le cadre du plan Marshall et en prévision même de son achèvement, constitué la première et malheureusement encore la seule étape sur la voie d'une union économique de l'Europe occidentale. Cette libération des échanges consiste, on le sait, dans la suppression progressive et réalisée dès maintenant plus qu'à moitié des restrictions quantitatives aux importations, c'est-à-dire, en ce qui nous concerne, des contingents. Sans doute, en l'état présent de la libération, la suppression des contingents n'implique pas la suppression des droits de douane protecteurs sur les produits décontingentés, mais sous la réserve assez naturelle que ces droits ne soient pas prohibitifs. On sait encore que, dans le cadre de cette politique générale, la France est engagée dans la négociation d'une union douanière avec l'Italie et même d'une coopération plus étendue entre le groupe franco-italien ainsi projeté, sinon constitué, et Benelux (Union belgo-hollando-luxembourgeoise).

On ne saurait à coup sûr s'élever contre le principe d'une telle entreprise : une Europe cloisonnée comme une France autarchique ne sont plus viables. Cependant cette politique, entre autres obligations, implique que la production nationale soit en mesure d'affronter la concurrence étrangère aussi bien sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs, et cela signifie tout d'abord que les prix français se tiennent suffisamment près des prix mondiaux. Car, s'ils sont notablement plus élevés, ils rendront impossibles les exportations françaises cependant qu'ils solliciteront les importations étrangères à qui les contingents ne fixeront plus une limitation automatique.

C'est là une raison entre bien d'autres qui font que le débat

actuel sur les salaires présente pour l'avenir de l'économie française une importance exceptionnelle.

***

Le moins que l'on puisse dire est que ce débat a été mal engagé. La dernière « remise en ordre » *officielle* des salaires remonte à la fin de 1948 : dès ce moment, un mouvement se dessinait pour que les salaires cessassent d'être fixés par le gouvernement et pour qu'ils fussent de nouveau librement débattus entre les organisations patronales et ouvrières dans le cadre des conventions collectives. On réclamait des salaires libres parce que les prix l'étaient déjà, ce qui est d'ailleurs moins vrai qu'on le croit généralement. Le cabinet Queuille, partisan convaincu du *quieta non movere*, profita de ce que la baisse des prix alimentaires du début de 1949 tempérait les revendications, pour ajourner la question : elle redevint actuelle quand la tendance se renversa, ainsi qu'il a été dit plus haut, et plus encore après la dévaluation de septembre ; bien que celle-ci n'ait pas, semble-t-il, exercé une action considérable sur les prix, une expérience déjà longue a convaincu l'opinion que ceux-ci montent nécessairement au lendemain de toute opération monétaire. De là sortit la revendication d'une prime d'attente de 3.000 francs assez naïvement qualifiée d'exceptionnelle, car on ne pouvait pas supposer que le salarié qui l'aurait perçue en novembre comprendrait les raisons pour lesquelles, sa situation n'ayant pas changé, cette prime deviendrait en décembre ou janvier superfétatoire.

La prime, répétons-le, anticipait sur la « libération des salaires » par le retour aux conventions collectives lequel fut légalement acquis au début de février. Au cours de cette longue attente, l'idée s'était profondément ancrée dans l'esprit des intéressés que libération des salaires et conventions collectives signifiaient, sans doute possible, une hausse importante et *générale* des rémunérations. Le malentendu était total, car le propre de la convention collective est précisément de dégager profession par profession, puis région par région, et à l'extrême, entreprise par entreprise, les conditions de rémunération optima telles qu'un examen contradictoire des possibilités économiques permet de les fixer. C'est dire que les résultats obtenus ne sauraient être uniformes dans

ce cas particulier, ils pouvaient l'être d'autant moins que depuis un an, bien que les salaires fussent théoriquement bloqués, beaucoup d'entreprises avaient ajouté un salaire « parallèle », d'importance d'ailleurs très variable, au salaire réglementaire, cependant qu'à l'autre bout de l'échelle des rémunérations anormalement basses appelaient un indiscutable relèvement.

On a vu comment, dès le lendemain du vote de la loi sur les conventions collectives, avant même que les modalités et les instruments d'application en eussent été précisés et mis en place, les organisations ouvrières produisirent des revendications uniformes et générales, à quoi les organisations patronales répondirent sur le même plan par des augmentations de salaires plus limitées, jugées le plus souvent insuffisantes par les intéressés.

Notre propos n'est point de faire l'historique des incidents qui suivirent, ni de discerner la part de préméditation communiste dans cette agitation à rebondissement, ni d'évaluer dans quelle mesure, ici ou là, la résignation ou la satisfaction y mettent fin. Nous retiendrons seulement, dans le cadre de nos observations, le fondement doctrinal ou, si l'on veut, politique de la position patronale. Par la voix de M. Georges Villiers, président du Conseil national du Patronat français, les chefs d'entreprises ont constamment soutenu que l'augmentation de salaire limitée qu'ils proposaient était strictement calculée de façon à pouvoir être incorporée dans leurs prix de revient sans augmentation des prix de vente. M. Georges Villiers affirmait l'impossibilité d'aller au delà, sans déterminer un retour à l'inflation et une hausse des prix dont les répercussions sur nos échanges extérieurs seraient ce que nous avons dit plus haut. Par contre, le président du C. N. P. F. faisait valoir que, si la hausse des prix était évitée, l'augmentation limitée des salaires serait du moins effective et réelle, ce qui n'avait été le cas d'aucune des hausses précédentes, immédiatement annulées par la récidive de l'inflation.

En ce point, l'attention a dû inéluctablement se porter sur la situation paradoxale où nous a placés le prurit de nationalisations improvisées qui a suivi la libération. On parlait depuis des mois de « libérer » les salaires, de les soustraire aux décisions de l'Etat, comme si ce dernier n'était pas le plus grand patron de France et notamment le patron d'industries de base, dont toutes les autres industries sont tributaires. Outre que l'Etat, ou plus exactement le gouvernement qui le représente, se trouve ainsi

dans l'inconfortable position d'être tout ensemble juge et partie, puisque sa fonction normale consiste à arbitrer la situation dans le secteur privé et que sa fonction abusive l'engage simultanément dans un conflit avec les salariés du secteur public, il ne peut pas se dissimuler que sa décision sera nécessairement déterminante. Car si des hausses de salaire importantes sont consenties dans le secteur public, le secteur privé ne pourra se dispenser de suivre, et si ces hausses de salaires entraînent des hausses de prix de l'énergie ou des transports que le secteur public vend au secteur privé, il est inévitable que celui-ci soit amené finalement à hausser ses propres prix. A quoi il faut bien entendu ajouter qu'étant donnée la situation financière du secteur public, toute augmentation de ses prix de revient devra en fait être assumée par le budget de l'Etat, lequel risque en outre, pour réduire les incidences de cette hausse, d'être amené à établir ou à augmenter certaines subventions.

Confronté avec ces éventualités — et tout d'abord avec la grève de l'Electricité et du Gaz, accompagnée d'un commencement d'agitation chez les fonctionnaires — le gouvernement n'a pu que faiblement limiter, si l'on ose dire, les dégâts. Il a commencé, s'agissant de l'Electricité et des Houillères, par autoriser une hausse de salaire que les secteurs précités sont sensés pouvoir absorber sans hausse de prix : après quoi, il a annoncé une bonification prochaine de cette hausse en fonction de la « productivité » des entreprises, et invité l'ensemble des entreprises privées à faire comme lui.

Rien de plus rationnel en principe qu'ajuster les salaires sur la productivité. Reste à la calculer : on voit ce qu'elle peut être dans l'extraction du charbon. On ne le voit pas à la S. N. C. F., de qui ne dépend pas l'affluence des voyageurs et des marchandises ; à l'Electricité de France, la prime devrait sans doute aller à Eole, dieu des vents et des nuées, qui procure une hydraulicité avantageuse. En fait, la prime de productivité a les plus grandes chances de représenter purement et simplement un supplément de salaire fixe, dont il ne reste plus qu'à supputer l'incidence ; pour le Gaz et la S. N. C. F., dont le déficit est considérable, la question est jugée. Il nous étonnerait que la hausse du gaz et des transports-marchandises (la hausse des transports-voyageurs récemment faite ayant entraîné une sensible réduction des recettes) ne fût pas acquise ou imminente quand ces lignes paraîtront.

***

Une dernière observation de portée générale trouve ici sa place naturelle. Par une coïncidence, passée tout d'abord assez inaperçue, et qui sans cela eût paru d'une ironie excessive, le jour même où M. Bidault liait la question des salaires à celle de la productivité, plusieurs Houillères nationales ont fait connaître la nécessité où elles se trouvaient de chômer un ou plusieurs jours en raison de l'impossibilité d'écouler une production devenue excédentaire et qui s'accumulait sur leurs carreaux. Rien ne pouvait mieux souligner l'importance d'un facteur dont tout ce qui précède a déjà montré qu'il peut devenir capital dans la conjoncture française : il ne s'agit plus seulement de produire, mais de produire dans des conditions qui, permettant de vendre, évitent le pire des aboutissements, la surproduction et le chômage.

Ce chômage forcé des houillères, une première note officieuse l'a attribué exclusivement à l'annulation des commandes des industries touchées par les grèves. Le lendemain, des commentaires ont suivi dans un tout autre sens : on constate, paraît-il, un phénomène général de régression dans la consommation nationale des combustibles : la première raison donnée, qui cadre assez mal avec ce qu'on entend dire généralement, est que le charbon est de si bonne qualité qu'il n'est plus nécessaire d'en acheter autant pour un résultat calorifique égal ; en outre, la S. N. C. F., qui use de fuel-oil et s'électrifie, consomme moins de charbon ; l'hydraulicité favorable fait que l'Electricité de France utilise moins ses centrales thermiques ; enfin... grâce à l'entraînement de la guerre, les Français seraient devenus moins sensibles au froid et se chauffent moins. Couronnant le tout, l'apport sarrois pèse sur le marché.

Il résulte tout au moins de cette glose, que nous ne jugeons pas, un fait certain : le plus léger incident dans le rythme de la consommation révèle dans une industrie de base des symptômes de surproduction. Il convient dès lors, ou bien de réviser les évaluations du plan Monnet qui prévoyait une intensification continue de la production, ou bien de trouver de nouveaux débouchés pour cette dernière, ce qui posera un nouveau problème de concurrence internationale, dont la solution impliquerait en premier lieu la baisse du prix du charbon, l'un des plus élevés, comme on sait, par rapport à l'avant-guerre.

Une telle éventualité, notons-le, ne se présente pas seulement

dans ce secteur qui, le premier, atteint ce qu'on nomme la « cote d'alerte ». A peine sortis de la pénurie, nous sommes confrontés avec des hypothèses de surproduction : l'origine en est dans les excès de la planification, que nous avons pour notre part fait prévoir, et qui ont suscité une politique intensive d'investissements dans tous les pays à la fois sans la moindre coordination et le moindre souci, semble-t-il, du résultat d'ensemble. Déjà, un récent travail du Comité économique de l'O. N. U. annonce pour 1953 un excédent sans affectation prévisible de produits sidérurgiques en Europe. Il est inutile d'insister sur cet aboutissement paradoxal d'un dirigisme qui dénonçait avec tant de vigueur l'anarchie libérale, mais il est indispensable de veiller plus strictement encore à ce que la production française aborde dans des conditions supportables les compétitions sans merci qui s'annoncent.



Cette vue cavalière de notre économie avec ses lumières et ses ombres n'autorise pas malgré tout — notre conclusion rejoint ici nos prémisses — un pessimisme de principe. Notre redressement industriel est certain : il n'est pas jusqu'à notre balance commerciale dont le déficit s'atténue progressivement, même dans la zone la plus difficile qui est la zone dollar. Certes — et nous avons assez longuement traité cette question à cette place (1) — ces progrès sont dus pour une large part à l'aide Marshall, dont la cessation ouvrira une échéance redoutable : sur le plan économique seul, elle nous laisserait en l'état présent des choses avec une insuffisance annuelle de 200 à 300 millions de dollars au passif de notre balance des comptes, qu'il faudra bien trouver quelque part. La question qui se pose pour le proche avenir est de savoir si, parvenus à un palier encore inconfortable mais plus stable que les précédents, nous saurons nous y maintenir en vue de nouveaux progrès qui nécessiteront, en raison notamment des pressions extérieures, les plus rudes efforts.

La réponse tient évidemment pour partie dans la solution qui sera donnée au problème des salaires qui reste avant tout un problème de prix. Ni au-dedans, ni au-dehors, le développement et même le maintien de l'activité productrice ne sont concevables si nos prix augmentent et finalement s'ils ne baissent pas. La con-

(1) Voir *La Revue* du 1er mars 1950 : *Quand prendra fin le plan Marshall.*

currence internationale est ce que nous avons dit et le pouvoir d'achat intérieur est des plus limités. La baisse de l'or en apporte, sans nul doute, un nouvel indice. On a donné beaucoup d'explications de ce phénomène qui toutes sont probablement exactes, mais sans insister sur une des plus simples qui est le besoin de disponibilités des « chercheurs d'or ». Nous sommes aussi capables d'appuyer des chances nouvelles, s'il s'en présente, que susceptibles d'être entraînés on ne sait où, ou on le sait trop, par une nouvelle poussée inflationniste, si par malheur elle est déclenchée. La situation est si fluide que le dernier et récent rapport du Conseil national du Crédit se déclare incapable de prononcer si l'évolution des besoins dont il a la surveillance correspond à un état de pré-crise ou au contraire de reprise.

Dès lors, il est impossible de ne pas se retourner une fois de plus du côté des pouvoirs publics, pour réclamer d'eux non des interventions inopérantes mais la prise de conscience toujours ajournée de leurs responsabilités. Si nous sommes en face d'un douloureux problème de salaire, c'est en partie parce que l'Etat pléthorique absorbe une part excessive du revenu national dont la rémunération des producteurs est en conséquence amputée. Si la compression de nos prix de revient est si laborieuse, c'est parce qu'une fiscalité désordonnée et sans cesse croissante doit pourvoir aux besoins de ce même Etat, et c'est aussi parce que les secteurs de base nationalisés fonctionnent pour la plupart dans des conditions insoutenables, et sont pratiquement à la charge du reste de la production. Comme disait jadis Raymond Poincaré, il faut sans cesse répéter les mêmes choses tant que les choses elles-mêmes ne changent pas. Or, si des circonstances favorables, l'effort de millions de travailleurs libres, obstinés à leur tâche envers et contre tout, et surtout le bénéfice d'une aide extérieure puissante, nous ont restitué des chances certaines, rien ou presque rien n'est changé dans l'accumulation des impedimenta qui ont failli nous en priver et en compromettent tous les jours encore le développement. Nous avons dit comment le seul inconvénient du mécanisme de l'aide américaine était de permettre pour un temps désormais très mesuré le camouflage de cette désastreuse hypothèque. Nous le répétons une fois de plus dans un sentiment de confiance raisonnée en ce qui pourrait être et d'exacte mesure du risque où nous expose encore ce qui est.

C. J. GIGNOUX.

VÉRITÉS SUR LA PEINTURE

Il est un fait certain : l'incohérence en matière d'art est à bout de souffle. Les Maîtres de la spécialité n'ont plus rien à dire ; aussi le passant ne s'arrête-t-il plus aux vitrines ou la farce s'exhibe. On ne s'indigne plus, on rit encore moins et c'est là un symptôme mortel pour tout ce qui ne subsiste que par le scandale. Certain clown fameux doit faire place désormais à une pitrerie nouvelle, si l'on veut secouer l'apathie du public.

Le moment est critique pour les peintres qui ne doivent leur notoriété et leur fortune qu'à l'intrigue, critique surtout pour leurs imitateurs qui, eux, n'ont pas fait fortune et se trouvent maintenant dans une impasse. Quant au spéculateur, s'il doit subir les conséquences d'un dégoût inévitable, ne le plaignons pas trop : ses deniers n'auront contribué qu'à accentuer la décadence de l'art français.

Pour tout ce qui est le fruit d'une saine tradition, l'évolution, généralement incomprise à ses débuts et bien que n'étant pas obligatoirement synonyme de progrès immédiat, est toujours intéressante par les aspects nouveaux qu'elle donne aux choses déjà existantes.

Dans le domaine de l'incohérence il ne peut décemment être question d'évolution, mais de divagations qui, tôt ou tard, finissent par lasser même les partisans les plus fanatiques.

La lassitude est aujourd'hui à son comble et à part quelques attardés ou spéculateurs à qui l'intérêt interdit une volte face immédiate, le public n'applaudit plus.

Le tumulte provoqué par l'avènement de l'impressionnisme, lequel n'offrait cependant qu'un aspect nouveau de la peinture,

a constitué l'argument idéal pour faire admettre les pires stupidités ; encore faut-il que ces stupidités se renouvellent pour subsister. Hélas ! la Femme à trois nez n'engendre plus de super-monstres, aussi un « retour à la composition » est-il envisagé par ceux-là mêmes qui prônent la décomposition de l'art.

A première vue ce fait semble réconfortant : à la réflexion, on en doute. Est-il possible que des peintres ayant systématiquement renié les lois fondamentales de l'art, puissent aussitôt se ressaisir et enseigner aux jeunes un métier sain, dont ils ignorent eux-mêmes les rudiments ?

Les critiques ex-apôtres de l'ignorance et de l'anarchie vont désormais s'acharner sur leurs victimes de la première heure. Comme il est impossible d'atteindre sur commande le niveau d'un Rembrandt ou d'un Titien, nous allons avoir, ce qui semble une gageure, du « mauvais » Cabanel. Après la laideur débraillée, le douceâtre guindé.

***

Il est humiliant pour nous, Français, de recevoir des directives artistiques émanant d'apatrides ou d'étrangers natifs de pays n'ayant produit aucun génie dans les arts plastiques. Chez nous, les académies et les ateliers de peinture sont envahis non seulement par des élèves aux nationalités mal définies, mais par des professeurs métèques qui font la loi. Que ces messieurs et leurs critiques, métèques également, aillent ailleurs répandre, selon leur humeur, des théories d'anarchie ou de prétendu ordre : elles ne conviennent pas sur la terre où est né Poussin.

Si, depuis le début du XXe siècle, il existe des peintres français cotés dont les œuvres sont un défi au bon sens, nous devons cette mésaventure en majeure partie aux éléments étrangers, qu'ils soient critiques ou marchands, qui les encouragèrent. Le tour était du reste bien joué puisqu'il permettait aux incapables en tous genres d'exhiber leurs élucubrations. Le seul moyen, pour intéresser « la clientèle », était donc de muer cette génération spontanée en matière à spéculation, ce que l'on fit, à grand renfort de littérature et sans aucun souci de l'art.

La xénophobie est souvent un défaut : elle devient une qualité lorsque l'esprit et la tradition d'un pays, riche en génies de toutes sortes, sont menacés de néfastes influences étrangères. La France,

trop bonne fille, accueille chez elle n'importe qui sans se soucier des répercussions désastreuses que cela peut avoir à tous points de vue. Combien de fois ai-je entendu des individus à l'accent indéfinissable, discuter des mérites ou des défauts d'un maître de chez nous ! Je me suis même permis, à une exposition, de remettre à sa place un de ces « bâtards » qui, à grand renfort de gestes et de pichenettes sur la toile, taillait Corot en pièces. Son pays, si jamais il en eut un, a-t-il produit un peintre semblable ?

***

L'art, dit-on, n'a pas de patrie, ou plutôt il a « ses » patries, du moins quant à la peinture. Les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Espagne sont ses terres d'élection ; si l'on trouve des Primitifs intéressants un peu partout, on constate que c'est uniquement là, plus ou moins complètement selon les pays, que la peinture a pu progresser et s'épanouir. L'Angleterre a vu naître au XVIIIe siècle quelques bons peintres : Gainsborough, Reynolds, Lawrence, Raeburn et, plus près de nous, Turner, Constable, Bonnington ; malheureusement à peu près tous enclins à cette virtuosité de brosse qui n'est pas le fait de très grands maîtres.

Ailleurs ? Pas un seul génie de l'envergure d'un Vinci ou d'un Rembrandt, ou même d'un Corot, peut-être moins « spectaculaire » que ces deux colosses, mais que sa force discrète place parmi les grands artistes. Cette discrétion dans la force n'est pas, du reste, particulière à Corot ; elle est le propre, en général, de l'Ecole française qui répugne au théâtral. Après avoir admiré, au Petit Palais, les éblouissants chef-d'œuvres de Munich ou de Vienne, qu'il faisait bon rendre visite, dans les salles du centre, à nos peintres !

Si l'on excepte les turbulences magnifiques de Delacroix et quelques grandes toiles ou portraits d'apparat, l'ensemble paraît au premier abord plus modeste. Ici, point de Titans aux muscles saillants, et Chardin, entre autres, me faisait penser à ces pugilistes au gabarit peu impressionnant, mais doués d'un « punch » terrible.

A part quelques sommets jamais atteints nous n'avons rien à envier aux autres. La Renaissance, point culminant de l'art italien, est suivie d'une dépression qui subsiste encore en Italie ; le XVIIe siècle dans les autres pays, la France exceptée, marque l'apogée de la peinture et, à part Goya en Espagne, le XVIIIe siècle

est le début de la stérilité. Chez nous, de Fouquet à Renoir, la chaîne tient bon et malgré quelques concessions à la frivolité la peinture française garde, au XVIIIe siècle, toute sa vigueur puisqu'elle engendre au XIXe Géricault, Delacroix, Corot et Courbet, suivis eux-mêmes de la merveilleuse école impressionniste.

Que les jeunes, désireux d'ajouter un maillon à la chaîne, se tournent donc résolument vers le Musée ; ils y trouveront, pour les guider, le Maître avec lequel ils ont des affinités ; la nature, qu'ils observeront attentivement, se chargera du reste.

Nous n'exigeons pas des chefs-d'œuvre, impossibles après une période de confusion, mais simplement des œuvres saines imprégnées des qualités traditionnelles de notre race. Si ce retour à la sagesse se produit, la peinture française sera alors de nouveau sur la bonne voie. Et nous n'aurons plus à déplorer de voir illustrer les *Fables* de la Fontaine d'une manière qui s'oppose au goût du plus français de nos poètes.

JACQUES CHAMBAUDET.

LECTURES ROMANESQUES

Jeanne Galzy : *George Sand* (Ed. Julliard). — Gordon Merrick : *Lancelot*, 5e *avenue*, trad. de Thérèse Aubray (Ed. Flammarion). — Fr. Prokosh : *La Nuit des Humbles* (Ed. N. R. F.).

« On n'en finira jamais avec Stendhal... », écrivit jadis Paul Valéry. On pourrait en dire autant de la grande George Sand. Certains génies sont inépuisables, non seulement en leurs œuvres, mais encore dans l'essai de la connaissance de leur vie, de leur caractère, de leurs amitiés ou de leurs amours, et, enfin, de la place qu'ils occupent dans leur époque. Mon admiration pour George Sand se réjouit de toute celle qu'elle ne cesse de susciter aujourd'hui en dépit de tous ceux qui ignorent ses livres et les déclarent sans intérêt parce qu'ils ne les ont pas lus. Aussi est-ce avec un plaisir et un intérêt renouvelés que j'ai lu, tel le plus admirable et palpitant roman d'une existence, le beau livre si vivant, si bien fait, si compréhensif et si juste que Jeanne Galzy vient de publier sur George Sand. Et, pourtant, j'ai lu beaucoup d'ouvrages à elle consacrés, depuis le monument de Karénine en passant par bien d'autres jusqu'aux deux volumes de Mme Marie-Louise Pailleron, si nourris de documents, de correspondances inédites et de tous ces détails que seule peut connaître la descendante de Buloz et qui nous font attendre impatiemment le troisième volume épilogue.

Malgré toutes ces lectures et ce que l'on peut s'imaginer connaître de cette grande vie que Sand définissait elle-même : « Ma vie, qui fut pleine et brûlante... », le livre de Jeanne Galzy m'a enchantée. Parce que ce beau livre est tout imprégné d'amour et de compréhension. Elle ne juge pas, elle ne se lance pas dans des considérations morales, elle admet, elle raconte, elle déroule le film de ces longs jours d'une femme de génie, consacrés surtout, en dépit

de la famille, des orages, des amitiés et des amours, au travail. Admirable honnêteté de cette vie féminine supportant le poids et les nécessités de tant d'existences suspendues à la sienne et ne faiblissant pas jusqu'au dernier jour. Stéphane Mallarmé pensait que la création de l'univers devait aboutir à un livre. Sans aller aussi loin dans l'importance attribuée aux chefs-d'œuvre de l'esprit, je pense que certaines lignées d'aventuriers de haute espèce préparent la naissance d'un poète, d'un écrivain d'imagination et de génie, d'un artiste. George Sand était le fruit éclatant d'atavismes divers : Aurore de Kœnigsmark, le maréchal de Saxe, Maurice Dupin, officier des guerres de l'Empire et, d'autre part, une danseuse, une petite bourgeoise légère, fille d'oiseleur, une grand-mère, épouse d'un Dupin, vieux philosophe et tout hanté des grâces du XVIIIe siècle... Que de mélanges ! Les rois de Pologne, la parenté avec les rois de France, les flatteuses bâtardises. Que de sangs divers, de nationalités croisées, de batailles, de victoires, d'entrechats, d'opéras, de voyages, de bonheurs et de malheurs pour arriver au jaillissement de cette plante extraordinaire : George Sand !

Jeanne Galzy la suit pas à pas en sa vie propre et dans la vie de ses œuvres ou elle retrouve le reflet des sentiments et des préoccupations de l'heure présente. Elle a lu tous les livres dont beaucoup sont des chefs-d'œuvre, aussi bien les classiques romans campagnards et berrichons : *La Mare au diable*, *La Petite Fadette*, *François le Champi*, *Le Meunier d'Angibault*, *Les Maîtres Sonneurs*, que les grands romans d'imagination poétique tels que *Consuelo*, *La comtesse de Rudolstadt*, *Les beaux Messieurs de Bois-Doré*, *L'Homme de neige*, *Le Château des Désertes*, et les livres de tendances politiques ou d'études de caractère : *Mauprat*, *Les Compagnons du Tour de France*, *Lucrezia Floriani*, *Elle et Lui*... On ne peut tout énumérer, tant cette œuvre est riche et diverse en son importance et aussi en son influence future, depuis *Indiana* document de l'ancien esclavage conjugal, et *Lélia* qui, je l'accorde, est aujourd'hui peu lisible, mais dont les cris et les aspirations désordonnées expriment un moment d'état d'esprit romantique. Et cette *Histoire de ma vie*, quel document sans pareil sur les ascendances de George, ses parentés, ses premières années, les souvenirs de sa grand-mère et les siens !

Non ! on n'en finira jamais avec George Sand et son cher Nohant où elle s'éteindra en bonne Dame et, auparavant, toutes ses belles

rencontres d'amitié et d'amour. Avec quel tact son historienne Jeanne Galzy, sans essayer de rien dissimuler, raconte et comprend ! Elle sait qu'on ne peut pas juger à la commune mesure une femme telle que George Sand, dont l'imagination puissante, bien plus puissante que ses sens, a toujours cherché un compagnon et ne l'a pas trouvé, sauf, peut-être, cet humble et dévoué Manceau à la fin de sa vie, après tant de liaisons brillantes et souffrantes. Galzy ne prend pas parti, ni pour Musset, ni pour Chopin, ni pour d'autres. Elle a la sagesse de savoir qu'en ces débats entre homme et femme, les juges, même impartiaux, ne comprennent qu'imparfaitement et ne savent que les grandes lignes apparentes de l'aventure, sans en discerner les secrets qui seraient révélateurs. Michelet, dans son livre de *l'Amour*, a très bien parlé de la grande George au point de vue sentimental. La traitant comme une extraordinaire papillonne, il dit : « Son mâle était rare », et cela finit par une explosion de dédain pour ces mâles contemporains : « Une femme, née pour le grand et très justement exigeante, a cherché où étaient les forts et ne les a pas rencontrés. Elle a dit haut ce que toutes pensent, c'est que l'homme a baissé (mari, amants, n'importe) qu'un tel homme ne lui suffit pas... etc., etc. » Mais lisez le livre de Jeanne Galzy. On n'a jamais mieux raconté avec le sens de la ligne romanesque d'une vie vécue celle de « Madame Sand » et je n'ai pu que brièvement en indiquer les rares mérites. C'est un récit fascinant. Ceux qui connaissaient cette vie le lisent avec autant d'intérêt que s'ils en redécouvraient la nouveauté et ceux-là qui l'ignorent encore en savourent le charme, l'intérêt, le talent. Ce livre est avant tout — bien que très documenté — un livre vivant, un roman nouveau.

Je veux joindre à ces lignes hâtives ce souvenir que me conta le chanoine Mugnier, admirateur passionné de George Sand. On sait que George Sand eut des obsèques catholiques malgré le désir de son fils d'enterrement civil. Mais George Sand, de religion catholique, élevée au couvent, avait droit, et sa fille le comprit, à des obsèques religieuses. Une des dernières phrases de son *Journal intime* ne dit-elle pas : « Je suis toujours croyante en Dieu... Je suis entrée dans l'Univers... et voilà... » Or, l'abbé Mugnier avait connu, en sa jeunesse, le vieux curé de Nohant-Vic qui admirait et aimait Mme Sand pour son génie et sa bonté. Ce vieux curé ne put parvenir auprès de sa vieille amie, au moment de sa mort. Elle ne l'avait pas demandé et on lui interdit l'entrée de la maison.

Mais on ne lui interdit pas le jardin et le curé y resta, priant pour l'âme prête à partir et se promenant sous les arbres. Or, les fenêtres de la maison étaient ouvertes et aussi celle de la chambre d'agonie. Un cri en jaillit, le curé reconnut le cri de Mme Sand. Alors, vers cette fenêtre ouverte, vers celle qui souffrait et mourait, le curé de Nohant lança les paroles de bénédiction et d'absolution. N'est-ce pas admirable ce grand pardon de Dieu, offert par la nature même, par les arbres, les fleurs, les oiseaux, les papillons que la grande George avait tant aimés, par ce paysage si cher à son âme et que son génie avait su célébrer ? Je fus très émue par cette anecdote que l'abbé Mugnier contait si bien et je l'offre à Jeanne Galzy pour la remercier de son beau livre.



Lancelot, 5e avenue a eu le plus grand succès en Amérique ; il répond donc à un état d'esprit de certains Américains. Lancelot est le type choisi pour la démonstration d'une révolte contre la richesse, la société comblée, les préjugés et les lois de cette société. Mme Edith Wharton en ses livres, *Au temps de l'innocence* et autres qui furent un moment célèbres, nous avait, voici vingt ans, conté certaines rébellions romanesquement vaines contre les conventions de cette société américaine d'autrefois. Nous voyons, par le roman de Gordon Merrick, que ces conventions, transportées sur un autre plan, sont toujours aussi vivaces et aussi pesantes à de jeunes épaules impatientes de secouer le joug. Et c'est avec surprise que nous, lecteurs français, peu à peu accoutumés aux frénésies des Faulkner, des dos Passos, des Caldwell, Hemingway, etc., nous retrouvons cette atmosphère que nous croyions à jamais dissipée dans le ciel neuf de l'Amérique.

Car la vieille Mme Valleney, héritière des milliards et des entreprises Valleney, fait peser sur son jeune fils Lancelot toute la lourdeur des héritages de vertus sociales, de responsabilités morales et patriotiques et de fortune incalculable. Or, Lancelot n'est avide que de liberté, ou du moins de ce qu'il s'imagine être la liberté. Pour lui cette indépendance se manifestera par une série de bêtises, d'imprudences et de piteuses folies. Il est beau et bien doué ; il plaît à tous. Mais il craint de n'être apprécié que parce qu'il est milliardaire. Lui même ! être lui-même ! O vaniteux garçon, il ne comprend pas que la personnalité ne s'acquiert pas toujours, sauf

quelques géniales exceptions, dès l'adolescence. Il croit en faire preuve en se séparant de sa mère, de sa fortune, du milieu où il a vécu. Il quitte son Université, se marie précocement avec une jeune Anglaise qui, elle, est fort attachée à tout ce que, lui, méprise. Ce pourquoi, il la trompe avant de la quitter, devient entre temps acteur, a quelques succès rapidement éteints, goûte à l'amère pauvreté, sans jamais se décourager et sans renier ses utopies. Il accepte différents emplois et s'engage, enfin, dans des bureaux où l'on s'occupe des affaires des gens de couleur. Là, il s'amourache d'une belle métisse mais, voulant l'imposer dans des endroits publics d'où les Noirs sont exclus, par son imprudence il cause la mort de cette pauvre belle fille. Désespéré, il suit un ami dans une petite bourgade solitaire de l'Amérique centrale et, là, auprès d'une jeune Indienne dont il a de beaux enfants, il croit, en sa simple maison et sur sa plage ensoleillée, avoir enfin trouvé le sens de la vie. Mais une fâcheuse aventure avec une « starlett » d'Hollywood en congé et dont il est faussement accusé d'avoir causé la mort, le compromet, le fait arrêter, emprisonner... Comment sortir de cette impasse et terminer cette fâcheuse affaire ? Il faut se résigner à avertir Mme Vallency mère, à se servir des ors familiaux. Les autorités du cru connaissent son nom et sa fortune. On est bien décidé à en profiter et à lui faire payer sa liberté. Mme Vallency accourue remet la main sur le fils indocile ; elle l'arrache à sa petite famille indigène, l'enlève en avion, le rendra à sa jeune femme et à ses premiers enfants qu'elle a recueillis en son somptueux hôtel de la 5e avenue et lui trouvera — car c'est la guerre — un poste honorable dans la marine. Lancelot se disciplinera, Lancelot redeviendra un honnête et respectueux citoyen, obéissant aux préjugés de l'argent et de la race. Nul n'est libre, même en ce nouveau monde... Que dirait le *Mauprat* de George Sand qui vint, en son temps, y combattre aux côtés de Lafayette pour les étoiles de la liberté ?

La belle traduction de Mme Thérèse Aubray nous permet de juger avec lucidité des qualités de jeunesse et de clarté de composition qui rendent agréable la lecture de ce roman, après tant de livres confus et larveux, avalés avec désespoir par les lecteurs soucieux de suivre la mode. *Lancelot* a des qualités françaises, ce qui surprend peut-être les dits lecteurs des habituels récits américains, mais ce qui ne nous étonnera pas quand nous saurons qu'originaire de la Nouvelle-Orléans, la famille maternelle de l'auteur a

des ancêtres français et que Gordon Merrick aime vivre en France. Il l'aime, il la comprend et il y a, dans son talent, un retour à ce que furent — avant ces dernières années — des qualités de littérature classique, de bonne ordonnance et de simplicité.

Les personnages qui entourent ou rencontrent Lancelot sont dessinés d'un trait vivant et humain. Les mésaventures sont amusantes et souvent pittoresques et le type de Mme Vallency mère est d'une particulière et sévère ampleur. N'incarne-t-elle pas, à elle seule, toute la vieille Amérique en sa richesse, ses vertus et ses préjugés ? Conventions nécessaires, assises du palais de la 5e avenue où le pauvre Lancelot, velléitaire ayant tout raté, sera bien content peut-être de revenir habiter, plus tard, dans un confort sans liberté, mais agréable à la vieillesse.



Avec *La Nuit des Humbles* de Frédéric Prokosh, l'auteur des *Asiatiques* et des inoubliables *Sept Fugitifs*, nous quittons les quartiers des riches Amériques. Nous suivons un adolescent vagabond, quittant la demeure d'un oncle qui vient de mourir pour retrouver sa mère et sa famille dans une ville du Sud. Nous suivons ce voyage inouï à travers toute l'Amérique du Nord, à pied, en canot, en camion, en auto-stop, en petit train, et nous parcourons tous les paysages du Massachussets, de la Californie, Maine, Louisiane, Pennsylvanie... Rencontres, amitiés de routes, fuyards, êtres poursuivis, amours, rendez-vous, séparations, baignades, accueils d'inconnus, marches dans la nuit, fleuves, forêts, étendues stériles, montagnes, puanteurs des villes, parfums sauvages ; ce beau livre, s'il n'a pas la valeur étonnante des *Sept Fugitifs* — ce livre admirable — est néanmoins de la plus rare saveur et de l'originalité la plus saisissante. C'est un rêve de contrées et d'êtres bizarres, ainsi que le sommeil de l'enfance, avide d'aventures, en crée. Et ce sens de la poursuite, cet élan interminable vers un but jamais atteint, le talent de Prokosh en sait tous les prestiges dont il enchante ses lecteurs.

GÉRARD D'HOUVILLE.

CINÉMA

LES RUELLES DU MALHEUR, film de Nicholas Roy. — *LA CORDE*, film d'A. Hitschkock. — *PRIMAVERA*, film de Renato Castellani. — *LA BEAUTÉ DU DIABLE*, film de R. Clair. — *LA SOURICIÈRE*, film d'H. Calef.

Les Américains sont aujourd'hui un peuple hanté. Les témoins, les voyageurs en font foi. Ce ne sont pas seulement des angoisses d'ordre temporel qui viennent, de toute part, prendre à la gorge chaque citoyen des U. S. A., à l'heure où la radio déverse à son domicile les dernières informations relatives à la bombe atomique ou aux manœuvres du Kremlin, mais aussi, et celles-ci à l'improviste, des ombres surgies du plus profond de lui-même et dont il ne sait comment circonscrire l'envahissement.

Cet état au demeurant est, sans doute, infiniment plus rassurant que celui de la double béatitude isolationniste et puritaine. Une véritable civilisation n'est jamais que victoire sur l'inconnu et sur l'informe. Les Etats-Unis n'en sont pas à la posséder. Mais ils savent déjà qu'il n'y a ni refuge ni refus possibles devant les périls du monde contemporain et ceux de l'âme. Le bien commence par la conscience du mal. Et « le sentiment tragique de la vie », disait Miguel de Unamuno, est inséparable de cette vie même, et de toute vie en soi.

La crise américaine prépare donc les conditions, sinon d'une renaissance identique à celles qui ont suivi en Europe certains grands interrègnes de l'Histoire, mais un nouvel état des mœurs, de l'esprit et de l'art, dont on peut et doit attendre des manifestations dignes d'un grand peuple aux prises avec un grand drame.

Le cinématographe s'efforce, encore que fort naïvement, reconnaissons-le, à témoigner de cette inquiétude. Nous avons vu ainsi nombre de films américains aborder les problèmes du subconscient

et de la rédemption de l'être, à travers certains états cliniques, d'autres évoquer quelques graves et dangereux problèmes sociologiques, comme celui des nègres.

Ceux dont je parle aujourd'hui, *Les Ruelles du Malheur* et *La Corde*, alertent l'opinion publique devant la crise d'immoralisme à laquelle, si on les en croit, est en proie la société américaine. Ce sont des témoignages brutaux, mais qui préparent peut-être les sublimations et transpositions esthétiques futures.

Le premier de ces deux ouvrages n'est que violence. Il retrace la vie d'un garçon, Italien d'origine, qui, pour avoir vu les siens, dans son enfance, victimes d'une abominable injustice, prend le parti de la rébellion et devient un hors la loi. Il ira ainsi jusqu'au crime et on le juge. Le film n'est qu'un long débat de prétoire. L'avocat fait tout pour sauver l'accusé. Il ne l'arrachera cependant pas à la chaise électrique. C'est un des rares films américains qui aient le courage d'une fin pessimiste.

Le criminel est très beau. Dès lors, on tend, tout naturellement à nous attendrir à son sujet et à nous inviter à ne plus voir en lui qu'une victime. Telle est l'intention évidente du film. Et l'avocat, qui est uni à son client par des liens quasiment paternels, termine sur une de ces péroraisons dont Charlie Chaplin nous a donné l'habitude et qui rappelle particulièrement celle du célèbre film *Monsieur Verdoux*. La société est responsable des crimes qui se commettent contre elle. Point de vue naïf, sans doute, et qui ne date pas d'hier, qui depuis Victor Hugo est la plainte de tous *Les Misérables*, mais dont il faut avouer que le cinéma sait assez bien faire bon usage.

La Corde, second film américain du jour, fait le procès des tares morales de certains milieux new-yorkais fort pervertis. On y voit deux jeunes gens du monde qui, pour avoir mal digéré certains snobismes de l'acte gratuit, du nietzschéisme et de l'esthétisme décadent, assassinent sans nulle raison apparente un de leurs amis. M. Hitschkock, le réalisateur, s'est inspiré du fameux livre de Thomas de Quincey : *L'Assassinat considéré comme un des Beaux-Arts*. Voilà qui ne nous rajeunit pas. Si nous en croyons ce film, il est encore des esprits, en Amérique, pour cultiver ce genre de délectation sadique. *La Corde* est une satire, menée sur le ton négligent, pleine d'allusions et de sous-entendus, et où le drame côtoie la comédie de mœurs. On ne sort pas d'un salon où les criminels offrent à souper aux parents de la victime. Le buffet est

dressé sur un bahut qui renferme le cadavre. L'atrocité de la situation est esquivée au profit d'une ironie des plus cinglantes. On entend des fantoches mondains déraisonner jusqu'à l'absurde. L'atmosphère est insupportable, le jeu totalement inhumain. Jusqu'à l'instant où finalement un des invités démasque les coupables et jette bas leur funèbre mise en scène. Trois coups de feu tirés par une fenêtre alertent alors la police. Les sirènes lugubrement déchirent l'air. On entend dans la rue les rumeurs de la foule. Lentement, les meurtriers et leur dénonciateur achèvent, en attendant l'irruption du destin, de vider une bouteille de whisky.

Le film est tourné en couleurs aussi peu naturelles que possible, ce qui achève de le rendre logique avec lui-même et le sujet qu'il traite.

***

Du même temps où l'Amérique, forte et puissante, trouve la vie suspecte et est prise en face d'elle d'une sorte de recul, l'Italie, faible et déchirée, continue, sous les auspices et par l'entremise du cinéma, à pousser des hymnes à la gloire de l'existence.

M. Renato Castellani, auteur de *Sous le Soleil de Rome*, a signé un nouveau film du même style, intitulé *Primavera*. Celui-ci ne vaut sans doute pas celui-là, mais surtout nos exigences ne cessent de se faire plus hautes à l'égard du cinématographe italien à mesure que lui-même abonde de plus en plus dans son propre sens.

Nous voudrions que, non content d'être de l'époque, l'un des moyens d'expression les plus hardis et les plus adroits, il s'efforçât à passer à cet état qui fera de lui un instrument de connaissance. Ce ne sera pas ce nouveau film, malheureusement, qui marquera cette prochaine étape. Il n'est que ce qu'il est, amour, ironie, légèreté fiévreuse, mais il a le tort d'arriver après maints ouvrages de la même école. On s'agace de cette vélocité éperdue de l'appareil de prise de vues, qui bondit, virevolte, se retourne, à la poursuite des héros et de l'événement. On estime avoir été suffisamment mis à vif et en plein vent par le cinéma italien depuis quelques années, pour ne plus si facilement nous laisser prendre à sa virtuosité et à celle de la vie même dont il offre le spectacle. On voudrait autre chose. Et par exemple que les Italiens songeassent à ne plus se satisfaire de ce coude à coude avec les choses et les êtres, où ils sont si à leur aise, qu'ils prissent à l'égard du réel et

de l'immédiat un peu de recul et de distance, qu'ils soient en un mot un peu plus les serviteurs d'un art et un peu moins facilement tentés de le mettre à leur service.

Puis, peu à peu, il faut avouer que le charme opère. Ce film se déroule avec une telle gentillesse, et dans un tel état de liberté qu'on cède à son bon plaisir. Pour tout dire, l'Italie a une telle façon de se donner à cœur joie, qu'il n'est pas question finalement de lui résister.

L'histoire est celle d'un jeune homme que les hasards de la vie militaire conduisent en garnison à Catane, en Sicile. Il y fait connaissance, non sans mal, car les Siciliennes sont présentées comme farouches, d'une fille, belle, brune, austère, qu'il épouse. Malheureusement ses démêlés avec l'armée font qu'on l'expédie à Milan. Il y est reconnu pour simulateur et on l'enferme en prison. Le soir de Noël, pourtant, les portes des cellules s'ouvrent et notre jeune héros, fort abandonné et triste, errant à travers la ville, se laisse séduire par une petite boutiquière charmante. C'est un garçon faible et il a le cœur trop tendre. Ce ne sera qu'un jeu pour la demoiselle et sa famille de l'amener jusqu'au mariage. Et de deux. Malheureusement la bigamie n'est pas un état très facile à soutenir longtemps, non seulement parce que les lois s'y opposent, mais aussi parce que la jalousie féminine s'en mêle.

La Sicilienne délaissée débarque un beau soir à Milan. Elle tente d'y poignarder l'infidèle. Juste ciel, le drame est évité de peu. Le procès qui s'en suit néanmoins est de la meilleure satire, et du plus aimable cinéma. Devant un juge passablement abruti par l'âge et la chaleur, au milieu des vociférations des témoins, le brave garçon parvient à se justifier. Il plaide la sincérité de ses doubles amours, et leur innocence. Une erreur de l'état civil qui n'a pas enregistré son premier mariage arrange le reste. Ce sera néanmoins avec celle qui a témoigné dans la passion de plus de courage, de violence, et d'acharnement, qu'il fera sa vie, et il repart pour la Sicile, terre farouche, et qui n'abandonne pas facilement sa proie.

L'hostilité du Sud contre le Nord, de la paysannerie contre la ville forme le fond du tableau. On sait à quel point en Italie ce drame est grave, et combien il est de nature à mettre en péril l'unité de la nation. Mais le film n'y fait qu'allusion, car *Primavera* n'est pas de taille à débattre de ces problèmes. Son titre l'indique. Il ne s'agit que d'y saluer la jeunesse. L'Italie de toujours s'y

incarne à plaisir. L'amour est l'unique et beau souci de cette nation. Tout est pour le mieux finalement.

***

Le cinéma français, depuis quelque temps, était dans une situation bien fausse. Nous l'avons ici déploré. Il fait une rentrée assez monumentale avec *La Beauté du Diable*, de M. René Clair. Ce dernier est, parmi les réalisateurs français, le plus discret et le plus réservé. Ses films sont rares et lui demandent de longs travaux. Quand ils apparaissent, ils font, à juste titre, figure d'événement. René Clair, d'autre part, est le seul de tous nos metteurs en scène à avoir un style, un mode d'expression qui lui soit propre. Les autres vont au gré du vent. Lui, impose et soutient une esthétique, et le répertoire de ses films constitue une œuvre digne de ce nom, fidèle à un esprit créateur aussi souriant qu'inflexible.

La Beauté du Diable ne décevra pas, je crois, les admirateurs de l'auteur du *Million* et d'*A nous la Liberté.* Ils y retrouveront le René Clair satirique, qui, avec une délectable insolence, s'en prend aux vices et aux erreurs de l'époque et plus encore, le poète, toujours sensible au fabuleux et pour qui le surnaturel est le plus naturel des jeux de l'imagination.

La Beauté du Diable est une nouvelle version de la légende de *Faust.* M. Armand Salacrou y a mis la main, et nul doute que la présence de cet habile dramaturge n'ait aidé M. René Clair à tirer de ce thème éternel un scénario d'une assez extraordinaire complexité.

Le Docteur Faust est un savant honoré. Il est la gloire d'une petite principauté européenne du siècle dernier. Mais la nuit, dans le secret de ses laboratoires, il est seul. Seul, en présence du néant de sa vie et de la mort prochaine. Il sent rôder autour de lui une sollicitude démoniaque. Il la repousse et cherche à la vaincre. Mais lorsque soudain le Diable prendra pour lui apparaître son propre visage, il comprendra l'inutilité de s'en défendre. Méphisto devient dès lors le Docteur Faust, tandis que ce dernier se métamorphose en un jeune homme d'une grande séduction. L'opération s'étant effectuée sans qu'aucun pacte n'ait été signé, cette *Saison en Enfer* commence sous les apparences du plus charmant des carnavals. Faust s'élance à la conquête du bonheur. Il rencontre

Marguerite, une petite tzigane, et déjà il croit avoir non seulement vaincu le Diable, mais sa propre âme, celle qui toujours lui avait interdit l'amour. Cependant, le faux Docteur Faust, Méphisto, disparaît. La police enquête et arrête ce jeune homme inconnu qu'on a vu rôder dans sa maison. Devant le tribunal l'innocent ensorcelé aurait bien du mal à convaincre ses juges que le Docteur Faust n'a pas été assassiné si le Diable n'apparaissait dans le prétoire au bon moment sous les apparences mêmes de la victime. Faust, malgré cet éminent service qui vient de lui être rendu, se refuse à tout commerce avec cet autre lui-même qui a pris sa place dans le monde. C'est alors que le Démon emploie les grands moyens. Le malheureux Faust est acculé à la misère, et il s'aperçoit que le fait d'être jeune ne saurait tenir lieu de tout. Pourtant il résiste encore. Méphisto, si j'ose dire, ne sait à quel saint se vouer. Il invoque son maître, Lucifer en personne. Celui-ci inspire à son maladroit serviteur le subterfuge qui vaincra l'esprit rebelle de Faust. Sans lui rien demander, on donnera tout à cet homme, on en fera un des grands de la terre, on le comblera de faveurs, et puis soudain on lui retirera puissance, amour et gloire. Il n'est pas concevable qu'une âme puisse résister à semblable chute. Et de fait, celle de Faust abdique et, le moment venu du désastre, signe de son sang le fameux pacte. Faust néanmoins sortira vainqueur de cet étrange duel. Car le Diable a le tort de lui découvrir son destin. Le héros délibérément y renonce. Dès lors, c'est la catastrophe, l'or se change en sable, une tempête venue de l'au-delà s'abat sur le monde, et les hommes entrent en révolution. Mais ce ne sont là que les soubresauts du Mal. Devant l'échec de sa mission, Méphisto se jette par une fenêtre, tandis que Faust est sauvé par le miracle de l'amour.

Nous voici assez loin métaphysiquement de Gœthe. Mais pour une fois le cinéma n'est pas indigne cependant d'un des grands chefs-d'œuvre de la littérature. René Clair nous dit que l'homme peut se vaincre et par là être victorieux de tout. Il a pris Faust comme le symbole même d'un âge, qui est le nôtre, en proie à l'inhumain, et nous le découvre finalement indemne de ses propres déchéances.

Michel Simon, dans le rôle de ce pauvre diable de Diable, est admirable. D'un Janus barbu, il a le double visage. Mais celui de l'Enfer est si semblable à celui des hommes qu'en ne songeant

qu'à nous, nous prenons en pitié jusqu'au Démon lui-même. Quant à Gérard Philippe, il est si jeune que c'est lui qui a la beauté du Prince des Ténèbres.

***

Un mot pour finir, et pour achever de nous réconcilier, momentanément du moins, avec le cinéma français, de *La Souricière* de M. Henri Calef. C'est un des ouvrages les plus intelligents qui soient apparus depuis longtemps sur l'écran. On nous y montre un avocat pris entre son honneur professionnel, lequel consiste à défendre jusqu'au bout son client, et ses devoirs humains qui l'empêchent, pour sauver un criminel, de laisser condamner un innocent. Le drame est admirablement conduit, et il se joue, vraiment, à âme ouverte.

François Périer et Bernard Blier sont les protagonistes de ce film, et l'on sait que ce sont deux des meilleurs comédiens français de l'heure.

ROGER LANNES.

A TRAVERS LA PRESSE

LA CRISE BELGE

Depuis notre dernière Revue de Presse, quinze jours se sont écoulés : la crise belge dure encore. Les vacances de Pâques ont évidemment retardé quelque peu les négociations, mais les difficultés demeurent très grandes. M. Van Zeeland a formé un ministère sur le sort duquel on n'est pas encore fixé au moment où nous écrivons.

COMMENTAIRES SUR LÉON BLUM

Léon Blum est mort à Jouy-en-Josas, le 30 mars, d'une syncope cardiaque. Cette disparition a vivement ému les milieux politiques et intellectuels. Le Président de l'Assemblée nationale, M. Edouard Herriot, a prononcé devant ses collègues un éloge funèbre au cours duquel il a dit notamment :

« Il semblait planer dans le monde élevé des idées. En vérité, tous les détails de l'évolution humaine le passionnaient et déjà, tout en affirmant sa conviction socialiste, il manifestait un amour passionné pour la France, pour le pays qui avait répandu sur le monde les lumières de l'Encyclopédie, l'évangile des droits de l'homme et toutes les nouveautés hardies de la Révolution. Je le vois, au cours de la première guerre mondiale, installé au ministère des Travaux publics, entre Jules Guesde et Marcel Sembat, et coopérant, à longueur de journée, avec une activité incessante et minutieuse, à l'effort de salut national. Quand, en novembre 1919, les électeurs de la Seine l'envoyèrent à la Chambre, il y avait déjà sa place marquée, ce nouveau venu était accueilli comme un chef. »

Après avoir rappelé brièvement son rôle de chef du gouvernement et dit ses souffrances d'exilé pendant l'occupation, il s'est adressé, dans sa péroraison, au disparu dans les termes suivants :

« Vous nous montrez que l'on peut être ardemment convaincu sans tomber dans un sectarisme odieux à tous ceux qui respectent les droits de l'intelligence et les devoirs de la fraternité. Votre vie demeure un modèle de labeur, de droiture, de patriotisme, de générosité. Elle s'imposera dans l'histoire de notre pays par sa magnifique et courageuse unité. »

Dans *Le Monde*, M. Rémy Roure signale que Léon Blum s'en va au moment où le socialisme « humanisé » dont il avait fait sa doctrine personnelle s'étend dans les principaux pays d'Europe. Il écrit :

« Léon Blum était un grand idéaliste. Il lui a manqué sans doute ce magnétisme que dégagent les entraîneurs de foules. Orateur lucide, un

peu précieux, il savait convaincre, mais l'esprit était plus touché que le cœur. Il y avait en lui trop d'intellectualisme. Les masses qu'emportait Jaurès dans la tempête de l'éloquence ne le suivaient plus guère. »

Dans *Franc-Tireur*, M. Georges Altman salue, en Léon Blum, celui qui incarne, en France, avec éclat, le socialisme « démocratique ». (On ne pensait pas qu'il y eût aujourd'hui un autre socialisme).

« Si la politique militante fut la raison de vivre de Léon Blum, si son autorité intellectuelle et morale pesait d'un poids décisif dans la vie de son parti, s'il était de ces quelques leaders européens dont le prestige est international, il reste en même temps l'un des derniers représentants de ces Français pour qui la dignité, la recherche de la vérité, la liberté de l'homme, le respect des droits de la personne humaine ne peuvent se séparer de la lutte politique, fût-elle révolutionnaire. »

. . . .

« En des moments cruciaux, il a pu se tromper, décevoir des espoirs, freiner des élans et des renouvellements. Sans doute. Les hommes libres peuvent se tromper, fuir des chances dans l'histoire, mais au moins ne détournent pas comme les despotes toute une phase de l'histoire au profit de la nuit. »

M. Maurice Schumann, sous le titre « Un Grand Monsieur », écrit dans *l'Aube* :

« Son dernier article, sur « les salaires et la production », où la qualité de l'esprit et les qualités du cœur s'étayent et se nourrissent mutuellement, comme dans toutes ses œuvres et dans la plupart de ses actes, fait encore penser au jugement d'un philosophe contemporain sur Spinoza : « Il a voulu sentir comme on pense ». Mais la phrase finale, peut-être la dernière qu'il ait écrite, sûrement pas la dernière qu'il ait méditée, demeure étrangement révélatrice : « *Je l'espère et je le crois, Je le crois parce que je l'espère.* » Combien de ses lecteurs, ou de ses amis, ont été surpris par la persistance de cet invincible optimisme, contre lequel ne purent prévaloir les portes d'aucun enfer : ni celui de la douleur intime, ni celui du malheur public, ni celui de la plus affreuse et plus tenace injustice ! André Gide raconte, dans une page de son « Journal » (car Léon Blum adolescent est dans le « Journal » de Gide. comme Léon Blum adulte dans le « Journal » de Jules Renard), comme, jeune lycéen, sur le trottoir pluvieux du boulevard Saint-Michel, le plus intelligent de ses camarades, le mieux rompu aux exercices de l'esprit d'analyse, avait soin de prendre les prospectus les plus dénués d'intérêt, puis faisait semblant de les lire et de les ranger dans sa poche, de manière à ne pas blesser le malheureux qui les distribuait. Le torrent de sa vie, et de la méchanceté des autres, a roulé sur cette délicatesse sans parvenir à l'altérer. Peut-être faut-il expliquer par le pressentiment de cette jeunesse indéfinie, par la certitude intime qu'il mourrait dans l'adolescence du cœur, son merveilleux instinct du bonheur, que l'âge, sans l'étouffer, transformait en sérénité. »

L'Epoque caractérise ainsi Léon Blum :

« Tout un aspect de lui-même, fait d'une sensibilité excessive et de son raffinement physique autant qu'intellectuel, son attachement à une forme de culture qui enchantait les goûts profonds conservés de son origine première pouvaient amener à croire qu'entrait dans ses attitudes une part de dilettantisme et de jeu. Mais le destin qui fit de ce doctrinaire, habile aux joutes de l'esprit, un chef politique et un homme d'action

lui fournit l'occasion d'apporter la preuve sinon de la justesse, du moins de la sincérité de ses positions.

« C'est aux heures tragiques de l'occupation que cette sincérité apparut le plus clairement, aux yeux mêmes de ses adversaires. Emprisonné dès 1940, déféré à la cour de Riom, puis déporté en Allemagne, Léon Blum médita, dans la cruauté de cette épreuve personnelle greffée sur le grand drame national, les termes d'un livre, émouvant par l'honnêteté de ses analyses et de ses conclusions.

« Œuvre de bonne foi, « A l'échelle humaine » restera le meilleur témoignage laissé par un homme qui, entré volontairement dans la retraite, dut souffrir de se savoir si peu d'héritiers et si peu de disciples.

« Sans faire oublier les erreurs, souvent lourdes de conséquences, commises par l'ancien président du Conseil de 1936, ces pages et la dignité de ses dernières années appellent l'estime et méritent le respect avec lequel nous saluons le grand adversaire saisi par la mort. »

On remarquera qu'au cours de ces différents articles il n'est traité qu'incidemment de la carrière politique de Léon Blum en tant que député socialiste d'abord et Président du Conseil ensuite. Seule, *l'Humanité* s'y est attachée et ce fut pour vilipender le disparu présenté comme le persécuteur du parti communiste et le défenseur de la « réaction ».

« Devenu président du Conseil en 1936, Blum sera rapidement le principal artisan de la « non-intervention » et de la « pause ».

« Après la livraison de l'Espagne à l'hitlérisme, le diktat de Munich provoque chez Léon Blum un « lâche soulagement ».

« Arrive 1939, Léon Blum est au premier rang de ceux qui réclament des persécutions contre le parti Communiste Français et la guerre contre l'Union Soviétique. »

« Sous l'occupation, il sera déporté... sans connaître toutefois l'horreur des camps de la mort, et, à son retour, il s'emploiera à détruire les premiers pas qui auront été faits dans la voie de l'unité d'action depuis la Libération.

« Il part pour les Etats-Unis en 1946, se fait l'un des principaux protagonistes du plan Marshall, du Pacte Atlantique, etc...

« Léon Blum est plus que jamais l'objet des plus grands éloges de l'extrême réaction ; les pires fascistes reprendront contre le Parti Communiste, contre l'Union Soviétique, les calomnies du livre que Blum écrivit sous l'occupation à une époque où tant de communistes tombaient ou mouraient dans les camps pour la libération de la France, pour le socialisme. »

On n'en attendait pas moins du journal communiste. Il est assez plaisant, notons-le, de voir l'auteur de l'article reprocher à Léon Blum sa satisfaction des accords conclus à Munich à une époque où l'U.R.S.S. n'avait pas encore signé le pacte germano-soviétique. Plus loin, une fureur de même ordre se manifeste pour des motifs différents alors que Blum est accusé, en 39, d'avoir réclamé des mesures contre le parti communiste. On néglige seulement de dire que ce parti était alors l'ami de l'Allemagne nazie et s'efforçait de saboter notre armement.

A la vérité le grand tort de Léon Blum, aux yeux de ses adversaires d'extrême-gauche, était d'avoir perdu, après « l'expérience » de 36, les illusions qu'il s'était faites sur un accord possible avec les communistes. Ceux-ci se sont chargés, par le prétendu soutien qu'ils accordaient à son ministère, de lui montrer que sa générosité d'esprit reconnue par chacun l'avait, une fois de plus, égaré. Dès la veille de la guerre, Léon Blum était parvenu à l'âge de la sagesse. On le vit plus tard, lorsqu'il publia son livre *A l'Echelle humaine* d'où l'on peut tirer de hautes leçons sur l'impasse où se trouve engagé le socialisme rêvé par les disciples de Jaurès. Dans ses dernières années, Blum ne jouait plus, à l'intérieur de son parti, qu'un rôle d'arbitre et les conseils de ce nouveau Nestor n'étaient pas

sans impatienter ses cadets. Si les représentants de tous les partis français s'unissent aujourd'hui dans un même hommage à sa mémoire, c'est que ses amis ne peuvent le renier, bien qu'ils les ait souvent contredits, et que ses adversaires se sont réjouis, de le voir, dans sa vieillesse, se rapprocher des conceptions qu'ils n'ont cessé de défendre.

LE PARLEMENT ET LE PARTI COMMUNISTE

Le Figaro a publié d'importants extraits d'une « proposition de résolution » déposée le 29 mars sur le bureau de l'Assemblée nationale. Ce texte, auquel vingt-sept députés, dont trois anciens ministres ou secrétaires d'Etat, ont collaboré, est un réquisitoire officiel contre le Parti communiste français. Les palinodies successives des représentants de Moscou y sont énumérées. Il y est rappelé que tous les partis communistes, en France et ailleurs, ont approuvé le pacte germano-soviétique, l'invasion de la Pologne, celle des Pays-Bas, de la Belgique et la défaite de la France en 1940. Quand à la « Résistance communiste » avant l'entrée en guerre de l'Allemagne contre la Russie, elle s'est exprimée dans les textes suivants :

« Le général de Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la *City*. Les Français répondent le mot de Cambronne, à ces messieurs. (*L'Humanité*, n° 58, 1er juillet 1940).

« De Gaulle poursuit sa carrière en Angleterre, où il est l'allié du gouvernement réactionnaire anglais, des lords et des banquiers. (*L'Humanité*, janvier 1941).

« Les gaullistes, représentants des banquiers de la *City*, épousent la cause de l'impérialisme anglais. (*En avant*, mars 1941).

« Quarante-huit heures avant l'agression allemande contre l'U.R.S.S. *L'Humanité* disait encore : De Gaulle et Catroux font tuer des Français pour l'Angleterre. (N° du 20 juin 1941).

« Mais, quarante-huit heures après, les robots communistes se ralliaient bruyamment à celui qu'ils traitaient l'avant-veille de fuyard jusqu'auboutiste de Londres (tract communiste : Aux étudiants de France, et de traîneur de sabre (tract communiste : Les fantoches de Vichy). Ils avaient reçu de nouveaux ordres de Moscou.

« Ces ordres ne signifiaient que la nécessité d'un expédient temporaire dans l'intérêt de l'U.R.S.S. »

En conclusion le gouvernement est invité à éclairer l'opinion sur le véritable rôle des communistes dans la guerre comme dans la paix et à prendre toutes mesures légales pour mettre un terme à de telles pratiques afin d'assurer la défense de l'Etat.

C'est la première fois que ces faits sont dénoncés de façon aussi précise devant le Parlement.

MENUS-PROPOS

AVRIL A PARIS

Sur notre capitale ont retenti comme de coutume les carillons de Pâques. Mais cette année, pour l'oreille attentive, ils n'ont pas eu seulement les accents habituels : ils semblaient avoir en cette « année sainte » des notes à la fois plus douces et plus profondes. Ils incitèrent les âmes sensibles à une méditation plus intense où se trouvait présente, émaciée et presque irréelle, la figure du grand Pape qui en sa Cité paraît s'offrir en holocauste pour la paix du monde.

Dès les jours qui ont précédé Pâques et malgré l'incertitude du temps, les Parisiens ont quitté leur logis pour de brèves vacances. Si les rues ont eu quelque animation, elles l'ont due aux provinciaux et aux étrangers. A ces visiteurs Paris réserva l'agréable surprise d'un printemps charmant et bien avancé.

***

Actuellement, *Cent cinquante chefs-d'œuvre de l'Albertina de Vienne* sont exposés à la Bibliothèque Nationale, galerie Mansart. Cette exposition est organisée au nom des gouvernements français et autrichien, sous le patronage de la direction générale des relations culturelles, et sous les auspices de l'Association française d'action artistique.

On sait que l'Albertina de Vienne doit son origine et son importante collection de dessins et de gravures au duc Albert de Saxe-Teschen, gendre de Marie-Thérèse. Cette collection est célèbre encore plus par la qualité que par la quantité. Elle contient environ 150 dessins de Dürer, 50 de Raphaël, 150 dessins de Rubens, une centaine de Rambrandt, 85 ou 86 de François Boucher, etc...

L'an dernier l'Albertina avait déjà contribué, à la Bibliothèque Nationale, à l'exposition consacrée au *Dessin flamand, de Van Eyck à Rubens*. Cette année, c'est l'Albertina seule qui a prêté des chefs-d'œuvre. La mission délicate de choisir a été confiée à M. Jean Vallery-Radot qui a fait preuve en cette circonstance d'autant de science que de goût.

Le recueillement d'un public nombreux atteste tout de suite que l'on est en présence d'un spectacle exceptionnel. On s'aperçoit que parmi ces visiteurs il y a non seulement des artistes, des collectionneurs, des historiens, des voyageurs qui vont là pour prolonger le souvenir de jadis, mais toute une jeunesse ardente, désireuse de s'instruire et éprise de beauté. Cet empressement des jeunes donne confiance en l'avenir de l'art français du dessin.

Quelle leçon en effet que celle qu'ils reçoivent à la galerie Mansart ! Ils pourront tour à tour admirer les chefs-d'œuvre de diverses écoles d'Italie et d'Allemagne, de l'école flamande et hollandaise et enfin quelques-uns de l'école française.

Le catalogue de l'exposition débute par un avant-propos de M. Julien Cain, administrateur

général de la Bibliothèque, une introduction de M. Jean Vallery-Radot, conservateur du Cabinet des Estampes, et une étude de M. J. Adhémar sur les différentes formes de dessins. Ces pages permettent au visiteur qui en a le désir et les loisirs de procéder à une étude approfondie, facilitée encore par les notices très bien faites consacrées dans le catalogue à chaque dessin. En ces lignes, il ne sera fait qu'une visite beaucoup plus modeste, mais qui permettra au lecteur de prendre part à notre éblouissement.

Voici d'abord tout un ensemble de Dürer depuis les dessins de ses débuts, par exemple son propre portrait fait en 1484: jusqu'au dessin à la plume *Adoration des Mages* exécuté en 1524 soit quatre ans à peine avant sa mort. Nous verrons de lui deux études de mains, une vigoureuse datant de 1493 et une autre d'une finesse et d'un art admirable exécutée au pinceau, encre de Chine et gouache datant de 1508. Nous resterons étonnés aussi bien devant le modernisme du dessin à la plume *Le port d'Anvers* fait de quelques traits, mais combien précis, que devant l'aquarelle du *Jeune Lièvre*, réussite absolue et conçue d'une manière toute nouvelle.

Nous pourrons aussi, d'après les œuvres qui en sont exposées, suivre l'évolution du génie de Rembrandt depuis *Jeune femme à sa toilette* (1632-1634), *Académie d'un jeune garçon*, 1646, jusqu'au portrait de *Rembrandt âgé*, un des derniers du maître, plume et roseau, lavis et encre de Chine, que Rembrandt exécuta vers 1660.

Nous verrons du Titien le fameux dessin exécuté à la plume avec traces de bistre : *Deux enfants à genoux dans un paysage* qui intéressa Watteau au point qu'il le copia. Nous admirerons de Raphaël la *Madone à la grenade*, dessin à la pierre noire et très poussé ; *Trois études de Vierge pour la Madone Colonna*, plume et bistre ; une sanguine, *Etudes pour le massacre des Innocents*. Voici encore un beau fusain, d'une vérité absolue, du Tintoret, *Académie d'homme*. Un lavis de bistre, étonnant d'exécution, *L'homme au bonnet de fourrure*, de Tiepolo. D'un maître incontesté nous passons à un autre maître incontestable : Rubens. Nous regarderons longuement aussi bien sa magnifique *Etude de cheval harnaché*, que le délicieux *Portrait de son fils Nicolas*, le *Profil de Marie de Médicis*, l'étude d'*Hélène Fourment* qui a servi pour le portrait de l'*Ermitage*.

Enfin voici toute la force et toute la grâce de l'Ecole française représentée de Callot à Fragonard, en passant par nos deux grands paysagistes, Poussin et Claude Gelée, et par Watteau et François Boucher.

Mais on ne peut pas quitter notre incomparable Watteau sans évoquer le souvenir de la première visite qu'il fit dans cette rue même, lorsque Crozat le pauvre lui montra la prodigieuse et riche collection de dessins qu'il possédait. Watteau avait peu de goût pour les expositions : il avait vu, entraîné par son ami Spoëde, celle que Mansart avait organisée en 1704, il en était sorti sans aucun enthousiasme, mais avec l'idée bien arrêtée de faire autre chose de moins pompeux. Plus tard lorsqu'il vint chez Pierre Crozat il contempla tout et avec ferveur. Plusieurs de ces dessins que ses yeux ont vus sont ceux que l'Albertina nous offre aujourd'hui, et cette pensée ajoute encore à l'émotion que nous éprouvons devant tous ces chefs-d'œuvre.

IL Y A CENT ANS

L'opinion publique a été émue par les clameurs hostiles qui ont accueilli le président de la République, faubourg Saint-Antoine. Ce n'est qu'un incident de carrefour auquel les journaux n'attachent pas une importance exagérée, mais ils reconnaissent que tout a été prémédité, combiné et arrangé dans cette manifestation qui est une fois de plus un essai d'agitation révolutionnaire. Il est bien connu que dans toutes les grandes villes, à Londres, à Vienne, à Moscou, il y a des mécontents et des aigris, des ambitieux toujours prêts aux aventures. Les lois ont eu généralement pour objet d'exclure cette population là de toute participation à la vie politique : c'est la condition ordinaire de toute société, mais depuis le 24 février, les lois sont ainsi faites que les factieux y trouvent sans cesse des occasions de signaler leur activité malfaisante : « le suicide est interdit aux individus, dit un chroniqueur, il paraît qu'il est permis aux sociétés ». De toute cette agitation on conclut que le président a prononcé devant les conseils généraux de l'agriculture et du commerce, une phrase digne d'être méditée en disant : « Que la marche des mauvaises passions ne devance pas la nôtre. »

***

A l'Assemblée deux discussions ont permis à M. Jules Favre de donner libre cours à sa rhétorique démagogique. A propos des prêtres desservants, M. Jules Favre a prononcé un discours tout politique qui n'a pas suffi à l'ériger en canoniste. C'est M. Berryer qui lui a répondu avec une supériorité éclatante. Le vote de l'Assemblée a donné tort à M. Jules Favre.

La question des fonds secrets n'a pas mieux réussi à M. Favre. Dans cette discussion comme dans la précédente, l'orateur s'attachait moins à traiter le fond de la question qu'à remuer les passions. M. Baroche a répondu avec autant de fermeté que d'esprit, et il a emporté les suffrages de l'Assemblée.

La seconde délibération sur le chemin de fer de Paris à Avignon n'a pas donné le résultat que l'on pouvait espérer. Trop d'intérêts et trop de préventions mal justifiées sont venus se jeter à la traverse du système d'une compagnie unique. Il est donc probable que la préférence sera donnée au système de deux compagnies solidaires : mais l'essentiel est qu'il y ait une solution et que pour le bien général ce chemin de fer se fasse.

***

Le Pape est rentré dans ses Etats ; c'est un événement important et c'est un résultat auquel a contribué la politique française. Il reste à souhaiter que les désaccords qui séparent encore Rome et Turin s'apaisent.

***

Dans l'empire ottoman Reschid-Pacha a introduit un certain nombre de réformes inspirées par l'esprit d'occident, et ces tentatives ont été heureuses. Une mesure récente compte parmi les plus grandes et les plus hardies que Reschid-Pacha ait prises. Les chrétiens hellènes, bulgares, arméniens ont été introduits dans l'Administration. Aujourd'hui le grand vizir a jugé que le moment était venu d'introduire des chrétiens dans l'armée. Le service militaire était jusqu'à ce jour le privilège des musulmans. En appelant au service militaire les nombreuses populations chrétiennes de la Turquie d'Europe et de l'Asie Mineure, le grand vizir prouve que l'idée de tolérance a fait de grands progrès et en outre il double la puissance matérielle de l'armée turque.

***

On a beaucoup parlé depuis quinze jours des deux illustres poètes : M. Victor Hugo et M. de Lamartine, mais ce ne fut pas pour les louer. A l'Assemblée, M. Hugo a

fait sur la déportation un discours autour duquel, par respect pour son génie poétique, on préfère garder le silence.

Quant à M. de Lamartine il fait représenter à la Porte Saint-Martin une tragédie en vers, *Toussaint Louverture* ; malgré quelques beaux morceaux on regrette généralement que le poète des *Méditations* et des *Harmonies* ait cru devoir composer ce drame où l'on ne reconnaît pas toujours son génie.

***

Les travaux commencés pour réunir le Louvre aux Tuileries sont poussés activement. Trois maisons de la rue Saint-Thomas qui doit disparaître ont déjà été détruites, et quinze immeubles doivent être encore expropriés.

***

Les églises, pendant les offices de Pâques, ont été très fréquentées. Une bande de voleurs a profité de cette affluence pour opérer plusieurs larcins. L'un deux a été arrêté au sortir de l'église : il avait dérobé une bourse en or dans laquelle se trouvait 77 francs.

***

A l'Opéra-Comique on répète à l'orchestre le nouvel ouvrage de M. Ambroise Thomas intitulé *Le Songe d'une nuit d'été.* Mme Ugalde y tiendra un rôle important.

L'Opéra va faire représenter un ballet nouveau, *Stella.* Au même théâtre on annonce la reprise du chef-d'œuvre de Weber, *Robin des bois.*

***

La température dans la seconde quinzaine de mars a été très variable et a été l'occasion de surprises pénibles. Après quelques journées d'une douceur vraiment printanière, le froid a reparu : dans plusieurs régions de la France il y a même eu des chutes de neige.

La température est nettement améliorée depuis le début d'avril.

LES LIVRES

LA DIVINE TRAGEDIE DE LOUIS XVII, par le docteur de Fontbrune ; 1 vol. in-16 jésus. Michelet à Sarlat.

Le problème de la mort de Louis XVII passionne toujours l'opinion et, dans le moment ou **La Revue** publiait les articles remarquables de M. Louis Hastier, paraissait à Sarlat un ouvrage du docteur de Fontbrune qu'on ne peut passer sous silence. D'abord, parce que cet auteur a démontré d'une façon claire et excellente qu'aucun des faux Dauphins, y compris Naundorff, ne pouvait être Louis XVII. Ensuite parce que cet ouvrage a fait l'objet de la part de certains journalistes d'une manière d'abus de confiance. Plusieurs articles parus récemment, se fondant sur un des chapitres de ce livre, ont prétendu que l'auteur avait démontré que sa Sainteté Pie XII descendait de Louis XVII. Or, le docteur de Fontbrune, utilisant les **Centuries** de Michel Nostradamus, en les interprétant par un choix de quatrains pris çà et là dans l'ouvrage, a en effet signalé des coïncidences curieuses, mais il prit soin d'ajouter que : « Le dénouement ainsi présenté paraît être du domaine des contes de fées. » Tous ceux qui ont utilisé depuis quatre siècles les prophéties de Nostradamus savent quels partis divers et merveilleux on en peut tirer et quelle créance on peut leur accorder. « Cet ouvrage extravagant écrit dans un style énigmatique et obscur, dans lequel on peut, avec un peu d'imagination, voir tout ce qu'on veut y trouver », telle est la définition des Centuries de Nostradamus que donne le dictionnaire Larousse.

LES LIVRES

IMAGES ROMAINES, par Henry Bordeaux, de l'Académie française ; 1 vol. in-16. Plon.

Au moment où l'on vient de célébrer les quatre-vingts ans de M. Henry Bordeaux, celui-ci publie, à l'occasion de l'Année Sainte, Images romaines. Le livre, pour la majeure partie, est formé par les récits des entrevues de l'auteur avec les papes qui se sont succédé depuis 1903 : Pie X, Pie XI et Pie XII ou avec leurs secrétaires d'Etat. M. Henry Bordeaux évoque ainsi de façon vivante — car il puise dans les pages du Journal qu'il a tenu au cours de son existence — les hautes figures de ces pontifes. Une des audiences les plus émouvantes est celle que Pie XII — le cardinal Pacelli avait pris ce nom après son élection toute récente de 1939 — accorda à M. Henry Bordeaux le 9 janvier 1940. L'Europe était alors en guerre ; le Saint-Père entretint de ce grave sujet son interlocuteur et celui-ci comprit, d'après les propos du Pontife, que « l'avenir lui apparaissait extraordinairement dangereux et qu'il redoutait pour la France l'attaque de Hitler ». Il me demanda si l'on était prêt à affronter cette guerre qui durait depuis le mois de septembre et qui semblait à demi-morte. « L'armée est prête, oui, Saint-Père. Elle sera plus nombreuse et mieux armée dans un an. » Mais lui-même avec vivacité : « Pas dans un an, tout de suite. »

SOPHOCLE, TROIS TRAGEDIES : ŒDIPE-ROI, ŒDIPE A COLONE, ANTIGONE, nouvellement traduites par Mario Meunier ; 1 vol. in-16. Albin Michel.

C'est en vue de représentations théâtrales que M. Mario Meunier a traduit ces trois grands chefs-d'œuvre de Sophocle. Leur succès sur la scène, qu'il s'agisse d'un public scolaire, bourgeois ou populaire, a été, selon le mot employé par le traducteur dans sa préface, « inattendu », tant il est vrai que le grand tragique a su atteindre dans ces trois œuvres au pathétique le plus humain et que malgré les siècles écoulés il reste toujours « jeune de gloire et d'immortalité ». Les traductions de M. Mario Meunier, quoique destinées au théâtre, ne sont pas des « adaptations », autant dire des « déformations ». Comme il le dit lui-même dans la préface, M. Mario Meunier s'est efforcé de rendre sa traduction « exacte et littérale, d'en dégager la pensée latente dans le sens des mots, et de sauvegarder, pour transposer le texte original, le génie rigoureux de la langue française ». D'autre part, il s'est attaché à traduire la forme par des équivalences, à reconstituer le miracle de la pensée conductrice et à rendre la fraîcheur, l'éclat et le « mouvement » — si important dans une œuvre littéraire — du modèle grec.

GRANDS FAUVES D'AFRIQUE, par le docteur Emile Gromier ; 1 vol. in-8° illustré de hors-texte d'après des photographies. Amiot et Dumont.

Un jour viendra peut-être où les grands animaux sauvages de l'Afrique, les rhinocéros et les hippopotames qui semblent des survivants des monstres des âges géologiques, les lions, les buffles, les girafes, les grandes antilopes auront disparu, traqués et abattus par les chasseurs blancs ou noirs ou seront réduits à quelques spécimens relégués dans des « réserves ». En attendant, le docteur Emile Gromier s'est attaché à observer longuement leurs mœurs, vivant sur leurs domaines, les épiant, cherchant à pénétrer le secret de leurs démarches... et à les photographier. Il avait déjà publié un livre sur les éléphants ; maintenant Grands fauves d'Afrique est consacré aux rhinocéros, aux buffles et aux lions. L'auteur a beaucoup vécu en la compagnie des rhinocéros : « Je ne les tirais pas, les dérangeais le moins possible, et me bornais à les observer longuement du haut de quelque rocher où j'étais à l'abri de leurs fréquents accès de mauvaise humeur. » Grâce à ses innombrables observations il a pu reconstituer l'existence entière d'un rhinocéros qu'il nomme M'Saragba et le récit qu'il en donne est captivant comme un roman. Il a procédé de même pour les buffles et pour les lions du Kénia dont il peint, de façon vivante et colorée, plusieurs individus très représentatifs. De belles reproductions de photos qui nous montrent rhinocéros, buffles et lions dans leur existence quotidienne, ajoutent au haut intérêt de ce livre remarquable.

LES LIVRES

LE MARECHAL DE LA FORCE. — UN SERVITEUR DE SEPT ROIS, **par le duc de La Force, de l'Académie française ; 1 vol. in-8°, illustré. Plon.**

C'est une figure très caractéristique de l'époque où il vécut que celle du maréchal de La Force. Son descendant, qui connaît admirablement cette période de notre histoire, le fait revivre dans un très bel ouvrage, captivant comme un roman, mais où les moindres détails sont d'une scrupuleuse exactitude.

Le premier tome vient de paraître. Héritier d'une lignée qui remonte au delà du Xe siècle, Jacques de Caumont avait treize ans lors de la Saint-Barthélemy. Sa famille était protestante ; son père et un de ses frères sont massacrés et lui-même, inondé de leur sang, est sauvé miraculeusement par un détrousseur de cadavres. Quelques années plus tard il servait avec éclat sous les ordres du futur Henri IV en train de conquérir son royaume. Dévoué au roi gascon, il l'assistait à ses derniers moments, quand il expirait sous le poignard de Ravaillac. Sous Louis XIII, comme maints seigneurs de son temps, il combat à la fois contre le roi et pour lui. Révolté avec les huguenots de Guyenne, il se soumet en 1622 et obtient son pardon du souverain qui le fait maréchal de France. C'est sur cet épisode que se termine le premier tome. Le second retracera les belles campagnes en Italie, en Lorraine, en Allemagne où le maréchal devait s'illustrer.

TOI AUSSI, NATHANAEL, **choix de pages catholiques tirées de l'œuvre de Daniel-Rops et présentées par Pierre Arrou ; 1 vol. in-8° soleil. Plon. — *DES IMAGES DE GRANDEUR*, par Daniel-Rops ; 1 vol. in-16. Ed. Spes.**

Sous ce titre quelque peu mystérieux, **Toi aussi, Nathanaël**, qui est emprunté à l'Evangile, M. Pierre Arrou a réuni quelques-unes des plus belles pages de l'œuvre de Daniel-Rops. Les textes reproduits dans cette anthologie permettent de suivre « l'itinéraire spirituel » de l'écrivain depuis le temps de ses débuts, en 1925, jusqu'à ses grands succès. Dans sa préface, M. Pierre Arrou indique, avec une profonde connaissance de l'œuvre de Daniel-Rops, les étapes de cet itinéraire. De larges emprunts sont faits aux romans, **Mort où est ta victoire ?** et **l'Epée de feu**. Parmi les essais de critique ont été choisies les pages sur Psichari, sur Rimbaud, sur **l'Humanisme chrétien**. Enfin des chapitres tirés de **Le Peuple de la Bible**, de **Jésus en son temps**, de **l'Eglise des apôtres et des martyrs** donnent au lecteur le désir de connaître dans leur ensemble ces beaux livres d'histoire religieuse.

Des Images de grandeur sont formées d'attrayants essais qui se rattachent toujours par quelque côté aux préoccupations religieuses de Daniel-Rops : **Les trois mystères d'Israël, Rome et la Révolution de la Croix, Chartres et son symbole**, etc.

LA VIE DE SOCIETE AUX XVIIe ET XVIIIe SIECLES, **par Georges Mongrédien ; 1 vol. in-8°. Hachette.**

Dans cet ouvrage, très vivant et riche d'anecdotes curieuses et piquantes, M. Georges Mongrédien, historien à la fois savant et brillant de l'Ancien régime, retrace la vie de salon durant deux siècles. Il nous mène à l'Hôtel de Rambouillet, dans la fameuse Chambre bleue, où règnent la marquise, sa fille, Julie d'Angennes, Mlle Paulet et que fréquentent de grands seigneurs et maints poètes ou prosateurs, Voiture, Racan, Georges de Scudéry, Chapelain, Conrart, Guez de Balzac, etc... ; puis dans plusieurs salons à la mode du même temps, notamment à l'hôtel de Scudéry, fréquenté par les « Précieuses », chez Ninon de Lenclos, la célèbre courtisane, et chez Mme Scarron, qui devait devenir Mme de Maintenon et quasi reine de France. Entre les salons de cette époque et ceux du vrai XVIIIe siècle — c'est-à-dire après la mort de Louis XIV — le cercle que la duchesse du Maine a créé, dans sa « folie » de Sceaux, fait en quelque sorte transition. Sous Louis XV et à l'aube du règne de Louis XVI la vie de société est à Paris à son apogée. C'est le temps exquis de la « douceur de vivre ». Alors sont célèbre les noms de la marquise de Lambert, qui tient salon dans l'hôtel du même nom, à l'extrémité de l'île Saint-Louis, de Mme d'Epinay, avec ses réunions du château de la Chevrette, de Mme du Deffand, chez qui se rassemblaient les « Philosophes », de Mme Geoffrin, une bourgeoise, elle aussi accueillante aux philosophes et gens de lettres. En pages à la fois séduisantes et nourries d'érudition, M. Georges Mongrédien a su évoquer ce passé disparu.

LES LIVRES

LES PLAISIRS DU VOYAGE, par Pierre Benoit, de l'Académie française ; 1 vol. in-16. Albin Michel.

Il y a longtemps que les tragiques grecs et nos grands classiques avaient discerné tout ce qu'il y a de fatal et de mystérieux dans l'amour, d'énigmatique dans l'âme féminine et, de ce double mystère, ils avaient tiré les plus pathétiques effets. Mais les plus vieux sujets restent éternellement jeunes, à condition qu'un auteur de grand talent les reprennent et sachent les parer d'un attrait et d'un prestige nouveaux. Ainsi a fait M. Pierre Benoit dans son roman au titre ironique, **les Plaisirs du voyage**. Pourquoi Adèle Ferrand, dont le vieux mari certes n'a rien qui puisse captiver une jeune femme passionnée, mais dont l'amant en revanche, Robert Labeyrie, est à tous égards infiniment séduisant, s'éprend-elle d'un bas aventurier, aux fréquentations douteuses, aux ressources qui le sont encore plus ? Robert Labeyrie, qui a des doutes sur la fidélité d'Adèle, décide, afin d'acquérir une certitude, d'entreprendre un long voyage en Extrême-Orient. En réalité, il reste à Paris et, sous un déguisement, surveille celle qu'il soupçonne. Hélas ! bientôt ses dernières illusions se dissipent et il peut mesurer à quel degré d'avilissement est tombée celle qu'il n'a cessé d'aimer. Alors son désespoir le jette à la pire résolution. Sur ce sujet, M. Pierre Benoit a écrit un roman d'un haut intérêt, dons nos lecteurs ont eu la primeur et où le drame psychologique s'entoure de péripéties imprévues, de rebondissements inattendus qui donnent au récit un caractère passionnant.

THOMAS D'AQUIN, par S. Ex. Mgr Gillet, Archevêque de Nicée ; 1 vol. in-16. Dunod.

Dans la collection « Les Constructeurs » dirigée par M. Firmin Roz, de l'Institut, vient de paraître un **Thomas d'Aquin** dû à l'ex-Révérendissime Père Maître général des Dominicains, c'est-à-dire à S. Ex. Mgr Gillet, Archevêque titulaire de Nicée. Le savant auteur, qui a composé cet ouvrage à Rome, n'a nullement tenté de retracer la vie de saint Thomas ; il s'est attaché à étudier en lui le grand théologien, en orientant ses recherches de manière à répondre à cette question : « En quoi saint Thomas a-t-il été un constructeur » ? Dans une lettre-préface, Mgr Gillet, précisant son dessein, ajoute : « Qu'est-ce que saint Thomas a apporté de personnel à la théologie qu'il a renouvelée de fond en comble, et qui explique pourquoi l'Eglise, aujourd'hui encore, invite les théologiens à s'instruire de sa doctrine de préférence à toute autre ? La réponse à cette question tient en deux mots. Le mérite et l'originalité de saint Thomas, rompant en visière avec les théologiens de son temps, est d'avoir introduit la raison en théologie pour en faire une science, en quoi il s'est montré à la fois un grand théologien et un parfait humaniste ». C'est donc au défenseur de la raison que sont consacrées les pages les plus riches en substance de ce livre pénétrant.

LA RIVIERE CHANTE, par Charles-Maurice Chenu ; 1 vol. in-16 jésus. Editions Julliard.

Dirigée par M. Paul-Emile Victor, la collection la « Croix du Sud » a pour objet la publication de relations de voyages et d'aventures. Après trois volumes qui ont pour cadre des pays lointains, celui qu'elle publie aujourd'hui, **La Rivière chante**, se déroule aux abords ou sur les flots de huit rivières de France. Pour n'être pas exotiques, les récits que M. Charles-Maurice Chenu y a rassemblés n'en sont pas moins pittoresques et hauts en couleurs. On sait que l'auteur, à qui l'on doit le Journal d'un chien à bord d'un tank pendant la guerre de 1914-1918, ouvrage couronné par l'Académie française, a déjà publié un charmant volume qu'il a intitulé **En canoë**. C'est encore en kayak où en canoë qu'il nous emmène cette fois sur le Rhône, le Tarn, le Gave d'Oloron, l'Ourcq, ou l'Ardèche. Et ce sont des journées passées au fil de l'eau avec d'aimables compagnons ou compagnes de voyage dont l'auteur nous trace de mordantes esquisses. Son livre est celui d'un écrivain plein d'esprit, apte à saisir le charme de l'heure présente et à supporter allègrement les mésaventures, baignades involontaires, couchées peu confortables inhérentes à ces sortes d'entreprises. A une époque où trop de romans français peignent le monde sous un jour affreux, le lecteur fera un chaleureux accueil à ce livre optimiste et souriant.

LES LIVRES

VOIX DE NAPOLEON, **paroles authentiques présentées par P.-L. Couchoud ; 1 vol. in-8°. Editions du Milieu du Monde, Genève.**

Napoléon aimait à exposer ses conceptions, à expliquer le pourquoi de ses actes et il le faisait familièrement dès qu'il avait en face de lui un interlocuteur qu'il sentait compréhensif. Les plus fameux de ces « confidents » de l'Empereur, ce sont Roederer, Molé et Caulaincourt. Devant eux, Napoléon parlait longuement et le plus souvent avec sincérité ; de leur côté, ils écoutaient avec attention et le jour même notaient sur le papier les propos entendus. D'autres encore ont fidèlement transcrit les paroles de Napoléon. M. P.-L. Couchoud a recueilli dans leurs Mémoires les pages où ils rapportaient ces paroles et, les classant selon les phases de la carrière napoléonienne, en a composé le présent ouvrage d'un si haut intérêt. On y trouve rassemblés des « morceaux » qu'il faudrait chercher dans une trentaine de volumes. C'est surtout chez Roederer, Molé et Caulaïncourt, ainsi que dans les propos recueillis au cours des discussions au Conseil d'Etat, que l'on perçoit l'écho fidèle de la voix impériale. On sent la pensée jaillissant du cerveau de Napoléon, s'exprimant avec le mouvement, le rythme qui lui est propre. « Ce qui frappe d'abord, écrit M. Couchoud dans la préface, c'est un *tempo* particulier : vif, rapide, saccadé. La phrase s'émiette. Elle déflagre en petites propositions percutantes. Chacune exprime un jugement ou un fait. Chez Napoléon la compréhension est foudroyante. La réplique de l'acte et de la parole, prompte et précise. » Dans cette préface, M. P. L. Couchoud apporte une précieuse contribution à la psychologie de l'Empereur.

CORRESPONDANCE DE VICTOR HUGO, **tome II (1849-1866) ; 1 vol. in-4°, illustré. Albin Michel.**

La librairie Albin Michel poursuit la très belle édition de la **Correspondance** de Victor Hugo. Le tome II, imprimé comme le précédent par l'Imprimerie nationale, vient de paraître ; il s'étend de 1849 à 1866. La plupart des lettres ont donc été écrites en exil et sont datées de Bruxelles, Jersey, Guernesey. Beaucoup sont adressées à Mme Victor Hugo et aux fils du poète, aux fidèles disciples, Meurice et Vacquerie, aux éditeurs ; mais, parmi les destinataires, figurent aussi la plupart des personnalités littéraires du temps : George Sand, Michelet, Dumas, Mme de Girardin, Janin, About, Flaubert, Th. de Banville, Paul de Saint-Victor, Arsène Houssaye, Leconte de l'Isle, Baudelaire, etc... Ces lettres comprennent un nombre très important de pièces inédites.

ANTOINE DE SAINT-EXUPERY, **par Pierre Chevrier ; 1 vol. in-8° illustré. Gallimard.**

« Dans cette biographie, écrit en sa préface M. Pierre Chevrier, l'auteur s'est effacé chaque fois qu'un document permettait de laisser Saint-Exupéry s'exprimer lui-même. » Cette méthode ne confère pas seulement au livre l'exactitude et un incomparable accent de vérité, il lui donne tout son pathétique. Grâce à de nombreux extraits de lettres, adressées à sa famille ou à des amis, le lecteur suit Saint-Exupéry dans son existence assez courte — quarante-quatre ans — mais si remplie, depuis son enfance, ses années de collège, son service militaire — dans l'aviation naturellement. Après un séjour de peu de durée dans les bureaux d'une entreprises commerciale, il entre, à vingt-cinq ans, comme pilote à la Compagnie Latécoère et, en 1926, commence à assurer des courriers entre Toulouse-Casablanca-Dakar, trajet non sans les Maures de la colonie espagnole de Rio-del-Oro. Il publie son premier livre, danger car il s'agit de survoler des régions sahariennes insoumises, hantées par **Courrier Sud**, puis il passe à l'Aéropostale qui fait le service de l'Amérique du Sud. Ses randonnées lui inspirent **Vol de nuit**, Prix Fémina 1931, et **Terre des Hommes**. Pendant plusieurs années, il fait des essais d'appareils, entreprend en 1935 le tour de la Méditerranée, établit en 1937 la liaison Dakar-Tombouctou. Arrive la guerre de 1939 ; Saint-Exupéry est capitaine d'aviation. Après le désastre de 1940, il séjourne trois ans aux Etats-Unis, puis le voici en 1943, à Alger. Avec de grandes difficultés, il obtient de participer à des reconnaissances aériennes ; il disparaît en plein ciel le 31 juillet 1944. Du livre de M. Pierre Chevrier où revit Saint-Exupéry, héros et poète, se dégage une belle leçon d'énergie.

TABLE

Mars-Avril 1950

1er MARS

15 MARS

1er AVRIL

15 AVRIL

Imprimé en France. — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, boulevard Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 — 2e trimestre 1950. — Editeur n° 1
Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon.

On peut s'abonner à

LA REVUE
LITTÉRATURE, HISTOIRE, ARTS ET SCIENCES
DES DEUX MONDES

chez tous les libraires, en particulier chez :

DÉPARTEMENTS ET UNION FRANÇAISE

Agen : Ferran, Gros ; **Aix** : de Bacquencourt, Goulard ; **Alger** : La Maison des Livres ; **Amiens** : Brandicourt, Léveillard ; **Angers** : Mira ; **Auxerre** : Bonnet ; **Avignon** : Baud ; **Béziers** : Clareton, Canac, Ferlus ; **Bordeaux** : Féret, Mollat ; **Boulogne-sur-Mer** : Chiraux, Deligny ; **Bourges** : Auxenfans, Desquand ; **Brest** : Derrien, Gaborit ; **Caen** : Bigot, Girault, Le Moulec, Marigny et Joly ; **Cahors** : Francès ; **Calais** : Denquin et Cie ; **Cannes** : Delannoy, Perrier ; **Carcassonne** : Cros-Vitalis, Gally ; **Casablanca** : Farairre ; **Chalon-sur-Saône** : Vve Rigollot ; **Chambéry** : Dardel ; **Chartres** : Lester, Rigal ; **Cherbourg** : Lanièce ; **Clermont-Ferrand** : Delaunay, Sarrassat, Larène, Martel ; **Coutances** : Lecerf ; **Dakar** : Moreau ; **Dieppe** : Dumortier et Vial ; **Dijon** : Damidot, L. Venot ; **Epinal** : Homeyer ; **Grenoble** : Arthaud, Didier et Richard ; **La Rochelle** : Pijollet, Samson ; **Laval** : Béhier, Gautron ; **Le Havre** : Dombre ; **Le Mans** : Graffin, Vadé ; **Lille** : Douriez, Giard, Tallandier ; **Limoges** : Ducourtieux, Duverger ; **Lyon** : Barthélemy, Demorière, Flammarion, J. Desvignes, Linsolas, Masson, Viricel et Vacher, Lardanchet ; **Marseille** : Ferran, Fuéri, Flammarion, Lacoustène, Maupetit ; **Metz** : Even, Hocquard ; **Montpellier** : Coulet, Dubois et Poulain, Julia ; **Mulhouse** : Barbe, Bisey, Pflieger ; **Nancy** : Berger, Didier, Dory ; **Nantes** : Beaufreton, Coiffard ; **Nice** : Barnoin frères, Verdollin ; **Nîmes** : Bertrand et Bourdy, Boniol-Béchard ; **Oran** : Manhès, Touboul ; **Orléans** : Loddé, Luzeray, Proutière-Huguet ; **Pau** : Dupont et Bordenave, Grenier ; **Perpignan** : Brun, Morat ; **Poitiers** : Bégnard, Labouygue ; **Rabat** : Cère ; **Reims** : Michaud ; **Rennes** : Behon, Larcher, Plihon ; **Roanne** : Lauxerois ; **Roubaix** : Bonnehon ; **Rouen** : Lepouzé, Lestringant, Van Moé ; **Saïgon** : Portail ; **Saint-Denis (Réunion)** : Librairie de la Réunion ; **Saint-Etienne** : Dubouchet, Font, Plaine, Vernay ; **Saint-Quentin** : Nougarède et Lestrat ; **Strasbourg** : Berger-Levrault, La Mésange ; **Tananarive** : Librairie de Madagascar ; **Toulon** : Guillemin, Rebufa, Montbarbon, Trinchero ; **Toulouse** : Didier, Labadie, Privat, Richard, Sistac ; **Tours** : Debien Maillocheau, Tridon ; **Tunis** : Librairie « Jehanne d'Arc », Namura, Saliba ; **Valence-sur-Rhône** : Rey ; **Versailles** : Vasseur, Némitz ; **Vichy** : Les Beaux Livres.

ÉTRANGER

Amsterdam : Scheltema et Holkema's ; **Ankara** : Librairie Hachette ; **Athènes** : Kauffmann ; **Bruxelles** : A. M. P., Editions universelles, Massardo, Office de Publicité ; **Bologne** : Zanichelli ; **Cap Haïtien** : L. Ed. Magny, Agent général pour Haïti ; **Genève** : Naville, Agent général pour la Suisse ; **Istanbul** : Librairie Hachette ; **Lausanne** : Payot, Rouge ; **Le Caire** : James Cattan, Agent général pour l'Egypte, Librairie du Papyrus ; **Liège** : Henry ; **Lima** : Brignoni-Picasso ; **Montréal** : Pony, Agence littéraire Atlantique ; **Oxford** : B. H. Blackewell ; **Padoue** : Gianotti ; **Québec** : Abonnements pour tous, Henri Charlotin ; **Rio-de-Janeiro** : R. F. Besnard ; **Rome** : Bocca, Signorelli, Agence du livre français ; **Sao Paulo** : R. F. Besnard ; **Turin** : Lattès ; **Utrecht** : Van Rossum.

Imprimé en France — Imprimerie E. Pigelet, 189-191, bd Voltaire, Paris (XIe)
Dépôt légal n° 345 - 2e trimestre 1950 - Editeur n° 1

Le Rédacteur en chef gérant : L.-J. Arrigon